Menace nucléaire sur l'Europe

Le Rayonnement de la France, dix ans après Fukushima

Jean-Marc Sérékian

Sommaire

Introduction
1. **L'instant d'avant**
2. **Les faits sont têtus, mais l'avenir est radieux**
3. **De l'aventure à l'imposture, la rhétorique atomique**
4. **Bure atomique contre nature**
5. **Les ficelles statistiques de la sûreté nucléaire**
6. **L'Atome tricolore terrorise l'Europe**
7. **Lente sénescence d'une mini-superpuissance**
8. **Du Blocus continental à Hinkley Point**
9. **Ces Néo-NégaWatts qui valent des Milliards**
10. **A l'ombre du Brexit, l'effondrement de l'atome**
11. **Astrid c'est fini… mais le pire persiste !**
12. **Digression désabusée sur la « dissuasion »**

Epilogue : Aujourd'hui ou Jamais

Jean-Marc Sérékian
Adresse postale : 204 rue de général Renault 37000 Tours
Email : jm.serekian@chu-tours.fr
Téléphone : 06 86 78 44 84

Sommaire

Introduction **3**

1. L'instant d'avant **8**
- La Noblesse d'Etat aux origines de l'affaire UraMin – Fatale affaire Areva-UraMin - Epilogue sur l'affaire UraMin-Areva - Le Big Bang Atomique, père de l'Apartheid -La braderie des cafetières - En remontant le temps, la toute-puissance et l'aveuglement

2. Les faits sont têtus, mais l'avenir est radieux **16**
- Humanisme d'Etat d'Urgence - Dernières paroles d'alerte - Science et Infox pour la Science - Derrière l'infox, les faits sont têtus - Dans l'adversité, l'imposture continue - Nouvelle mise en scène - Le mensonge érigé en système - Fenêtre de tir unique pour la Babel nucléaire

3. De l'aventure à l'imposture, la rhétorique atomique **25**
- De la Guerre au rêve de l'énergie nucléaire - Du rêve à la réalité nucléaire - Notion d'oxymore bureaucratique
- Oxymores des mensonges atomiques - Les mots pour les maux - Brève revue d'une triste réalité négligée - *« A propos du programme nucléaire français* »

4. Bure atomique contre nature **34**
- Paix royale aux déchets - Décharge, fûts sous-marins, fûts souterrains - Les tartuferies à Bure de l'ASN et de l'IRSN - A la poubelle aussi « le principe de réversibilité » - Trump déterre Yucca Mountain

5. Les ficelles statistiques de la sûreté nucléaire **41**
- Les éclairs de lucidité à chaud des nucléocrates - Le risque zéro à bon dos… - Seconde infox scientifique : le Rapport Rasmussen - Des forêts pour pallier les faiblesses électronucléaires - Histoire de météores et de dinosaures - MIT : Rasmussen et Meadow dans un même bateau - Hubert Reeves, un témoignage à charge

6. L'Atome tricolore terrorise l'Europe **49**
- Un appel de détresse en trompe l'œil - La fronde aux frontières - Le Cas critique du Grand-duché - Mille milliards d'euros pour le statu quo nucléaire - Le switch loupé Fessenheim Flamanville - Deux manières d'arrêter un parc atomique - Les caves de la classe politique se rebiffent

7. Lente sénescence d'une mini-superpuissance **55**
Mini-superpuissance et « Machine de guerre » - Une Thanatocratie atomique - Mini-superpuissance mais aussi méga-junte militaire – Des eaux vidées des baleines et pleines de sous-marins - Thanato-Thalassocratie Française - Question d'historiographie : la guerre perpétuelle

8. Du Blocus continental à Hinkley Point **64**
- Atom's tipping point before Hinkley point - Au-delà du montage financier - Grandeur et décadence des Empires - D'un blocus continental à l'autre - Crépuscule de la Génération Plutonium de l'Homme

9. Ces Néo-NégaWatts qui valent des Milliards **71**
- Surprise financière de la fermeture de Fessenheim - Financiarisation d'une friche - Rappel liminaire sur la notion originelle de NégaWatt - Le Cas Allemand et les Néo-NégaWatts de Vattenfall - Les NégaWatts de Fessenheim - La victimisation valorisée des actionnaires

10. A l'ombre du Brexit, l'effondrement de l'atome **77**
- EDF en Angleterre - Les Rois Mages rayonnants d'Extrême-Orient - Calcul mental de coin de table - L'énigme du reniement des Rois Mages

11. Astrid c'est fini… mais le pire persiste ! **81**
- Un non-évènement - « 3G » « 4G » et la fin de la Panacée - *Memento mori*

12. Digression désabusée sur la « dissuasion » **85**
- Le meurtre de masse en pyjama - La dissuasion dans la mondialisation - Avenir asiatique de quelques fleurons fanés français - Question d'écriture pour l'atome tricolore - « Inutile et coûteuse » dixit un général - Têtes brûlées, têtes froides et têtes nucléaires - « Techno-génocidaire. » - Filiation Blitzkrieg bombe atomique - Une guerre dans la guerre - De la guerre à la situation atomique - La situation atomique

Epilogue : Aujourd'hui ou Jamais **99**

Notes **104**

Introduction

Au cours de la décennie qui suivit Fukushima et qui vient de s'écouler, les révélations sur l'atome tricolore furent abondantes et jugées, pour le moins, forts préoccupantes. L'état de délabrement du parc nucléaire vieillissant, les malfaçons sur les réacteurs, le fiasco retentissant de l'EPR, l'affaire Areva-UraMin, et les violences policières pour imposer une nouvelle poubelle nucléaire à Bure, tout allait de mal en pis sans épargner aucun secteur. Face à ce tableau peu reluisant, on aurait pu espérer, sur au moins la base des données financières et techniques recevables par les experts et les économistes, l'émergence d'une volonté politique d'assainissement de la situation nucléaire en France. Il n'en fut rien.

Les deux principaux acteurs du secteur -Areva et EDF- n'étaient pas au meilleur de leur forme mais, loin d'un changement de cap pour un déblocage, ce fut exactement le contraire qui se produisit après la chute finale d'Areva. Mystère de l'économie atomique française, la faillite crapuleuse du *« numéro un mondial »* du nucléaire avec, entre autres, l'affaire UraMin-Areva, a semble-t-il redonné des ailes à l'atome tricolore. EDF, tout aussi mal en point sur le plan financier, a repris le flambeau et affiche une volonté farouche de réussir après le fiasco d'Areva. Ainsi, la décennie écoulée n'apparaît plus que comme un mauvais souvenir pour l'Etat français qui, désormais, navigue seul en Europe à contrecourant de l'histoire énergétique. Pourtant, avec les promesses habituelles des campagnes présidentielles, il est depuis longtemps facile de deviner qu'il y a bien une demande sociale d'en finir avec l'ère nucléaire en France… Déni de réalité et déni de démocratie, dénis en série, réitérés et aggravés, tel était le premier constat au terme de la première décennie qui suivit Fukushima.

En 2020, la fermeture tant attendue de Fessenheim était enfin actée. Mais les mauvaises surprises allaient se multiplier. Non seulement les contreparties financière accordées à EDF pour cet arrêt de deux réacteurs étaient exorbitantes, mais l'Etat réaffirmait avec force le maintien du statu quo nucléaire dans la stratégie énergétique nationale. A l'opposé des attentes depuis longtemps majoritaires en France, il affichait à nouveau la vieille ambition de l'An 2000 portée par Areva de faire renaître et rayonner l'atome tricolore dans l'Hexagone et dans le monde. Vingt ans de déconvenues, vingt ans de révélations fracassantes, vingt ans de perdus, et, au final, vingt ans pour rien. En 2020, l'Etat français remettait le compteur à zéro pour un nouveau départ. Après la faillite financière et le fiasco technologique d'Areva puis sa disparition en 2018, EDF, croulant, elle aussi, sous les dettes, montait sur le pont, reprenait la barre et, loin de réduire la voilure, se lançait tous azimuts dans des aventures à haut risque avec d'emblée deux EPR en Angleterre, six en France et même six anciens projets de réacteurs d'Areva à relancer en Inde. Ni la catastrophe de Fukushima, ni le spectaculaire fiasco de deux EPR européens en construction perpétuelle en France et en Finlande ne semblent capables d'infléchir la volonté de relancer le nucléaire sur le territoire et dans le monde. Mystère de l'économie atomique tricolore, malgré toutes les compétences polytechniques et économiques concentrées, personne n'a pu éviter l'affaire UraMin et le fiasco final d'Areva ; et toujours personne ne semble capable d'arrêter la fuite dans la démesure internationale d'EDF.

Toujours en 2020, La France en Marche, bien isolée dans sa démarche, affichait à nouveau sans ambiguïté les vieilles velléités de superpuissance nucléaire. Faillite de la démocratie, en conséquence logique de ses ambitions militaro-industrielles d'un autre âge, le système apparaît plus que jamais verrouillé à tous les niveaux : scientifique, militaire, politique et aussi médiatique. A ce dernier niveau en effet, en plus du marketing généreusement financé par EDF, la presse continue à nous servir avec sérieux la fable-maison d'un nucléaire *« bas carbone »* indispensable dans le mix énergétique tricolore pour lutter contre le dérèglement

climatique… Après la grossière imposture de *« l'indépendance énergétique »* des années 1970 puis le *« recyclage à 96% »* du combustible usé, arrive sans honte à longueur de médias le verdissage de l'atome sur le thème de l'énergie *« bas carbone »*…
Pour les trois premiers niveaux du pouvoir, le blocage est total et la notion de volonté de superpuissance est essentielle pour comprendre l'exception culturelle française du nucléaire. De toute évidence le *« premier de cordée »* de la République « en Marche » avec son profil jupitérien assumé veut s'inscrire dans une continuité militaire et, en prolongation, associer son nom à un Plan Messmer-Macron pour la renaissance de l'énergie atomique en France et dans le monde. Quelques soient les circonstances politiques, les échecs technologiques historiques et les catastrophes nucléaires, l'union sacrée des origines entre l'élite polytechnique, l'aristocratie militaire et la classe politique reste à ce jour indéfectible, La France « d'en haut » s'accroche à l'atome et, dans la Bérézina nationale de son EPR, veut poursuivre son offensive à outrance débutée avec l'arbitraire du Plan Messmer.

Cependant, pour comprendre les dénis ataviques de démocratie et de réalité en France, il faut remarquer que ce blocus politique hautement mortifère, devenu caricatural voire suicidaire y compris pour l'électronucléaire, se retrouve dans d'autres secteurs industriels. En France, en Métropole comme dans ses territoires de nuisance internationale et néocoloniale, les dénis de démocratie et de réalité sont partout : citons ceux qui ne cessent plus de défrayer la chronique depuis l'An 2000 : l'armement conventionnel et la vente aux dictatures sanguinaires, l'usage toujours massif et croissant des pesticides en Métropole et dans ses territoires d'Outre-Mer, la Françafrique avec la prospection pétrolière en Afrique occidentale dans le Golfe de Guinée. Les scandales politico-financiers et militaires, les crimes environnementaux ne semblent pas émouvoir le sommet du pouvoir depuis le début de la 5^{e} République. Derrière le décorum des Droits de l'Homme, il y a bien une autre réalité du pouvoir politique en France. La notion de volonté de superpuissance (militaro-industrielle) avec ses implications délibérément mortifères, dépasse largement le cadre proprement nucléaire. En 2020, avec les cinq ans de Guerre au Yémen et les entrées financières des juteux contrats militaires de ventes et de maintenances accordées aux pétromonarchies du Golfe et à la junte militaire en Egypte, la France, cinquième puissance économique, se hissait à la troisième place des marchands d'armes dans le monde. En contraste pour cette même année 2020, si la France n'était pas mieux armée que l'Italie ou l'Espagne face à une épidémie au coronavirus, pour le meurtre de masse, la Patrie des Droits de l'Homme se révélait parée à toutes éventualités. Cette fois-ci, pour les crimes de guerre au Yémen, constatés par les commissaires des Nations Unies, il faut reconnaître que la presse française a bien révélé le caractère odieux (contrevenant au Droit international) des ventes d'armes aux pétromonarchie du Golfe. Au printemps 2019, l'arsenal militaire en action, maritime, aérien et terrestre « Made in France » était pris et dénoncé en flagrant délit de crime contre l'humanité par le collectif de journalistes (français) *Disclove*. Bien évidemment, d'autres journalistes européens faisaient les mêmes constatations effrayantes ; seuls l'Elysée et le ministère de la Guerre français semblaient ignorer ces faits… Le collectif *Disclose* alla jusqu'à accuser la France de *« mensonge d'Etat »*... Mais rien n'y fit : pour sauver le juteux commerce de guerre, la monarchie saoudienne fut promue par l'Elysée *« partenaire de la France dans la lutte contre le terrorisme »*, un comble puisque plus personne n'ignore les origines des financements des groupe islamistes… En plus des dénis de démocratie et de réalité, l'élite dirigeante française s'illustre désormais à l'échelle internationale par un déni assumé d'humanité. La crise humanitaire au Yémen, dûment constatée par les commissaires des Nations Unies, ne fut pas jugée recevable par les autorités françaises pour interrompre momentanément les ventes d'armes à l'Arabie saoudite.

Contrairement à d'autres pays d'Europe, l'Etat français ne fit aucun effort pour épargner quelques vies afin de ne pas trop salir son image officielle de Patrie des Droits de l'Homme.
Ainsi rien ne change sinon l'accumulation aggravée des dénis. Au dixième anniversaire de la catastrophe de Fukushima, lorsqu'au Japon il est désormais question de se débarrasser des eaux radioactives dans l'océan, la France confirme son enlisement dans le nucléaire, décidé par un général dans l'immédiat après-guerre. L'union sacrée au sein des hautes sphères militaires avec la classe politique confirmait avec force le statu quo nucléaire avec un projet de construction de six réacteurs EPR sur le territoire national…
Désormais, la situation semble désespérée. Faut-il pour autant cesser de communiquer sur ce sujet et se contenter de s'occuper de son potager ? Probablement pas…Même si les moyens sont dérisoires, l'enjeu est de taille.
Tout ce qu'il est possible de faire pour convaincre de la nécessité de sortir du nucléaire au plus vite, avant la survenue d'une catastrophe fatale, doit être tenté…
Ce livre, à la suite de quelques autres parus dans la décennie qui suivit Fukushima, se fixe de dire encore une fois contre la désinformation, les mensonges d'Etat par le marketing et le greenwashing officiel, ce qu'est l'entreprise nucléaire dans sa réalité anthropologique globale. A l'opposé des discours lénifiants, circonscrits à l'économie de l'énergie et construits en fonction des circonstances et opportunités du moment -*« souveraineté énergétique nationale »* ou *« énergie bas carbone »*-, il s'agit de rappeler la logique militaro-industrielle de cette entreprise, sa dangerosité intrinsèque et l'urgence d'en sortir au plus vite.
Il ne sera pas question ici de proposer un nouveau scénario de sortie du nucléaire. Ils sont déjà nombreux. Le Réseau Sortir du Nucléaire donne sur son site une liste détaillée de ceux proposés par diverses organisations écologistes, ou groupes scientifiques impliqués dans les systèmes énergétiques et opposés au nucléaire. Disons simplement ici que les scénarios longs de sortie en vingt ans, proposés ou remis à jour au moment de Fukushima ont désormais atteint leur date de péremption puisque dix ans se sont déjà écoulés. Seuls les scénarios courts ou rapides restent en lice dans la course contre la montre que nous impose l'Etat-providence du Nucléaire de France.

En mars 2013, dans un numéro spécial « L'agonie du nucléaire », la Revue Silence faisait confirmer en chiffres, par une interview de l'expert Mycle Schneider, la prospective très pessimiste, déjà acquise depuis l'An 2000, sur l'industrie électronucléaire mondiale… Le déclin de l'atome a bien commencé avec Tchernobyl. Au tournant du siècle, la volonté farouche des Etats de perpétuer l'électronucléaire était restée intacte mais inefficace pour renouveler le parc des réacteurs arrivant en fin de potentiel. Deux ans après Fukushima, on ne comptait qu'une soixantaine de réacteurs en chantier dans le monde dont près de la moitié en Chine. L'expert estimait que pour maintenir dans l'avenir une offre électrique au niveau de la décennie 2010, il faudrait que *« soixante-sept réacteurs entrent effectivement en fonction en 2020 »*. On est loin du compte… Et, de toute évidence, ce n'est pas la France qui peut être cité en exemple pour l'avenir de l'atome. Puis le dossier de Silence présentait une recension des ouvrages parus après Fukushima traitant justement pour la France des divers types de sortie rapide de l'électronucléaire (1). Citons parmi eux celui de Jean-Luc Pasquinet et Pierre Lucot *« Nucléaire arrêt immédiat - Pourquoi, comment ? Le scénario qui refuse la catastrophe »* (2).

Cependant la consommation d'énergie n'est pas un but en soi. L'énergie au sens physique ne sert qu'à alimenter des machines… La question des usages est encore plus fondamentale car au final il s'agit de savoir s'il faut seulement sortir de l'énergie nucléaire par une *« transition énergétique »* avec des énergies dite *« renouvelables »* ou s'il faut aussi sortir de la

civilisation militaro-industrielle créée avec la puissance de feu dévastatrice des énergies fossiles et dont le nucléaire est l'un des secteurs les plus mortifères.
Cette question ne sera pas discutée ici, car, encore une fois, elle a déjà été tranchée dans les années 1970, justement au moment du lancement du nucléaire en France. Rien n'a changé depuis dans son principe, ce qui s'est passé après n'a fait que relever l'arbitraire des Etats-providence du nucléaire. Si aujourd'hui la plupart des experts en énergie, pro ou antinucléaires, ont réduit leur champ d'analyse et se contentent de parler du sujet en termes économiques de besoins en énergie à satisfaire, d'offre et de demande à équilibrer, de production et de consommation, il faut rappeler le caractère foncièrement destructeur des systèmes énergétiques quels qu'ils soient sur la structure sociale et l'environnement.
Pour cela donnons la parole à Ivan Illich :
« Aujourd'hui, il est devenu inévitable de parler d'une crise de l'énergie qui nous menace. Cet euphémisme cache une contradiction et consacre une illusion. Il masque la contradiction inhérente au fait de vouloir atteindre à la fois un état social fondé sur l'équité et un niveau toujours plus élevé de croissance industrielle. Il consacre l'illusion que la machine peut absolument remplacer l'homme. Pour élucider cette contradiction et démasquer cette illusion, il faut reconsidérer la réalité que dissimulent les lamentations sur la crise: en fait, l'utilisation de hauts quanta d'énergie a des effets aussi destructeurs pour la structure sociale que pour le milieu physique. Un tel emploi de l'énergie viole la société et détruit la nature. » (...)
« Les politiques de l'énergie qui seront appliquées dans les dix prochaines années décideront de la marge de liberté dont jouira une société en l'an 2000. Une politique de basse consommation d'énergie permet une grande variété de modes de vie et de cultures. La technique moderne peut être économe en matière d'énergie, elle laisse la porte ouverte à différentes options politiques. Si, au contraire, une société se prononce pour une forte consommation d'énergie, alors elle sera obligatoirement dominée dans sa structure par la technocratie et, sous l'étiquette capitaliste ou socialiste, cela deviendra pareillement intolérable (3). » ***Energie et Equité Ivan Illich 1973.***
L'énergie n'est pas seulement un besoin à satisfaire, elle est aussi un redoutable instrument de hiérarchisation sociale, de domination politique, de prédation sur le milieu et son monopole conditionne l'entreprise militaro-industrielle. Essence indispensable aux gigantesques géo-ingénieries d'arraisonnement des milieux, elle organise l'espace de vie et d'exploitation des individus. Le dérèglement climatique, la déforestation massive et l'effondrement de la biodiversité constatés aujourd'hui nous confirment les craintes exprimées par Ivan Illich dans son opuscule de 1973…
En cette décennie décisive de 1970, la classe dirigeante de la République française ne laissa pas la possibilité à la société de se prononcer sur la question énergétique, elle lança son programme nucléaire au pas de charge et elle l'imposa par la force brutale des violences policières comme à Creys-Malville en 1977.
Les niveaux de consommations d'énergie pour les divers usages possibles atteignirent des sommets. Et, comme prévue, à l'échéance de l'An 2000, la pollution des milieux par les divers usages de l'énergie -aux plastiques, aux particules fines, aux pesticides-, la dégradation spectaculaire de l'environnement, la multiplication des cancers, la déforestation massive, l'effondrement de la biodiversité et le réchauffement climatique commencèrent à inquiéter les savants qui la veille encore, s'activaient allégrement dans tous les secteurs industriels producteurs et consommateurs d'énergie et donc destructeurs de l'environnement selon le second principe de la thermodynamique. Là encore, à la même époque, le problème était signalé par le mathématicien et économiste Nicholas Georgescu-Roegen dans son livre majeur, « *The Entropy Law and the Economic Process* », publié en 1971, juste avant que l'Etat lance son offensive atomique en France. Sa traduction française *« La décroissance*

Entropie - Écologie et Économie (4)» arrive en 1995 au moment où EDF raccorde ses dix derniers réacteurs (de trop) au réseau et surtout dans le chaos environnemental que plus personne n'ignore aujourd'hui puisqu'il est désormais un nouveau secteur de recherche scientifique.

Ainsi, dans une analyse globale face à l'urgence environnementale, la sortie du nucléaire en France ne peut pas être seulement une affaire de « transition énergétique », car les usages de l'énergie sont aussi destructeurs de la nature que ses divers procédés de production.
Dans la situation actuelle de blocus militaro-industriel français et d'union sacrée des trois corps de l'Etat pour la survivance funeste de la mini-Superpuissance française, le pessimisme s'impose. Pour l'exception culturelle française du nucléaire, il pourrait s'exprimer en paraphrasant la formule énoncée au sujet du capitalisme : *« il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du nucléaire tricolore »*. Mais, on le sait, le mensonge, la force brutale, et l'usage massif des énergies, furent-il fondée sur la science ou à son service ne peuvent pas maintenir éternellement les Empires.
Dès le début du programme électronucléaire français, les observateurs ne manquèrent pas d'alerter sur les risques de démesure et l'impasse inévitable de cette entreprise.
En 1977, Louis Puiseux avait compris que la volonté de toute-puissance avec l'énergie nucléaire monopolisée par une élite polytechnique serait fatalement frappée d'une limite infranchissable pour aboutir tôt ou tard à *« La Babel nucléaire (5) »*. Le curriculum de cet économiste, passé par EDF et devenu directeur d'étude à HESS ne le prédisposait pas à dénoncer la démesure mortifère de l'entreprise nucléaire et son effondrement inévitable. Mais, de ses postes d'observation privilégiés, il avait fait l'effort d'acquérir le minimum de culture critique pour découvrir le jusqu'auboutisme de la civilisation industrielle, sans cesse attisé aux sciences et techniques, et prédire très vite l'inévitable « Crépuscule des atomes (6) ».
Malgré une volonté de toute-puissance atomique toujours intacte au sein des hautes-sphères militaro-industrielles, la décadence nucléaire mondiale commence bien en 1986 avec la catastrophe de Tchernobyl. Désormais, avec la déliquescence largement constatée de cette industrie qui n'a pas tenu ses promesses, émergent et croissent les menaces radioactives et catastrophiques.

L’instant d’avant

Au terme d’une longue décennie d’incertitude, une décision politique pour le moins singulière réanime la vieille exception culturelle française du nucléaire. L’événement de Fukushima et la chute d’Areva semblent s’effacer à jamais dans le passé… Ici, dans les hautes sphères l’avenir est radieux, EDF vit au pays des merveilles et se sent prête pour un nouveau départ. En automne 2019 une « feuille de route » lui est parvenue pour entreprendre une étude en vue de la mise en chantier de six réacteurs EPR. L’humble requérant, auteur de la lettre de mission en faveur de la renaissance rapide de la puissance atomique tricolore, n’était autre que lui-même ou son double : l’Etat-providence du Nucléaire de France. De toute évidence en ce domaine hautement stratégique, le savoir-faire scientifique et technique est unique, il ne peut pas avoir changé dans ses grands principes et, suivant sa logique, il peut se passer une nouvelle fois de tout débat démocratique. Pour la population une nouvelle fois mise devant le fait accompli et pour la viabilité du territoire toujours aussi mal traité, sans oublier les opposants au nucléaire, cette perspective radieuse offerte à EDF relève plutôt d’un retour vers « Le meilleur des Mondes ». On ignore si la fée électricité sera un jour réellement plus prolifique et généreuse qu’au siècle passé… Mais, dans la nouvelle ambiance d’intelligence artificielle généralisée à tous les aspects de la vie, ne faut-il pas craindre que l’abondance énergétique ne nous entraine dans l’univers d’Orwell, comme le suggèrent les auteurs de « L’Homme nu » ? *« Le pire est désormais certain (1) ! »* Ainsi, au-dessus de nos têtes, dans la perspective vertigineuse de toute-puissance par la *« dictature invisible du numérique »*, l’Etat-providence du Nucléaire de France a tranché pour la relance du nucléaire. L’expérience des catastrophes atomiques accumulée depuis Tchernobyl s’est à jamais perdue dans le passé… Mais si les têtes savantes au sommet de l’Etat préparent déjà l’avenir radieux d’un univers technique de connaissance et de surveillance totale pour 2030, il nous faut revenir sur ce qu’a été réellement le nucléaire tricolore durant les deux premières décennies de ce siècle : le fiasco d’Areva.

La Noblesse d’Etat aux origines de l’affaire UraMin

A contre-courant du mouvement de reflux général en Europe occidentale, l’aventure nucléaire s’éternise dangereusement avec une nouvelle offensive à outrance en France. Elle vient de franchir le demi-siècle ou même le siècle si l’on intègre l’ère pionnière des illustres figures de la recherche sur la radioactivité naturelle à l’origine de la science dure et de l’entreprise industrielle pour la maîtrise militaire de la radioactivité artificielle. Dans quel registre pourra-t-on écrire cette histoire à la fois scientifique, industrielle et militaire ? Si, à l’origine, le choix était grand ouvert, il s’est progressivement refermé avec l’usure du temps. Pour la belle science c’est déjà passé, on connaît tous les héros morts et enterrés de l’aventure depuis Marie Curie… Reste aujourd’hui la dimension militaire, l’éternel retour de la volonté de puissance de l’Etat moderne servilement servi par la science. Déjà, le spectacle affligeant de la friche industrielle nucléaire révélée dans son état de décrépitude avancée au cours de la décennie qui suivit Fukushima et l’amoncèlement désormais incontrôlable des déchets radioactifs signalent l’aveuglement persistant. Ne faut-il pas craindre que dans sa fuite en avant renouvelée, la France s’aligne de plus en plus dangereusement dans la suite de l’empire soviétique tel qu’il est apparu après son effondrement ? Il ne manque que l’évènement catastrophique final sur le territoire national pour compléter le tableau de fin d’empire. Pour cela, la relance de l’aventure atomique se charge d’en faire croître l’occurrence. Dans le chantier interminable des décombres d’une centrale avec un ou plusieurs réacteurs en fusion, la *« souveraineté énergétique nationale »* sans cesse claironnée durant un demi-siècle s’éclairera de manière définitive dans l’histoire comme une vaste imposture industrielle. A ce moment-là, l’Etat

profond mis à nu se révélera sur la scène politique par le despotisme de sa logique militaro-industrielle. L'aveuglement dans la volonté de puissance fut sans cesse servi par l'excellence d'une science innovante mais aussi par la censure permanente de l'expérience.
De longue date, depuis les conquêtes coloniales, on sait que l'aristocratie militaire déteste l'histoire et s'en protège par le « Secret défense ». L'élite polytechnique, infailliblement guidée par les solides certitudes scientifiques consubstantielles de son aventure atomique, semble vouloir cultiver la même amnésie sélective des faits et leçons du passé. Toutes deux et ceux qui les servent dans ce domaine de l'oubli préfèrent les récits épiques ou hagiographiques où il s'agit d'honorer la « Noblesse d'Etat » pour ses « hauts faits de guerre » désormais scientifiques et militaro-industriels. Ainsi, la 5e République prolonge la vieille tradition de l'histoire coloniale avec les œuvres technologiques monumentales et identitaires ; elle aussi perpétue cette préférence dans le souci amnésique qui assure le respect des actes et œuvres de dévouement à la Patrie. Pour l'immaculée conception de l'Histoire de France, « le Secret-défense », veille en toutes circonstances à la bonne écriture du Grand Roman national. Bien gardé, il surveille le respect de la temporalité militaire à imposer aux écrits. Le long différé requis doit être compatible avec les honneurs funéraires de la République dus aux héros morts de vieillesse au terme d'une longue et paisible retraite militaire. Ainsi les militaires disposent de ce privilège de ne jamais répondre de leurs actes durant leur carrière… Et l'on peut constater que c'est pire avec le nucléaire couvert et auréolé par la caution scientifique. Pour ne rien arranger et rendre catastrophique l'issue finale, dans la sphère nucléaire, l'aristocratie militaire partage ses privilèges avec l'élite scientifique de la République, la « Noblesse d'Etat » bâtisseuse de l'Empire atomique tricolore. Ainsi, dans ces hautes sphères personne n'est responsable… Personne n'a été inquiété pour les conséquences humaines et environnementales des essais nucléaires français dans le Pacifique, question de privilège d'irresponsabilité militaire étendue à l'élite scientifique. De la même façon et en continuité de ce statut d'immunité, personne ne sera responsable ou mis en cause en cas de catastrophe dans une centrale. L'évènement regrettable sera la faute à « pas de chance » attribué aux circonstances, à la nature comme à Fukushima ou bientôt au dérèglement climatique…
La fatalité mortifère de cette extension de l'irresponsabilité militaire est l'un des produits de la montée en puissance de la guerre moderne érigée par la science en secteur majeur de recherche. Au cours du 20e siècle, on peut faire le constat que le centre névralgique de la guerre a quitté le champ de bataille pour effectuer deux déplacements stratégiques : d'abord il s'est concentré dans la grande industrie militaire avec le paroxysme de Première Guerre mondiale, ensuite, avec la Seconde Guerre mondiale, il s'est élevé et définitivement installé dans l'univers de la recherche scientifique. Dans le second paroxysme militaire, la recherche nucléaire a représenté un domaine d'excellence unique à l'origine d'une fusion prolifique et durable pour le pire entre l'aristocratie militaire et l'élite scientifique. Depuis, la guerre, dans tous ses aspects, est devenue un secteur de recherche à plein temps, vital pour la Recherche. Avec une telle singularité circulaire acquise au cours de la mise au point de la bombe atomique, l'union d'innovation entre l'industrie et la recherche pour la guerre devient perpétuelle, et s'inscrit dans un cercle vicieux puisque, du strict point de vue technique, il va de découverte en découverte, de perfectionnement en perfectionnement, d'innovation en innovation et donc de victoire en victoire… Cependant, l'immensité inédite du potentiel mortifère de l'industrie atomique, immédiatement identifié avec Hiroshima, a surpassé les exigences secrètes des cercles officiels. Désormais, l'écriture critique de l'Histoire atomique est celle d'un crime et elle s'opère en temps réel.
Loin de toute guerre déclarée, dans l'ésotérisme de la science atomique, la fatale faillite d'Areva est illustrative de la transmission héréditaire d'une la tradition séculaire

d'irresponsabilité de l'aristocratie militaire vers l'élite polytechnique. En surface elle coûta cher au contribuable français, quelques milliards, mais l'aspect financier ne doit pas censurer l'aspect anthropologique : l'aveuglement dans la volonté de toute-puissance servie par la science. Dans les détails, en effet, la faillite fut la suite logique de nombreuses tractations et opérations financières occultes et crapuleuses dont la France détient le secret de longue date dans son pré carré en Françafrique élargie à l'Afrique australe. L'affaire UraMin ne fut que la partie émergée la plus spectaculaire d'un vaste réseau d'influence et de corruption dans les négociations visant à assurer la renaissance de l'atome tricolore. Pour en comprendre sa fatalité, il faut rappeler que dans la tradition républicaine et polytechnicienne le parcours crapuleux d'Areva n'est pas une première. Le panache tricolore à l'international et la « souveraineté énergétique nationale » claironnée par Areva font suite à celui encore plus rocambolesque et criminel d'Elf. Pour ces deux grandes entreprises géopolitiques bien françaises impliquant au premier chef l'élite polytechnique avec les autres officines d'influence occulte de l'Etat, la justice précautionneuse a su ne découvrir au final que des irresponsables non coupables. Dans son long parcours de justice avec l'affaire UraMin, Madame Anne Lauvergeon, polytechnicienne patronne d'Areva, n'a jamais franchie le statut de « témoin assisté » « présumé innocent » et l'on peut sans risque parier qu'elle ne sera pas plus inquiétée. Pourtant on sait qu'en matière de sécurité de la filière électronucléaire, la justice a toujours su se montrer énergique, imaginative et même expéditive pour étouffer la vérité soulevée par les opposants au nucléaire. Il suffit de pas grand-chose pour tomber sous le coup de la loi, un mot, une info, une *« vérité qui dérange »* et réussir à se faire entendre. A ce moment-là, *« Le Secret défense »* se met en branle avec violence et immédiatement la justice se met à la botte de l'exécutif. L'Histoire brève d'Areva est à la fois symptomatique et prémonitoire de la faillite finale de la filière nucléaire française. Il est intéressant de la rappeler dans ses grandes lignes économiques et géopolitiques.

Fatale affaire Areva-UraMin

A l'origine dans les années 2000, Areva doit incarner la renaissance de l'atome dans l'ex-Monde libre puisque dans l'ex-Bloc de l'Est converti au capitalisme le nucléaire perpétue paisiblement à son rythme ses activités de routine. La Russie construit et vend des réacteurs, et la Chine totalise la presque majorité des chantiers en ce début de nouveau siècle.

Pour sa mission historique Areva, issue en 2001 de la fusion de Framatome et de la Cogema, dispose de gros moyens financiers : on peut dire que le trésor public français roule à tombeau ouvert pour Areva avec l'Etat, son actionnaire majoritaire, en voiture-balai. De manière confidentielle, deux axes d'action dont l'efficacité a largement été démontrée dans la tradition républicaine française doivent être développés : la désinformation et la corruption. Les deux vont de front même si sur la scène médiatique ils apparurent en décalé : années 2000, le Capitole, années 2010, la Roche Tarpéienne. La renaissance mondiale de l'atome fut à ce prix-là, mais on ne le découvrira que plus tard, quasiment peu de temps avant la faillite d'Areva.

Dans les hautes sphères où tout le monde se fait des politesses et des renvois d'ascenseurs le vieux routier du pouvoir DSK donne le coup de pouce nécessaire pour propulser à la tête du directoire d'Areva l'une de ses petites copines : Anne Lauvergeon. La presse joua le jeu et accepta avec les honneurs la pimpante polytechnicienne qui, avec cette propulsion, devait faire ses premiers pas dans les hautes sphères du pouvoir politique et industriel français. Sur la scène médiatique les premières années furent celles de l'état de grâce pour Mme Anne Lauvergeon ; la nouvelle patronne du pressenti futur « numéro un du nucléaire mondial » fut pour ainsi dire sanctifiée par une presse lourdement dithyrambique.

La première campagne de désinformation visa un changement radical de l'image du nucléaire, exécrable dans l'opinion publique française depuis la bataille épique du Professeur Pierre Pellerin contre le nuage de Tchernobyl. La géo-ingénierie prométhéenne de l'illustre savant du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), qui mobilisa l'anticyclone des Açores pour sauver le territoire national du péril radioactif soviétique n'avait pas réussi à convaincre beaucoup de monde en France. Les années 2000 commençaient sous de mauvais augures avec la mise en examen du Pr Pierre Pellerin… L'image virginale de l'atome tricolore, passablement entachée par les autorités censées assurer la radioprotection, devait être reprise à zéro…

Ainsi, le travail de communication pour la première fille de l'église atomique s'annonçait difficile : rétablir au plus vite la foi en l'immaculée conception de l'atome. Pour cela, les communicants se concentrèrent sur la production de deux images associées et fusionnées : celle d'Anne et celle de l'Atome. Dans les magazines Madame Lauvergeon devient l'héroïne d'une success-story sous le nom d'*« Atomic Anne », « la femme la puissante du monde »*.

Avant que tout ne sombre dans le sordide de l'affaire UraMin en 2011, il est instructif de constater que l'offensive médiatique pour accréditer la résurrection de l'Atome s'est concentrée sur la *« transparence »* : *« nous n'avons rien à cacher », « nous »* c'est-à-dire Areva. Au cours des années 2000, les millions d'euros ruisselèrent pour les pages et spots publicitaires et les visites téléguidées dans les installations nucléaires françaises encore présentables… On ignore si le public français visé par l'effort de communication d'Areva fut massivement convaincu par la bonne nouvelle nucléaire officielle, mais la suite et la fin de l'histoire avec le scandale de l'affaire Areva-UraMin confirmèrent encore une fois que la vérité se situe souvent à l'exact opposé du message diffusé et ceci d'autant plus que les sommes dépensées sont énormes.

La *« transparence »* ostensiblement affichée n'était qu'un leurre pour cacher la sombre vérité de la vieille tradition des méthodes crapuleuses mises au point en Françafrique par l'aristocratie politico-polytechnique française depuis le temps de Pierre Guillaumat (1909-1991). Ce personnage de l'ombre, remplaçant de Joliot-Curie au CEA, figure polytechnique aux multiples casquettes fut de tous les mauvais coups en tant qu'homme à tout faire du général de Gaulle : dans le pétrole, l'atome, la guerre, le néocolonialisme et l'affairisme emblématique de la 5^{e} République. De Pierre Guillaumat qui s'illustra en fin de carrière dans la sordide affaire des *« avions renifleurs »* (de pétrole) à Anne Lauvergeon avec le crash d'Areva, il y a de toute évidence une continuité dans la tradition polytechnique française.

Pendant que les artistes, graphistes et autres designers mobilisaient le meilleur de leurs talents en France pour rendre visible en image et en animation la « transparence » de l'atome tricolore et célébrer sa renaissance, le dispositif financier complexe et très opaque de la future affaire Areva-UraMin se mettait en place. Avec un grand nombre d'intermédiaires et des sociétés écrans dans les paradis fiscaux, sans nul doute le souci de la totale opacité était visé.

Dans cette transaction transnationale de début du siècle, tout paraît énorme et invraisemblable. Contrairement à la loi de la jungle, ici c'est la proie qui se met à courir pour se précipiter dans la gueule de son prédateur. Contrevenant aux coutumes du commerce, Areva, l'acheteur, connaissant pertinemment la valeur médiocre de la marchandise décide de surenchérir au lieu de négocier le prix à la baisse. Telle fut dans ses grandes lignes l'affaire UraMin-Areva. Ainsi, en revenant au milieu des années 2000, une Junior minière UraMin décidait de composer un lot de trois mines d'uranium sans valeur et inexploitables situées dans trois pays d'Afrique : la Namibie, l'Afrique du sud et la République Centrafricaine. En langage boursier, on parle de *« portefeuille d'actifs miniers »*. En décembre 2006 UraMin est coté en bourse au Toronto Stock Exchange (TSX)… Le détail de l'affaire de l'achat d'UraMin en 2007 jusqu'à la faillite d'Areva en 2017 représente 450 pages du livre de

Vincent Crouzet : « Une affaire atomique UraMin-Areva, l'hallucinante saga d'un scandale d'Etat (2) ». Bref, dans l'acquisition au prix fort, 2,49 milliards de dollars, du lot de terrains hétéroclites sans valeur minière, il est rapidement devenu évident qu'il s'agissait de dégager suffisamment de cash pour remplir de grosses valises de billets confiées à des intermédiaires afin d'amadouer en Afrique du Sud des décideurs politiques pour réaliser le rêve d'Areva : décrocher au plus tôt le contrat du siècle.
Aussi incroyable que cela puisse paraître, dans la Nation arc-en-ciel ravagée à l'époque par le Sida, il semble que l'élite politique sud-africaine, Thabo Mbeki en tête, ait eu le projet pharaonique de faire construire douze réacteurs nucléaires. Pour Areva, tous les coups étaient permis pour s'assurer l'appel d'offre pour douze EPR. D'après les éléments d'enquête rapportés par Vincent Crouzet, il semble que l'argent de la corruption soit bien arrivé à destination. Peu importe comment l'affaire s'est ébruitée, laissons le soin à l'auteur de nous raconter sa version haute en couleur de l'accueil des valises de billets en Afrique du Sud : « A l'automne 2007, quelques mois après l'affaire du siècle Areva-UraMin », « Cinq cents millions de dollars, Tam-Tam sur le Continent [africain] », « Jackpot, le patron a touché le gros magot. En Afrique la corruption n'est pas taboue, c'est un signe extérieur du pouvoir (…), une montagne de fric. Il y a ceux qui ont croqué au passage -toujours les mêmes- et les autres (…) qui n'en ont pas vu la couleur. De la vantardise des premiers et de l'amertume des seconds se propage l'information selon laquelle le président Sud-africain a bien profité de l'opération UraMin. Et que, hasard toujours, Areva participera dans quelques semaines à l'appel d'offre du prodigieux programme nucléaire, au minimum douze tranches, au minimum entre 50 et 80 milliards de dollars la commande publique. » Bref, la folie des grandeurs, en France et en Afrique, puis plus rien. Thabo Mbeki tombe en disgrâce et passe à la trappe. Sans contrat du siècle, pour la France, reste l'affaire UraMin-Areva. Dans les milieux d'affaires transnationaux, quels sont tous les autres bénéficiaires ?

Epilogue sur l'affaire UraMin-Areva

En 2014-2015, suite à un signalement de la Cour des Comptes au Parquet national financier, l'enquête commence… Mais d'emblée tout le monde sait avec Vincent Crouzet que personne dans l'ex-directoire d'Areva ne sera inquiété. L'affaire était tout aussi claire dans sa logique financière qu'opaque dans son organisation crapuleuse. Afin de répondre, pour la forme, à la Cour des Comptes, la procédure judiciaire va mouliner quelques années, brasser beaucoup de papier et finir par un non-lieu… Les journalistes d'investigation auront la maigre satisfaction d'avoir éclairé une partie de la vérité, mais après le « non-lieu » général prévisible certains éprouveront la dure amertume d'avoir travaillé pour rien. Comme le disait désabusé, à la fin du siècle passé, un journaliste d'investigation usé par ces procédures de pure forme : *« Pendant les « Affaires », les affaires continuent… »* La plupart des protagonistes identifiés de cette escroquerie au trésor public sont libres et vaquent paisiblement dans la Jet Set à la bonne santé de leurs actifs financiers…
Comme nous l'avons déjà constaté et comme nous l'enseigne l'Histoire de la République française, l'élite polytechnique dispose du même privilège d'irresponsabilité totale que l'aristocratie militaire.
S'il nous est permis d'ajouter quelques commentaires pour cette affaire dont le caractère crapuleux ne fait aucun doute, quelles que soient au final les décisions de justice, on est obligé de partir de l'hypothèse qu'il n'y avait pas que des délinquants chevronnés à la tête d'Areva. Dans ce cas, on peut dire que trois erreurs d'analyse ont été permises et commises, ce qui a entraîné la fatalité de l'affaire Areva-UraMin ou ce qui ne l'a pas entravé…
La première, les cadres d'Areva se sont fait piéger par leurs propres mensonges. Ils devaient incarner la renaissance du nucléaire et ils y ont cru jusqu'au bout, nous sommes toujours dans

l'hypothèse de cadre honnête chez Areva. Répétons-le encore une fois dans les années 2000, il n'y a pas de renaissance de l'atome dans le monde, l'élite polytechnique française a pris ses rêves pour des réalités et a tout fait pour continuer à rêver… Ou pour séparer les tâches entre gentils et méchants maison ; les cadres, honnêtes travailleurs d'Areva, capables par leurs hautes compétences de comprendre l'arnaque, ont été mystifiés et neutralisés par les nucléocrates.
La seconde relèvent de la nature et de la taille du marché avec l'Afrique du Sud qui paraît totalement invraisemblable. Dix ou douze réacteurs EPR, 100 milliards de dollars, qui pouvait croire un tel marché possible dans une Afrique du Sud ravagée par la misère et le Sida ? Certes, Thabo Mbeki était une crapule de carrure internationale bien éduquée au néolibéralisme thatchérien et donc digne de confiance dans ce type de tractation pharaonique transnationale ; mais il n'est pas Crésus ni roi du pétrole. Et surtout, un réacteur nucléaire n'est un éléphant blanc. Le BTP français peut, dans son pré carré d'Afrique, multiplier les grands projets de prestige, construire des hôpitaux condamnés à tomber en ruine faute de moyens humains et matériels, édifier des tours d'ivoire pour le pouvoir, bâtir des cathédrales à la gloire d'un potentat local ami de la France, bref construire tout et n'importe quoi pour faire circuler les commissions et rétro-commissions de la « Mafiafrique (3) » ; mais un réacteur nucléaire c'est quand même une bombe atomique, impliquant l'environnement technique d'une puissance militaro-industrielle. Alors dix EPR en Afrique du Sud, cela relève aussi de l'arnaque à faire gonfler en proportion le montant des commissions et rétro-commissions.
La troisième erreur géopolitique d'Areva est grossière : l'Afrique du Sud du Congrès National Africain (ANC) n'est ni le régime de l'apartheid ni la Françafrique, deux entités politiques où les milieux d'affaires français ont évolué en terrain ami et conquis. Avec l'ANC, l'homme fort au pouvoir et son clan ne sont pas choisi par Paris mais par des élections au sein du parti. A part corrompre l'homme déjà élu, la France n'a pas plus influence. En conséquence et contrairement à tous les présidents amis de Paris en Afrique, il n'est pas élu à vie. A force de corruption et de détournement de fond, il peut tomber en disgrâce et être écarté du pouvoir. Et c'est bien ce qui s'est passé pour Thabo Mbeki, peu après avoir empoché sa part de la transaction UraMin-Areva, il a été évincé du pouvoir. Un concurrent tout aussi corrompu que lui, Jacob Zuma, arriva à la tête de l'ANC en 2007 et devient président de l'Afrique du Sud en 2009. Le contrat du siècle d'Areva ne reçut pas de suite, probablement qu'il n'y avait plus suffisamment de cash issu de l'opération UraMin pour assurer une commission de corruption acceptable pour amadouer le nouveau président de la Nation Arc-en-Ciel…

Le Big Bang Atomique, père de l'Apartheid

Ici pour finir avec le délire nucléaire français en Afrique du Sud, il nous faut impérativement rappeler les analyses d'Apoli Bertrand Kameni sur les origines géostratégiques de l'institution du Régime de l'Apartheid par les puissances occidentales en 1948. Elles avaient justement à voir avec la Guerre Froide et la courses aux armements nucléaires. Le Big Bang Atomique fut en effet le père de l'Apartheid comme l'explique Apoli B. Kameni : *« L'apartheid n'était que l'institutionnalisation la plus radicale de l'idéologie ethnique et culturelle pour le contrôle exclusif du panthéon minier mondial subitement valorisé et convoité par toutes les Grandes Puissances. Le segregatio nigritarum n'était qu'un partage léonin détourné et imposé par les protagonistes les plus puissants du plus fabuleux trésor découvert par les hommes. (…) Les accès de violences [du régime] coïncidaient en effet avec ceux des crises des matières premières sur la scène internationale… L'explosion des besoins en Uranium au Nord, à la suite du choc pétrolier de 1973, s'irradie au Sud en explosion de violences répressives non seulement en Afrique du Sud mais davantage encore en Namibie, siège de la mine majeure d'uranium de Rössing »*

Ainsi, tout s'explique de manière parfaitement technique, technologique et scientifique. Inutile de recourir aux nébuleuses idéologiques sur les régimes totalitaires. *« La montée radicale de la violence intercommunautaire en Afrique du Sud à partir de 1945 n'est pas la résultante des différences ethnoculturelles » (…) L'érection subite de la ségrégation en système unique au monde (…) doit être confrontée au vivier minier tout aussi unique sur l'échiquier géologique des Etats de la planète, nouvellement mis au jour : avant 1945, l'Afrique du Sud connaissait l'or, le diamant, le platine et le charbon. »* Puis les ressources minières se multiplièrent. *« Le pays apparut comme le détenteur de la quasi-totalité des minerais : fer, cuivre, zinc, nickel, cobalt, étain, phosphate (…), argent, uranium… Aussi, mieux vaut-il relever ceux qui n'y ont pas encore été découverts : le pétrole et la bauxite (4)».*
Ainsi, dans les grands sacrifices humains qu'imposa la course à l'armement, si la Russie soviétique avait son Goulag sur son propre territoire, ledit « Monde libre », Etats-Unis et France en tête, avait son « industrie pénitentiaire » de type totalitaire avec le régime de l'Apartheid rayonnant dans toute l'Afrique Australe et les Etats amis dans la Françafrique.
L'histoire critique nous révèle en effet que l'Etat français, son industrie militaire, Total, sa compagnie pétrolière et la plupart de ses grandes industries furent, aux époques les plus brutales et meurtrières des violences policières, le grand soutien militaro-industriel du Régime de l'Apartheid.
En 2013, un article du journaliste de « Basta ! » Ivan du Roy exhumait le rayonnement de la France en Afrique Australe : *« Hommage à Mandela : quand la France et ses grandes entreprises investissaient dans l'Apartheid* ». L'auteur dénombrait quelques 85 entreprises françaises aux petits soins avec le régime de Pretoria (4). Probablement que quelques militants survivants des années noires de l'Apartheid se souviennent encore des bons offices de la Patrie des droits de l'Homme auprès du régime de l'Apartheid, gendarme minier sur toute l'Afrique Australe pour les « Grandes Démocraties » de l'ancien « Monde libre ».

La braderie des cafetières

Après cette plongée profonde dans la sombre histoire de l'Afrique Australe revenons dans l'Hexagone pour retrouver les splendeurs passées de l'atome tricolore. La transparence opaque d'Areva n'était qu'un aspect de son pouvoir de nuisance environnementale. Le deuxième axe du marketing par le matraquage publicitaire pour accréditer dans le monde réel la renaissance de l'électronucléaire reçut le nom de « stratégie Nespresso ». Ici, aucun mystère, aucun stratagème et donc aucune enquête ne fut nécessaire ; seul le temps qui passe révéla le désastre. La cafetière Nespresso fut, en effet, encore plus désastreuse pour le contribuable français et au final précipita la faillite d'Areva. Mais le mot « faillite » est-il encore adapté pour ce qui apparaît au final comme une vaste entreprise crapuleuse fondée sur la désinformation et la corruption financière ? Encore une fois l'aspect financier n'est pas forcément le plus pertinent. L'aveuglement dans la toute-puissance durant dix ans de l'élite polytechnique avec la loi du silence et la censure par la désinformation est encore plus menaçant puisqu'il ressort indemne après la chute d'Areva.
Dans cette fameuse « stratégie Nespresso », il s'agissait, tout bêtement, de brader les réacteurs EPR pour accroître le nombre de leurs ventes en espérant rééquilibrer les finances de l'entreprise par le commerce du combustible. Pour le coup les prix se révélèrent par la suite particulièrement cassés sans pour autant faire accourir en masse les acheteurs potentiels imaginés par Areva. Mais avec le temps qui passe à construire un EPR en Finlande, la vérité des prix ne tarda pas à se manifester et comble de malchance, la lourde facture tomba avec la catastrophe de Fukushima. La chaudière nucléaire avait doublé de prix. Dix ans plus tard après le début du chantier la barre des 10 milliards de dollars était dépassée et, au moment de la faillite d'Areva, la cafetière EPR dépassait les douze milliards. Désormais les nucléocrates

communiquent régulièrement pour que les ajustements du prix à la hausse n'apparaissent pas trop violents aux yeux du contribuable.
Les stratèges en ingénierie nucléaire d'Areva n'avaient pas prévu que l'EPR, *« le réacteur le plus sûr au monde »*, serait tout simplement inconstructible.
Encore une fois la suite de l'histoire fut proprement stupéfiante. Le désastre financier du chantier interminable et ruineux de l'EPR bradé à la Finlande, finit quand même par mettre un terme à la saga Areva orchestrée par l'Etat-providence du Nucléaire de France. Mais l'évènement terminal ne survint qu'une décennie plus tard après une dernière tentative de renflouement de l'entreprise Areva. L'aveuglement de l'élite polytechnique au service de la toute-puissance nucléaire française n'a pas sombré avec le désastre financier…

La toute-puissance et l'aveuglement

En remontant le temps s'affirme dès les origines la même volonté de fuite dans la démesure. Avec le drame national où brille, pour le feu atomique, l'élite polytechnique, on retrouve pour ainsi dire une grossière erreur de casting liée à un déni de réalité où s'affrontent l'histoire épique d'une élite et la dure réalité géographique du pays. La confrontation peut s'énoncer ainsi : la France est certes un grand pays d'Europe et même le plus grand au sein de l'Union européenne avec, certes encore, une grande Histoire mais son territoire est trop petit et trop peuplé pour être compatible avec les ambitions nucléaires de sa Noblesse d'Etat. On ne demandera pas ici : qui est de trop ?!
Depuis le début du programme nucléaire, il faut constater une constance méthodologique lourde associant toujours la corruption financière, la désinformation et, si nécessaire, les violences policières. Leur mise en œuvre systématique n'a jamais cessé de rappeler l'inadéquation entre une aveugle volonté de superpuissance et la réalité géographique et démographique de la France, l'incompatibilité du projet avec le territoire et sa population. Si la trahison facile des élus, leur corruption financière ont pu bien souvent éviter les affrontements et assurer pour un temps le silence et le consentement des victimes, le despotisme de l'entreprise nucléaire s'est sans cesse signalé par les violences policières depuis Superphénix à Creys-Malville jusqu'à Cigéo à Bure. Du réacteur de prestige jusqu'à la poubelle nucléaire, la France fut soumise au règne brutal du pouvoir. Même si au final elles sont effacées de l'histoire officielle, il y a une mémoire collective désormais documentée en véritable histoire de l'aveugle passage en force de l'Etat. Depuis les origines, corruption financière et violences policières sont les deux axes politiques en acte pour imposer un projet incompatible avec le territoire. A cela il faut ajouter les centaines de millions investis en amont dans la désinformation… Le nerf de la guerre, l'argent, est sur tous les fronts, il sert à la corruption, aux violences contre les populations et à la désinformation, le tout pour une conquête destructrice du territoire. Dans quel registre historique inscrire la volonté manifestement mortifère de l'Etat Français ?
Le verrouillage du système n'est compréhensible que saisi dans la totalité de sa logique militaro-industrielle. De la même façon, on retrouve l'aveuglement dans le domaine des armements conventionnels. L'Etat français accepte la catastrophe humanitaire et sanitaire frappant les populations civiles au Yémen directement lié à l'excellence du « Made in France » dans le domaine de l'armement.
Ainsi avec cet impératif militaro-industriel réaffirmé, dix ans après Fukushima, l'histoire de l'atome tricolore s'éternise dangereusement dans l'offensive. On sait comment tout cela va se terminer : une catastrophe comme à Fukushima. Nous vivons l'instant d'avant, puisque, dix ans après Fukushima, la retraite nucléaire n'a toujours pas été sonnée. La situation est figée jusqu'à l'instant d'après.

Les faits sont têtus, mais l'avenir est radieux

Humanisme d'Etat d'Urgence

Vers la fin de l'année 2019, dans un contexte de déliquescence du système hospitalier en grande souffrance silencieuse depuis deux décennies, l'Etat-providence du Nucléaire de France, décida de faire l'effort d'une modique dépense de santé publique pour un geste d'humanité envers sa population. Mais, encore une fois, à la guerre comme à la guerre… En ce domaine on sait que, même si la gestion des ressources humaines est de type sacrificiel, l'Etat doit veiller à ce que chaque homme de troupe ait au moins assuré sa ration calorique alimentaire et ses doses de tranquillisants son vin et son tabac… « Comme en Quatorze ! » Ainsi, les autorités nucléaires décidèrent en octobre 2019 d'élargir le périmètre de sécurité autour des centrales atomiques donnant droit à la dose d'iode protectrice de la thyroïde. D'un coup, le rayon des champs d'honneur nationaux fut passé de dix à vingt kilomètres. On ignore comment fut fait le calcul mais, on l'imagine aisément, ce geste symbolique de médecine préventive a dû être l'un des plus difficiles à décider puisqu'il consistait de fait à un changement de paradigme dans la doctrine de la sûreté nucléaire française. De *l'instant d'avant* du rayonnement médiatique triomphant de l'atome tricolore *« bas carbone »* on passait à *l'instant d'après* du rayonnement ionisant de l'atome dans le monde réel. L'Etat révélait pour la première fois en acte qu'il existe bien un danger atomique en France. Et, comble de transparence, il se situe très précisément en périphérie des centrales de l'Hexagone et non d'un vague nuage venu d'ailleurs. Au-delà du cercle de 20 kilomètres de rayon, le risque nucléaire persiste bien sûr, comme nous l'ont appris Tchernobyl et Fukushima, mais sa gestion surpasse les largesses humanitaires de l'Etat. Comment dire à quelques dizaines de millions de Français qu'ils vivent trop près d'un danger atomique ? Mission impossible… même avec la meilleure volonté d'un Etat que l'on imagine soucieux de l'état sanitaire de sa population. C'est déjà trop difficile voire, à ce jour, encore impossible en France de définir des distances minimales de précaution pour l'épandage des pesticides par rapport aux zones d'habitation…

Dernières paroles d'alerte

Quelques temps plus tôt, en 2018, deux respectables journalistes d'investigation faisaient paraître leur enquête sur le parc atomique tricolore : *« Nucléaire, danger immédiat (1) »*. Malgré la déontologie souvent révérencieuse de leur profession, ils n'y allèrent pas avec le dos de la cuillère. Ainsi, les Français furent informés de la menace ou, du moins, qu'ils lisent ou qu'ils ne lisent pas, ils disposent désormais d'une information en bonne et due forme issue d'une enquête technique et factuelle. Où que soient bâties leurs modestes demeures, ils vivent trop près d'une centrale nucléaire et même bien souvent de deux sites potentiellement dangereux, car en plus des 58 réacteurs le territoire est truffé d'installations ou de décharges de déchets à haut risque radioactif ou toxique. Désormais on sait, centrale par centrale, réacteur par réacteur, les failles et menaces possibles, les divers aspects du délabrement des installations et même, pour chaque réacteur, les fissures et malfaçons sur les cuves… L'état des lieux est fait, et, pour le moins, il n'est pas des plus rassurants. Mais encore une fois il faut constater que si les faits sont têtus, en haut-lieu l'avenir est radieux. Une question se pose cependant : y-a-t-il une relation de cause à effet entre le résultat de cette enquête de 2018 et la décision de l'Etat l'année suivante de faire son geste humanitaire envers sa population ? Peut-être ! Les Français se seraient-ils remis à lire pour découvrir l'état de délabrement dangereux du territoire où ils vivent ?

A la même époque en 2019, *« La Parisienne libérée »* tranchait de sa jeune stature et son autorité morale pour les générations futures la question de l'avenir du nucléaire tricolore. Pour elle, n'en déplaise aux éminents physiciens nucléaires, polytechniciens et autres experts, les choses sont claires : *« Le nucléaire, c'est fini (2) »*. Bien évidemment il s'agit d'un message : quoi que vous disent les experts en systèmes énergétiques complexes, aussi savants qu'ils soient, ne croyez plus à l'avenir radieux de l'atome !

Loin d'être pléthorique, la littérature antinucléaire ou d'information sur le risque atomique, signalant la réalité grandissante de la menace, est suffisamment abondante et régulièrement mise à jour pour que l'on puisse dire en paraphrasant le style autoritaire de la loi : « nul n'est censé ignorer le danger atomique » en France. Mais, encore une fois, on se retrouve « comme en Quatorze » où l'état-major veillait scrupuleusement à ce que la situation désastreuse sur le front soit totalement ignorée à l'arrière voire systématiquement censurée par des bulletins de batailles héroïques ou des déclarations de victoire ou plus efficacement par l'intense pilonnage de l'industrie culturelle du divertissement (3)… Bref le mensonge est permanent.

Hasard de calendrier, au même moment où « La Parisienne libérée » faisait part de ses analyses pessimistes au public français, le gouvernement décidait au contraire de taper fort en déclarant en bonne et due forme une relance de l'offensive nucléaire en France avec six EPR à mettre en chantier dans la décennie à venir… Manifestement, par sa prise de position osée, « la Parisienne libéré » a fâché l'Etat-providence du Nucléaire de France. Avec leur geste héroïque de contre-attaque, les autorités politiques ont peut-être voulu convaincre les français qu'il n'y a aucune alternative pour l'avenir énergétique du pays… Selon le protocole de la « feuille de route », l'Etat demande à EDF d'étudier le projet de déploiement de six nouveaux réacteurs EPR…

Dix ans après Fukushima et tout ce que l'on sait sur le délabrement du parc nucléaire et le risque atomique en France ou encore vingt ans après la mise en service du dernier réacteur construit en France c'est donc reparti « comme en Quatorze », la fleur au fusil. L'avenir est radieux, tel fut le message d'autorité à nouveau affiché en haut-lieu… Comme dans toute guerre pour figer au beau fixe l'optimisme des troupes ou des victimes potentielles, la désinformation reste l'une des armes essentielles. En ce domaine, la Grande Guerre fut aussi remarquable par un pilonnage dans le registre des *« fake news »* commanditées et diffusées par l'état-major militaire. Plus la guerre sombrait dans horreur, plus *« l'infox »* atteignait des sommets pour lui assurer dans la bonne humeur sa ration de chair à canon.

Science et *« Infox »* pour la Science

De ce point de vue, il nous faut faire un retour en arrière dans bouillonnement culturel des années 1930, car dès les origines, l'industrie nucléaire s'inscrivit dans l'impératif militaire de la communication de guerre. Depuis, sans faillir, des milliers d'éminents savants sur trois générations se sont mobilisés pour associer leur effort de recherche et parfaire le meurtre de masse dans l'exaltation scientifique et la bonne humeur. Comment expliquer cette longue contagion intergénérationnelle en chaîne qui n'a toujours pas cessé après Tchernobyl et Fukushima ? Question d'interprétation et d'historiographie… Vu d'aujourd'hui, il semble que toute l'histoire de la réaction en chaîne mortifère qui suivit la Seconde Guerre mondiale trouve son origine dans une fausse information, une menace sans fondement. Contre toute logique scientifique, technique, industrielle, minière ou militaire, une hypothèse prit de l'ampleur dès le début de la guerre : l'Allemagne nazie pouvait gagner la guerre avec l'arme atomique ; face à cette menace effroyable il devenait de la première urgence de les devancer sur le front stratégique de la recherche. Le colporteur de cette crainte énorme fut un certain Leó Szilárd, brillant physicien européen. Au début des années 1930, avec l'arrivée au pouvoir des nazis, il se fait l'apôtre de l'utilisation militaire de l'énergie nucléaire… Puis il fut tenaillé

par une idée fixe. On ignore pourquoi, mais, dans sa tête tout était clair : l'Allemagne nazie prépare la bombe. Toujours est-il que, guidé par cette certitude, il n'eut de cesse de persuader le gouvernement des Etats-Unis de se lancer au plus vite dans la course à la recherche atomique pour devancer le supposé projet allemand. Sa démarche insistante, avec l'aide morale d'Albert Einstein, fut au final couronnée de succès avant même que les Etats-Unis n'entrent en guerre. La suite de l'histoire est connue et fut fatale comme une réaction en chaîne incontrôlable : le projet Manhattan, la bombe atomique, Hiroshima et Nagasaki, la Guerre Froide, la course aux armements la multiplication des bombes, leur montée en puissance destructrice et, bien sûr, le programme nucléaire français pour la bombe et l'imposture de « l'indépendance énergétique de la France ». On a du mal à accepter que ce cataclysme de science et de techniques mortifères trouve son origine dans une crainte infondée et exagérée. Par la suite, avant et après Hiroshima et Nagasaki, les savants au premier chef impliqués dans la création de la bombe comprirent leur erreur fatale. Quelques-uns eurent des scrupules et se firent les apôtres du désarmement.

Le premier fut Leó Szilárd, celui qui avait mis le feu aux poudres en propageant son angoisse au sommet des Etats-Unis. Il manifesta ses scrupules avant Hiroshima en prenant l'initiative d'une pétition contre l'usage militaire effectif de la bombe atomique qui recueillit 70 signatures parmi les scientifiques du Projet Manhattan. Probablement qu'il comprit très tôt l'énormité de son erreur et l'irresponsabilité impardonnable de sa conduite puisque si les nazis avaient résisté quelques mois de plus, elle aurait pu aboutir au bombardement atomique de l'Allemagne. La possibilité d'un tel acte de guerre (pour la paix), n'aurait rien eu d'extraordinaire, puisqu'il avait été longuement préparé par la montée en puissance des bombardements incendiaires sur les villes allemandes, déjà massivement meurtriers sur la population civile.

Robert Oppenheimer, *« l'esthète bien éduqué »* selon ses mots et surtout *« le père de la Bombe atomique »*, exprima ses scrupules avec beaucoup de retard ; il le fit seulement au moment de la transition des recherches de la bombe A (atomique) vers la bombe H (thermonucléaire)…

Mais, dans tous les cas, il était trop tard pour tout le monde : pour eux, pour l'humanité et la vie sur Terre. La science nucléaire qu'ils avaient créée avait instantanément cessé de leur appartenir. Ils comprirent assez vite que les moyens humains et matériels gigantesques et complexes qui furent nécessaires au Projet Manhattan, que seul un grand pays comme les Etats-Unis avait rendu possible, étaient tout simplement inaccessibles au petit pays d'Europe soumis à la grossière et brutale dictature nazie. Au lendemain de la guerre, on s'aperçut avec effroi que non seulement c'était bien le cas mais aussi qu'il ne pouvait pas en être autrement. L'enquête historique confirma le constat insoutenable en apportant la preuve formelle que la bombe n'était pas comprise dans les axes de recherche de l'Uranprojeckt. L'Uranverein, le groupe des savants allemands, dirigés par Werner Heisenberg (le Père (prix Nobel) de la mécanique quantique) et impliqués dans les recherches sur l'uranium, n'avait tout simplement pas pensé à fabriquer une bombe. Bertrand Goldschmidt, dans son livre *« L'aventure atomique »* donne quelques précisions scientifique, technique, politique et militaire : « [dans la recherche atomique], les [savants] allemands étaient de plusieurs années en retard, contrairement aux craintes couramment éprouvées dans les pays anglo-saxons » « … ils ignoraient aussi l'existence du plutonium. » « Dès 1939, des physiciens avaient formé une société de l'uranium [Uranverein]. A la déclaration de guerre beaucoup de scientifiques furent mobilisés, d'autres comme Otto Hahn, l'auteur principal de la découverte de la fission, hostile au régime, évitèrent de poursuivre le travail dans ce domaine de la fission auquel, en tout état de cause, le gouvernement ne donna pas la priorité voulue (3). »

Si ce constat dramatique échappa à beaucoup de monde, il ne pouvait pas être ignoré des scientifiques. L'enchaînement fatal après cette découverte qui venait infirmer l'hypothèse fautive, s'énonce ainsi : la Bombe avait été fabriquée en urgence par les Etats-Unis à la suite d'une crainte sans fondement, elle n'avait été d'aucune utilité pour mettre fin au nazisme. Mais les Etats-Unis, futur chef de file dudit « Monde libre » et de « La Démocratie », l'utilisèrent pour deux meurtres de masse à Hiroshima et Nagasaki. La Guerre froide commençait avec deux actes absolument injustifiables et mobilisa toutes les sommités savantes du temps. Les Pères fondateurs de la mécanique quantique et de la physique nucléaire avaient enfanté une génération de savants tout aussi brillants que dépourvu de sens éthique. Mais, par la suite, pour assurer le cœur à l'ouvrage, l'entretien de la réaction en chaîne de la course aux armements ne cessa plus de s'alimenter sur la désinformation de guerre. Dans cette spirale mortifère interminable, si l'argent reste bien le nerf de la guerre on peut constater que l'*« infox »* (idéologique) s'impose comme le nerf spécifique de la recherche atomique… Sans cesse attisée par les surenchères idéologiques avec, entre autre aux Etats-Unis, le paroxysme du maccarthisme, l'effort de recherche prit des proportions énormes. C'est au cours de ces deux décennies d'après-guerre qu'émergea le concept de complexe militaro-industriel ; la symbiose entre la science et la guerre était fusionnelle et particulièrement prolifique. En moins d'une décennie, sous le seul jeu des joutes rhétoriques de diabolisation du camp adverse, la puissance de feu atomique passa des kilotonnes de TNT aux mégatonnes. Dans la multiplication insensée du nombre de bombes et de leur puissance, « Hiroshima » fut reconverti en une unité de mesure pratique et imagée pour comparer l'efficacité destructrice des nouvelles « têtes nucléaires ».

Avec cette fatale annihilation de tout sens éthique en science, il est assez facile de comprendre que les savants, comme les militaires, préfèrent à l'histoire analytique les décorations et les récits hagiographiques.

En raison des deux crimes de guerre d'Hiroshima et Nagasaki, l'historiographie sur l'origine de la première course aux armements atomiques entre les Etats-Unis et le 3e Reich durant la Seconde Guerre mondiale est restée très controversée. Dans la mêlée s'affrontaient les historiens en fonction de leur nationalité et les physiciens devenus historiens des sciences… En 2005 la polémique était relancée. Dans son livre « La bombe de Hitler (4) », l'historien allemand, Rainer Karlschans, ayant épluché de nombreux documents et réuni suffisamment de données et de témoignages, pouvait affirmer que les nazis avaient testé plusieurs bombes nucléaires tactiques (à faible puissance) entre octobre 1944 et mars 1945. De leur côté, les physiciens n'apparurent pas vraiment convaincus… L'un d'eux, Manfred Popp, allemand et spécialiste en physique nucléaire reconverti à l'histoire des sciences, est catégorique : *« les arguments [de l'historien] n'ont convaincu aucun physicien. »* En janvier 2017, dans un article de la revue « Pour la Science », il faisait le point sur le sujet *« Pourquoi les nazis n'ont pas eu la bombe (5) »* : ils n'y avaient tout simplement pas pensé. Ainsi l'honneur des pères fondateurs de la mécanique quantique et de la physique nucléaire était sauvé.

Pour notre analyse de la menace atomique sur l'Europe d'aujourd'hui, qu'il y ait eu un ou deux concurrents réels dans la première course aux armements atomiques, ne change rien, *« l'infox »* et l'annihilation de tout sens éthique en science apparaissent comme deux vecteurs essentiels de l'ère atomique. La menace vient de l'existence même des complexes militaro-industriels nucléaire et donc de la France pour l'ensemble de Europe.

Derrière l'infox, les faits sont têtus

Passé dans le civil le mensonge continue. Avec ses nouveaux oripeaux humanistes de *« service public de l'énergie »*, *« d'indépendance énergétique nationale »* puis d'énergie *« bas carbone »* indispensable au mix tricolore pour *« sauver la planète »*, le nucléaire excelle

toujours dans la communication de guerre. Face à ce pilonnage médiatique d'intentions philanthropiques, il faut rester lucide et se concentrer sur ce qu'est réellement le nucléaire, rappeler le complexe militaro-industriel et sa logique sacrificielle intrinsèque sur les populations et territoires mais aussi et plus simplement regarder les évènements tel qu'ils arrivent dans la suite de Fukushima.

Dans l'absolu, on sait que le pronostic arrêté par « La Parisienne libérée » finira par se vérifier : *« le nucléaire c'est fini »*. On peut y adhérer puisqu'il est fondé sur l'accumulation de faits têtus depuis deux décennies tant au niveau national qu'international. Trop de voyants flashent dans le rouge depuis trop longtemps. Chaque année qui passe apporte ses cargaisons d'évènements pour étayer le pronostic. Parfois l'arrivage est spectaculaire. Au milieu de la décennie qui suivit Fukushima, loin du chantier interminable au Japon, le monde assista un évènement symptomatique de fin d'empire : l'agonie économique des deux *« Numéros Un »* mondiaux de l'atome. L'un, historique étasunien Westinghouse, fut le grand concepteur constructeur de réacteurs qu'il imposa au temps de sa gloire à l'ensemble dudit « Monde libre (de ne pas choisir) ». L'autre, pompeusement autoproclamé, fut le français Areva qui avait affiché, pour le nouveau siècle, la prétention de prendre le relai du premier. Moins de 20 ans plus tard il n'avait toujours pas livré un seul réacteur. Tous deux, au même moment à un an d'intervalle, déposèrent discrètement leur bilan.

Avec la chute du fleuron français, ça s'annonçait mal pour la future « start-up-nation » chère à M. Macron, ministre de l'économie lors de l'agonie d'Areva et futur pensionnaire de l'Elysée... Constituant un long passif insistant à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, les faits têtus continuaient à s'accumuler et s'imposaient en tendance lourde, non démentie par la succession des décennies.

Le nucléaire dans le monde occidental va de mal en pis pour sa prestigieuse filière réacteur et ce n'est pas la situation nationale française qui pouvait lui redorer le blason. Avec l'interminable catastrophe de Fukushima en toile de fond, qui peut croire encore à un avenir radieux du nucléaire en Europe occidentale ? Peu de monde, en dehors de l'élite dirigeante française, mais, il est vrai, qu'entre « La France en marche » et l'extrême droite du Rassemblement National elle dispose d'une large base de masse. Ailleurs en Europe, il y a les gouvernements autoritaires l'ex-Europe de l'Est. Outre-Manche, la vieille Angleterre thatchérienne dépend de l'aide d'EDF pour ranimer la flamme nucléaire dans le royaume.

A propos d'Extrême Droite, « La Parisienne libérée » nous rappelait dans son livre l'entente cordiale des généraux : de Gaulle et Franco. L'élite scientifique de la « Patrie des droits de l'Homme » avait reçu de sa hiérarchie militaire l'ordre de mission d'assurer l'équipement atomique de la dictature Franquiste… On retrouve l'annihilation du sens éthique des scientifiques. Fort heureusement pour le Pays Basque et l'Espagne, la résistance locale réussit à faire capoter le projet… La lutte fut longue et difficile. L'acharnement des deux Etats avec leurs surenchères dans les violences policières alla très loin, puisqu'il permit de construire la centrale et, par la même, de détruire à jamais une belle baie maritime du Pays Basque. Mais au final le courage et la détermination du peuple basque empêchèrent son démarrage. L'alliance par la science entre une (supposée) Démocratie Française et la Dictature Franquiste nous permet de rappeler encore une fois qu'en France *« l'Etat dans l'Etat »* est une réalité militaro-industrielle consubstantielle au nucléaire avec sa hiérarchie d'allégeance. A l'étage inférieur et subalterne, la classe politique à son service est multifonction : elle assure une caution démocratique et, en courroie de transmission avec l'aide de la presse, elle se charge de la désinformation. Les thèmes évoluent avec l'air du temps et la mode du moment : *« souveraineté énergétique »*, *« combustible recyclable »* ou *« énergie bas carbone »*.

Signes des incertitudes du temps ou de l'intensification de la désinformation, dans la décennie qui suivit Fukushima on a pu observer que le thème de la fermeture de centrales arrivait

souvent sur le tapis soit dans des promesses de campagne soit dans des communications de ministre de l'écologie. Nul n'ignore qu'en plus du délabrement du parc, l'acceptabilité sociale du nucléaire n'a fait que se dégrader depuis Tchernobyl et la communication sur la transparence au temps d'Areva n'a pas inversé la tendance. Hasard numérologique, un chiffre unique exprima cette réalité dans les années 2000 : le parc nucléaire affichait sa pleine puissance pour fournir 78% de l'électricité et un sondage de l'époque révélait que 78% des français étaient plutôt favorables aux « énergies renouvelables ». Bien évidemment une fois l'opération de communication passée, retransmise et amplifiée dans la presse, le recadrage de l'exécutif rappelle tout le monde à l'ordre. La classe politique doit aussi tenir compte des craintes en provenance des pays voisins. Car, à l'opposé de l'Espagne de Franco dans les années 1960, sur ses frontières Nord-Est aujourd'hui, la France est en face de puissances industrielles et de places financières qui comptent en Europe. L'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse ne cessent plus de se plaindre des épaves nucléaires tricolores qui polluent leur atmosphère et les menacent à terme…

Dans l'adversité, l'imposture continue

En France, l'EPR n'en finit plus de défrayer la chronique. La presse nous en informe. Le réacteur censé assurer la renaissance nucléaire et présenté comme *« le plus sûr au monde »* fait lui-même la démonstration de la Bérézina industrielle nationale. Quinze ans que ça dure et personne ne peut dire quand et comment ce feuilleton à répétition va se terminer. A l'origine, l'EPR était un grand projet européen *(European Pressurized Water Reactor)* puis très vite, dès sa phase de construction, il s'est transformé en un fiasco franco-français qui au final précipita la faillite du « numéro Un mondial » de l'atome : Areva. Renfloué une dernière fois par l'Etat, le fleuron moribond put survivre jusqu'en 2018. Reconfiguré après sa chute et rogné de sa filière réacteur, son rejeton prit le nom d'Orano et se retrouva ravalé au rang d'industrie extractive du combustible et du retraitement des déchets. Sur le seul territoire français, la décennie qui suivit Fukushima fut riche en évènements signalant une fin d'empire. Ces dix années furent, en effet, suffisamment informatives et démonstratives à tous les niveaux, économiques et techniques pour confirmer ce qui était déjà suspecté dix ans plus tôt. Elles permettent désormais d'affirmer le déclin de l'industrie nucléaire en France. A part la volonté farouche de l'Etat de faire survivre son industrie nucléaire, aucun des évènements en France qui marquèrent la décennie qui suivit Fukushima ne vinrent contredire ce qui était pronostiqué dans les années 2000. Sauf qu'aujourd'hui, force est de constater que, dans l'adversité d'une industrie en déroute, l'arbitraire du pouvoir perpétue l'imposture. Si *« le nucléaire c'est fini »*, si effectivement son avenir industriel et énergétique n'est plus crédible, même pour quelques Térawattheure de plus au prix fort, il reste l'impératif militaire de la « dissuasion atomique » avec son environnement technologique. La société civile écope de la friche industrielle maintenue arbitrairement en fonction. On arrive ainsi à l'heure de vérité militaire du nucléaire qui se manifeste par un paradoxe. Par l'industrie nucléaire désormais en sénescence menaçante associée à l'invasion de ses déchets radioactifs en croissance perpétuelle, la prétendue défense nationale par la « dissuasion atomique » aboutit à une autodestruction du territoire. Ne manque plus que la fin brutale en apothéose, l'évènement catastrophique ; ainsi il devient facile d'anticiper, la toute-puissance atomique avec l'environnement technologique qu'elle implique, aura eu pour seul résultat le sacrifice du territoire. Le nucléaire continue son imposture pour le pire, une distribution plus généreuse de pastilles d'iode semble le confirmer. Mais il est vrai que pour le prestige, la France aura conservé son siège au Club atomique.

Nouvelle mise en scène

Au milieu de la décennie il y eut un déballage de linge sale sur la place publique autour des malfaçons de l'EPR et du reste du parc atomique. Ce fut sans nul doute un moment de transparence. Beaucoup de discours, de tensions, d'injonctions ou de mises en demeure, mais au final rien ne change. Il semble que ce jeu de rôle entre nucléocrates ait représenté une sorte de thérapie de groupe, un moment de catharsis offert aux divers acteurs du secteur pour une mise à plat et pouvoir repartir comme si le nucléaire entrait dans une nouvelle ère industrielle pleine de promesses.

Vers la fin de la décennie le gouvernement offrait au public une nouvelle mise en scène. Alors que l'EPR de Flamanville déclarait forfait une énième fois pour 2020, le gouvernement français annonçait une nouvelle mise en chantier de six réacteurs… EPR, encore. Qui les construira ? Probablement un opérateur Chinois pendant qu'EDF se chargera seul de ses six réacteurs EPR promis par Areva en Inde ! Mais l'on n'en est pas encore là...

La nouvelle mise en scène, commanditée par l'exécutif, fit intervenir un personnage extérieur dans un rôle de père fouettard. En 2019, le gouvernement chargeait Jean-Martin Folz, un ancien PDG de l'industrie automobile, de revêtit le costume de donneur de leçon pour porter un jugement sévère sur la décennie et demi passée à construire un EPR sans jamais parvenir à terminer le chantier. A l'automne 2019, l'ex-PDG de PSA rendait sa copie au ministre de l'économie Bruno Le Maire. L'opuscule d'une trentaine de pages fut largement commenté et amplifié dans la presse. Les journalistes appâtés ou de connivence dans la mise en scène, le jugèrent critique voir *« accablant »* ou *« assassin »* pour l'industrie nucléaire. Bref, un véritable évènement médiatique. EDF en prenait pour son grade, mais au final tout continue comme avant. Après cette mise à pied symbolique, le chantier de Flamanville doit passer au pas de gymnastique pour que l'EPR produise enfin de l'énergie à l'horizon 2024 et crédibiliser la mise en chantier de six autres machines pour la décennie suivante. Ainsi, par un simple coup de gueule de l'ex-patron de PSA, l'équipe de France du nucléaire se retrouvait en ordre de bataille avec un plan pour l'EPR réglé comme du papier à musique et une horloge atomique en métronome. Reste à savoir pourquoi l'électrochoc patronal n'a pas été administré plus tôt ? Loin d'être finie, l'imposture nucléaire continue avec de nouvelles déconvenues, mais jusqu'à quand les mises en scène tiendront-elles la presse en haleine ?

Le mensonge érigé en système

Lorsque le vieil Empire soviétique s'effondra brutalement au début des années 1990, les observateurs et commentateurs firent remarquer que le mensonge permanent, pas plus que la force brutale en interne et dans les « Républiques sœurs » qui caractérisaient le régime depuis l'après-guerre, ne pouvaient plus durer. L'énormité du mensonge élevé en système auquel plus personne n'adhérait y compris dans l'appareil étatique avait fini par miner l'appareil bureaucratique. Tôt ou tard, la chute était inévitable. La force brutale avait aussi atteint sa date de péremption. Les « Démocraties (occidentales) » qui avaient su ménager un vaste et multiforme espace de « liberté d'expression » et qui disposaient d'une « presse libre » pouvant parfois s'ériger en *« quatrième pouvoir »* voire même en véritable *« contre-pouvoir »* pour critiquer sans crainte l'appareil d'Etat, ses choix douteux et traîner sur la place publique les figures plus crapuleuses de sa classe politique corrompue ; les « Démocraties » donc confirmaient magistralement leur viabilité et recevaient, par la chute de l'URSS, une sorte de consécration historique pour leur institutions politiques véritablement démocratiques. A cette occasion, dans l'euphorie générale un grand penseur étasunien décréta « La Fin de l'Histoire » pour célébrer la victoire finale du « Monde libre » et de « La Démocratie ».

Cependant, les années 2000, avec l'avènement d'Areva, ne tardèrent pas à faire découvrir l'exception culturelle française de l'industrie nucléaire et son système de mensonge énorme.

Dans l'ambiance festive de l'époque, la mise en place promotionnelle de l'atome tricolore en futur *« numéro un »* mondial se trouva en partie éclipsée par la couverture médiatique des péripéties dans l'ex-empire soviétique mais put aussi bénéficier des nouvelles préoccupations climatiques. Cependant dans l'Hexagone, avant l'emballement marketing Areva-Atomic-Anne, la conduite suspecte des autorités de sûreté nucléaire française relative au « Nuage de Tchernobyl » mise en procès révélait à nouveau sur la place publique l'importance de la désinformation dans ce domaine industriel. Juste avant, durant la dernière décennie du siècle passé il faut rappeler la longue et douloureuse agonie de la filaire nucléaire des *« neutrons rapides »* avec le fiasco technologique de Superphénix à Creys-Malville.
A chaque évènement révélant le déclin tendanciel de l'atome succédèrent de grandes phases de mise en scène promotionnelle de la filière. Loin de mesurer les conséquences de la catastrophe atomique en Ukraine et de sa rapide extension européenne, la France, son élite scientifique et polytechnique réunie en trio CEA-AREVA-EDF, eut la prétention de s'ériger en première puissance nucléaire mondiale du 21^{e} siècle. Les années 2000 s'annonçaient pleines de promesses pour un nouveau départ. Dans la saga atomique pour le nouveau siècle, Mme Lauvergeon, figure photogénique à Polytechnique, fit office de jeune héroïne sous le sobriquet d'« Atomic-Anne » et aussitôt promue *« la femme la plus puissante du monde »*. Le casting et le décorum s'annonçaient comme ceux d'un péplum atomique et la bande annonce promettait une belle aventure industrielle… Puis, soudain, tout s'assombrit, la transparence atomique se ternit, *« les Ripoux »* du nucléaires refirent surface avec leurs habitudes opaques et ne tardèrent pas à se signaler par la ténébreuse affaire UraMin-Areva. Il fallut débarquer d'autorité *« Atomic-Anne »* devenue encombrante et lui trouver un atelier protégé…
Trente ans plus tard, après Tchernobyl, la Bérézina continue. La France (d'en haut, « En Marche », ou d'en bas, du Rassemblement National) qui y croit encore peut toujours attendre l'énergie abondante et peu chère pour sa souveraineté énergétique. Mais, pour les autres, le décor du mécano industriel national a changé pour laisser place à la friche d'un parc vieillissant toujours incapable de se renouveler. Autant de signes qui sentent la fin d'empire.
Une question se pose : quand a commencé le mensonge ? Probablement d'emblée, dans l'immédiat après-guerre si l'on considère l'extrême optimisme des pionniers comme une fuite aveugle dans la démesure. Peut-on croire encore que les premiers physiciens nucléaires puis les premiers nucléocrates aient pu sincèrement se laisser berner par le miracle de l'énergie atomique ?

Fenêtre de tir unique pour la Babel nucléaire

A la période héroïque, lorsque le Plan Messmer fut lancé dans les années 1970, le comportement empressé des autorités donna l'impression de l'urgence. Tout s'est passé comme si l'élite savait qu'en cette décennie, il y avait une fenêtre de tir unique à ne pas manquer. Le pouvoir avait bien triomphé de la contestation de Mai 68. Mais l'alerte avait marqué les esprits et en ce temps-là montait la mouvance écologiste. Après le renouveau de critique du capitalisme par le gauchisme arrivait une remise en cause plus globale de la civilisation industrielle. Elle s'annonçait encore plus radicale que celle du gauchisme englouti dans l'exubérance de la « société de consommation », puisqu'elle émergeait des universités des sciences et qu'elle était fondée sur les données objectives de la destruction du milieu environnant. Nul ne pouvait dire quelle force politique elle allait devenir. Ce nouveau front ciblait le capitalisme qui s'imaginait pompeusement en ces temps « Monde libre » mais aussi la civilisation industrielle dévoilée par ses manifestations foncièrement mortifères. Le décorum démocratique ne pouvait plus ni masquer ni relativiser la destruction de la Nature et la pollution au nom du *« progrès social »* nécessaire. L'enlaidissement irrémédiable du

monde était effectivement spectaculaire. D'instinct, l'Etat comprit qu'il fallait faire vite et il fit vite. Le gouvernement abandonna les piles et réacteurs atomiques du CEA pour choisir un modèle de réacteur tout prêt qui avait largement fait ses preuves aux Etats-Unis, celui de Westinghouse à eau pressurisé que le Rapport ad-hoc du Professeur Norman Rasmussen venait justement de labéliser comme le plus sûr au monde. En France, pour plus de sûreté, les doutes et incertitudes qui pouvaient encore perturber quelques cerveaux de physiciens atomiques furent sabrés par cette offensive à outrance. Le contexte pétrolier au Moyen Orient servit de toile de fond et d'interface de propagande pour justifier et vanter cette prise de décision arbitraire. Le programme nucléaire fut donc réalisé au pas de charge, en moins de vingt ans le parc atomique français était en place. Cinquante-huit réacteurs en deux décennies cela laisse songeur puisqu'au siècle suivant il faudra presque autant de temps pour en construire un seul avec toutes les malfaçons qu'on connaît sur la cuve du réacteur et acceptées par ladite « Autorité de sûreté nucléaire » (ASN).

La fenêtre de tir fut très justement jugée étroite par le pouvoir, même si la suite de l'histoire ne confirma pas les craintes du gouvernement quant à la menace écologique. Il semble qu'avec un retard d'une décennie pour le top départ, la réalisation du Plan Messmer aurait été tout simplement impossible. Le nucléaire fut rapidement rattrapé par ses inconséquences. Aux Etats-Unis, l'émotion de l'évènement de Three Miles Island de 1979 arrêta net le déploiement du programme nucléaire. Le rapport du Pr Norman Rasmussen, très rassurant sur le plan du risque nucléaire, avait soudain pris un coup de vieux. La catastrophe de Tchernobyl en 1986 et son nuage épique mal maîtrisé par les autorités françaises de radioprotection suivie du fiasco technologique de Superphénix dans les années 1990, marquèrent la fermeture de la fenêtre de tir.

Les faits sont têtus et, dès la fin des années 1970, ceux d'entre eux qui ne furent pas censurés par les autorités politiques vinrent entraver le rêve de l'énergie nucléaire des savants. Dans la bataille de la communication, si la désinformation massive triompha encore sur l'information objective, ce fut par l'argent, nerf de la guerre sur ce front de la communication. Mais, de toute évidence, dans le monde réel il ne ralluma pas la flamme atomique tricolore.

Il y eut un témoin de premier plan en France pour constater l'étroitesse de la fenêtre de tir et la décadence inévitable de l'atome : Louis Puiseux, économiste de formation, passé par EDF puis directeur d'étude à HESS. Dès le début du programme électronucléaire français, il avait compris que la volonté de toute-puissance avec l'unique énergie nucléaire monopolisée par une élite polytechnique serait fatalement frappée d'une limite infranchissable. Coup sur coup, avant et après Tchernobyl, il prit sa plume pour alerter ou dévoiler l'évidence de l'aveuglement polytechnicien. En une décennie, le fleuron industriel tricolore passait de *« La Babel nucléaire (5) »* au *« Crépuscule des atomes (6) »*. Mais sa sombre prospective n'ébranla pas la volonté de toute-puissance atomique qui resta intacte voire exacerbée par l'échec au sein des hautes-sphères militaro-industrielles.

Dûment constatée, la décadence nucléaire mondiale et française commence bien en 1986 avec la catastrophe « soviétique » de Tchernobyl. En France, le surgénérateur Superphénix de Creys-Malville, qui, après le paroxysme de violence policière de juillet 1977, avait englouti un budget astronautique, se mit très vite à dysfonctionner. Il fallut se rendre à l'évidence, le réacteur rêvé de la cosmogonie atomique tricolore pour un avenir radieux assuré jusqu'en l'An 2100, dut être arrêté et entrer en « déconstruction » avant l'An 2000.

La suite de l'histoire nucléaire nationale, avec les exploits technico-financiers d'Areva ne fut qu'une longue et honteuse affaire crapuleuse. Le trésor public n'en finit plus d'être dévalisé sans vergogne pour étayer ou rajouter quelques pierres à « la Babel nucléaire ». L'argent de la corruption et de la désinformation est toujours en compétition avec les surenchères de l'arbitraire pour faire renaître le feu atomique tricolore.

De l'aventure à l'imposture, la rhétorique atomique

Sans aucun doute, le début de l'ère nucléaire fut une formidable aventure scientifique vécue comme telle par tous les savants de la première moitié du 20e siècle. Des idées nouvelles jaillissaient d'esprits d'exception, s'agrégeaient en théories scientifiques immédiatement vérifiées par les résultats d'expériences. Chaque année apportait une masse critique de connaissances et, de décennie en décennie, se multipliaient les perspectives d'applications exaltantes. Ce bouillonnement culturel scientifique se passait en Europe avant la Seconde Guerre mondiale. La France n'était pas absente de cette exceptionnelle révolution culturelle…
Bien évidemment, avant la phase proprement scientifique et industrielle de l'exploitation militaire de la réaction en chaîne, l'esprit cupide du capitalisme ordinaire jamais à cours d'idée innovante découvrit instantanément de multiples propriétés miraculeuses à la radioactivité naturelle et s'empressa de les commercialiser dans divers domaines immédiatement profitables en exaltant des vertus énergisantes, cosmétiques et vivifiantes des rayonnements ionisants. Le radium s'imposa de manière explosive et épidémique comme la panacée, le remède miracle, l'élixir de jouvence ou élément indispensable à rajouter à toutes les substances de la vie courante… Comment afficher un *« sourire rayonnant »* sans l'usage d'un *« dentifrice radioactif »* dopé au radium ?
Mais passée cette première vague d'impostures rayonnantes à l'échelle humaine liée à l'esprit d'entreprise du capitalisme commercial ce fut la radioactivité artificielle qui prit le relais et avec l'autorité suprême de la science dure soutenue par la puissance nouvelle des complexes militaro-industriels. Le nouveau trio -science, armée et industrie- put imposer, en changeant radicalement d'échelle une nouvelle imposture encore plus sûrement mortifère.

De la Guerre au rêve de l'énergie nucléaire

Une énergie nouvelle insoupçonnée avait été découverte et les calculs théoriques des savants démontraient son immensité potentielle : $E = mc^2$… La science ouvrait une perspective de dépassement de la volonté de puissance vers la toute-puissance… Le Nietzche dionysiaque ne connut pas la suite de l'histoire. Au début du 20e siècle, avec un élan foudroyant, la science remplaça la philosophie dans le monde civilisé, se mit à marcher à pas de géant pour révéler un monde insoupçonné et passionnant puis, insidieusement, les choses se gâtèrent… Ce furent les applications militaires qui emportèrent à l'unanimité les velléités de recherches des génies scientifiques et déclenchèrent une réaction en chaîne incontrôlable qui se donna les moyens idéologiques de se perpétuer sans limite avec la Guerre Froide et la course aux armements…
Bien sûr, après l'exaltation scientifique, quelques-unes des illustres figures de la physique théorique qui avaient permis la concrétisation de la mécanique quantique en bombe atomique, eurent des scrupules et le manifestèrent, mais il était trop tard. Malgré leur aura de savant d'exception, leur statut d'icône vivante de la science, ils furent sans ménagement écartés des laboratoires de recherche, voire humiliés dans de véritables procédures inquisitoriales pour leurs médiocres opinions politiques… Ce fut le cas de Robert Oppenheimer, livré dans un procès aux foudres du Maccarthysme dans les années 1950. Les découvertes qu'ils avaient faites étaient désormais entre les mains des militaires et une nouvelle génération de savants tout aussi performants, mais sans scrupule, avait pris le relais pour travailler sans relâche et avec conviction au perfectionnement du meurtre de masse. D'emblée, par ses caractéristiques techniques très originales, la bombe atomique n'est pas une arme au sens militaire conventionnel, sa logique intrinsèque est le meurtre à grande échelle ciblant spécifiquement les populations civiles, comme le démontra Hiroshima. Contrairement à la bonne conscience dominante dans le *« Monde libre »* d'après-guerre, les crimes contre l'humanité durant le 20e

siècle, qui fut celui des génocides, ne furent pas seulement le fait des fanatismes et idéologies totalitaires. La recherche scientifique de pointe était elle aussi en première ligne. Le célèbre Fritz Haber, prix Nobel de Chimie, qui mit au point les gaz de combat et en préconisa l'usage sur le champ de bataille au cours de la Grande Guerre, ne fut pas une exception. Le sociologue Mike Davis, dans son essai « Dead City (1) », signale l'état d'esprit scientifique exalté des savants américains pour le perfectionnement du meurtre de masse au cours de la seconde Guerre mondiale. A tel point que certains chefs militaires américains éprouvèrent quelques scrupules à se faire les exécutants de ces méthodes de guerre totale fondées sur la science. Si les savants de la physique nucléaire inventèrent leur science en construisant la bombe atomique, d'autres scientifiques moins illustres mais tout aussi brillants dans leur spécialité étaient en première ligne exaltés dans le feu de l'action : les chimistes avec la recherche développement pour perfectionnement des bombes incendiaires, se montrèrent tout aussi innovants. Parrainés par les compagnies pétrolières, ils disposaient eux aussi de leur gigantesque laboratoire d'expérimentation scientifique où les bombes et leur mélange chimique étaient testés pour optimiser leur potentiel destructeur. Ainsi l'ampleur mortifère des bombardements incendiaires « Alliés » sur les villes allemandes trouvèrent leur origine non pas dans une idéologie totalitaire mais dans l'excellence de la science pure et appliquée.
Si, dans l'après-guerre, la chimie n'eut aucune difficulté pour une reconversion immédiate, réussie et prolifique dans le civil avec les pesticides, ce fut une affaire plus délicate pour le nucléaire. Tout était encore à inventer pour dompter l'immensité de l'énergie potentielle révélée par les équations. Il fallut aussi trouver une transition entre la furie du dit *« équilibre de la terreur »* immédiatement enclenché après la victoire militaire sur les puissances de l'Axe (du Mal) et les *« Atoms for peace »*. Mais une chose nouvelle était acquise dans les hautes sphères : l'aura de la physique nucléaire. Ainsi de gros contingents de chercheurs et ingénieurs affluèrent dans ce secteur d'excellence scientifique et furent facilement disponibles. Ils se multipliaient aisément et se retrouvèrent mobilisés en masse supra-critique dans le développement des applications civiles dites « pacifiques » de l'énergie atomique. L'optimisme était de rigueur. L'état d'esprit survolté de l'époque était en relation directe avec la notion d'énergie. Tout allait de front. La puissance de feu immense du pétrole avec les forteresses volantes bourrées de bombes incendiaires avait terrassé les forces du mal et donné la victoire à la « Démocratie ». Et au premier poste dans l'effort de guerre, la science avait découvert une énergie nouvelle encore plus grande. Ainsi, dans ce domaine, pour le long terme les perspectives s'annonçaient immédiatement vertigineuses ; restaient à résoudre quelques petits problèmes purement techniques relatifs à la sûreté des installations, à la radioprotection des personnels et à la gestion des déchets radioactifs… Beaucoup de recherche-développement en perspective, mais sur l'expérience exaltante du demi-siècle passé, l'optimisme était de rigueur… L'Histoire de la science et de l'énergie atomique née avec le siècle, s'inscrivait dans l'esprit des élites politiques du temps et même déjà dans la mémoire collective comme une fulgurante success-story au service de l'humanité. La propagande toujours nécessaire pour ces grandes épopées n'avait qu'à instruire le grand public du flux permanent de bonnes nouvelles… Dans ce domaine d'excellence impliquant l'élite savante, il aurait été dommage que des peurs irrationnelles d'un autre âge souvent contagieuses viennent entraver l'élan salvateur de l'aventure atomique. La guerre était finie et des cerveaux d'exception avaient œuvré et triomphé sur les forces du mal. La science avait sauvé la « Démocratie », pourquoi n'apporterait-elle pas la prospérité au Monde ?

Du rêve à la réalité nucléaire

Dans les années 1960, juste avant le lancement du programme d'énergie nucléaire tricolore, un pionnier de la première heure, né avec le 20^{e} siècle, Bernard Goldschmidt (1912-2002),

homme savant éminemment rayonnant et polyvalent comme tous les chercheurs de sa génération, bardé de titres scientifiques en physique en chimie et ingénierie, bref ce gros cerveau s'exprimait sur les axes de recherche restés encore en suspens. Avec sa longue expérience personnellement acquise dans les laboratoires qu'il avait fréquentés durant son début de carrière internationale, lui aussi ne pouvait qu'exprimer sa totale confiance en la science. En illustration de son état d'âme et pour rallier ses lecteurs, le savant physicien s'autorisait une comparaison raisonnablement optimiste entre sa spécialité atomique et l'aventure aéronautique ; elle aussi était née avec son siècle. Il faisait le constat objectif qu'entre l'envol des premiers aéronefs et le déploiement international de l'industrie du transport aérien commercial il s'était passé une quarantaine d'années. Il constatait aussi que les nécessités militaires des deux Guerres mondiales avaient œuvré dans le bon sens en donnant un coup d'accélérateur déterminant pour cette conquête industrielle des airs. Sur cette base exemplaire de la puissance nouvelle en Recherche-Développement du temps pour le lancement et la réussite d'un secteur industriel, il estimait raisonnable de penser qu'au bout d'un délai identique la science et l'ingénierie nucléaire auraient résolu tous ces problèmes spécifiques de sûreté technique, de radioprotection pour le travailleur et de gestion des déchets radioactifs (2).

Sa prospective optimiste fut émise au cours des sixties… Trente ans plus tard, dans les années 1990, aucun des impératifs nécessaires à la viabilité à long terme de la filière nucléaire n'avait été atteint, tandis que s'étiolait la promesse de l'abondance énergétique. Entre temps, l'événement de Three Mile Island de 1979 avait arrêté net le programme aux Etats-Unis et la catastrophe de Tchernobyl survenue en 1986 avait tout remis sur le tapis. Toute soviétique qu'elle fut définie et confinée par les autorités de l'atome tricolore, elle venait rappeler d'une part le danger intrinsèque énorme du nucléaire et d'autre part que le pire peut survenir à tout moment. Tout était à repenser pour assurer un semblant de sûreté nucléaire, tandis que la gestion durable des déchets radioactifs restait en plan. L'optimisme du gros cerveau en physique atomique était-il simplement innocent ou relevait-il déjà de la désinformation ? Probablement les deux au cours des sixties, à cette époque le nucléaire n'avait pas encore impacté et défiguré le territoire, il ne s'était pas encore confronté à la population. Les savants pouvaient encore passer pour innocents. Depuis le lancement du plan Messmer dans les années 1970, le temps s'est accéléré et le décor a changé, les chercheurs et ingénieurs ont échoué et le nucléaire est devenu une affaire politique impliquant constamment l'arsenal répressif de l'arbitraire. L'effet de surprise de l'offensive initiale n'a pas pu dissimuler l'enlisement des élites savantes dans les problèmes d'ingénierie industrielle. Par la suite, en renfort des faux débats publics et de la corruption financière, les passages en force devinrent d'autant plus essentiels à son déploiement que le parc révélait son menaçant état de délabrement.

Après Tchernobyl et Fukushima, le danger nucléaire est devenu une réalité sociale immédiate, reléguant les notions de *« sûreté nucléaire »*, de *« radioprotection des populations »* à des formules vides purement rhétoriques. Il en va de même avec la dite *« gestion des déchets radioactifs »*, après l'échec du (pseudo)-débat public, la révélation des inconséquences du projet Cigéo et la désinformation démasquée ; seul le passage en force par les violences policières peut faire avancer le chantier. Ces formules sonnent désormais comme des oxymores bureaucratiques.

Incapable de gérer les problèmes qu'elle génère, la grande aventure atomique du siècle passé a fini par se transmuter en vaste imposture militaro-industrielle avec ses méthode éprouvées : budget énorme de désinformation publicitaire, corruption financière des élus et violences policières sur les populations qui tentent de maintenir viable leur lieu de résidence…

Notion d'oxymore bureaucratique

On sait que par souci esthétique d'expressivité paradoxale, le langage peut associer des mots contradictoires ; en rhétorique classique cela constitue une figure de style nommée oxymore. Le contraste donne de la force à la formule comme dans « silence assourdissant », « tempête de ciel bleu » « obscure clarté »… De son côté, l'administration, pour sa désinformation ou propagande d'Etat s'est mise à user de ce procédé. En plus des éléments de langage bureaucratique et de la langue de bois, elle construit des assemblages associant des mots contradictoires. Mais dans sa rhétorique bureaucratique avec ces nouveaux oxymores il s'agit de tromper le public comme dans *« développement durable », « mine responsable »* ou *« sûreté nucléaire »*. Pour ce dernier, on veut faire croire que par des aménagements ou procédures techniques il est possible d'annihiler le danger nucléaire ou du moins de le rendre tellement négligeable qu'il en devient acceptable.

Dans les dispositifs de désinformation du public, l'administration peut même mettre sur pied des commissions pour assurer des missions impossibles dans la réalité. Cela relève de l'imposture organisée, là encore il s'agit de faire croire par ces organismes richement pourvus qu'un problème insoluble puisse trouver sa solution. La France détient le secret de ce type d'agence. Parmi elles, il faut signaler et dire que l'ASN ne s'en tire pas trop mal dans sa mission officielle dite de *« gendarme du nucléaire »*.

Dans d'autres domaines industriels ou sanitaires où elles étaient censées prévenir des menaces, elles ont plutôt joué le rôle de fusible en sautant avec le problème. La plupart furent emportées dans un scandale où leurs liens d'intérêt avec l'industrie purent aisément être révélés au cours des enquêtes juridiques. Ce fut le cas des agences de sécurité sanitaire ou alimentaire… Les dernières arrivées sur la scène toxique de la désinformation et de la fausse sûreté sont : L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, (Anses) et l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (abrégé ANSM). L'Anses, 8 ans après sa création se retrouve engluée dans l'affaire d'une nouvelle classe de pesticides commercialisés avec son aval comme fongicide : les SDHi pour Inhibiteur de la Succinate Déshydrogénase. Il y a eu tromperie sur la marchandise. Dans cette affaire qui perdure, couverte par l'agence de sécurité, *« le crime était presque parfait (3) »* jusqu'à ce qu'un groupe de savants respectables découvre le pot-aux-roses. Le spectre d'action des SDHi, loin d'être étroit et spécifique aux champignons, était bien au contraire très large pour frapper sans distinction l'ensemble du Règne animal : du ver de terre à l'homme en passant par les abeilles…

Probablement en vue de tromper le public, les intitulés de ces agences de sécurité sont devenus avec le temps de plus en plus ronflants et alambiqués afin de se montrer très convaincants dans le sérieux sur leur mission de protection des populations. Mais, au final, rien ne change, personne n'est protégé. Entre *« Agence du médicament »* et *« Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (ou Afssaps) »* puis *« Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (abrégé ANSM) »* il y a eu manifestement un souci rhétorique de convaincre le consommateur de médicaments. Puis un beau jour on découvre le pot-aux-roses. L'Afssaps a failli, elle a trempé dans le marché du médicament coupe-faim de Servier et l'a couvert pour finir par sauter avec l'affaire Médiator. Le scandale remonte au siècle passé, l'affaire n'est entrée en procès que dix ans plus tard, en 2010… Une nouvelle agence voit le jour pour prendre sa place… Dans l'arsenal des agences de tromperie du public, l'ASN remporte la palme de développement durable des tartuferies.

Oxymores des mensonges atomiques

Mais revenons au nucléaire et aux menaces de ses impasses de protection laissées en suspens durant son développement fulgurant. Et reprenons plus en détail les trois oxymores puisqu'ils

constituent le nœud du problème ravalant l'aventure scientifique et technique atomique initiale à une criminelle imposture qui perdure par l'arbitraire et les violences policières.
Après Three Mile Island en 1979 et Tchernobyl en 1986, le fameux rapport Rasmussen annihilant par l'art statistique le risque atomique était devenu caduque. Puis après Fukushima, le danger nucléaire devint une réalité à l'échelle humaine reléguant les notions de *« sûreté nucléaire »*, de *« radioprotection des populations » « gestion d'une catastrophe atomique »* à des formules vides purement rhétoriques. Il en va de même pour ladite *« gestion des déchets radioactifs »* en France, mais aussi dans tous les pays où l'élite dirigeante a commis l'erreur historique d'imposer l'électronucléaire dans le mix-énergétique du pays. Même si les nucléocrates n'ont pas réussi partout où ils avaient le pouvoir de le faire, à poursuivre un programme nucléaire aussi démesuré que celui de la France, le problème des déchets radioactifs a rapidement pris des proportions énormes révélées par une fuite générale dans des projets irréalistes de géo-ingénierie.
Durant la décennie qui suivit Fukushima, les oxymores bureaucratiques de la vieille imposture électronucléaire furent à nouveau dévoilés, mais cette fois-ci en France et en acte par les nucléocrates eux-mêmes, ASN en tête aux manettes.
Les problèmes primordiaux que les pionniers de la physique nucléaire pensaient pouvoir régler avant l'An 2000 durant le déploiement de l'industrie atomique étaient restés en plan et n'avaient pas reçu pas l'ombre d'un début d'éclaircie au moment de la déflagration de Tchernobyl et pas plus 25 ans plus tard au moment de Fukushima. Dix an plus tard encore en Europe, le réacteur censé être *« le plus sûr au monde »* s'enlisait encore dans un chantier interminable et engloutissait avec plus de sûreté les milliards. Ledit « laboratoire » Cigéo censé assurer un « stockage » sûr des déchets radioactifs pour les siècles des siècles apparut très vite comme une bombe potentielle à hydrogène conventionnel H_2 ou le symptôme révélateur du choix arbitraire de l'Etat qui, faute de réelle solution pérenne, a dû se décider à les dissimuler pour les oublier dans les grandes profondeurs de la terre. Démasqué dans son imposture au cours des enquêtes publiques, l'échec du décorum scientifique est attesté par le passage en force ; rien ne change : corruption financière des élus, violences policières contre les populations.
Là où les chercheurs scientifiques échouent, l'argent et la matraque prennent la relève.
Et bien sûr, l'impasse de l'impossible mission, dévore des sommes énormes ; comme l'EPR, Cigéo engloutit avec une voracité insatiable les milliards du trésor public.
Le plus ubuesque des oxymores, ladite *« gestion d'une catastrophe nucléaire »* est une pure imposture, dévoilée avec l'interminable chantier de Fukushima. La démesure de l'aspect financier est symptomatique des choix sacrificiels arrêtés selon une logique militaire. Comment oser budgétiser et réduire une catastrophe nucléaire à un chiffre aussi grand soit-il ? N'est-on pas dans un déni de réalité ? Face à cette perspective insoutenable, en 2019, l'Etat jugea utile d'agrandir le périmètre de sécurité de distribution d'iode autour des centrales à 20 kilomètres. Mais au même moment, l'épreuve de vérité arriva avec la catastrophe chimique de Lubrizol à Rouen. Elle révéla le type de comportement peu rassurant que les autorités adoptent dans le feu d'une catastrophe industrielle. Trente-cinq ans après le nuage de Tchernobyl, les pseudo-procédures administratives de gestion de crise n'ont pas pris une ride.

Les mots pour les maux

Colis, stockage…, on se croirait chez Amazon, dans un hangar logistique de la grande distribution ou dans le quotidien commercial de la « société de consommation ».
En matière de stockage, il y a beaucoup à faire et à défaire en France. Les manques de masques et autres consommables médicaux de base utiles en cas d'épidémie se révélèrent cruellement catastrophiques au début de l'année 2020. Par contre, au même moment, la fière

Patrie des Droits de L'Homme disposait d'entrepôts de stockage bien pourvus en obus de canon César pour satisfaire les bons plaisirs des émirs dans leurs crimes de guerre au Yémen.
En matière de déchets radioactifs, le vocabulaire a son importance puisque l'on pénètre le pandémonium de l'Etat profond où se révèle le secret de son péché originel : le jeu dangereux avec les particules de la matière nucléaire. On se souvient que les bombes atomiques qui anéantirent Hiroshima et Nagasaki furent surnommées de manière sympathique et familière *« Little Boy »* et *« Fat Man »*…
Face aux problèmes insolubles et honteux que soulèvent les déchets radioactifs, l'art rhétorique doit soigner les maux avec des mots. Aujourd'hui il doit se déployer dans le style scientifique sans pour autant négliger le flou artistique. Parler de *« stockage »* pour les déchets radioactifs à longue durée de vie (supérieur à 100 ans) n'est pas neutre, c'est même délibérément trompeur. Tiré du vocabulaire de l'économie ordinaire, le terme vise par sa banalité à cacher le mal en faisant croire que cette activité désespérée d'une industrie qui lutte pour sa survie relève de la normalité. Pour le coup, si tel est le cas, ce serait plutôt dans le sens de la *« banalité du mal »* qui caractérise cette entreprise totalitaire depuis Hiroshima.
Que dit le Petit Larousse ? Stockage : action de stocker. Stocker : 1) mettre en stock, faire des réserves de quelque chose ; 2) conserver un produit, une énergie, des données, etc., en attente pour une utilisation ultérieure.
Dans les divers aspects du verbe *« stocker »*, il n'y a rien qui se rapproche de l'action suspecte des nucléocrates ; ils ne stockent pas en vue d'une utilisation ultérieure par les générations futures. Leur souci est tout autre, ils veulent cacher des déchets qu'ils savent être extrêmement dangereux et le faire de manière suffisamment sûre pour justement, d'après leurs dires, éviter toute découverte malencontreuse par les générations futures.
Quelle est la vérité de ces dits « stockages » ? Que veulent les nucléocrates ? Leur souci pour les générations futures est-il crédible ?
La vérité est simple et elle est connue depuis le début de l'aventure nucléaire : il n'y a pas de solution pour l'élimination des déchets radioactifs. On ne joue pas impunément avec les particules subatomiques de la matière, les traces sont indélébiles. Il faut reprendre ici le mot d'ordre du collectif « BureStop » *« Arrêter d'en produire ! »* Le dossier historique *« Notre Colère n'est pas réversible (4) »* qu'il propose est suffisamment démonstratif du demi-siècle d'inconséquence et d'imposture des nucléocrates. Seule la sortie rapide de l'électronucléaire peut alléger le fardeau infernal des déchets radioactifs légué depuis les années 1960 aux générations actuelles et lointaines.
Que veulent au juste les nucléocrates ? Là encore pas de mystère, ils veulent se débarrasser des déchets. Les sites nucléaires vieillissant croulent sous les déchets, les piscines peu sûres regorgent et débordent de matières radioactives et se révèlent comme de nouvelles sources de catastrophes nucléaires… Pour leur survie et celle de leur industrie, les nucléocrates veulent faire disparaître au plus vite de la surface de la Terre le produit de leur activité fautive : ledit *« combustible usé »*. On comprend aisément la raison de cet empressement et son cortège de violences policières, de corruption financière et de justice expéditive… Il s'agit d'une question de survie de l'entreprise électronucléaire.
Et que vient faire le souci affiché pour les générations futures dans le choix du site de Bure pour le « Centre industriel de *« stockage »* géologique Cigéo ? Il a de quoi surprendre pour une industrie qui s'est imposée par l'arbitraire sans jamais se soucier des populations impactées par ses pollutions radioactives… En fait, cette curieuse préoccupation philanthropique projetée loin dans le futur est un leurre pour faire croire que le site géologique retenu est suffisamment sûr pour le très long terme. Cependant en deçà de ce stratagème de socio-géo-ingénierie trans-générationnelle, il y a la triste réalité très actuelle : la survie de l'atome à l'agonie par asphyxie sous ses déchets. La perpétuation de l'électronucléaire impose

en accéléré aujourd'hui le sacrifice de lieux de vie des générations actuelles. Encore une fois on retrouve l'instrumentalisation par le pouvoir d'un peuple futur et fictif pour imposer l'inacceptable au peuple présent, réel, lucide et en lutte.
On ignore si les nucléocrates dans leur ensemble sont globalement très optimistes sur l'avenir de leur industrie, mais l'on peut comprendre que l'esprit de corps d'élite présidant à leur destinée, interdit le doute dans ses rangs et impose constamment la fuite en avant, comme l'expliquait le patron d'EDF à un journaliste qui l'interrogeait sur l'avenir incertain de son industrie. Très inspiré dans le registre du vocabulaire de la vie quotidienne, il donna l'image familière du *« cycliste qui doit pédaler et avancer pour ne pas tomber »*. Pour être présentable face à un public de plus en plus incrédule, il faut faire comme si l'industrie nucléaire dispose des capacités de se perpétuer bien au-delà de 2050. Pour cela, il faut plus que pédaler même sur un vélo à assistance électrique. Le sans-faute s'impose à tous les niveaux : en surface, pas d'accident nucléaire de réacteurs, de piscines ou de sites d'entreposages des déchets et aussi ; sous terre, pas d'évènement catastrophique dans le « Centre industriel de *« stockage »* géologique » de Bure. Au rythme actuel d'agonie de l'atome, les nucléocrates peuvent espérer pour les plus optimistes trois à quatre décennies d'industrie électronucléaire. Charité bien ordonnée…, la sûreté géologique du site de Bure doit avant tout être suffisante pour ces quelques décennies supplémentaires et ainsi permettre aux nucléocrates et à leur industrie de s'éteindre en paix de leur belle mort nucléaire… Au-delà de 2050, ils ne seront plus là pour savoir ce qu'est devenu leur stratagème géologique.
Cependant, il faut rappeler ici une évidence masquée par la propagande officielle et les prétentions énergétiques irréalistes des nucléocrates : l'élément essentiel de l'existence de l'industrie électronucléaire n'est pas l'uranium mais le pétrole, l'infrastructure du capitalisme fossile (5). Sans pétrole pas d'uranium. Sans la puissance de feu préalable des combustibles fossiles pas de complexe militaro-industriel et donc pas de superpuissance par la fission atomique. De l'extraction minière du combustible nucléaire à la décharge géologique du dit *« combustible usé »*, le pétrole est partout indispensable ne serait-ce que pour acheminer les salariés sur leur lieu de travail ou assurer la sûreté des réacteurs… Qui peut dire ce qu'il en sera de cette énergie fossile au-delà de 2050 ?

Brève revue d'une triste réalité négligée

En 2014, le collectif BureStop réalisait pour la France l'histoire critique de l'entreprise désespérée de recherche d'un site d'enfouissement géologique pour les déchets radioactifs. Les données historiques révèlent qu'en définitive les aspects scientifiques, géologiques et technologiques fonctionnent aussi comme autant de leurres. Seul l'aspect démographique fut au final déterminant. Ainsi l'enfouissement sous terre répond au même critère que *« l'immersion en mer »* : très faible densité de population humaine. L'aspect des structures géologiques est un pari irresponsable sur le moyen et long terme ; il n'intervient que pour les quelques décennies de survie de l'électronucléaire.
En 2019, Greenpeace France sortait pour le monde son rapport : *« La crise mondiale des déchets nucléaires (6) »*. Six experts scientifiques avaient pour mission de faire émerger les inconséquences, risques, dangers et incertitudes cachés dans la rhétorique complexe des dossiers techniques et géologiques fournis par les nucléocrates… Sept pays industriels du monde occidental qui avaient fait l'erreur de croire aux promesses optimistes des scientifiques croupissent sous des quantités astronomiques de déchets et cherchent désespérément à s'en débarrasser sous terre. La France fait partie de la triste équipée et l'on connaît ses méthodes brutales pour arriver à ses fins.
Il n'est pas possible ici d'entrer dans les dossiers techniques, contentons-nous d'une brève revue historique de la littérature pour rappeler la mission impossible, connue dès le début de

l'aventure nucléaire et qui débouche aujourd'hui sur cette « Crise mondiale » aux conséquences catastrophiques.
Dans les années 1960, rêves et espérances d'un éminent savant Bertrand Goldschmidt : *« ces masses solides [vitrification] où les matières radioactives seraient définitivement (sic) emprisonnées pourraient être à leur tours enfermées dans des containers et enterrées dans des sols convenables ou même, hypothèse envisagée, déposées sur la calotte glacière. Une autre solution à l'étude aux USA est l'envoi direct des solutions de haute activité dans des structures géologiques convenables (sic), dans les mines de sel ou dans d'anciens puits de pétrole désaffectés. » « Ces quelques exemples montrent l'ampleur et la difficulté du problème qui trouvera certainement des solutions satisfaisantes (7)… »*
Dans les années 1990 : lucide constat d'échec, l'ampleur et la difficulté du problème n'ont fait que croître ; on cherche toujours pour trouver la solution satisfaisante espérée dans les années 1960. Dans son numéro de septembre 1997, la revue La Recherche présente un dossier qu'elle veut *« dépassionné »* : *« Déchets nucléaires, peut-on s'en débarrasser ? (8) »* En introduction au débat, on a l'état des lieux après trente ans de stagnation : *« Pendant la première partie de l'aventure nucléaire, la question des déchets a été considérée comme marginale. Pendant une seconde période, elle fut jugée sérieuse mais soluble. Elle est aujourd'hui perçue comme très sérieuse et très difficile à résoudre. »* Tout est dit ! Déjà, à la veille de l'An 2000, les pays industriels qui ont développé l'électronucléaire croulent désormais sous les déchets et, avec eux, une nouvelle menace nucléaire a fait surface sur Terre… Dans le premier article de Jean-Paul Schapira : *« Le cœur du problème : les déchets à vie longue »* on a une présentation sur l'urgence de la situation : *« Le problème des déchets est devenu un enjeu technologique, économique et politique majeur, même dans des pays qui, comme les Etats-Unis ou la Suède, arrêtent progressivement la production électronucléaire (9). »* Cependant, à notre humble avis ce *« problème majeur »* devient mineur lorsqu'il n'est plus parasité par les diverses compétences scientifiques et techniques mobilisées par les nucléocrates qui l'ont créé.
Sur le plan technologique, on sait qu'il n'y a pas de solution, les recherches désespérées pour des sites d'enfouissement géologique en sont le symptôme. Sur le plan économique, on sait qu'il s'agit d'un gouffre financier sans fond, capable d'engloutir des dizaines voire des centaines de milliards de dollars. Et sur le plan politique, on a la solution : sortir du nucléaire pour tarir à la source la production de déchets radioactifs. Mais il est vrai que, sur ce plan, le problème reste majeur : mettre hors d'état de nuire les nucléocrates toujours actifs à tous les niveaux du pouvoir : *« technologique, économique et politique »*. Ainsi, toujours à notre humble niveau d'étude primaire, on peut se permettre de corriger le titre de l'article de l'éminent physicien : *« Le cœur du problème : les nucléocrates à vue courte »*.
Si, aux Etats-Unis, ces hommes de l'ombre n'ont pas pu relancer l'électronucléaire après Tchernobyl, en Suède, par contre, où il était prévu une fin de l'atome en 2010, la machinerie parlementaire, probablement manipulée par ces éminences grises, a décidé d'ajourner la sortie de l'énergie nucléaire. Ainsi pour ce pays, le problème déjà majeur à la fin du siècle dernier n'a fait que s'aggraver durant les années 2000 par une décision servile de la classe politique. Les Suédois ne sont pourtant pas dépourvus de bois pour se chauffer et, s'il le faut, qu'ils se débarrassent d'Ikea et de ses nuisances internationales pour satisfaire leur besoins élémentaires en chauffage… Ainsi, ils feront un geste pour la Planète à défaut de sortir du nucléaire…
Durant les années 2000, deux éminents savants français pro-nucléaire s'exprimèrent sur ce sujet. Vœux pieux ou aveux d'échec, la perspective n'est toujours pas ouverte.
Le premier, Georges Charpak, éminent physicien nucléaire, a débuté sa carrière au côté de l'élite atomique : Frédéric Joliot-Curie en personne. L'atome c'est sa vie et son esprit. En 2008, les cheveux blancs, arrivée l'heure du bilan rayonnant de l'aventure nucléaire, il

s'exprimait sur les déchets dans ses *« Mémoires d'un déraciné, physicien et citoyen du monde »* : *« Le problème majeur à présent pour l'industrie est de démontrer qu'elle est capable de gérer, de façon satisfaisante pour les générations à venir, les déchets radioactifs des centrale nucléaires et de maintenir à zéro le risque de catastrophe comme celle de Tchernobyl (10).»* « J'en suis fort aise, mais que faisiez-vous aux temps chauds de votre brillante carrière dans la Guerre froide » pourraient lui répondre les humbles opposants au nucléaire. Trois ans plus tard Fukushima et les révélations sur l'incurie des nucléocrates japonais réduisaient les belles perspectives d'avenir en vœux pieux. Et en France, l'affaire UraMin révéla que les polytechniciens avaient des préoccupations minières ou pécuniaires plus terre à terre que de s'occuper du sort réservé aux *« générations à venir »*.

Le second savant, plus haut en couleur, Claude Allègre, lui aussi arrivé en fin de carrière, s'exprimait sur les déchets dans un manifeste pour l'avenir : « La science *est* le défi du 21e siècle » : « [le nucléaire], *cette source d'énergie n'est pas sans problème : le premier ce sont les déchets. »* Décidément ! Constatant que les réactions de fission produisent de *« nombreux élément radioactif nuisibles »* avec des périodes pouvant dépasser le million d'années, il poursuit *« (...) Ces déchets doivent être stockés (sic) et isolés sous peine de provoquer de terribles dégâts (sic) sur les humains ou les animaux. Aujourd'hui on les enrobe dans une pâte vitreuse, puis on les stocke en les enfouissant. »* Il n'y a plus qu'à ! Puisque les savants le disent. Cependant, Claude Allègre sort un peu des vœux pieux en précisant *: « Ce n'est pas sans risques géologiques. Ces déchets en contact avec les nappes phréatiques pourraient les contaminer durablement (11).»* Dans son domaine de compétence, M. Allègre ne peut pas se permettre de nier l'évidence. On ne lui en demandait pas plus.

Sans conteste brillant scientifique, Claude Allègre s'est trompé sur tout ou presque dans sa lutte scientiste contre les *« peurs irrationnelles »* et les *« hystéries catastrophistes »* des *« écologistes obscurantistes »* de la *« secte verte »*. Il s'est trompé sur l'amiante, le Diesel, les OGM, le réchauffement climatique et, bien sûr, sur le nucléaire ; mais, il faut le reconnaître, avec cette lucidité soudaine sur les problèmes des déchets, il est possible qu'il se soit quelque peu bonifié en vieillissant.

Ainsi, avec les vœux pieux de ces deux éminents savants, on peut arrêter le constat que la gestion des déchets n'a pas avancé d'un *iota* pour les littéraires ni d'un *epsilon* pour les savants. On verra avec Hubert Reeves, que certains éminents savants nucléaires ont très vite saisi la dangerosité intrinsèque de l'énergie atomique, dès leur jeunesse sans pour autant être soumis à l'emprise obscurantiste de la *« secte verte »*…

« A propos du programme nucléaire français »

Puisqu'on a donné la parole aux éminents savants pro-nucléaire, rappelons ici, pour pondérer, la conclusion d'alerte de « L'Appel des 400 » (scientifiques, dont 200 physiciens nucléaires) lancé en février 1975 : « *Nous pensons que la politique [électronucléaire] actuellement menée ne tient compte ni des vrais intérêts de la population ni de ceux des générations futures, et qu'elle qualifie de scientifique un choix politique. Il faut qu'un vrai débat s'instaure et non ce semblant de consultation fait dans la précipitation. Nous appelons la population à refuser l'installation de ces centrales tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences. Nous appelons les scientifiques (chercheurs, ingénieurs, médecins, professeurs ...) à soutenir cet appel et à contribuer, par tous les moyens, à éclairer l'opinion (12). »*

En fait de *« choix politique »*, il s'agirait plutôt d'un coup d'Etat militaro-industriel. Mais en ce milieu des années 1970, peu de monde en France connaissait le curriculum vitae bien chargé en « hauts faits de guerre » de M. Le Premier Ministre Pierre Messmer. L'enlisement géologique dans la Bérézina des déchets atomiques, rappelle, si nécessaire, l'arbitraire mortifère sur le long terme dénoncé dès l'origine par « L'Appel des 400 ».

Bure atomique contre nature

Contrairement à la formule consacrée, il faut absolument sortir de Polytechnique pour ne pas s'apercevoir que tôt ou tard l'accumulation des déchets radioactifs produits en masse par les centrales atomiques finirait par être ingérable. Par contre, pour concevoir une usine à gaz explosif comme l'Hydrogène moléculaire il faut impérativement sortir de polytechnique car, en plus, il faut mentir effrontément selon des procédures technico-administratives pour la présenter comme sûre pour les siècles des siècles.

Paix royale aux déchets

Pendant quelques décennies, il n'y a pas eu de problème de déchets radioactifs pour les physiciens atomiques. C'était la belle époque de la recherche, l'argent coulait à flot pour la physique nucléaire et les déchets de la recherche scientifique s'accumulaient en proportion. Ils étaient entreposés dans des décharges improvisées ou dissimulés dans des caches souterraines, anciennes mines d'uranium, ou plus simplement déversés massivement dans la mer… Pour cette dernière pratique peu éthique, l'effort rhétorique est remarquable, les éléments de langage officiel préférèrent le pléonasme *« immersion en mer »* pour éviter les mots « déverser » ou « jeter ». Dans l'histoire de la recherche atomique française, les blocs de béton délabrés qui servirent de confinement aux déchets radioactifs du CEA dans la décharge de Saint-Aubain dans l'Essonne furent rendus célèbres par le groupe Survivre et Vivre sous le vocable des *« fûts fissurés de Saclay »*… C'était donc le bon vieux temps de la physique atomique savante et insouciante… Par la suite, avec l'arrivage annuel des milliers de tonnes de combustible usé sortant des réacteurs il a fallu faire mieux qu'improviser ou *« immerger en mer »*...

Dans ce domaine, la rhétorique garda toute son importance pour soigner des maux par des mots. Ainsi les polytechniciens inventèrent le concept de *« cycle fermé »*. Dans le combustible usé, on sépara les *« déchets ultimes »* des *« matières valorisables »* potentiellement réutilisables. Par ce jeu d'écriture, l'industrie nucléaire put prétendre que « 96% du combustible usé était recyclable ». Seuls les 4% restant, dits de « déchets ultimes », doivent disparaître dans une cache souterraine que l'Andra cherche à imposer à Bure dans la Meuse par les procédés habituels du nucléaire : désinformation, corruption et violences policières.

Mais ce procédé d'annihilation des déchets par la rhétorique technique ne peut convaincre que des polytechniciens. Pour le commun des mortels, c'est bien la totalité du combustible usé qui n'est pas recyclé ou 99% si l'on accepte les comptes d'apothicaire imaginés par les polytechniciens. Le 1% restant issu du retraitement à la Hague est représenté par du plutonium. Et pour comble de provocation, les nucléocrates décidèrent avec cette matière radioactive extrêmement nuisible de la faire traverser la France pour être intégrée dans la fabrication du MOX à Marcoule dans le Gard.

Quel crime a commis la commune de Bure pour se voir infliger une gigantesque poubelle nucléaire ? Une densité de population humaine suffisamment faible pour laisser le champ libre aux agissements contre nature de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Pour l'oxymore dit de *« gestion des déchets radioactifs »*, la France, avec son Centre industriel de stockage géologique (Cigéo) à Bure, a une longueur d'avance sur le Japon. Derrière cette terminologie pompeuse de polytechnicien se cache un énième Grand Projet Inutile Imposé (GPII) de la République bananière française ; personne ne fut dupe sur sa nature (1). Le dossier technique de l'Andra, pourtant très scientifique et technique, n'a pas pu franchir démocratiquement l'étape du Débat Public… Le décorum technico-scientifique

grandiose de l'opération de séduction n'a pas non plus impressionné le public. La solution miracle de la disparition définitive des déchets pour les siècles des siècles n'a paru acceptable qu'aux yeux de ses promoteurs. Alors la machine administrative et répressive s'est mise en place sans attendre : la corruption financière s'est avérée nécessaire pour étoffer les rangs des partisans et, à l'inverse, les violences policières s'imposèrent pour étouffer les opposants.
De toute évidence, les concepteurs du projet ont réfléchi comme si au final les déchets radioactifs n'étaient pas radioactifs. Ainsi, en faisant comme si les déchets radioactifs à « stocker » étaient inertes sans interaction avec la matière environnante, il était facile d'éluder les risques immédiats : explosion, incendie. En faisant comme si la couche géologique d'argile était inerte et stable sur le long terme même après le creusement de trois cents kilomètres de galerie de « stockage » on pouvait éluder les problèmes d'infiltration d'eau et de remontée de radioéléments en surface. Bref en faisant comme si tous les problèmes étaient pour les siècles des siècles, il fallait aussi pousser la supercherie en se préoccupant d'une communication avec les générations futures au cas où elles découvriraient par hasard la poubelle nucléaire de l'Andra. Des anthropologues, des linguistes et autres spécialistes du langage furent, en effet, convoqués pour valider par leur expertise l'imposture de la gestion définitive des déchets radioactifs. Sauf que par nature un déchet radioactif n'est pas inerte, par l'énergie qu'il dégage il interagit avec la matière…
Désormais démasqués dans leur imposture, l'Etat et l'Andra lancent l'épreuve de force pour imposer leur décharge par les méthodes habituelles. Rappelons que, dans son principe, Cigéo n'est pas une « gestion » mais justement la révélation de l'impossible gestion des déchets hautement radioactifs à vie longue. Tarir le problème à la source, la conscience éthique et responsable impose la sortie du nucléaire et non avec les « violences policières »… Par contre, la (mauvaise) conscience irresponsable de cette impossible gestion relève, comme dans une affaire crapuleuse, à faire disparaître l'arme du crime pour que celui-ci se perpétue.
Par-delà son immense décorum scientifique et technique, Cigéo, saisi dans sa globalité anthropologique, est bien l'aveu d'un crime.

Décharge, fûts sous-marins, fûts souterrains

La science est souvent inadaptée pour éclairer certains sujets. Le problème des déchets radioactifs, créé de toute pièce par la physique nucléaire et aggravé par ses applications industrielles, ne peut être que faussé s'il est traité de manière scientifique.
Professionnellement formés pour observer le monde par le petit bout de la lorgnette, les savants ne peuvent saisir le problème dans sa globalité anthropologique. Lorsque l'on en est arrivé au stade de la géo-ingénierie, c'est que le système refuse de régler le problème à la racine. Le nucléaire ne fait pas exception. On a vu dans un livre précédent, « Capitalisme fossile (2) », le cas caricatural d'un éminent savant, le célèbre prix Nobel Paul Crutzen, qui proposait de sulfater la stratosphère pour calorifuger la planète afin de limiter le réchauffement climatique. Dans « Les apprentis sorciers du climat », Clive Hamilton décrivait dans sa diversité la marmaille des savants visionnaires qui s'activent avec leurs recettes miracles aux Etats-Unis pour atténuer les conséquences délétères de l'accumulation de gaz à effet de serre sur les océans et l'atmosphère (3). Tout ce remue-ménage technico-scientifique s'explique simplement parce que le système, c'est-à-dire le capitalisme fossile, n'a nullement l'intention ni même la possibilité de traiter le problème à la racine.
On l'a dit, répétons-le, contrairement à ce que peuvent comprendre les savants habitués à regarder le monde par le petit bout de la lorgnette : « le cœur du problème » est politique, ce ne sont pas les *« déchets à vie longue »* mais *les nucléocrates à vue courte* qui doivent être neutralisés pour leur invraisemblable irresponsabilité et mis hors d'état de nuire. « Arrêtez d'en produire ! » des nucléocrates pour résoudre le problème des déchets, cessez de faire

brûler de l'uranium dans les réacteurs. Sortir du nucléaire, tel est le *« cœur du problème »* saisi à la racine depuis que l'électronucléaire a été imposé par un chef militaire M. Pierre Messmer.
Le problème est donc faussé dès lors qu'il est abordé par l'expertise géologique. Il doit être analysé dans sa globalité anthropologique en commençant par l'histoire et la politique c'est-à-dire l'irresponsabilité foncière des nucléocrates dénoncés d'emblée par « L'Appel des 400 ».
Ce n'est pas spontanément que les autorités nucléaires décidèrent de cesser de déverser leurs déchets en mer. Il a fallu les actions de communication de Greenpeace vers le grand public dans les années 1970, pour qu'enfin cessent ces pratiques irresponsables et même criminelles.
Et, encore une fois, il en va des déchets en mer comme des essais nucléaires en atmosphère. C'est la multiplication dangereuse des cancers osseux et de la moelle osseuse chez les enfants par absorption de Strontium radioactif (métal alcalino-terreux pris pour du calcium par les organismes animaux et intégré dans la formation de leur squelette) qui obligea de faire cesser les essais en atmosphère et d'enfouir sous terre ces explosions atomiques.
Ce n'est pas par souci écologique de biologie marine que les *nucléocrates à vue courte* cessèrent leur déversement criminel en mer, puisque la faune océanique allait être dévastée par d'autres moyens. L'Europe d'Euratom avait des comptes à rendre à l'Europe du Capital conventionnel. Malgré le pic des prises de pêche, vers la fin des années 1980, arrivèrent les puissantes armadas des bateaux usines organisées et subventionnées à l'échelle européenne.
Ainsi, à ce moment de l'histoire, le nucléaire encore en expansion, perdait sa décharge idéale par interférence grave avec le capitalisme conventionnel de prédation industrielle. Malgré les alarmes sur la précarité de la ressource halieutique, l'Europe des eurocrates donnait son feu vert mortifère aux chalutiers géants. Pour ses prises massives, il était de première importance que les tonnes de poisson livrées sur le marché ne soit pas trop radioactives… Ainsi par grandeur d'âme envers les riches armateurs, La Convention de Londres de 1993 mettait donc fin aux *« immersions en mer »* et soudain émergea *« la gestion géologique des déchets »*.
La recherche se retrouvait acculée à chercher et à trouver au plus vite des décharges de substitution à terre, capable de garantir de manière suffisamment crédible l'absence d'interférence possible de la matière radioactive avec le monde vivant. Mission impossible !
Et pour quel but au juste ? Faire survire l'aventure scientifique atomique et l'imposture électronucléaire, bref perpétuer le pouvoir de nuisance des *nucléocrates à vue courte*.
Si la géologie est suffisamment performante pour explorer et expliquer les événements géologiques du passé lointain de la Terre, elle ne peut en toute rigueur s'avancer pour garantir la sûreté d'une poubelle nucléaire officiellement prévue pour des millénaires. Cette géo-ingénierie nucléaire n'entre pas dans son domaine de compétence et ceci d'autant plus que la matière radioactive n'est pas (par définition) inerte. L'échelle des temps imposée ne facilite pas la tâche des géologues qui, dans cette affaire, se compromettent à chercher le site idéal d'une poubelle nucléaire pour sortir de l'ornière les nucléocrates à vue courte empêtrés dans leurs déchets à vie longue.
Si, avec des durées de vie prévue à trente ans pour les réacteurs les nucléocrates pouvaient espérer *en croisant les doigts* qu'il ne se passe rien de grave… Si avec des prolongations des réacteurs à soixante ans, les mêmes nucléocrates pouvaient, *en touchant du bois,* parier qu'il n'y ait pas plus de problème. Qui pourrait dire avec le projet Cigéo et sa gigantesque charge radioactive explosive, qu'il n'y aura pas de rupture du confinement nucléaire sur seulement dix générations humaines ? Personne ! Certainement pas l'ASN ni l'IRSN et encore moins les géologues…

Les tartuferies à Bure de l'ASN et de l'IRSN

L'ASN et l'IRSN ont émis quelques avis critiques sur Bure, la bonne affaire… Comment comprendre cette mise en scène ? On est dans une sorte de jeu de rôle pour se réattribuer le contrôle du dossier. L'Andra, ne peut pas reprendre directement à son compte les critiques techniques recevables émises par les experts indépendants révélant la gravité potentielle des failles et inconséquences de son dossier de présentation de Cigéo. Pourtant il le faudrait, c'est là qu'interviennent les Tartufes de l'Atome : l'ASN et l'IRSN. Dans ce domaine technologique de pointe avec un chantier de géo-ingénierie gigantesque à quarante milliards, il est tout simplement impossible d'accepter que des critiques scientifiques puissent émaner de la société civile et, qui plus est, d'opposants au projet. Les nucléocrates doivent en toutes circonstances conserver le monopole du discours scientifique ou plutôt en l'occurrence pseudo-scientifique puisque que l'on connaît l'origine du problème : la perte des bonnes vieilles décharges en mer…

Ainsi, l'ASN et l'IRSN, reprirent à leur compte les critiques techniques émanant des opposants au projet et, pour se rendre encore plus crédible dans leur démarche, les deux agences entreprirent même des études qui virent confirmer les craintes formulées.

Bien évidemment, ni l'ASN ni l'IRSN ne souhaitent l'arrêt de Cigéo. Comme elles l'ont fait pour le parc atomique, elles veulent le sécuriser pour qu'il se réalise.

Quel est le stratagème ? Très simple, on est en présence des tartuferies habituelles desdites autorités de sûreté et de radioprotection. La cuve fêlée de l'EPR et validée par l'ASN nous a mis la puce à l'oreille pour comprendre le numéro de rhétorique critique sur la poubelle Cigéo de Bure. Pas plus à Flamanville qu'à Bure, l'ASN ou l'IRSN ne s'inquiètent des risques de rupture de confinement ou de risques environnementaux. Leur souci est de reprendre le contrôle du discours technique, réintégrer au sein du corps d'élite polytechnique les critiques et faire croire au final que tout est à l'étude et que le projet reste perfectible… Surtout ne pas montrer que des impasses inacceptables ont été faites sur des menaces évidentes et ainsi remettre sur pied de façon présentable le dossier Cigéo.

Mais, encore une fois, s'il n'y avait pas eu d'opposants au projet ou si ces derniers n'avaient pas été en mesure de déceler les failles du projet, il est clair que ni l'ASN ni l'IRSN ne se seraient mis en scène à Bure. De la même façon, en l'absence de Fukushima ou de fronde aux frontières face aux friches nucléaires françaises, lesdites autorités de sûreté ou de radioprotection n'auraient fait aucun problème pour la prolongation des réacteurs en fin de potentiel. Encore une fois les nucléocrates avancent à l'aveugle et lorsque le pot aux roses est découvert on a droit aux mises en scène et tartuferies de l'ASN et de l'IRSN.

Dans sa partie du dossier de Greenpeace sur « La crise des déchets nucléaires » : « Les risques du projet Cigéo (4) », Bernard Laponche, rétablit l'ordre chronologique des critiques : *« Les points critiques [des expertises de l'ASN et de l'IRSN] exprimés dans leurs différents rapports confirment les analyses des experts indépendants et en particulier celles de Bertrand Thuillier (5)… »*

L'Andra avait bien joué la transparence mais sans en tirer les conséquences. Les risques, dans toutes leurs diversités, étaient bien notifiés dans son dossier technique mais les moyens de prévention et d'action pour les éviter ou limiter leur gravité laissaient à désirer. Ce fut donc le travail de Bertrand Thuillier de pointer du doigt toute les inconséquences du dossier face aux risques biens réels énoncés par l'Andra.

On a parlé de manière imagée d'usine à gaz ou de bombe à hydrogène moléculaire ; Bertrand Thuillier rappelle de manière plus physico-chimique la réalité du problème. Il va même jusqu'à en quantifier la productivité en mètres cube du gaz explosif et la menace en kilo de TNT : *« Autrement dit, si ce projet a pour objet de constituer un stockage de déchets radioactifs, Cigéo va en réalité être une usine de production d'hydrogène [H_2] »*

Peut-être que l'Andra espérait que sa haute autorité en ingénierie suffirait à dissuader les rares lecteurs courageux capables d'étudier son dossier et de tirer les conséquences graves de ses inconséquences coupables…
Reprenons seulement quelques titres de paragraphes de l'étude de Bernard Laponche sur Cigéo : *« risques liés à des explosions »*, *« risques d'incendies »*, *« perte éventuelle de l'exploitation »*, *« risques liés à l'écoulement des eaux dans la roche »*… Bref, le danger est immédiat et permanent pour la perte de confinement et l''interférence de la matière radioactive avec le monde vivant…
Tous ces risques identifiés, notifiés, reconnus et repris par l'ASN et l'IRSN, les Tartufe de l'Atome, sont, de plus, sans réelle possibilité d'action pour contenir la propagation d'un incendie ou limiter les fuites radioactives et l'ampleur de la catastrophe.

A la poubelle aussi « le principe de réversibilité »

Pour lancer le projet à haut risque de Cigéo, il fallut montrer patte blanche, lâcher du lest et donner quelques assurances aux rares parlementaires inquiets, bref désamorcer dans l'hémicycle ce dossier explosif. Les nucléocrates firent l'effort de se montrer quelque peu responsables envers les générations futures. Ce minimum de responsabilité morale fut le *« respect du principe de réversibilité »* et, pour le crédibiliser, il fut inscrit dans une loi en 2006 puis réaffirmé dans une autre de 2016. Ainsi avec la belle promesse de « réversibilité », il devenait possible de tout arrêter en cas de problème, de récupérer les fûts et de les traiter correctement ou du moins de les entreposer en surface sous surveillance permanente. Mais, encore une fois, les promesses n'engagent que ceux qui y croient… Comme le note Bernard Laponche : *« En réalité la situation d'irréversibilité a existé dès le choix de l'enfouissement en couche d'argile puisqu'il serait impossible de* « revenir en arrière » *ou de changer de stratégie de gestion des déchets une fois la fermeture de l'installation effectuée (6). »*
Décidément, l'irresponsabilité morale est le fort des nucléocrates.
Dans son analyse comparée de Cigéo et StocaMine, Bertrand Thuilllier rappelait que la même entourloupe sur *« le principe de réversibilité »* fut savamment organisée pour blanchir la décharge de produit toxiques prévue dans l'ancienne mine de potasse en Alsace. Promise dans le projet, mise en avant lors du Débat public, la blanche « réversibilité » fut brutalement enterrée dans la réalisation du projet. On s'en aperçut très vite lors l'incendie de septembre 2002. Trois ans après le lancement du chantier de chargement par bloc de la décharge, une réaction chimique déclarée dans le bloc 15, révélait l'imposture environnementale du projet. Comme par hasard StocaMine rime crapuleusement avec UraMin, l'entreprise fit faillite comme Areva, l'Etat ferma le « site de stockage » et paya les pots cassés. Mais, comme le signale Bertrand Thuillier : *« l'impossibilité de remonter l'ensemble des déchets entraînera immanquablement la contamination de la très importante nappe phréatique [d'Alsace] (7). »*
Ainsi, en quelques années de chargement, le site (officiellement idéal) de stockage de produits toxiques se transforma en décharge abandonnée.
Pour Cigéo, qui comporte deux phases, chantier et charge d'abord puis fermeture définitive du site, il apparaît aussi que le *« principe de réversibilité »* n'est que partiellement satisfait durant la première longue période de chantier et de décharge des déchets. Mais, il est vrai, que dans l'intitulé du projet Cigéo (Centre industriel de stockage en couche géologique) on ne parle ni de déchet ni de décharge. L'entourloupe sémantique se situe dans le mot « stockage », comme dans une plateforme logistique d'Amazon…

Trump déterre Yucca Mountain

A tout seigneur tout honneur… Pour finir d'illustrer la « gestion géologique » irresponsable et crapuleuse des déchets atomiques, retour à l'envoyeur : les Etats-Unis d'Amérique, puisque l'Etat-providence du nucléaire de France a construit ses dépendances mortifères au pétrole et à l'atome sur le modèle de la superpuissance militaro-industrielle d'outre-Atlantique.

Granite, sel, argile, roche volcanique, glacier polaire, secteur sédimentaire des grands fonds marins, zone de subduction des plaques plongeantes, etc., est-il possible de trouver un lieu idéal sur Terre pour se débarrasser des déchets nucléaires ? Aujourd'hui, avec l'imposture démasquée de l'Andra à Bure, la réponse est définitivement non ! Toutes les sommités scientifiques mobilisées par les nucléocrates pour résoudre le problème qu'ils ont créé et qu'ils aggravent encore par l'aveuglement de leur fuite en avant n'ont fait que révéler l'ampleur du problème qui *« exige encore des études complexes (8) »*, comme le constatait en 1997 Ghislain Marsily directeur à l'époque du laboratoire de géologie appliquée de l'Université Paris 4…

Dix ans plus tard, dans les années 2000, les vœux pieux de nos deux brillants scientifiques tricolores pro-nucléaires, Georges Charpak et Claude Allègre, venaient confirmer que les *« études complexes nécessaires »* n'avaient toujours pas solutionné le problème des déchets. Puis, dix ans de plus après Fukushima on atteint donc la situation critique et même de criticité à l'intérieur des piscines décrites dans le rapport de Greenpeace… Entre temps, de manière plus terre à terre, l'intervention des forces armées françaises à Bure, rappelait le caractère foncièrement militaire du nucléaire. Là où les sciences géologiques piétinent, les bruits de bottes des robots cops s'imposent pour concrétiser de force le projet.

Est-il possible de trouver un lieu s'approchant au mieux de toutes les contraintes imposées par les déchets radioactifs ? Les savants l'espéraient encore au siècle passé, mais en toute rigueur scientifique personne ne peut réfléchir de manière crédible au-delà du siècle et encore moins au-delà du millénaire. Le précédent StocaMine en France a quelque peu rendu prudents les savants des lieux souterrains. Mais d'après le dossier sérieux de Greenpeace, le problème se pose d'emblée à court terme et réside de manière incompressible dans la nature radioactive des déchets. Pour le moyen terme, la géologie ne tient pas la route et l'on entre dans la démesure incertaine de l'entreprise de géo-ingénierie qu'ils imposent. Aucun scientifique n'oserait faire de pari sur ces deux aspects du problème. A titre d'information technique, creuser à Bure un labyrinthe de 300 kilomètres de galeries à 500 mètres sous terre et s'étalant sur 1500 hectares pour y enfouir 240 000 fûts de déchets radioactifs, cela doit forcément entraîner quelques conséquences déstabilisantes sur la paisible couche d'argile vieille de 160 millions d'années. Ce qui se cache sous l'euphémisme Cigéo relève d'une aventure de géo-ingénierie incertaine à l'échelle des temps géologiques.

En définitive, pour rendre possible cette entreprise pharaonique ou même prométhéenne (titanesque) il faut dégrader le problème, le fractionner et faire l'impasse sur nombre de ses aspects. Comme on l'a dit, seule la contrainte démographique du lieu a été déterminante pour le choix de Bure par les nucléocrates, les caractéristiques de l'argile, fut-elle Callovo-Oxfordienne, n'étaient qu'un leurre.

Il est possible dans un grand pays comme les Etats-Unis de trouver un lieu désertique où il ne pleut pas et ainsi rajouter quelques aspects supplémentaires climatiques et géographiques au critère démographique. C'est impossible dans un confetti de pays comme la France. Les violences policières à Bure signalent d'emblée la volonté du passage en force.

Dans les années 1980 aux Etats-Unis, un massif volcanique exceptionnel situé dans le désert du Nevada, Yucca Mountain, devient mondialement célèbre, non pas pour la beauté époustouflante du paysage minéral austère mais parce que les autorités nucléaires du pays avaient acquis la certitude d'avoir trouvé le site de « stockage » quasi-idéal : climat

désertique, densité humaine quasi-nulle dans les environs, roche dure autoporteuse et partie choisie pour le « stockage » très au-dessus du niveau supérieur de la nappe phréatique… bref le nec plus ultra pour se débarrasser des déchets…
Une précision historique s'impose ici pour ne pas commettre d'injustice, le génocide des Indiens au 19e siècle avait en grande partie raboté la contrainte démographique et laissé le champ libre aux autorités nucléaires pour découvrir et déclarer leur site idéal.
Les travaux exploratoires commencèrent rapidement, les tunneliers transpercèrent la roche… Puis, vers la fin des années 2000, il était devenu évident que les garanties du site n'étaient plus celles qui avaient été perçues à l'origine… L'administration Obama décida d'arrêter le chantier. Il est cependant important de signaler que, de manière assez surprenante, ce sont bien les critères géologiques de long terme (1000 ans) fixés par l'AIEA qui firent capoter Yucca Moutain en 2010. Le risque d'éruption volcanique n'est pas négligeable et l'hygrométrie de cet univers aride dépasse les limites acceptables.
Cependant, les nucléocrates étasuniens n'avaient pas été mis hors d'état de nuire. En 2017, un homme providentiel, un vrai Père Noël perpétuel pour le complexe militaro-industriel étasunien, déterrait le site de Yucca Mountain stratégique pour au moins assurer la lente agonie de l'industrie électronucléaire du pays.
Au-delà de l'irresponsabilité de cet acte sauvage de sauvetage on doit constater qu'il en dit long à la fois sur la rareté extrême des sites possibles pour se débarrasser des déchets radioactifs et sur l'énormité de la menace qu'ils génèrent dans les installations électronucléaires.
Lorsqu'ils en tiennent un, les nucléocrates ne le lâchent plus. En définitive, de part et d'autre de l'Atlantique, en soixante ans d'imposture électronucléaire, la crise des déchets nucléaires et les méthodes brutales pour s'en débarrasser sont identiques. L'intervention musclée des forces armées françaises à Bure rappelle que la décharge est stratégique pour les militaires.
Dans ce contexte conflictuel et de crise par asphyxie, la complexité des recherches géologiques apparaît très secondaire ou, saisie dans sa globalité géopolitique, elle fonctionne comme un leurre, en France, aux Etats-Unis ou ailleurs. A ce jour, seule la brutalité du passage en force tranche la question de ce problème jugé complexe par les géologues.

Les ficelles statistiques de la sûreté nucléaire

On a vu la diversité des méthodes de recherche scientifique et militaire d'un site d'enfouissement pour décongestionner une industrie au bord de l'asphyxie sous l'amoncellement de ses énormes déjections ; il nous faut revenir à l'oxymore de la *« sûreté nucléaire »* puisque la catastrophe de Fukushima a fait aussi sauter le cadre théorique et statistique où elle pouvait se déployer.

Les éclairs de lucidité à chaud des nucléocrates

A chaud, dans le feu de la catastrophe, les autorités de sûreté nucléaire avaient semble-t-il pris la mesure de l'évènement. En mars 2011, le président de l'ASN déclara *« il y aura un avant et un après Fukushima »*. Dix ans plus tard en France, en 2021, on attend toujours *« l'après »* qui ne peut être qu'une sortie rapide du nucléaire.

Pour ce technicien du nucléaire l'avant et l'après se résument à deux degrés d'intensité dans les investissements et les contraintes de sûreté des installations nucléaires. Ainsi pour lui « l'avant » et « l'après » s'inscrivent dans une continuité.

Portant sur le plan anthropologique on peut considérer Fukushima comme un véritable évènement copernicien, un point de basculement, un changement de barycentre. La catastrophe nucléaire japonaise a réduit à néant le cadre paradigmatique où pouvait se définir de manière rationnelle, statistique voire scientifique une *« sûreté nucléaire »*. Il ne s'agit pas d'une réelle révélation, mais du dévoilement spectaculaire d'une imposture déjà connue. La notion de *« sûreté nucléaire »* désormais sabrée devient « oxymore », elle quitte le domaine du rationnel pour rejoindre celui de la construction idéologique… Aveugle au changement de paradigme, l'ASN veut des milliards pour « bunkériser » le nucléaire alors que « l'après » Fukushima aurait été plus justement de tourner la page de l'industrie atomique…

Pris sur le vif dans le feu nucléaire et projetés au-devant de la scène, les responsables des agences dites de « sûreté nucléaire » ou de « radioprotection », ASN et IRSN, sont cependant passés aux aveux. Pour ne pas rester bouche bée, ils ont dû lâcher les vérités éthiques et techniques qui, en vertu du principe de responsabilité, auraient dû condamner dès le départ l'aventure nucléaire et l'arrêter au plus vite aujourd'hui…

« Personne ne peut garantir qu'il n'y aura jamais d'accident nucléaire en France » : ce n'est pas le message accusateur d'un opposant au nucléaire, mais bien l'affirmation du Président de l'ASN. Pourtant il le faudrait ! Car à défaut d'énergie abondante et peu chère, ce serait un minimum qu'on puisse avec nos modestes forces travailler une terre saine pour au moins se nourrir. A défaut de beurre et d'argent du beurre, le minimum serait de préserver quelques hectares de terre pour faire paître quelques vaches… Pour ce minimum de garantie, l'autorité de sûreté ne se sent plus en mesure de nous l'assurer… Lorsque les nucléocrates expriment les craintes des opposants au nucléaire, il faut se poser des questions. Si le Président de l'ASN en est réduit à reconnaître son impuissance face à une prise de risque imposée à l'origine par la hiérarchie militaire, l'insécurité nucléaire devient absolue. Les éclairs de lucidité en situation de crise des nucléocrates ne se traduisent pas dans les faits, ou leur traduction est contre-intuitive. Sans obligation de résultat, l'autorité de sûreté nucléaire persiste dans son ornière et considère encore qu'il faut tout faire pour éterniser le nucléaire en France. La menace ne fait que croître et la sûreté du nucléaire se transforme en supplice de Sisyphe. Mais jusqu'à quand peut-on continuer ainsi ?

Le patron de IRSN a lui aussi eu en situation de crise des idées visionnaires ; puisque les prévisions statistiques sont désormais fausses après Fukushima, il s'est écrié : *« Il faut imaginer l'inimaginable »*. Mais justement, depuis un demi-siècle, les opposants au nucléaire

ont toujours parfaitement bien *« imaginé »* ce que les nucléocrates ont obstinément considéré comme *« inimaginable »* : la catastrophe nucléaire est irrévocablement inscrite dans l'aventure atomique. En Allemagne et dans d'autres pays d'Europe *« Il y a [bien] eu un avant Fukushima, et [aussi] un après »*. En France, *« l'après »*, qu'une majorité attendait en Europe, a été sabordé par l'acharnement de l'ASN à vouloir sauver la friche industrielle arrivée en fin de potentiel. Le Japon a subi son *« après »*. Il se retrouve désormais empêtré dans un *« après »* Fukushima exécrable, le pire qui soit, une Bérézina nucléaire perpétuelle tout en sortant de l'énergie nucléaire. L'élite politico-polytechnique hexagonale se refuse encore à imaginer ce qui est devenu réalité irrévocable. Dans le microcosme polytechnique français, le monde de l'énergie continue à graviter autour de l'atome…

Le risque zéro à bon dos…

S'il n'existe pas, il suffit de le créer pour justifier le risque qu'on veut imposer ! Comment ? Par la méthode Coué mais pas seulement… Par la méthode Coué, il suffit de répéter avec autorité « le risque zéro n'existe pas » ce qui inévitablement banalise le risque, le réduit à une notion statistique en supprimant sa spécificité et, pour le danger nucléaire, finit par le dissoudre dans la mare générale de tous les types de risques… A Fessenheim au pied de la centrale, le risque zéro a existé. Les villageois et villageoises trouvaient que leur centrale est belle, en parfait état de marche et qu'elle ne comportait aucun risque (ou presque). Le « risque zéro » a d'autant plus existé en ce lieu puisque il a subsisté même après Fukushima. Cependant, pour la même centrale ce n'était pas le cas à quelques kilomètres de là, de l'autre côté de la frontière. Désormais, depuis 2020, l'arrêt des réacteurs de Fessenheim a mis toute le monde d'accord, le même risque zéro existe de part et d'autre de la frontière.

Cependant, avec son évidence tautologique, la sentence statistique « le risque zéro n'existe pas » ne doit pas échapper à la réflexion anthropologique sur la prise de risque très particulière de l'entreprise atomique. Sur le plan historique et politique le danger nucléaire est créé de toute pièce par une oligarchie polytechnique et militaire ultra-minoritaire, un état-major éminemment anti-démocratique. Dans l'immédiat après-guerre alors que la France est un territoire dévasté et où la population souffre du froid et de la faim, des sommes énormes sont soudain englouties dans la recherche atomique pour doter la France du Feu nucléaire. Les nazis à peine partis, un général imposait sa logique arbitraire de recherche de guerre à une nation de vagabonds et de sous-alimentés. Le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) est, en effet, créé en 1945. Fin de la guerre en Europe : le 8 mai 1945 ; première grande décision politique du général de Gaulle : la création du CEA le 18 octobre 1945… Probablement qu'un bon père de famille après cinq ans de guerre, d'occupation, d'exaction et de privation aurait choisi d'autres priorités que militaire…

Ainsi sortie de son abstraction statistique, la prise de risque réincarnée doit être questionnée sur sa nature et son arbitraire dans son contexte politique et historique. A-t-on le droit de faire croître dans des proportions énormes un danger non accepté ou mal compris par les victimes potentielles pour satisfaire les ambitions militaires d'un Etat ?

Pour le programme électronucléaire, nul n'ignore qu'une partie des populations ciblées au pied des installations nucléaires accepta le risque moyennant finance ou avantage en nature. Mais cet achat du silence, de l'annihilation de la perception du danger au plus près des centrales n'implique pas la même analyse du risque à distance comme l'a montré Fessenheim de part et d'autre du Rhin.

Le danger nucléaire est non conventionnel. Aussi petit que soit le risque statistique calculé, il est énorme par son extension potentielle dans le temps et dans l'espace et surtout il est parfaitement connu d'avance avec l'accumulation des expériences catastrophiques.

D'une manière générale, dans le développement du capitalisme avec à l'origine l'émergence d'une oligarchie de marchand-banquiers, les prises de risques sont individuelles ou impliquent une élite très minoritaire mais les conséquences sont souvent collectives et catastrophiques. Avec l'extension du commerce international au Moyen Age, les prises de risque épidémique et pandémique meurtrières sont totalement ignorées. Nul ne sait d'où vient la Peste. Par la suite cependant, les relations entre la circulation des marchandises et les catastrophes épidémiques ont fini par être suspectées sans pour autant connaître l'agent pathogène de la maladie.

Au 19e siècle, le développement du capitalisme industriel implique des prises de risque catastrophiques mais désormais et contrairement au Moyen Age, il y a d'emblée une conscience aiguë en temps réel du danger généré. En conséquence, l'élite économique à l'origine de la menace sociale, doit produire sa censure statistique ou idéologique : minimiser le risque par des bonnes paroles, le confiner dans les effets collatéraux regrettables et, en contraste, exceller dans la rhétorique du progrès porteur de bien-être global pour l'humanité.

Aujourd'hui, il existe de nombreuses officines dites de *« relation publique »* spécialisées dans le mensonge à grande échelle au profit des groupes industriels (1). Si nous ignorons un risque, ce n'est plus seulement parce que nous ne sommes pas suffisamment informés mais, bien souvent, parce que des professionnels de la communication nous le cachent. Pour signaler ce nouveau type de manque de connaissance, l'historien des sciences américain, Robert N. Proctor, a avancé le concept de *« production culturelle de l'ignorance »* et ouvert un nouveau domaine de recherche *« l'agnotologie »*. Selon son enquête, *« Golden Holocauste »*, sur l'industrie du tabac et l'implication de scientifiques renommés pour cacher les risques de cancer, l'intoxication tabagique mise en évidence très tôt par les études d'autres scientifiques (moins renommés) fut historique et à l'origine du nouveau concept (2).

Cependant, les différents risques du vieux capitalisme industriel restaient, pour ainsi dire, conventionnels et locaux, limités dans le temps et dans l'espace, une seule population sur une seule génération pouvait être touchée et il était toujours possible de faire cesser la pollution.

La prise de risque de la mondialisation de l'économie choisie de manière oligarchique par les directoires des transnationales, avec le transfert massif de leurs unités de production, y compris la fabrication des médicaments et autres matériels de santé, dans des « ateliers du monde », en Chine notamment, génère par le volume gigantesque des échanges des dangers pandémique énormes. En situation de crise épidémique, les victimes potentielles se recrutent dans la population générale. Pendant que l'état-urgence est décrété, les grands patrons auront vite fait de regagner en jet privé ou en hélicoptère leurs lieux de villégiature, tandis que perchée à la Banque Centrale Européenne Notre Dame de Lagarde (Christine) veille pour eux au grain : *« sauver les riches »*. Ou, selon les éléments de langage économique, *« Ces temps extraordinaires nécessitent une action extraordinaire. Il n'y a pas de limites à notre soutien à l'euro. » « Coronavirus : la Banque centrale européenne lance un plan d'urgence historique pour calmer les marchés(3) »*. La Bonne Mère Christine Lagarde a généreusement décidé de débloquer 750 milliards d'euros pour le rachat de titres et satisfaire les investisseurs inquiets… Mais si avec la mondialisation scientifique et technique du capitalisme, une épidémie peut avoir une extension mondiale dévastatrice, elle reste, malgré tout, limitée dans le temps.

Il en a été de même pour le capitalisme commercial de la radioactivité naturelle du radium. S'il a généré inconsciemment un risque cancérigène significatif, il est aussi resté à l'échelle individuelle et locale… Ce n'est plus le cas pour le danger nucléaire militaro-industriel comme nous l'ont montré les essais nucléaires, Tchernobyl et Fukushima. La censure du risque doit être systématique, permanente, volontariste et même fanatique, comme on l'a vu avec les statistiques officielles ridicules du nombre des victimes de Tchernobyl et comme

l'organisent les autorités japonaises en planifiant, entre autres, des épreuves des Jeux Olympiques à Fukushima. Le mensonge devient énorme et implique obligatoirement l'intervention de scientifiques chevronnés. On sait en France que le nuage de Tchernobyl s'est diffusé en Europe mais a épargné l'Hexagone par l'intervention de l'anticyclone des Açores, mobilisé par le Pr Pierre Pellerin. Il semble qu'il en fut de même avec le nuage de Fukushima. Selon une modélisation de l'IRSN faite en mars 2011, la diffusion du Césium 137 a traversé le Pacifique et les Etats-Unis puis, surprise heureuse, arrivé sur l'Atlantique, il fut bloqué en son milieu pour fuser en ligne droite vers le nord en direction des côtes britanniques.
Si par hasard, une rare étude épidémiologique fait apparaître un cluster de leucémie infantile autour d'un site nucléaire comme celle du Pr Viel de 1997 autour de la Hague, un bataillon de scientifiques maisons impliqués dans la *« production culturelle de l'ignorance »* au service de l'atome est immédiatement mobilisé pour générer de multiples rapports contre-études symposions et enterrer au plus vite le résultat indésirable.
Ainsi sur le plan anthropologique nul n'est censé ignorer l'origine de la prise de risque qui est oligarchique et ses conséquences collectives durables dans le temps et dans l'espace. Le philosophe Jean-Jacques Delfour dans son livre *« La Condition nucléaire »* exprime très simplement cette réalité : *« Le nucléaire est un monde sans enfant (4)»*.

Seconde infox scientifique : le Rapport Rasmussen

Après toutes ces considérations sur la rhétorique et la statistique d'annihilation du risque, il nous faut pour finir retourner aux origines de l'imposture scientifique qui permit aux Etats-Unis le déploiement du programme de l'énergie nucléaire abondante et peu chère pour la paix : *« atoms for peace »*. On a vu qu'à l'ère héroïque de la recherche scientifique pour la mise au point de la bombe atomique, il y a eu l'infox primordiale propagée par d'éminents savants selon laquelle les nazis préparaient une arme nucléaire…
De la même façon, pour le programme de réacteurs de production électrique, il fallut annihiler d'autorité scientifique le risque atomique. Pour construire cette seconde infox, le travail fut confié au Massachussetts Institut of Technology (MIT). Ce fut le rôle du rapport Rasmussen intitulé *« Reactor Safety Study »* ou *« WASH-1400 »*, un pavé rebutant de quelques 3000 pages pour faire autorité.
Dans les années 1950-1960 aux Etats-Unis, le nucléaire n'avait pas bonne presse. Personne en dehors de quelques militaires et savants illuminés ne voulait voir se multiplier sur le territoire ces installations futuristes considérées à haut risque. Ni le grand public, ni les industriels d'autres secteurs ni même le professionnel de l'énergie ne jugeaient utile de s'aventurer dans ce secteur plein d'inconnu. Au début des années 1970, le programme, tel que l'avaient imaginé les planificateurs, affichait un énorme retard potentiellement menaçant pour l'avenir « civil » de la filière des réacteurs nucléaires.
Dans son livre manifeste de 1975 : *« Stratégies énergétiques planétaires »,* Amory B. Lovins notait la triste réalité de la situation nucléaire cachée par l'intense tapage promotionnel des *« atoms for peace »* : *« Aux USA, après 25 ans et des milliards de dollars dépensés pour la recherche et le développement, le nucléaire vient tout juste de dépasser le bois de chauffe comme source d'énergie (5) »*
Ainsi dans les années 1970, l'analyse globale non parasitée par les promesses tonitruantes de l'industrie atomique révélait une vérité insoupçonnée : le bois, l'énergie primaire de l'ère de la bougie, faisait jeu égal aux Etats-Unis avec l'atome, 25 ans après l'entrée du pays et du monde dans l'ère nucléaire… Une honte ! De toute évidence il fallait taper fort et vite pour débloquer la situation, car le temps jouait contre l'atome. Dans le contexte de cette urgence et dans l'ambiance de grande désinformation étasunienne on peut dire que, pour la survie de l'atome, le Professeur Norman Rasmussen fit office de Professeur Pierre Pellerin pour

démontrer, en situation d'urgence et de grosses difficultés sociétales, l'absence de danger de l'atome.
Ainsi, face aux réticences biens justifiées sur l'expérience déjà acquise avec les accidents survenus sur les premiers réacteurs, la vaste entreprise de désinformation lancée dans les années 1950 sur le plan médiatique dut être renforcée sur le plan scientifique. L'autorité nucléaire étasunienne : l'Atomic Energy Commission AEC (équivalent du CEA en France) se chargea de mobiliser de gros cerveaux.
Pour donner une image sympathique (« friendly ») de l'atome et amadouer les grands publics, le travail fut confié dans les années 1950 aux redoutables studios Walt-Disney qui s'illustrèrent avec *« Our Friend the Atom »*, Traduit dans la langue de Molière, *« notre ami l'atome »* cibla aussi le public français grand et petit.
Pour les gens peu familiers des films d'animation de vulgarisation et pour les professionnels, il fallut quelque chose de plus consistant. Et pour le coup, ils furent servis avec le rapport produit par l'équipe du Professeur Norman Rasmussen Chef du Département d'ingénierie nucléaire au MIT Massachusetts Institute of Technology. Sans nul doute, avec ce pavé de 3000 pages les autorités nucléaires qui en firent la commande en 1972 en eurent pour leur argent. Et, sans surprise, le risque nucléaire fut quasiment annihilé, réduit à quasi zéro, dans les limites où l'autorise la science statistique, pour une appréciation à l'échelle humaine, moins d'un événement par millénaire pour cent réacteurs installés…
Mais ce résultat trop favorable au nucléaire ne transforma pas la donne, il fut rapidement jugé quelque peu suspect. Avec un si faible risque démontré par le MIT, les assureurs auraient dû se précipiter pour s'emparer du marché. Mais, on le sait, ce ne fut pas le cas. Du côté des compagnies d'assurances, expertes en statistique des pertes et profits, rien à faire, les autorités gouvernementales parfaitement éclairées sur le danger nucléaire avaient, en effet, tout anticipé dès les années 1950. Elles choisirent l'interventionnisme financier de l'Etat.
Pour embrigader dans l'aventure atomique de futurs exploitants de centrales, les autorités fédérales avaient pris à leur charge le gros de l'assurance et la couverture financière d'une catastrophe avec le vote du Price-Anderson Act en 1957…. Mais, dans l'empire du libéralisme, restait à rallier le pragmatisme économique cupide des investisseurs. Pour cela, la science dut trancher ou, plus exactement, on demanda à une autorité scientifique qu'elle fasse pencher la balance dans le sens de l'énergie atomique sans risque pour la paix perpétuelle dans la prospérité. Bref, le rapport décisif sortit au milieu des années 1970 précédé d'un résumé, *« Executive summary »*, pour les policy-makers qui créa la surprise : le risque était réduit à néant ou quasiment pour conserver un minimum de crédibilité scientifique.
Les liens d'intérêt de l'équipe du Pr Rasmussen avec l'industrie nucléaire furent facilement démontrés par l'Union of Concerned Scientists. La méthodologie choisie par le Pr du MIT était fausse et fautive. Et les initiés à ce genre d'exercice savaient que la NASA, pour son programme Apollo, avait dû l'abandonner car pour des évènements survenus le résultat du calcul statistique aboutissait à les ranger dans la catégorie « improbable », « incroyable ». L'Union of Concerned Scientists s'amusa à calculer les probabilités avec la méthode du Pr Rasmussen pour des accidents nucléaires déjà survenus aux Etats-Unis et, effectivement, comme l'avait constaté la NASA, les chiffres trouvés par le calcul étaient en contraste flagrant avec la réalité. Les Amis de la Terre s'attachèrent à mettre en évidence les nombreux aspects rhétoriques et marketing (hors sujet car non proprement scientifiques) du rapport.
Il est inutile de développer à nouveau ici tout l'historique de *« l'information truquée »* du Rapport Rasmussen. Le Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN) dans la fiche technique n°30 de la Gazette Nucléaire n°28 de juillet-août 1979 donne un résumé suffisamment éclairé du contexte historique, sociétal et de l'impasse

technique de l'ingénierie atomique ayant poussé l'AEC à mobiliser un universitaire pour désinformer effrontément (6).

Des forêts pour pallier les faiblesses électronucléaires

Malgré les talents artistiques de Walt-Disney, le savoir scientifique du Pr Rasmussen relayé par les prouesses marketing des nombreuses officines dites de « relation publique » pour encenser l'atome et l'élever en Messie du 20e siècle, la fée électronucléaire resta très impopulaire aux Etats-Unis. En 1979, la catastrophe de Three Miles Island fut le grain de sable improbable qui grippa la machinerie puis arrêta net le programme atomique étasunien.
Peu de temps après, en 1986, Tchernobyl acheva de convaincre les américains de la dangerosité énorme de l'atome, fut-il *« for the peace »*. Un second sondage d'opinion fait après la « catastrophe soviétique » montra que l'effectif de la population défavorable au programme nucléaire avait fortement augmenté pour passer de 60% avant à 80% après Tchernobyl.
Splendeur et décadence de la première superpuissance, avec l'arrêt du programme d'énergie nucléaire aux Etats-Unis et, comme en France, avec l'impossibilité de le redémarrer dans les années 2000 malgré les velléités militaro-industrielles de George Bush Junior, le parc atomique entra en décrépitude ; puis suivirent les faillites de Westinghouse et Areva en 2016-2017. Face à cette trajectoire peu radieuse, un bon conseil d'avenir serait de se préoccuper de la bonne santé des massifs forestiers. Bien évidemment à ce stade, il ne s'agit plus de produire de l'électricité pour la 5 G, mais plus utilement du bois pour directement se chauffer. Planter des arbres pour purifier l'air, lutter contre le réchauffement climatique offrir des espace à la faune sauvage et anticiper l'effondrement prévisible du nucléaire ! Le conseil est valable de part et d'autre de l'Atlantique.

Histoire de météore et de dinosaures

Pour clore la performance prométhéenne du Professeur Rasmussen, il nous reste à dire un mot de sa fameuse métaphore cosmique du météore qui fit le tour du monde. Afin de convaincre le publique de la quasi absence de danger du nucléaire, le savant avait comparé le risque statistique d'une catastrophe majeure au risque de mourir pour un individu suite à la chute d'une météorite venue de l'espace.
Dans les années 1970, on l'ignorait puisque la théorie est arrivée peu après pour s'imposer dans les années 1990 : la chute d'une météorite de 10 km de diamètre fut reconnue à l'origine pour une bonne part de l'extinction des dinosaures il y a 65 millions d'années. Avec cet évènement absolument improbable, la Terre changeait d'ère géologique en passant du secondaire au tertiaire, du Mésozoïque au Cénozoïque. Rappelons que 65 millions d'années c'est plus près de nous, humbles mortels de l'espèce humaine, que de la formation de la Terre dans le système solaire. Avec la fin des dinosaures et la cinquième extinction massive des espèces, on doit probablement à cette météorite improbable venue de l'espace la naissance et le développement des singes primitifs au cours de l'oligocène puis de la lignée des hominidés jusqu'au genre Homo au pléistocène.
Aujourd'hui, à une époque de destruction avancée des écosystèmes terrestres et maritimes et de dérèglement climatique liée aux activité industrielle du capitalisme fossile, les savants géologues se posent la question de faire changer d'ère, ou du moins d'époque, à la planète Terre. Dans cette perspective, la déflagration nucléaire débutée en 1945 prend une dimension géo-biologique catastrophique. Avec l'accumulation de radionucléides, elle pourrait bien s'imposer comme le marqueur de choix pour fixer un changement d'époque voire d'ère géologique, comme ce fut le cas pour l'iridium de la strate KT crétacé-tertiaire du météore de l'extinction des dinosaures. Si tel est le cas, comme la météorite mettant fin au Mésozoïque,

le cataclysme nucléaire de 1945 mettrait un terme à l'Holocène et marquerait l'entrée dans l'Anthropocène ou, pire encore, un « Hiver nucléaire » par conflit atomique achèverait le Cénozoïque. Plus grave encore que la météorite de la fin des dinosaures et du Secondaire, le triomphe de la science et l'épanouissement de la civilisation militaro-industrielle d'après-guerre, rapidement suivis de l'effondrement de la biodiversité, sonnent déjà le glas de la vie sur Terre.
Ainsi, l'aspect le plus démagogique du Rapport Rasmussen, son improbable météorite, comportait une part de vérité insoupçonnée. Si les *« atomes pour la paix »* n'ont pas réussi à apporter aux hommes l'énergie abondante du bien-être, on découvre que les atomes pour la guerre peuvent désormais servir de marqueur géologique pour la fin du monde.
Pour résumer, on a probablement à l'origine de l'espèce humaine la chute sur Terre d'un improbable météorite venue de l'espace et, désormais de manière quasi-certaine, les applications pratiques de la mécanique quantique pour l'anéantir.

MIT : Rasmussen et Meadow dans un même bateau

Dans une analyse globale du point de vue de l'écologie, il est important de noter qu'à la même époque, le même MIT qui livrait le Rapport Rasmussen favorable au lancement du programme nucléaire aux Etats-Unis sortait le fameux Rapport Meadows défavorable à l'expansion industrielle sans fin : *« Les limites de la croissance »*. Ainsi, du même institut on avait deux savantes analyses partant dans des directions opposées : l'une donnait le top départ pour la prolifération sans limite des réacteurs nucléaires, l'autre alertait sur les menaces à moyen terme de la croissance industrielle.
Aujourd'hui avec les ordinateurs, on retrouve à l'œuvre la fabrication de divergence de vue. La même puissance de calcul informatique permet d'un côté de signaler la menace du réchauffement climatique et de l'autre de divertir les masses avec la prospère et prolifique industrie des jeux vidéo. D'un côté des émotions fortes et des cris d'alarme, de l'autre encore des émotions fortes mais des cris de joie.
A propos d'interférence de cris, Lewis Mumford décrivait, dans *« La cité à travers l'histoire »*, une situation analogue vers la fin de l'Empire Romain avec justement son industrie du jeu : *« Avant même que la République eût fait place à l'Empire, Rome était devenu une immense chambre de torture ; et, comme le remarque Sénèque, en courant assister aux supplices des criminels sa population pouvait s'imaginer assister à son propre supplice. Les Romains goûtaient si fort ces spectacles sadiques qu'ils ne furent pas interdit après la reconnaissance du christianisme comme religion officielle. Alors que les Vandales attaquaient la ville d'Hippone, patrie de Saint Augustin, les cris des défenseurs des remparts se mêlaient aux clameurs des spectateurs dans les arènes qui, dans l'imminence du péril, n'avaient pas renoncé à leur plaisir quotidien (7). »*
Travaillant à l'avantage des nucléocrates pour la perpétuation de « La Condition nucléaire », il faut malheureusement constater que le nombre des joueurs et des spectateurs est infiniment plus grand que celui des lanceurs d'alertes. L'industrie des biens culturels de divertissement de masse est pour une grande part à ranger dans l'arsenal des systèmes de domination au service du complexe militaro-industriel, comme purent le constater très tôt dans les années 1930 les auteurs de « La Dialectique de la raison ». « Divertir pour dominer (8) », dans le registre de la hiérarchisation sociale rien n'a changé depuis *« l'immense chambre de torture »* mis au point par l'Empire romain… La montée en puissance de calcul des jeux vidéo apparaît toujours en croissance exponentielle avec une influence redoutablement efficace pour la paix sociale. A défaut « d'atome pour la paix », l'industrie numérique du divertissement contribue à l'indifférence sociale dans la Pax Atomica. Rappelons que les éminents savants qui inventèrent la nouvelle physique -théorie de la relativité générale, mécanique quantique et

physique nucléaire- ne disposaient d'aucune puissance de calcul, même pas le milliardième du minimum nécessaire pour divertir les gogos avec des jeux vidéo…

Hubert Reeves, un témoignage à charge

Si beaucoup d'éminents savants ne découvrirent les problèmes insolubles du nucléaire qu'en fin de carrière, il faut signaler cependant quelques exceptions qui, malheureusement, ne peuvent pas mieux faire que confirmer la règle. Laissons la parole à Hubert Reeves pour illustrer l'état d'esprit survolté de l'élite scientifique dans les années 1950 : « Quand je suis arrivé en 1956 à l'université de Cornell aux Etats-Unis, les premiers réacteurs faisaient leur apparition, et l'énergie nucléaire civile suscitait une véritable euphorie. Un gramme d'uranium peut dégager autant d'énergie qu'une tonne de pétrole. Une énergie pratiquement gratuite ! La fin de la pauvreté dans le Monde ! »

« […] Mes premiers contacts avec les constructeurs de réacteurs ne furent pas de bon augure. Quelques mois avant la fin de ma thèse de doctorat, Hans Bethe [ancien savant de la bombe atomique et découvreur du type de réaction nucléaire dans les étoiles] consultant scientifique auprès des compagnies qui construisaient des réacteurs, me convoqua pour une proposition d'emploi chez General Dynamics. La firme construisait un réacteur nucléaire à neutron rapide « surgénérateur » […] Dans la voiture qui me menait de l'aéroport vers la ville de Détroit, le groupe d'ingénieurs venu m'accueillir me mit immédiatement au courant de la situation. Les grands constructeurs automobiles comme Ford ou General Motors (…), voyaient d'un mauvais œil la présence de ce type de réacteur déjà reconnu à haut risque. Ces constructeurs avaient intenté un procès à General Dynamics pour s'opposer à la présence du surgénérateur. Mon rôle, m'expliqua-t-on très clairement, était d'agir comme consultant scientifique et de présenter un dossier concluant à l'absence de risque et de danger pour la région ! « Et si telle n'est pas ma conclusion, que se passera-t-il ? » leur ai-je répondu. « Ne vous inquiétez pas pour cela, ce sera certainement votre conclusion. » « Alors pourquoi me faire venir ici si vous avez déjà vos certitudes sur ce sujet ? » « Pour être entendu au tribunal, nous avons besoin du témoignage d'un physicien nucléaire professionnel issu d'une grande université. « Vous serez notre caution scientifique. » »

« Bien que troublé par cette attitude, je me suis mis au travail. A la fin d'une semaine, nullement convaincu de l'impossibilité d'un accident, j'ai refusé de faire un rapport favorable et je suis rentré chez moi (9). »

« Le surgénérateur a malgré tout été mis en service. Un an plus tard, une instabilité du système de refroidissement a provoqué un blocage et une panne grave. Pendant quelques heures, l'évacuation de la ville de Detroit fut envisagée. On répara la panne, mais le réacteur hautement radioactif a été fermé et son site entouré de barbelé. »

Permettons-nous un seul commentaire. Lorsqu'un scientifique universitaire accepte de collaborer pour produire l'étude ad hoc souhaitée cela donne un rapport retentissant qui, brandi par les autorités nucléaires, reçoit une amplification publicitaire internationale. Lorsque le savant universitaire choisi refuse de servir de caution scientifique la publicité n'est plus la même. Dans le premier cas, on entre dans l'espace merveilleux de la communication marketing, dans l'autre il faut faire l'effort d'étudier l'histoire réelle de l'atome.

L’Atome tricolore terrorise l’Europe

En 2015, le parc nucléaire français fut soudain mis à nu. La transparence fut totale. Dans un flash de Glasnost inhabituel pour le milieu nucléaire réputé jusque-là pour son mutisme, les nucléocrates offraient un tour du propriétaire au public français (et européen) pour lui faire découvrir l’état de délabrement et les malfaçons d’origine de son parc atomique.
On ignore pourquoi la loi du silence fut rompue à ce moment-là, durant le quinquennat Hollande où plana la promesse de fermeture de Fessenheim qui, au final, ne fut pas tenue. Probablement qu’à défaut de concrétiser dans les actes une nécessité salutaire tant attendue, il fallut compenser par une surenchère de communication sur l’ensemble du parc et desserrer momentanément l’étau autour de la plus vieille centrale de France. Quoiqu’il en soit, tout fut su en une ou deux années. Le fleuron national en prit pour son grade et se transforma en friche industrielle menaçante construite de bric et de broc depuis les origines et impossible à rafistoler. Pourtant, cinq ans plus tôt, dans le feu de Fukushima, les nucléocrates tricolores unanimes avaient réaffirmé l’invincibilité de leur parc nucléaire.
Le déballage fut délibéré, et les modalités de son déroulement furent confiées aux autorités assermentées. L’ASN en tête se posait en accusateur technique pour révéler au public les nombreuses découvertes de ses anciennes enquêtes. En réalité, il n’y avait rien de nouveau ; les faits, les malfaçons et falsifications s’étalaient depuis le début, dès les phases de constructions et tout au long de la brève histoire du parc nucléaire tricolore ; tôt ou tard les secrets auraient émergé, autant jouer franc jeu et les déclassifier avant qu’ils ne fuitent. A ce moment-là, les autorités avaient compris qu’il fallait crever l’abcès, beaucoup de choses étaient suspectées et pouvaient être sues, mieux valait passer aux aveux et avoir la conscience tranquille avant la survenue d’un évènement grave puisque l’invincibilité du parc tricolore n’est plus assurée… Fort heureusement pour les nucléocrates, il n’y eut pas de grand remue-ménage, la presse retransmit l’information au fur et à mesure des arrivages et la classe politique unanime resta dans sa routine de bavardages parlementaires. Deux ans plus tard, en 2018, deux journalistes qui avaient pris la mesure du désastre industriel et financier du fleuron français firent paraître leur enquête et lancèrent l’alerte : « Nucléaire, danger immédiat (1) »
Mais à défaut de 4^{e} pouvoir structuré en contre-pouvoir, en l’absence de schisme dans la classe politique ou de séisme dans la hiérarchie sociale, le carriérisme parlementaire et le journalisme de révérence stabilisèrent le système dans sa routine et assurèrent encore une fois la sûreté sociale du navire nucléaire à la dérive. Malgré la gravité de la situation, il n’émergea pas de capitaine pour prendre les commandes et changer de cap. L’épave laissée en déshérence avec son vieil équipage continue sur son erre.
Au final, ce ne fut qu’à la frontière de l’Hexagone que se fit entendre l’écho des révélations sur l’état de délabrement du parc nucléaire. Les pays limitrophes potentiellement menacés par les installations nucléaires frontalières manifestèrent leur inquiétude… En vain.
Comble de la provocation, durant ce quinquennat de révélation, la classe dirigeante française manifesta sa déférence envers son fleuron fané en décidant d’intégrer la friche atomique nationale dans le bouquet énergétique de ladite *« transition énergétique pour la croissance verte »*. Pour contenter tout le monde dans l’hémicycle et équilibrer la composition électrique du mix il fut décidé de ramener l’atome surdimensionné de 75% à 50% ; une promesse toute relative qui n’engage personne mais qui eut l’avantage d’ouvrir un grand débat avec des tribunes dans la presse sur l’équilibrage « renouvelable » versus nucléaire.

Un appel de détresse en trompe l'œil

« Mayday, mayday, mayday », ainsi l'année 2015 fut marquée par une sorte d'appel de détresse de l'ASN. Beaucoup d'encre coula pour décrire la menace grandissante mais au final le navire nucléaire à la dérive continue par inertie sur son erre. L'appel de détresse, ne fut qu'un lâcher de pression pour éviter l'explosion psychologique.

Pourtant, dans le feu de l'action l'intensité dramatique des révélations semblait annoncer un changement de paradigme. Les nucléocrates étaient devenus bavards… Le gendarme du nucléaire était à la parade. L'état de délabrement du parc atomique semblait désespérer l'ASN. Le chantier s'annonçait énorme. Le gendarme du nucléaire estimait ne plus avoir les moyens humains et financiers de sa mission, même si désormais après Fukushima elle n'est plus que rituelle et conjuratoire face au risque grandissant de catastrophe nucléaire. Puis la routine reprit le dessus. De ce psychodrame atomique tricolore seul le naufrage d'Areva atteste de son paroxysme. Pour le reste tout continua comme avant.

Les passages en force continuèrent à Flamanville avec, dernier épisode en date, les révélations sur le couvercle et le fond de la cuve de l'EPR défectueux, non-conformes selon les critères de la sûreté nucléaire et malgré tout montés grâce aux contorsions rhétoriques de ladite « Autorité de Sûreté Nucléaire ». L'ASN accepta cette compromission fautive susceptible d'achever sa faible crédibilité passablement écornée, car, au sein de la caste des nucléocrates, il était prévu une divergence de l'EPR à l'horizon 2018- 2019. A la date fatidique un nouveau forfait de l'EPR reportait sa mise en service à une échéance nettement plus vague, après 2023…

La fronde aux frontières

Si le vieux statu quo militaro-industriel tricolore verrouille le système politique dans l'Hexagone, les réacteurs frontaliers vieillissants inquiètent au plus haut point les pays voisins. Et, en plus des deux fameux réacteurs de Fessenheim, ils sont nombreux à réveiller les craintes, car il n'est pas nécessaire qu'ils soient strictement frontaliers pour constituer une menace nucléaire pour l'Europe entière, comme l'avait révélé Tchernobyl. Si les frontières françaises furent décrétées étanches pour les flux radioactifs entrants par les autorités de sûreté nucléaire françaises, elles ne le sont pas pour les flux sortants car ce sont d'autres autorités pas forcément nucléaires qui ont le pouvoir d'en décider… Ainsi, les années passant après Fukushima, l'aveuglement nucléaire français persistant devient de plus en plus pesant et fait de plus en plus peur en Europe. Durant ce temps le parlementarisme organisa l'enlisement dans l'indécision, aucun changement de cap n'est perceptible voire pire. Dans un quasi-unanimisme parlementaire lors de la *loi sur la transition énergétique et la croissance verte* le nucléaire a été pour ainsi dire sanctuarisé dans le bouquet énergétique français.

Pendant qu'en France les ministères se prosternent devant les nucléocrates ou font mine de prendre des décisions politiques déjà prises en prolongeant à 50 ans la durée d'activité des réacteurs ou en signant des chèques en blanc pour des montants astronomiques économiquement invraisemblables, les protestations se multiplient aux frontières.

La presse allemande, les autorités politiques allemandes, le groupe des Verts au Bundestag, la confédération helvétique tentèrent de mettre les autorités françaises devant leur responsabilité politique envers l'Europe. En 2016, l'Allemagne, quatrième puissance économique mondiale, réitéra une demande de fermeture de Fessenheim (2). Et une fois encore, ce fut l'ASN qui monta au créneau pour protéger la centrale. Mais à ce stade d'irresponsabilité morale, que devient sa crédibilité technique dans son secteur de compétence ? Fessenheim doit fermer pour la menace qu'elle fait courir sur un immense bassin de population transfrontalier et ce n'est pas un groupe antinucléaire qui l'exige mais les autorités politiques de l'Allemagne.

Tout aussi préoccupés par l'immobilisme hexagonal et le marasme dans l'indécision, les banquiers suisses se manifestèrent par la voix de leur confédération. La ville et le canton de Genève, métropole politique et d'affaires d'envergure internationale, menée par une Corinne Lepage, avocate et figure antinucléaire française lance une procédure juridique par une plainte « contre X » pour *« mise en danger délibérée de la vie d'autrui »* contre la Centrale de Bugey dans l'Ain à un jet d'atome du Lac Léman (3). En l'occurrence la formule « contre X » est doublement bien venue puisque la classe politique française brille par son absence et que c'est l'X-Mine qui vomit les nucléocrates, sans parler des rayonnements X ionisants…

Le Cas critique du Grand-duché

Pour la centrale de Cattenom, les protestations du Luxembourg commencèrent dès les origines du projet en 1980 et depuis n'ont plus cessé. Si les nucléocrates tricolores sont aveugles du danger qu'ils génèrent ils doivent être aussi sourds aux protestations officielles de ce pays. Après Fukushima, les demandes de fermeture de la centrale se sont faites plus insistantes. En mars 2012, 1er anniversaire de la catastrophe japonaise le Parlement luxembourgeois adoptait à l'unanimité une motion stipulant que la centrale de Cattenom, situé à 25 km de la frontière *« constituait un péril pour la souveraineté et la pérennité de la nation luxembourgeoise ».*

Dans le « Crépuscule des atomes », publié en 1986, peu après Tchernobyl, Louis Puiseux avait présenté les données géographiques et météorologiques fatales pour le Luxembourg et conclu : *« L'Etat du Luxembourg se trouverait purement et simplement rayé de la carte si un vent du sud obligeait ses ressortissants à déserter précipitamment leur Patrie. Le vent du sud n'y est pas exceptionnel (4). »* A cet endroit, la frontière fait une voussure pour aller impacter à l'emporte-pièce le minuscule territoire du Grand-Duché. La centrale de Cattenom se situe justement en lisière de cette avancée de terre. Le vent dominant est du sud-ouest, il n'y aurait pas que le Luxembourg qui serait gravement affecté par un événement sur le site de Cattenom, la Sarre et la Rhénanie Palatinat en Allemagne se trouveraient vite recouvertes par le nuage radioactif.

Si la Moselle est contaminée à Cattenom, elle traverse la frontière avec sa charge radioactive et s'en va contaminer le Luxembourg, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat avant de se jeter dans le Rhin. Bien évidemment, rien de tout cela n'a été anticipé dans la précipitation du programme électronucléaire français ; ni la géographie, ni la météorologie et encore moins la diplomatie ne sont au programme de Polytechnique. Louis Puiseux rappelle aussi que dans le Plan Messmer initial, quatre sites nucléaires en plus de Fessenheim étaient prévus en collier de perles serrées sur le Rhin frontalier avec l'Allemagne. Décidément, la géographie n'est vraiment pas le fort à Polytechnique.

En 2019, la situation devient intenable. Face à « l'état de délabrement inquiétant des équipements » les autorités politiques du Luxembourg dénoncèrent les indulgences coupables de l'ASN en faveur de la prolongation de vie des réacteurs arrivant en fin de potentiel. Pour venir en aide à la décision politique urgente, elles proposent un plan de fermeture du site et pour éviter l'argument massue de l'emploi elles s'engagent à la prise en charge du « reclassement des 2000 salariés de Cattenom (5) »

Il est intéressant de noter aussi que la France et le Luxembourg sont alliés et membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Cependant les données géographiques et météorologiques locales à la frontière aboutissent à une confrontation paradoxale. Pour la population du Grand-Duché et son gouvernement la menace nucléaire n'est pas militaire et soviétique puisqu'elle n'existe plus mais bien « civile » et française. Plus généralement en Europe, si l'on considère le point de vue de ses humbles habitants voisins de la Patrie des Droits de l'Homme, la menace atomique n'est pas russe avec ses missiles mais bien française avec sa friche nucléaire. Et, pour compléter le tableau paradoxal, l'Etat Russe avec le couple

Gazprom-Poutine, converti depuis 20 ans au capitalisme fossile sur le modèle étasunien, ne demande qu'à vendre du gaz et du pétrole à l'Europe.
Splendeurs fanées et lente décadence d'une mini-superpuissance, la France se signale toujours « en retard d'une guerre »… Aveuglement coupable et persistant de l'ASN aidant, l'atome tricolore en décrépitude terrorise de plus en plus l'Europe. Et désormais, le stress irradie bien au-delà des groupes écologistes et opposants canal historique. Les milieux d'affaires, jusque-là bien au chaud dans leur paradis fiscaux, découvrent la géographie et perdent leurs vieux atomes crochus avec l'atome ; eux aussi se sentent menacés sans pour autant être devenus « écolos ».

Mille milliards d'euros pour le statu quo nucléaire

Le spectacle de la gestion de la catastrophe de Fukushima est suffisamment pitoyable et désespérant pour mettre un terme à toute discussion sur la nécessité d'une sortie rapide du nucléaire.
Il faut se rendre à l'évidence la *« sûreté nucléaire »* n'est plus assurée, les milieux anti-nucléaires le savent depuis longtemps sinon depuis l'origine de l'imposture d'une énergie abondante et pas chère par l'atome. Les milieux d'affaires européens le découvrent aujourd'hui et lancent l'offensive.
Après l'événement copernicien de Fukushima cette formule de *« sûreté nucléaire »* a rejoint la longue liste des oxymores marketing et technique de survie, inventés depuis la catastrophe de Tchernobyl : *« énergie propre »*, *« énergie recyclable »* *« énergie carbone free »* ou « décarbonée » indispensables au mix énergétique pour que « la France tienne ses engagements pour le climat ».
Les chiffres à eux seuls définissent l'hypertélie et l'impasse évolutive : 100 milliards d'euros minimum le « Grand carénage » de prolongation des réacteurs, l'EPR toujours inconstructible dépasse déjà les 10 milliards d'euros, le projet Cigéo vient d'atteindre les 30 milliards d'euros et dépassera à terme les 60 milliards, La gestion d'une catastrophe, évaluée à la louche par un technocrate au moment de Fukushima dépasse les 500 milliards d'euros… La déconstruction des installations nucléaires laissées en héritage aux générations futures se chiffre aussi en centaines de milliards d'euros. L'addition des indécisions approche les mille milliards d'euros.
On le sait pourtant encore mieux depuis Fukushima : *« la sortie du nucléaire c'est aujourd'hui ou jamais »* (6) Comme au Japon et à Tchernobyl, une catastrophe en France ou en Belgique c'est le *nucléaire à jamais* pour l'Europe occidentale ou la *perpétuité atomique* pour le centre historique du capitalisme. L'atome tricolore plombe l'Europe plutonium. Confiné dans leurs chaudières neutroniques, les nucléocrates sont tout simplement incapables de voir le danger qu'ils représentent.

Le switch loupé Fessenheim Flamanville

Le pouvoir peut aller très loin dans l'arbitraire et les brutalités policières, il peut s'emmurer dans les dénis de réalité, de démocratie et de justice… Ainsi l'État-providence du Nucléaire de France a pu laminer pendant un demi-siècle les milieux anti-nucléaires et construire sa « Babel nucléaire »… Mais par cet écrasement facile, il révèle sa limite absurde, la solitude du vainqueur dans l'incompréhension générale.
Désormais mis au pied du mur par l'expression ouverte des craintes européennes, les gouvernements successifs depuis celui d'Hollande avec son état d'urgence facile n'ont plus cessé de jouer la montre pour sauver Fessenheim. Mais la politique de l'indécision atomique a atteint ses limites de crédibilité.

Carriérisme oblige ce fut Emmanuelle Cosse, figure carminative d'EELV et ministre du logement, qui dut réactiver le moulin à promesse et resservir celle du candidat Hollande en campagne : « fermeture fin 2016 ». C'est-à-dire pas avant… donc après la fin du mandat (7). Quelques années furent encore grappillées pour Fessenheim dans l'espérance d'un démarrage de l'EPR de Flamanville avant la fin de la décennie. Le nouveau retard de livraison du réacteur « le plus sûr au monde » priva la classe politique d'un symbole triomphal national. On peut aisément imaginer qu'une fermeture de Fessenheim et un lancement de l'EPR de Flamanville la même année voire le même jour aurait été un moment fort montrant au monde la capacité de renouvellement du parc atomique national. Mille six cents mégawatts de puissance, la France renouait avec son rêve de rayonnement nucléaire international. Finalement, rien de triomphal et la situation devint intenable aux frontières. Il fallut accepter de lâcher Fessenheim en 2020 car l'EPR réclamait encore une prolongation de plus de cinq ans, pas avant 2023 au dernier état d'avancement du chantier.

Deux manières d'arrêter un parc atomique

Ainsi dans la Bérézina nucléaire française, les décisions de fermeture semblent se faire plus sous la contrainte extérieure aux frontières. Dix-huit réacteurs sont à un jet de pierre des frontières et représentent une menace directe inacceptable pour les pays voisins. Ils ne pourront plus longtemps bénéficier des indulgences complices de l'ASN. Les pressions sur le gendarme du nucléaire deviennent énormes. Les tergiversations et la politique de l'indécision ne sont plus en mesure d'habiller l'Etat dans l'Etat de son vernis parlementaire. Le déni de démocratie associé au déni de réalité révèle une dérive de type totalitaire dont la dynamique propre mène à la catastrophe nucléaire terminale. A ce moment-là, la Noblesse d'Etat aura triomphé puisque sur le demi-siècle de sa consubstantialité nucléaire, nulle critique, nul éclairage, doute ou accident de parcours n'a pu infléchir son choix technologique. L'aveuglement aura été total du début à la fin, de l'impulsion d'un général jusqu'à l'explosion d'un réacteur.

Rappelons, encore une fois, que la dérive totalitaire de l'Etat français n'est pas spécifique au nucléaire. Elle concerne d'autres secteurs industriels et se manifeste en France de manière caricaturale avec l'agrochimie et l'industrie automobile. Les pollutions généralisées aux pesticides et aux particules fines reconnues massivement pathogènes et mortifères depuis un quart de siècle se perpétuent dans l'incompréhension générale avec l'aide financière et policière de l'Etat. Non seulement le gouvernement ne fait rien mais il se donne les moyens de criminaliser les associations de citoyens qui osent protester pour leur santé.

Lors des tergiversations de 2016 sur la fermeture ou non de Fessenheim en fin du quinquennat Hollande, Madame Ségolène Royale avait cru bon de rappeler que *« pour fermer deux réacteurs comme ceux de Fessenheim, il ne suffit pas de tourner un bouton (8) »*. En nous basant sur l'expérience éclairante de Fukushima, nous pouvons dire de façon plus objective, qu'il y a deux manières d'arrêter rapidement un parc nucléaire : la première par une décision politique *après* une catastrophe atomique comme au Japon, la seconde par une décision politique *avant* la perpétuité atomique comme en Allemagne.

Lors de la catastrophe de Fukushima, en avril 2011, une historienne japonaise prenant la mesure de l'incurie de la classe politique de son pays en appelait à un droit d'ingérence pour sortir le Japon du nucléaire : *« Le Japon est incapable de se regarder objectivement et de changer de l'intérieur. (…), il faudrait que s'exerce une pression de la communauté internationale pour que le Japon n'entraîne pas toute l'humanité dans un suicide collectif (9).* » Ce qui dans les suites immédiates de la catastrophe japonaise paraissait impossible aux yeux de l'historienne, s'est finalement réalisé. On ignore si la communauté internationale est intervenue, mais l'effondrement brutal de crédibilité du gouvernement japonais aux yeux de

sa population l'a contraint à mettre à l'arrêt total son parc atomique. Depuis Fukushima, l'Europe entière, ou du moins les pays limitrophes souhaiteraient disposer d'un droit d'ingérence pour assurer la sécurité sanitaire de leur population. Et pour le Grand-Duché continuer d'exister…
Aujourd'hui en France nous en sommes réduits à la même situation qu'au Japon, l'Etat français juché sur un parterre de carriéristes parlementaires est incapable de se regarder objectivement et de se changer de l'intérieur. Mais contrairement au Japon, la France n'est pas un pays insulaire. Des Etats frontaliers ont le droit de juger les installations atomiques tricolores et de se sentir menacés par les indulgences coupables de l'ASN.

Les caves de la classe politique se rebiffent

Pourtant il est encore possible d'éteindre le feu nucléaire et d'éviter l'irréparable même en l'absence de courage de la classe politique. Communiquer sans cesse, percer la chape de plomb de la désinformation, amplifier l'écho en provenance de la frontière... Mais il est vrai que la machinerie parlementaire sécurise par son inertie le système dans sa continuité nucléaire.
Pétrie par la même idéologie dominante de la toute-puissance par les sciences et techniques, la classe dirigeante fut régulièrement consentante pour se laisser berner par les savants devenus nucléocrates de l'électronucléaire. En moins d'une décennie, ils vendirent sans coup férir à la République l'arsenal complet du parfait Etat nucléaire en expansion perpétuelle : un centre de retraitement à La Hague et un Superphénix à Creys-Malville.
Mais il arrive parfois que les caves de la classe politique se rebiffent. Il y a eu en effet un précédent notable du retour à la prise de décision politique survenue au début de la Bérézina nucléaire française : l'arrêt politique de Superphénix à Creys-Malville probablement aidé aussi par la fronde aux frontières. Vers la fin des années 1980, la caste des polytechniciens embourbée dans l'impasse évolutive du « surgénérateur » à « neutrons rapides » était tout simplement devenue incapable de prendre conscience du fiasco technologique et d'arrêter la manip. Dans un article de La Recherche d'octobre 1988, « Surgénérateur à la dérive », Martine Barrère, journaliste scientifique, a longuement décrit l'état de sidération catatonique des nucléocrates confrontés à un problème technique (10). En 1992, le réacteur est à l'arrêt depuis deux ans, les ingénieurs souhaitent un redémarrage ; mais fin 1992, une décision politique tombe dans la marre des nucléocrates. Selon des éléments de langage d'alors, « le gouvernement français » « a gelé » « la décision de faire redémarrer Superphénix (11) ». A la hâte, les nucléocrates bidouillèrent un dossier technique pour sauver leur engin infernal afin de le convertir en *« incinérateur de déchets radioactifs »*. Mais la décision politique était prise, elle alla jusqu'à l'arrêt définitif pour son démantèlement avant l'An 2000.

Lente sénescence d'une mini-superpuissance

Si, comme on le sait, d'après les informations officielles, le nuage radioactif de Tchernobyl s'est bien arrêté à la frontière de l'Hexagone, son ombre par contre plane encore sur l'atome tricolore. Le fleuron industriel français ne s'est jamais réellement remis de la *« catastrophe soviétique »* de 1986. Au moment de Fukushima, il soufflait ses 25 bougies de déclin continu… Dans l'intervalle de ce quart de siècle, tout est allé de mal en pis : Superphénix, le fameux réacteur à neutrons rapides de 4e génération, censé diverger en l'An 2000, jetait l'éponge avant cette échéance ; l'EPR le réacteur de 3e génération réputé « le plus sûr au monde » déclarait forfait en 2013 puis ne cessait plus de répéter ses retards de livraison tout en accumulant les malfaçons et en dévorant en pure perte les milliards de coût supplémentaire. Peu après arriva la déchéance d'Areva, miné par ses pertes financières et l'affaire crapuleuse UraMin en 2018, il fallut déposer le bilan…

Les années passant puis les décennies, la renaissance atomique tant claironnée avec l'avènement d'Areva pour le nouveau millénaire ne s'est jamais produite dans l'ex-Monde libre, ni en France ni ailleurs dans le monde occidental. A la date du dixième anniversaire de Fukushima, seule la Chine, converti au capitalisme, se maintien dans la course aux réacteurs et vient proposer ses services nucléaires à l'Angleterre. Un comble si l'on songe à ce que furent les Guerres de l'opium premier contact à la canonnière avec capitalisme britannique.

En France comme aux Etats-Unis où les velléités de réanimer le feu atomique furent régulièrement réaffirmées sans jamais se concrétiser, les vieilles centrales en fonction en sont réduites à jouer les prolongations. Les friches nucléaires se multiplient et les déchets radioactifs s'accumulent, débordent des piscines et des sommes astronomiques sont englouties pour les faire disparaître. Dans l'Hexagone un chantier pharaonique de ravalements de façade sur les centrales, le Grand Carénage, tente désespérément de crédibiliser un semblant de sûreté nucléaire pour conjurer le spectre de la fin d'empire. Manifestement, après tant d'efforts pour le construire, l'élite polytechnique nostalgique se refuse de faire son deuil des citadelles industrielles qui firent quelques temps son prestige au siècle passé.

Aujourd'hui, c'est désormais une évidence quasi officielle, puisque que ça se lit dans la presse, dix ans après la fusion des trois cœurs des réacteurs de Fukushima, si l'atome tricolore bouge encore et que son élite se refuse à jeter l'éponge, la prospective est facile, l'atome est à l'agonie. Très loin des opposants au nucléaire, laminés depuis tant d'années, les milieux d'affaires ne donnent plus cher de sa peau ailleurs qu'en France où l'Etat-providence du nucléaire s'attache à son exception industrielle.

N'ayant jamais pu surmonter le premier choc nucléaire *« soviétique »*, on prolongea sa survie sous perfusion durant la première décennie de ce siècle. Beaucoup d'argent s'écoula dans les circuits de la communication ce qui a permis de brouiller dans l'euphorie médiatique le déni de sa sénescence jusqu'à ce que l'atome tricolore soit rattrapé par le second choc de Fukushima. Dix ans plus tard, Areva en moins, l'élite politico-polytechnique, maintient le cap, persiste sur sa lancée, s'accroche à l'atome et s'enlise dans son déni de réalité. Désormais isolée en Europe avec le fiasco franco-français de l'EPR, elle veut croire encore à sa renaissance. Pour son rejeton rafistolé, son obsession relève d'un enfermement déraisonnable dans l'acharnement thérapeutique. Avec un fiasco technologique annoncé et une faillite économique largement anticipée, le fleuron atomique est désormais à inscrire au passif de l'Empire. Durant ce quart de siècle, inter-choc atomique, il n'a fait qu'accumuler et révéler les tares constitutionnelles favorisées par l'arbitraire des passages en forces, le tout à la charge des contribuables. N'ayant jamais cru bon de regarder « *le monde comme il va* » (déni de réalité) ni accepté le débat du choix énergétique (déni de démocratie), l'atome tricolore

économiquement toxique croule sous sa dette souveraine odieuse et menace dans sa chute catastrophique l'Europe occidentale.

Mini-superpuissance et « Machine de guerre »

« Radieuse Bérézina », initiés en 2015 *(1),* nous poursuivons ici notre réflexion sur ce qui apparaît comme une accumulation de déni de réalité, de démocratie, de justice et d'humanité face à l'évidence du fiasco technologique. Quelles sont les origines de l'inertie prolongée d'une classe dirigeante figée dans sa friche industrielle faisant courir une menace de catastrophe(s) atomique(s) en Europe occidentale ? Elles sont historiques et largement connues. Il suffit ici de faire resurgir le refoulé et de le présenter dans sa globale cruauté…

On peut faire référence ici aux analyses de Jacques Ellul sur l'autonomisation fatale du *« système technicien (2) »* se subordonnant la classe politique pour la rallier à sa logique interne et ainsi assurer sans limite sa propre expansion. Mais dans le domaine nucléaire, les privilèges de l'aristocratie militaire suffisent à l'analyse. Pour sa taille territoriale, la France est allée très loin et a dépassé les limites de la raison non seulement en nombre de réacteur mais aussi avec son centre de retraitement à La Hague et Superphénix à Creys-Malville.

Il s'agit, ici, d'expliquer l'inertie dans l'indécision politique de l'ensemble de la classe dirigeante, sa sidération face aux injonctions des pays frontaliers s'estimant à juste titre menacés par la décrépitude du parc atomique tricolore et reconnue en interne par l'ASN… Certes l'argent huile toujours tous les rouages et assure la loi du silence ou l'organisation des mises en scène d'autocritique cathartique nécessaires au système, mais quand même !

A l'inverse des autres pays d'Europe, les conséquences coperniciennes de la catastrophe de Fukushima n'ont pas été tirées. Loin de remettre en cause le système, les nucléocrate les réduisirent à de ridicules *« retours d'expérience »* pour « bunkériser » des installations arrivées à leur date de péremption. Dans notre référence astronomique, l'a priori coupable de sauvetage du système choisi par l'ASN revient à multiplier les épicycles pour redonner une crédibilité à ladite « sûreté nucléaire ». Ainsi fut pérennisé le « nucléo-centrisme » dans le mix énergétique et depuis, l'ASN n'en finit plus de distribuer des indulgences désormais fautives aux yeux des autres pays d'Europe.

Ici, pour éclairer sur une base historique globale l'impasse évolutive dans laquelle s'enlise l'empire nucléaire tricolore, nous avançons l'hypothèse de la *mini-superpuissance*. L'éternel retour de la volonté de superpuissance permis par les sciences et techniques fige le personnel politique et polytechnique dans l'idée fixe et hallucinante d'un idéal de toute-puissance révélée par l'évènement atomique d'Hiroshima. Engagée dans cette course poursuite scientifique mortifère dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, ladite *« Patrie des droits de l'homme »* continue de se construire en mini-superpuissance et dans cette marche funèbre insensée son *corium* de pouvoir se concentre en thanatocratie atomique.

Comment expliquer l'aveuglement de l'élite face au fiasco industriel annoncé ? Comment interpréter la stratégie du passage en force pour creusement du caveau Cigéo contre toute raison ? Comment faut-il comprendre l'enfermement persistant dans un négationnisme du risque de catastrophe nucléaire sur le territoire français mais aussi européen ? Et que doit-on dire de la dérive budgétaire irréaliste et sans limite à plus de mille milliards d'euros pour ne pas sortir du nucléaire ? A ce tableau déjà affligeant d'amoncèlement de friches industrielles et de faillites dans la fission atomique, on peut rajouter le projet thermonucléaire de fusion de l'expérience ITER…

L'explication commune et désabusée des écologistes opposants au nucléaire affirme à juste titre *« qu'il y a un État dans l'État »*. Sur cette piste, il faut mettre à nu l'Etat interne, s'intéresser à la nature de sa substance, décortiquer le corium nucléaire de son décorum médiatico-parlementaire. Dix après Fukushima, trente-cinq ans après Tchernobyl, rien n'a

changé, la même secte secrète impose sa tyrannie et maintient le *statu quo* nucléaire. Le personnel qui accède aux manettes avec sa couleur politique et ses broderies rhétoriques sert de leurre et de caution « démocratique ». Mis à nu, le cas français dans sa logique militaro-industrielle suit à son échelle le modèle étasunien. Pour la mini-superpuissance tricolore, on peut d'emblée adopter le vocabulaire de Peter Dale Scott utilisé pour décrire le *statu quo* militaire des Etats-Unis, sa pulsion expansionniste irrépressible depuis les années 1960. Comme pour ce pays et depuis la même période d'après-guerre il faut bien parler *« d'État Profond »* et de *« Machine de Guerre (3) »* française. A quoi pourrait bien ressembler la France une fois dévêtue de ses oripeaux de *« Patrie des droits de l'homme »* ?
La confirmation de ce *statu quo* mortifère de mini-superpuissance est arrivée de manière officielle en février 2020 avec la sortie de rang grandiloquente et gesticulée du Président Macron. Fidèle à ses pulsions sommitales, il mit à nu l'Etat profond en s'imaginant en chef suprême d'une dissuasion atomique franco-européenne. Se souvient-il que dans les années 1930, en Europe un autre chef d'Etat avait (sans le nucléaire) exprimé les mêmes ambitions militaires ? Si durant toute la décennie qui suivit Fukushima la chronique française fut défrayée par les milliards engloutis en pure perte pour maintenir à flot le parc nucléaire, la dernière année s'inscrivit dans la suite logique, mais cette fois les dizaines de milliards d'euros furent destinés à la *« modernisation de la dissuasion »* pour assurer un redimensionnement à l'échelle européenne. Selon les éléments de langage présidentiel : *« Nos forces nucléaires renforcent la sécurité de l'Europe et à cet égard ont une dimension authentiquement européenne (4). »* En terme financier, pour cette nouvelle perspective militaire, l'Etat profond puisa dans les coffres du trésor public et s'assura un chèque de quelques 40 milliards d'euros… C'est reparti comme en quarante avec de Gaulle et le CEA…
Mais ironie de l'histoire, le mois suivant, la France se retrouvait en *« état de guerre »*, l'Europe entière était attaquée, non par la Russie mais par un coronavirus, on s'aperçut que les dizaines de milliards consacrés à la dissuasion nucléaire manquèrent cruellement dans la situation d'urgence sanitaire. Comble de la cruauté aveugle de l'Etat profond français, quelques temps avant le gouvernement avait envoyé la troupe réprimer violemment les infirmières et le personnel hospitalier qui signalaient justement l'état de précarité et le manque criant de moyens du système de santé français. La conjonction de ces événements, fureur nucléaire paneuropéenne du chef d'Etat et impuissance d'une nation face à un microbe révélait le caractère quasi-extra-terrestre des hautes sphères de l'Etat français.
Malgré l'entrée dans un nouveau siècle, qu'un homme de lettres français espérait spirituel, la France reste toujours à la traîne et *en retard d'une guerre* avec, pour toute originalité culturelle officielle, sa doctrine de la dissuasion nucléaire. Mystère de la physique atomique ou effet délétère des radiations ionisantes, le pensionnaire de l'Elysée souhaiterait faire financer ses sous-marins lanceurs d'engins par l'Autriche ou la Tchéquie ou même peut-être leur en vendre. Connaît-il au moins sa géographie de l'Europe ?

Une Thanatocratie atomique

Cela pourrait paraître dans l'absolu pour de la finasserie sémantique mais les temps ont changé, la grande aventure de la physique nucléaire est finie, on sait ce qu'elle a produit et, en l'occurrence, dans le contexte de fiasco industriel où s'embourbe l'élite polytechnique avec la menace de catastrophe(s) atomique(s) les précisions sur le vocabulaire peuvent apporter quelques éclairages à notre condamnation collective à la « Condition nucléaire (5) ».
Que s'est-il passé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale si l'on se concentre sur l'Etat dans l'Etat ? Une seule et même chose, des centaines de milliards d'argent public furent engloutis dans une volonté sans cesse renouvelée de superpuissance.

Inutile de faire de grands efforts théoriques, l'arsenal conceptuel disponible est largement suffisant dans tous les registres pour au moins désigner le monstre technologique. Ce qui fut dit de la puissance de nuisances internationales des États-Unis s'applique mutatis mutandis à la France. Le décorum médiatico-parlementaire bruyant et abêtissant fut sans cesse un leurre. Les ambiances animées des alternances politiques et des cohabitations servirent de couverture à un *« complexe militaro industriel »* parvenu au stade de « Thanatocratie atomique ». Regardée nue, sans ses oripeaux républicains, la France apparaît comme un avorton de *superpuissance* avec *son « État profond »* sa *« machine de guerre »* sa *« noblesse d'État »* et son immense empire.

Regardons l'histoire et le projet géopolitique de l'élite politico-polytechnique française tels qu'ils se sont construits à marche forcée dès l'immédiat après-guerre. Dans « Radieuse Bérézina » nous avions résumé la parfaite continuité politique furieuse des « Trente Glorieuses » et « Trente Piteuses » par une formule : « *paix royale à la guerre,* telle pourrait être la maxime unique de la 4e à la 5e République ». Durant ces temps difficiles d'après-guerre pour les classes populaires en France, l'élite politico-polytechnique ainsi que les hautes sphères savantes et militaires, ont pu s'adonner à deux passions mortifères : reconstruire l'empire colonial et posséder le feu atomique. La guerre n'a jamais cessé : Massacre de Sétif le 8 mai 1945, Bombardement de Damas le 29 mai 1945, Guerre d'Indochine, Guerre d'Algérie, Crise de Suez 1956, *Kamerun ! [La] guerre cachée aux origines de la Françafrique* (1948-1971) (6) » et bien sûr la recherche nucléaire, ses essais atomiques dans le Pacifique repris à la stupeur générale dans les années 1990. Sans oublier le Rwanda, avec la présence militaire française aux premières loges durant le génocide des Tutsis… La « Machine de guerre » française n'a pas chômé au cours du siècle passé et continue avec la succession des « opex » : opérations extérieures de gendarmerie française en Afrique occidentale…

Mais aussi, durant les Trente Glorieuses, toujours dans ses œuvres mortifères, la France s'est illustrée comme l'Etat le plus proliférant du monde : des régimes totalitaires, racistes et ségrégationnistes -Afrique du Sud, Etat d'Israël, ou Pakistan- bénéficièrent du savoir-faire nucléaire français pour leur installation de production de plutonium. Plus tard le dictateur de l'Irak, Saddam Hussein, se fit ami-ami avec Chirac pour avoir lui aussi son unité de plutonium ; l'installation était en construction quand en 1975 le Mossad et Tsahal décidèrent de détruire « Osirak » le cadeau atomique de Chirac à Saddam. Fin des Trente Glorieuses...

Nous ne reparlerons pas des crimes de guerre au Yémen où, pour le bon plaisir d'émir fanatiques de la péninsule arabique le « Made in France » et son arsenal logistique de maintenance excellent sur terre, en mer et dans les airs. Ainsi, sans discontinuer depuis la *« Déclaration universelle des Droits de l'Homme »* en 1948, la France avec son savoir-faire militaire innovant, conventionnel ou nucléaire, rayonne pour le pire autour du monde y compris pour des meurtres de masse, couverts par le « Secret Défense » et les brouillages médiatiques de la politique politicienne.

Puisqu'ici on parle de guerre perpétuelle et de perpétuité nucléaire, il nous faut, pour comprendre, compléter cette liste morbide par une brève parenthèse sur quelques éléments biographiques de celui qui imposa d'autorité le programme électronucléaire à la France : M. Pierre Messmer. Son curriculum vitae nous est livré tout prêt et compacté serré par Fabrice Nicolino : « 1945, [la « France libre » débute immédiatement sa guerre de reconquête coloniale] [Pierre Messmer combat en Indochine contre le Vietminh], *il devient ensuite administrateur colonial, occupant plusieurs fois le poste de gouverneur de la Mauritanie à la Côte d'Ivoire. Au Cameroun, où il est haut-commissaire en 1956, les militaires sous ses ordres massacrent les membres de l'Union des populations du Cameroun (UPC) indépendantiste. Puis leurs sympathisants, avant de s'en prendre aux villages jugés rebelles.*

Au napalm. Le bilan des massacres continue d'être discuté : entre 60 000 et 400 0000 victimes sur la période 1956-1970, car les massacres se sont étendus bien après l'indépendance de 1960 [choisie par la France] *(7)) ».* Comme on le voit M. Pierre Messmer au Cameroun c'est autre chose que Tintin au Congo. Si le héros de Hergé sévissait dans les années 1930 et se signalait par des massacres sur la faune sauvage présentée pour le plaisir des lecteurs comme bête et féroce ; le héros de la « France libre » (d'asservir l'Afrique) sévissait, bien après la « Déclaration universelle des Droits de l'Homme », dans les années 1960. Il excella dans des massacres de masse sur les populations civiles du Cameroun sans défense. Pendant que les âmes charitables en France s'émouvaient sur le triste sort d'Ivan Denissovitch au Goulag soviétique, le haut-commissaire Pierre Messmer faisait régner la terreur au Cameroun. Ainsi, ce n'est pas un quelconque ministre qui imposa en urgence le programme électronucléaire à la France mais directement l'état-major militaire avec l'ex-mercenaire en chef de la reconquête coloniale : Pierre Messmer en tenue de camouflage civil costard cravate pour la circonstance.

Exactement comme aujourd'hui, pour tous ces hauts faits de guerre, les milliards de francs affluaient sans compter. L'aristocratie militaire avait carte blanche dans toutes ses entreprises meurtrières et pouvait satisfaire ses visées nationalistes de superpuissance. Transcendant largement les péripéties bruyantes et spectaculaires de la politique politicienne mise en scène à l'étage des médias de masse, il y a une constance en France, l'obsession guerrière de la Noblesse d'État avec le développement sans limite du complexe militaro-industriel. Dans ce branlebas permanent, la lutte des classes n'interféra en rien. Et il faut faire le triste constat qu'en ce domaine foncièrement mortifère c'est même la collaboration de classe qui domina avec l'aide des organisations syndicales. Pour elles, encore aujourd'hui dans son délabrement menaçant, l'industrie nucléaire comme celle de l'armement conventionnel, est avant tout un *« outil de travail » « créateur d'emploi »*…

Mini-superpuissance mais aussi méga-junte militaire

Par son niveau exceptionnel de pouvoir de nuisance à distance, la France ne doit pas être seulement regardée comme une grande puissance économique mais bel et bien comme une superpuissance militaro-industrielle. Contrairement à la plupart des puissances industrielles européennes dont le pouvoir de nuisance passe par des activités industrielles, minières et commerciales y compris la vente d'armes aux régimes dictatoriaux, la France, en tant que puissance supra-étatique et donc comme superpuissance se donna les moyens d'une reconquête et domine aujourd'hui un vaste territoire correspondant à son ancien empire colonial. Et cet état de domination militaire perdure depuis son institution dans les années 1960. C'est effectivement la ligne de mire du maintien de ce statu quo qui assure la pensée unique des élites dirigeantes depuis la fin de la Seconde Guerre… L'échec cuisant des guerres de reconquête coloniale, n'a pas mis fin à la volonté de mainmise et de domination sur l'ancien empire qui se sont faites avec l'acceptation d'un partage partiel ou d'une délégation sous contrôle du pouvoir avec une élite local à gage : « La Françafrique, le plus long scandale de la République (8) ».

Le nucléaire est l'autre élément essentiel de différence entre puissance et superpuissance, lui aussi peut être regardé comme un long scandale de la République. La décennie qui suivit Fukushima nous a permis de constater facilement que par pragmatisme économique ou même parfois par souci démocratique, la classe dirigeante d'une *grande puissance (économique)* peut renoncer ou abandonner l'énergie nucléaire. Ce n'est pas le cas pour une *superpuissance* réelle ou se voulant telle comme la France aussi petite soit-elle. Dans l'univers technique, cet attribut de la toute-puissance fait partie de son statut spécifique. Cette visée de prestige de type thanatologique pour l'élite ou suicidaire de la France, sa population et son territoire

expliquent aussi la fuite scientifique absurde dans l'aventure de la *« fusion atomique »*. Comment expliquer que le projet ITER (*International Thermonuclear Experimental Reactor*) ait trouvé en France sa terre d'accueil ? Pourquoi cet engin tout aussi monstrueux que ruineux se trouve-t-il dans un confetti de pays à Cadarache dans les Bouches-du-Rhône ?
Continuons maintenant notre parallèle avec la première superpuissance dans le registre des armes et guerres conventionnelles.
Dans la hiérarchie féodale de l'OTAN, la méga-junte militaire étasunienne recrute ses États vassaux directs dans le groupe des grandes puissances économiques en Europe occidentale. Mais parmi ces pays seule la France peut se targuer de pouvoir reproduire ce schéma féodal avec autant d'États vassaux en Afrique, missi dominici cette fois-ci d'une mini-méga-junte militaire.
De fait, pour la France, la panoplie de la superpuissance est au complet. D'abord, il y a la course aux armements : conventionnelles, nucléaire mais aussi informatiques car, comme le rappellent les auteurs de « L'Homme nu », la puissance de calcul et l'industrie du *numérique* s'inscrivent dans un développement parallèle aux « machines de guerre » et à la course aux armements nucléaires. Ensuite dans le même registre industriel et géostratégique il y a la course aérospatiale, européenne certes, mais avec son pas de tir de fusées à Kourou en Guyane… française… et pour parfaire sa puissance de nuisance à distance, il y a le savant dispositif diplomatique de la *Françafrique*. A l'occasion de la réélection contestée du *président à vie* Denis Sassou Nguesso et de trois autres larrons dans des *« pays amis »* fidèles à la France, l'association Survie rappelle dans un rapport publié en 2016 la triste réalité géopolitique en Afrique de Djibouti à Dakar (9). La super-junte militaire française, directement ou par intermédiaire de ses missi dominici, règne d'une main de fer High Tech sur un empire néocolonial plus grand que l'Europe, de l'Atlantique à l'Océan Indien…
Cinquante ans de Françafrique… Nous ne pouvons pas faire ici le déballage des prouesses militaires, mercenaires, criminelles et crapuleuses de la France en terre d'Afrique, *« le plus long scandale de la République »* repéré et dénoncé dans les années 1980 et qui continue encore aujourd'hui. Dans ce contexte, il est clair qu'une classe politique, toutes couleurs confondues, qui s'accommode depuis tant d'années de crimes politiques à répétition, voire de crime de génocide dans sa zone d'influence géopolitique peut très bien envisager avec la même morgue la survenue d'une catastrophe nucléaire sur son propre territoire.
Les Etats-Unis excellent dans ce registre du désastre environnemental sur leur propre territoire. Durant les deux dernières décennies on a vu comment Big Oil et Wall Street ont lancé la ruée vers les gaz de schiste en véritable Blitzkrieg. Pour laisser le champ libre aux pétroliers, l'Halliburton Loophole sacrifia en 2005 le Safe Drinking Watter Act. Le sacrifice de la loi sur l'eau potable sur l'autel de l'or noir rappelle, si nécessaire, que le désastre écologique des gaz de schiste, aujourd'hui spectaculaire, était connu d'avance par les autorités politiques des Etats-Unis (10).
En association aux nombreuses *« opex »* (opération militaire extérieure) officielles et officieuses dans tout son empire, pour assurer le vivier minier en terre d'Afrique on retrouve en Métropole la même propension extractiviste au mépris des populations locales. M. Macron l'incarne au mieux puisqu'il fut, en effet, missionné sous le quinquennat Hollande dans une opération marketing douteuse sur le thème de *« la mine responsable »*.

Des eaux vidées des baleines et pleines de sous-marins

Avec les conséquences prévisibles du réchauffement climatique telles que nous les présentent les scientifiques on assiste aussi, en contraste aujourd'hui, à l'émergence brutale des « Etats profonds », démasqués par leur obsession exacerbée de toute-puissance. Face à la crise environnementale, l'inertie coupable des Etats met à nu leur noyau dur militaro-industriel. Le

décorum démocratique, la procession des urnes, les effets de manches dans l'hémicycle ne peuvent plus donner le change. L'irresponsabilité des Etats est historique. Pendant que le monde assiste impuissant à l'effondrement des écosystèmes, les budgets militaires conventionnels (et nucléaires pour la France et autres superpuissances) sont en croissance perpétuelle. Dans ce contexte, le déni de réalité se mesure à la puissance de feu des énergies fossiles et nucléaire monopolisée au seul profit d'une aristocratie militaire. Le contraste saisissant crée, pour ainsi dire, un privilège absolu de déni de réalité.

Alors que sur terre les forêts sont en flammes et qu'en mer les baleines s'échouent en masse chassées par le vacarme infernal des sonars militaires, la France excelle dans l'industrie inutile des sous-marins nucléaires ou conventionnels… Pour ces derniers le marché est simplement ahurissant et, comme par hasard on retrouve en tête des acheteurs de submersibles de guerre les Etats qui défrayèrent le plus la chronique climatique : le Brésil et l'Australie. Au sein des Etats, le déni de réalité n'est pas le privilège des seules superpuissances nucléaires. Aussi contagieux que le Covid-19, il est le produit logique du développement des sciences et techniques… Comme le disait un vieux président français : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Mais pour les Etats à l'instar de la France point de mystère, « l'ailleurs » c'est très précisément le marché de l'armement…

Depuis l'attentat du 8 mai 2002 puis l'affaire de Karachi, le public français connait les petits secrets des gros marchés de l'armement : les commissions et surtout les rétro-commissions. Fière de son savoir-faire mortifère, la France n'en finit plus de remplir les océans de *« sous-marins offensifs »*. En l'absence de règlement de compte par attentat meurtrier, ce genre de commerce prospère discrètement et s'avère de toute évidence plus efficace dans l'enrichissement privé des élites françaises que la vente de réacteurs nucléaires mais relève aussi de la veine criminelle…

Dans son déni de réalité, signalé par la démesure de son industrie militaire et son acharnement à perpétuer le nucléaire dix ans après Fukushima, la France n'est pas forcément une exception en ce bas monde de brutes savantes en col blanc. L'idéal militaro-industriel est une réalité générale du monde contemporain qui, par contraste, se retrouve dévoilée par les menaces prévisibles du réchauffement climatique.

Aux antipodes, l'actualité environnementale de 2019-2020 mettait à nu un féroce Etat profond dans sa servitude aux énergies fossiles : l'Australie. Mue par ses ambitions militaro-industrielles hégémoniques régionales, l'élite politique du pays a pu parfaire son rayonnement maritime militaire avec le savoir-faire tricolore. Mais avec sa commande historique de douze sous-marins Barracuda « Made in France », le gouvernement du pays s'est retrouvé totalement désarmé pour protéger ses ressortissants à terre sur son propre territoire face à des feux de forêt gigantesques. Certains australiens comparèrent ces incendies historiques à une explosion atomique *« Ce n'est pas un feu de brousse mais une bombe atomique. »* Le philosophe, Clive Hamilton parla « d'Apocalypse » et, impuissant face au privilège absolu de déni de réalité assumé par le gouvernement de son pays, il exprima son pessimisme *« En Australie, nous devons faire le deuil de l'avenir (12). »*

La dépense somptuaire de l'Etat pour doter le pays de submersible s'élevait à quelques 50 milliards de dollars australiens. Sans se soucier de sa crédibilité, l'Etat la justifia pour *« contrer les visées maritimes hégémoniques de la Chine »*. Mais qui ignore encore que toute l'industrie charbonnière du pays turbine à plein régime pour alimenter la Chine ? L'importance historique des incendies ne peut plus être due à « pas de chance » ou au seul réchauffement climatique… Pendant que les généraux du pays se familiarisaient avec des produits « Made in France », quelques dix millions d'hectares de forêt furent réduits en fumée et les conséquences pour la biodiversité endémique de l'Australie s'inscrivent dans l'Histoire de la Terre.

L'Ubuesque mortifère dans ce trio militaro-industriel France-Australie-Chine est à signaler. L'Empire du Milieu est désormais indispensable dans le rayonnement nucléaire international de l'Hexagone. Pour satisfaire les besoins de la Chine avec ses réserves charbonnières et minières, l'Australie s'assure un gouvernement férocement climato-septique, mais, *en même temps,* prétend vouloir contenir les visées hégémoniques de la Chine. Parmi toutes les puissances industrielles déballant leur savoir-faire militaire, elle choisit la France qui a désormais transféré son savoir-faire nucléaire à la Chine… Mais alors, qui est l'ennemi de qui ? Impossible à démêler, les trois sont guidés par le déni de réalité aveuglés par leur volonté de superpuissance qui impose parfois des collaborations militaro-industrielles.
On l'a vu avec le capitalisme fossile (13), par-delà les pays d'origine, les compagnies pétrolières collaborent entre elles dès lors qu'il s'agit de rassembler des milliards et des savoir-faire pour extraire les dernières poches à haut-risque d'hydrocarbures non-conventionnels.
Dans la fournaise prévisible du réchauffement climatique, la France reste donc accrochée contre vents et marées à son modèle nucléaire ou à son tout aussi exemplaire modèle agro-industriel poly-chimique, tous deux destructeurs d'hectares de terres arables de plus en plus rares…

Thanato-Thalassocratie Française

Il n'y a pas qu'en terre d'Afrique que la mini-superpuissance France exprime son pouvoir de nuisance à distance. Ladite « Patrie des droits de l'homme » est aussi une thalassocratie nucléaire et pétrolière sur les immensités océanes. Nous ne parlerons pas de Mururoa et des séquelles honteuses du Centre d'expérimentation atomique du Pacifique. Nous ne parlerons pas ici de la dite *« dissuasion atomique »* et de ses sous-marins nucléaires tous deux assez bien connus… Pour illustrer le pouvoir de nuisance à distance de la Thanato-Thalassocratie Française, nous nous contenterons ici que de *Confettis Émeraudes*…
Où se trouvent les Iles Éparses ou Confettis Émeraudes ? Les Malgaches le savent mieux que les Métropolitains… Dans de sud-ouest de l'Océan Indien et plus précisément dans le canal du Mozambique. Par la possession de ces quelques micro-îles dispersées dans ce chenal et par le jeu des *zones économiques exclusives* (ZEE), la France se trouve à la tête d'un empire maritime aussi grand que l'Hexagone. « Avec une surface de 43,2 km ² de sable et récifs émergés, ces confettis génèrent une zone économique exclusive de 640.100 km ² (plus de 6% de la totalité des ZEE françaises) (14).
Dans l'année 1960 lors de l'indépendance de l'Algérie, la France pour perpétuer le plein exercice de son pouvoir de nuisance à distance de ses industries pétrolière et nucléaire tenta de conserver sa main mise sur le Sahara (algérien)… sans succès dans un premier temps. Par contre, à la même époque, lors de l'indépendance de Madagascar, la Métropole coloniale dépouille la Grande Ile de ses émeraudes, micro-îles insignifiantes en apparence et inhospitalières en dehors des faunes et flores exotiques… Comme il fallait s'y attendre, on redécouvre aujourd'hui à l'ère du déclin pétrolier le pouvoir de nuisance à distance d'une superpuissance. La faune et la flore de ces micronésies exotiques risquent de périr dans les marées noires de futures prospections pétrolières. En 2015, ces îles oubliées des antipodes refirent surface dans l'agenda géopolitique de la Thalasso-Thanatocratie. Déjà agité par la furie extractive de la ruée vers les gaz de schiste en Métropole, le Ministère de la *« transition énergétique et de la croissance verte »* s'est mis à signer des permis de forer dans les eaux de ces confettis Émeraudes…
Pour compléter le tableau noir de la mini-superpuissance, rappelons l'extension de son pouvoir de nuisance à distance. Avec ses quelques 10,2 millions de km² de ZEE, la France est

le second Empire maritime derrière les Etats-Unis (12,2 millions de km²) devant l'Australie (9 millions de km²) et la Russie arrive en 4e position avec 7,7 millions de km² de ZEE…

Question d'historiographie : la guerre perpétuelle

Après ce tour d'horizon des hauts faits de guerre de la France durant plus d'un demi-siècle, il faut bien se rendre à l'évidence : la Patrie des Droits de l'Homme se révèle comme un féroce complexe militaro-industriel. Durant ces décennies, il y a eu morts d'hommes, de femmes et d'enfants, crimes de guerre et massacres de masse pour qu'en Asie et en Afrique des peuples ne puissent pas connaître l'indépendance et la libération. Et ce *statu quo* d'une « Machine de guerre » liberticide et mortifère connu continue en Afrique.

La France, avec tous ses attributs militaro-industriels, ne peut pas être regardée comme un simple Etat parmi d'autres. Avec son arsenal nucléaire, ses navires à propulsion atomique, son industrie de sous-marins conventionnels et nucléaire lanceur d'engins (SNLE) sa mainmise néocolonial sur Afrique occidentale et australe, ladite « Patrie des Droits de l'Homme » peut être considérée, au minimum, comme un modèle en miniature de superpuissance. Avec ses friches industrielles atomiques, l'exacerbation quasi permanente de ses pouvoirs de nuisance à distance dans ses zones d'influences terrestres et maritimes et l'institution facile d'« état d'urgence permanent » se devine aisément dans l'État policier militaro-industriel. Derrière les « Secrets Défenses » qui ne cachent plus rien et le brouillage médiatique de l'animation parlementaire qui a perdu toute crédibilité sociale se dessine nettement un univers de type totalitaire aveuglé par sa volonté de toute-puissance atomique.

La situation politique n'a fait qu'empirer en Métropole durant les deux derniers quinquennats. la France s'est révélée au monde par ses surenchères dans les « violences policières », même contre les infirmières, comme on a pu le voir à la veille de l'épidémie de Covid-19…

Dans quel régime politique vivons-nous, si la brutalité et le mensonge sont les deux axes d'expression de l'Etat ? A ce sombre tableau de l'exécutif on peut rajouter, le « code noir » néolibéral du législatif exigeant toujours plus une gestion sacrificielle de la ressource humaine avec la « Loi Travail ». L'univers de la France « En Marche » forcée se rapproche de plus en plus nettement de *« l'industrie pénitentiaire » « d'extermination par le travail »* avec le recul régulier de l'âge de la retraite, imposé à chaque quinquennat depuis vingt ans… Bref, dévêtu de ses vieux oripeaux démocratiques, se dévoile aujourd'hui dans la friche atomique de France le spectre d'un Etat totalitaire. Lorsqu'Alexandre Soljenitsyne révélait l'Archipel du Goulag dans les années 1960, un haut-commissaire de la République française, M. Pierre Messmer, œuvrait d'une main de fer au Cameroun : 400 000 morts… Il faut s'en souvenir !

La catastrophe de Tchernobyl n'a pas seulement projeté son ombre sur l'atome tricolore, elle a aussi précipité la chute de l'Empire soviétique… Face à une oligarchie française toujours obsédée par sa volonté de superpuissance, notre devoir d'humble *« morituri »* est de rappeler, encore une fois, qu'en « démocratie » il serait au moins possible de choisir par référendum l'une des deux manières de sortir du nucléaire : *avant* ou *après* une catastrophe.

Mais, au-delà du cas français, un constat s'impose. Les dénis de réalité et de démocratie des dits Etats « démocratiques », aggravés aujourd'hui par la croissance des budgets militaires et la volonté de superpuissance persistante dans le contexte reconnu des périls climatique et écosystémique constituent une réalité marquante de notre temps… Ce contraste saisissant pose une question d'historiographie : l'excellence de la science, à l'origine des complexes militaro-industriels n'a-t-elle pas imposé la guerre perpétuelle comme la fatalité de l'époque contemporaine ? L'Etat-providence du nucléaire de France et ses innombrables « Secrets Défense » apparaît comme un cas d'école…

Du Blocus continental à Hinkley Point

Atom's tipping point before Hinkley point

Disons-le d'emblée, le point de basculement de l'atome est survenu très en amont du projet d'Hinkley Point et, signe de fin de règne, il a même précédé Fukushima. Les pics de construction de réacteurs et de production d'électricité nucléaire ont eu lieu tous deux au siècle passé. L'An 2000 peut être pris comme date symbolique du déclin atomique mondial. Pour les mises en construction, les chiffres de la dégringolade générale sont suffisamment éloquents : en 1979, année de la catastrophe de Three Mile Island, 230 réacteurs étaient en chantier, en 1986, année de Tchernobyl, on en comptait 120 en construction et au moment de Fukushima, en 2011, ils n'étaient plus que 64. Précisons encore que cette décroissance spectaculaire d'aspect exponentielle s'est faite malgré une volonté farouche des autorités nucléaires d'accroître sans limite physique territoriale le parc atomique. De la même façon, pour la production d'électricité, les grandes illusions des *« atoms for peace »* des origines et les promesses tonitruantes d'une énergie *« abondante et pas chère »* sont définitivement douchées à Hinkley Point C. Le Père Noël nucléaire aussi est une ordure et la fée atomique fanée une Old Witch.

Alors que doit-on penser des deux EPR prévus dans le sud-ouest de l'Angleterre ? Peut-on croire à une réelle relance du nucléaire en Europe ? Certainement pas ! Dans le contexte général d'atonie de l'atome depuis deux décennies, avec en toile de fond les interminables chantiers de Fukushima et des deux EPR en Finlande et à Flamanville toujours en construction depuis 15 ans avec leurs malfaçons, il est en effet difficile de miser plus d'un kopeck sur la réussite du nouveau projet en Angleterre.

Comment aborder le problème pour le présenter dans sa particularité nouvelle ? Trois grandes puissances économiques membres du club atomique surmontent leurs diverses divergences idéologiques et décident d'associer leurs efforts pour tenter de construire deux réacteurs nucléaires en Angleterre. Ce trio historique insolite mérite qu'on s'y intéresse et, à défaut de pouvoir faire émerger les dessous de cette affaire jugée pour le moins aventureuse on peut se permettre quelques commentaires pour l'éclairer dans le contexte actuel de Bérézina atomique.

Au-delà du montage financier

Analysant les aspects économiques et le montage financier du projet, Stéphane Lhomme de l'Observatoire du nucléaire est formel : *« Les réacteurs EPR annoncés en Grande-Bretagne ne seront pas construits (1) »*. Ils pourront tout au plus être mis en chantier en 2019 et dépasser les terrassements des bulldozers, mais d'ici à ce qu'ils divergent en 2025, l'expérience actuelle des deux EPR toujours en construction en Europe dix ans après les premières rotations de bétonnières permet d'en douter.

Dans le même registre d'analyse, le Réseau sortir du nucléaire est aussi alarmiste et déplore une *« fuite en avant absurde et suicidaire pour EDF et la Grande-Bretagne (2) »*

En 2020, au dernières nouvelles, le chantier a bien commencé, mais d'emblée le constructeur rectifia le tir balistique : il y aura du retard ! En toute objectivité, EDF reproduit les grossières erreurs d'Areva. Mais a-t-elle le choix ? Qui voudrait d'un EPR à 15 milliards d'euros constructible dans le meilleur des cas en plus de 15 ans ?

Vu de l'extérieur du microcosme atomiste, le projet est unanimement perçu à haut risque. Et sans surprise pour confirmer l'extrême pessimisme des opposants au nucléaire, la mauvaise affaire fut éclairée en interne par la démission soudaine du directeur financier d'EDF en mars 2016. Puis dans la foulée, sans grande surprise non plus l'agence de notation Moody's

menaçait de dégrader la note d'EDF. Ainsi les milieux d'affaires vinrent étayer les analyses alarmistes des milieux anti-nucléaires…
Cependant le montage financier qui effraie les économistes n'est qu'un des aspects du problème. En fait de démission du directeur financier, pour cette entreprise stratégique du complexe militaro-industriel français il serait plus juste de parler d'une sortie du rang sinon d'une haute trahison. Les propos de Monsieur Thomas Piquemal pour expliquer son acte symbolique « désespéré » sont on ne peut plus clairs. Il ne voulait pas « *cautionner une décision susceptible, en cas de problème, d'amener EDF dans une situation proche de celle d'Areva* ». Autant dire pour être précis : la faillite, puisqu'en interne et à cette époque, nul n'ignorait la *« situation d'Areva (3) »*. Ainsi sans le dire, le pire est envisagé pour EDF : la faillite, le démantèlement et la chute. Avec cette fatalité évoquée en haut lieu, Hinkley Point semble s'inscrire dans la tradition militaire française comme le dernier sursaut, les « Cent Jours » voire le Waterloo de l'Atome tricolore.
Aussi important qu'ils soient, les paramètres financiers et économiques ne sont pas forcément les plus pertinents pour analyser cette industrie ou du moins ils restent insuffisants. Croire encore que l'on peut gagner honnêtement de l'argent en vendant de l'électricité nucléaire c'est se tromper lourdement ou vouloir tromper ses clients. L'affaire crapuleuse Areva-UraMin est là pour nous le rappeler quelles que soit les décisions des juges sur les protagonistes mis en examen ou entendus en tant que témoins assistés. Et, plus généralement, on sait, depuis le début de cette douteuse aventure technologique, que les victimes civiles payent au moins deux fois la facture en tant que clients obligés et en tant que contribuables. Et, toujours contraints et forcés, ils payent les pots cassés et la multiplication des poubelles et décharges nucléaires. Sans compter les dégradations irrémédiables du territoire national et de la lourde facture du démantèlement laissée aux généreuses générations futures…
Le caractère aberrant du projet y compris dans la grille de lecture économique des milieux d'affaires signale un problème grave ou son aggravation avec une dérive vers la perte du principe de réalité. Mais au final elle ne fait que confirmer l'imposture initiale du nucléaire connue depuis ses débuts.
Fin Juillet 2016, c'était au tour de Gérard Magnin, membre du conseil d'administration, de quitter le navire pour des raisons plus politiques de dérive dans la transition énergétique…
Sa démission révélait ou confirmait une autre aberration symptomatique de l'hermétisme sectaire de la filière nucléaire française. Aussi éclairante qu'elle soit, la faillite d'Areva restait un *non-évènement* et sans surprise elle fut considérée comme telle dans les hautes sphères de l'atome tricolore, somme toute une perte militaire acceptable. A la suite de la chute du fameux *« Numéro 1 mondial de l'atome »*, EDF se devait de reprendre le flambeau, de garder aveuglément le cap, de creuser et de s'enfoncer sans état d'âme dans l'ornière du « tout nucléaire »… Le projet à haut risque de faillite des deux EPR à Hinkley Point s'inscrit bien dans une stratégie de type militaire : offensive à outrance, fuite en avant ou maintien d'une position intenable… *« La garde meurt mais ne se rend pas. »*
Passées les péripéties du Brexit à haut retentissement médiatique, fin septembre 2016 était signé à Londres, sans grandes pompes il est vrai, le projet phare pressenti par les milieux nucléaires comme celui de la *« renaissance »* atomique en Europe. *Alea jacta est*
Remarquons d'emblée, en maigre lot de consolation pour les habitants de l'Hexagone, que pour une fois ce n'est pas le territoire français qui écope du chantier pharaonique.

Grandeur et décadence des Empires

Grande première en Grande Bretagne, pour la première fois dans l'histoire de l'industrie nucléaire, une grande puissance confie quasi-entièrement l'édification de son arsenal nucléaire à d'autres puissances. Et pour comble d'innovation, dans le bastion du

néolibéralisme, le Parti-Etat chinois fait son entrée. Bienvenue au club pourrait-on dire. Mais le club est avant tout militaire et très ancien. Difficile, en effet, de comprendre ce trio si l'on n'a pas en mémoire la solidarité internationale préexistante des travailleurs du nucléaire. L'ancien Empire Britannique a offert en sacrifice son territoire aux ambitions nucléaires débordantes de la France et à celles montantes de la Chine.

Il faut dire pour planter le décor d'ensemble que pour l'expansion de l'atome tricolore, l'Hexagone est arrivé à saturation. Il croule sous sa friche nucléaire ses chantiers de déconstruction de surgénérateur et de construction de semi-Superphénix Astrid puis rajoute de grands projets nucléaires inutiles imposés avec sa poubelle nucléaire Cigéo, piétine sous son *« Soleil sur Terre »* ITER. Mais l'offensive à outrance continue.

Où trouver des terrains à bâtir ? Où est-il encore possible d'infliger un autre projet de chantier ou de poubelle ? En Champagne. En ce lieu en effet la densité de population humaine est inférieure à celle des sangliers selon le mot d'un opposant à Cigéo. En sachant qu'il y a 65 millions de consommateurs en France et seulement un million de sangliers dont la moitié sont tués tous les ans par les chasseurs, on mesure la pénurie de places disponibles sur le territoire face à l'amoncèlement astronomique des déchets radioactifs. En Europe, l'Hexagone est désormais perçu comme une menace avec ses centrales vieillissantes, la France nucléaire est confinée sous une sorte de blocus continental, condamnée à terme à fermer ses centrales frontalières… Ainsi en s'exilant sur une île, comme au Japon, EDF trouve une planche de salut, mais cette fuite outre-Manche évoque aussi l'Ile de Sainte-Hélène ou la fin d'empire.

A posteriori, dans le contexte d'une France ostracisée, on peut voir le Brexit comme providentiel pour EDF qui a de longue date investi en Angleterre. Tombé à point nommé, il devient le précieux sésame du projet. En éloignant la Grande Bretagne de l'Europe il offre le champ libre à l'atome honni sur le continent. Ainsi la sentence attendue défavorable de la Cour de justice européenne saisie par l'Autriche hostile au projet risque de n'être qu'un coup d'épée dans l'eau du Channel. Pour le noyau dur d'EDF, qui y croit encore, cette zone de *« non droit »* communautaire outre-Manche constitue sa planche de salut. Une sorte nouvelle de Lebensraum, un espace vital d'expansion de survie s'ouvre à l'atome tricolore car sa situation s'assombrit dans l'Hexagone. En automne 2016, moment de la signature du projet, six réacteurs étaient à l'arrêt, mis en examen pour une durée indéterminée. Sur les 58, censés être en parfait état de marche selon les indulgences de l'ASN, cela représentait 10% de l'effectif. Depuis quelques années, les menaces de blackout nucléaire hivernal défraient régulièrement la chronique. L'année du contrat atomique Franco-Britannique, neuf autres réacteurs étaient inscrits sur la liste des arrêts de rigueur sécuritaire. Et comme le remarque avec justesse « La Parisienne libérée » le climat déteste l'électronucléaire.

Effet Fukushima sur la crédibilité de la sûreté et révélations sur les malfaçons obligent, les réacteurs eurent quelques difficultés à passer le contrôle technique. Le Canard Enchaîné fit ce commentaire *« Les centrales nucléaire disjonctent en cascades (4) »* A ce rythme d'extinction contraint et forcé, avec 15 réacteurs potentiellement à l'arrêt, soit plus d'un quart de l'Atomic Park Hexagonal, les vieilles promesses présidentielles de faire passer la part du nucléaire à 50% du bouquet électrique furent momentanément déjà satisfaites et finiront par l'être avec les injonctions du climat associées à la fronde aux frontières.

L'atome tricolore pourrissant sur pied dans l'Hexagone quitte, pour ainsi dire, le navire et tente de se retaper outre-Manche. Ironie de l'histoire c'est l'EPR, le réacteur censé être « le plus sûr au monde » qui vendit la mèche. Comme su désormais, ce furent les défauts de forgeage sur la cuve qui permirent de remonter la piste jusqu'au Creusot et forcèrent les autorités de sûreté nucléaire à déballer l'historique puis à mettre à l'arrêt et en examen les anciens réacteurs…

Grandeur et décadence de l'ancienne superpuissance britannique mais aussi ironie de l'Histoire, la Guerre de l'Opium de mémoire vive en Chine et de mémoire morte en Angleterre a été enterrée pour la circonstance afin de ne pas nuire au rayonnement atomique international. Au 19e siècle, lorsque le soleil avait cessé de se coucher sur l'immense Empire britannique circum-planétaire, celui-ci guidé par *« la main invisible »* s'était déjà transformé en Etat narcotrafiquant et « Machine de guerre » afin équilibrer sa balance des payements avec l'Empire du Milieu. Le trafic était devenu très prospère pour l'Angleterre mais fort délétère pour l'élite citadine en Chine. Face au désastre sanitaire de la toxicomanie à l'opium, les autorités du pays décidèrent de faire cesser au plus vite ce trafic de drogue. Ce qui ne fut pas du goût de sa très gracieuse Majesté la Reine Victoria. L'Angleterre entra en furie pour imposer manu militari sa loi économique à l'Empire du Milieu. En Occident la brutalité criminelle de la Guerre de l'Opium fut célébrée, selon les éléments du langage économique, comme *« l'ouverture »* du marché chinois. Pour avoir voulu protéger sa population et son économie du narcotrafic, les conditions de reddition imposées à la Chine par la « diplomatie de la canonnière » anglaise lors du traité de Nankin 1842 furent particulièrement odieuses... Aujourd'hui, selon le vocabulaire juridique le narcotrafic britannique suivi de la Guerre de l'Opium entrerait dans la catégorie des crimes contre l'humanité. Mais c'est de l'histoire ancienne volontiers oubliée pour la bonne cause des « atomes pour la paix ». Ainsi dans la décadence d'une vieille puissance militaro-industrielle, la Chine aujourd'hui rayonnante arrive en respectant les règles du marché pour construire des usines hautement stratégiques nécessaires à « l'indépendance énergétique » de l'Angleterre.

Avant que l'administration Cameron ne soit balayée par le Brexit, George Osborne chancelier de l'échiquier d'alors, en visite officielle en Chine en 2015 pour relancer sa filière nucléaire, avait su flatter ses interlocuteurs tout en leur (re)donnant une leçon de mondialisation. Fort probablement sans humour et bien sûr sans penser aux origines de la Guerre de l'Opium, il avait déclaré *« Aucune économie dans le monde n'est aussi ouverte aux investissements chinois que la Grande-Bretagne (5) »*…

Signe de déchéance impériale, mélange d'idéologie néolibérale et d'attachement farouche à l'atome, en cette période tourmentée de Brexit, les puissances nucléaires étrangères étaient nombreuses à proposer leur service pour ranimer la flamme atomique britannique. En plus de la Chine et de la France, il y avait le Japon, puisqu'en lice des négociations sur l'atome d'outre-Manche un autre consortium, NuGen, associant Engie et Toshiba visait Sellafield dans le nord de l'Angleterre pour construire une centrale… En se souvenant qu'en 2006 Toshiba avait avalé Westinghouse le géant étasunien et mondial de l'Atome, celui-là même qui avait vendu ses licences de réacteurs à la France, on peut dire qu'au sein de la pétromonarchie finissante il se produisit une fusion nucléaire historique.

Dans quel monde de filous vit-on ? Avec autant de compromissions, de démissions ou de soumissions peut-on encore suivre Tom Samson, le directeur de NuGen lorsqu'il affirme : « *Hinkley est le début de la renaissance du nucléaire au Royaume-Uni.* » ? Secret impénétrable de la mécanique quantique, encore une fois les faits sont têtus mais l'avenir est radieux. Restons-en au néolibéralisme, pour le nucléaire comme pour le pétrole et les gaz de schiste, le rôle du locataire du 10 Downing Street se limite à distribuer complaisamment des concessions territoriales d'exploitation aux puissances transnationales étrangères.

France, Chine et Japon se retrouvent dans l'Ancien Empire Britannique en friche industrielle avec la mission historique officielle du *« Make UK great again ! »*

D'un blocus continental à l'autre

On le sait l'industrie nucléaire est de nature foncièrement militaire et en France elle relève de la compétence d'une élite héritière du 1er Empire. Un bref détour historique sur les péripéties de ses origines, peut éclairer le jusqu'auboutisme et l'hermétisme actuel de cette caste.

Après la bataille navale d'Aboukir en 1798 confirmée par celle de Trafalgar en 1805, ces deux éclatantes victoires de la marine anglaise, la suprématie de l'Empire Britannique sur les immensités océanes est durablement acquise pour le nouveau siècle qui débute. A la suite de ces deux humiliantes défaites de la marine française, la logique de fuite en avant dans le militarisme et l'impérialisme triomphe en France. Le Général Bonaparte défait en Méditerranée et en Orient, poursuit sa carrière politique à terre. Il parvient au pouvoir par un mini-coup d'État ou un menu remue-ménage de palais le « 18 Brumaire » et ainsi devient 1er Consul. Puis continuant son ascension il se fait sacrer Empereur par Pie VII en 1804 et devint Napoléon 1er. En ces temps de crise, l'élite dirigeante sait d'instinct pour sa paix sociale intérieure qu'il faut un Dieu pour le peuple, des grands chantiers et surtout une guerre pour le discipliner et le tout pour « rassurer les investisseurs » créanciers de l'État dépensier. Le Concordat et le rétablissement du culte catholique assurent le premier. Le général ambitieux est son homme pour le reste. Ayant perdu en mer, encerclé par l'Angleterre et confiné à terre, libre à lui de se démener dans son domaine de compétence militaire. Mis en jambe et en appétit à la bataille d'Austerlitz de décembre 1805, il décrète le Blocus continental l'année suivante et se fait gendarme de l'Europe occidentale. Emporté par son élan militaire, en 1812 le voilà parti avec sa Grande Armée pour Moscou… Mais au final le triomphe continental de sa Campagne de Russie se termine embourbé dans la Bérézina. Ironie de l'histoire pour ce dernier soubresaut des Cent Jours c'est à Waterloo que l'Angleterre vient à terre mettre fin à la carrière du turbulent Empereur.

Si Napoléon 1er est allé dissiper l'énergie nationale et se perdre en campagne militaire aux confins de l'Europe, c'est probablement par manque de diversité technologique. En son temps et contrairement à la Noblesse d'État d'aujourd'hui, il ne disposait pas du grand développement des sciences et techniques pour diversifier la gabegie d'énergies nécessaire aux milieux d'affaires, comme le permettent les grands projets technologiques inutiles et imposés…

Depuis le 1er Empire, l'élite polytechnique sa grande héritière est aussi incorrigible que son ancien chef militaire. Au 20e siècle, sa phalange nucléaire dernière arrivée de la lignée excelle dans les surenchères jugées « suicidaires », mais somme toute typiques du 1er Empire. L'hermétisme idéologique domine. L'aventurisme militaire s'est reconverti dans les projets pharaoniques qui constituent désormais le panache identitaire ruineux et ravageur de la République. Si le panache militaire n'est plus de mise dans l'unité nationale le décorum démocratique l'a remplacé. Plus le pouvoir est oligarchique et technique plus le bruitage parlementaire doit être exubérant et déroutant…

Face au blocus continental lié au cordon sanitaire anti-nucléaire renforcé de l'après Fukushima, l'atome tricolore suffoquant sous ses déchets dans l'Hexagone n'a plus d'autre axe d'expansion que l'Angleterre pour perpétuer sa fuite en avant sur la vieille Europe. Ce pays à la dérive est une pétromonarchie finissante avec l'épuisement des hydrocarbures de Mer du Nord. Les ravages sociaux-politiques du thatchérisme semblent, à ce jour, indélébiles. La « thérapie de choc » du néolibéralisme méticuleusement appliquée et intensifiée par les successeurs de Dame de Fer ont fait de l'Angleterre une proie facile et laissé le champ libre aux pires options technico-économiques…

En remontant aux origines, avec un premier réacteur mis en chantier sur le site en 1957, Hinkley Point est un lieu hautement symbolique de l'Antiquité atomique. Il appartient à la première génération européenne de la construction du mythe étasunien *« atoms for peace »,*

promesse solennelle du Président Dwight Eisenhower d'une énergie abondante et bon marché pour l'humanité. La friche industrielle abandonnée s'annonçait pour 2016 avec l'arrivée en fin de potentiel de la seconde fournée de réacteurs construits au cours des années 1970. C'est sur ce terrain en décrépitude qu'arrive EDF au début des années 2000 et c'est en conquistador nucléaire qu'il acquiert en 2008 British Energy, la compagnie privée de l'Atomic Park britannique. A cette prise de contrôle technico-économique sur une société est de fait associée l'opération d'acquisition foncière sur son emprise au sol. Ses possessions deviennent autant de terrains à bâtir pour de nouveaux réacteurs nucléaires. Le projet d'Hinkley Point représente sinon la concrétisation du moins la suite de l'expansionnisme d'EDF.
Continuant son déclin et récemment esseulée par le Brexit pour que *« Make UK great againt ! »* s'en suive, l'Angleterre s'enterre en grande pompe. Dans cette perspective somptuaire, l'élite britannique ne pouvait refuser de renouer avec le panache nucléaire de sa grande époque de seconde puissance mondiale.

Crépuscule de la Génération Plutonium de l'Homme

Puisque ce projet est signé afin d'être concrétisé alors que de toute évidence il échappe à la raison économique, pour tenter de l'éclairer on peut faire appel et rapprocher deux notions *: la génération plutonium de l'Homme (6)* et *le capitalisme du désastre (7),* intégrer l'acteur dans son contexte où la catastrophe semble recherchée comme source d'activité et de profit. Dans « Radieuse Bérézina » en 2015, au sujet de ce projet controversé nous disions : « tout est possible et surtout le pire quand le domaine de définition du problème est celui du *capitalisme du désastre* (8) ».
Le plutonium a été produit par l'Homme, mais pas n'importe lequel : l'Homme de Raison, des Lumières et plus particulièrement le savant, sa demi vie de désintégration dépasse l'histoire humaine, 24 110 ans et son usage milliaire peut anéantir l'humanité et même la vie sur Terre. Et, miracle, il semble immortel, sa désintégration génère de l'Uranium, l'élément même qui a permis sa création dans un réacteur. Il y a là de quoi stimuler des vocations et rêver éveillé de toute puissance. On peut ainsi définir par cette fascination la génération plutonium de l'Homme : une élite qui par son seul savoir scientifique décide de la vie ou de la mort sur terre.
Le capitalisme du désastre a été suspecté par André Gorz au début des années 1980 : « Jamais le capitalisme n'a été aussi peu capable de résoudre les problèmes qu'il engendre. Mais cette incapacité ne lui est pas mortelle : il a acquis la faculté, peu étudiée et mal comprise, de maîtriser la non-solution de ses problèmes, il en tire même une nouvelle force… »
En 2005, à la suite du tsunami qui ravagea l'Asie, Naomi Klein constata la réaction enthousiaste des investisseurs américains face à la catastrophe qui fit des milliers de morts. Face au contraste de cette réaction paradoxale et cynique, elle formula le concept de capitalisme de désastre. Trois ans plus tard elle systématisa ce nouveau stade du capitalisme ostensiblement amoral dans son opus magnum : « Stratégie du Choc, vers la monté d'un capitalisme du désastre ». Dans ce cadre économique avec la puissance d'intervention transnationale que permettent les énergies fossiles et les moyens techniques, les catastrophes quel qu'en soit le type peuvent offrir de « merveilleuse opportunités » pour les investisseurs. Des populations peuvent être chassées de leurs lieux de vie sous le prétexte du risque naturel et ainsi offrir des terrains à bâtir pour les investisseurs…
Ainsi en associant fascination et volonté de superpuissance de la génération Plutonium de l'Homme et capitalisme du désastre on peut éclairer à défaut de comprendre l'aventurisme de ce projet irresponsable bien sûr sur le plan humain mais aussi irrecevable sur le plan financier. Inutile, après UraMin, de poser la question : qui paiera les pots cassés ?

Avec ce projet, jugé « suicidaire » par au moins une source autorisée et très proche du dossier, l'état-major d'EDF joue son va-tout. En référence à la tradition de jusqu'auboutisme du 1er Empire on peut dire qu'on assiste aux « Cent Jours » de la France atomiste avec en perspective pour l'Atome tricolore un Waterloo possible à Hinkley Point. Mais cet aventurisme d'EDF s'intègre simplement dans le nouveau cadre général du capitalisme du désastre comme d'ailleurs tous les Grands Projets Inutiles Imposés (GPII), tous encensés à l'unanimité de la classe politique.

On peut aussi signaler l'impératif de survie de l'élite savante de l'Age atomique lié à la symbiose en trio : polytechnicien, réacteur et plutonium. Quel peut être son avenir en dehors de son biotope ? Comment perpétuer Polytechnique en l'absence de grands chantiers de réacteur ? La spécificité historique de l'industrie nucléaire est d'être une industrie totale, hermétique issue de la guerre avec sa génération d'hommes d'élite consacrée à la toute-puissance d'anéantissement de la vie sur Terre. Difficile de dire quelle interprétation auront les historiens futurs sur cette génération… En attendant et en suivant le poème d'Hésiode «Les Travaux et les Jours » où sont décrit cinq âges mythiques ou générations de l'humanité, de l'âge d'or à l'âge de fer, la science de la matière en a rajouté une sixième qui lutte pour sa survie : la génération Plutonium de l'Homme. Dans la suite de l'histoire mythique de l'humanité que se faisaient les Grecs, l'émergence d'une nouvelle énergie produisit une réaction en chaîne avec une nouvelle génération d'hommes hallucinée par la toute-puissance divine d'anéantissement total. Les Dieux morts et enterrés à l'orée du 20e siècle, la science rajouta un Age nouveau à ceux d'Hésiode où la ressource humaine est consubstantielle aux édifices techniques : l'ère atomique. L'aventurisme scientifiquement aveugle de cette élite confine au nihilisme. Pour désigner cette entreprise délibérément mortifère imposée au monde, le philosophe Jean-Jacques Delfour parla de *« politique techno-génocidaire »*. De fait les messages d'alerte restent toujours inopérants.

EDF sait ce qu'elle doit faire en Angleterre, car sans mise en chantier de réacteur, la perpétuation de la *« génération Plutonium de l'Homme »* est menacée. Le travail ne manque pas, mais à Fukushima il a changé de nature et relève du nettoyage des écuries d'Augias, peu valorisant pour l'élite de l'ingénierie atomique qui rêve de la remise en service des réacteurs après avoir oublié leur incurie à l'origine de la catastrophe. En France, le tableau n'est pas plus reluisant et, pour perpétuer le parc atomique, l'ASN se démène et accepte sans contrainte d'honteuses compromissions. L'industrie nucléaire sur le déclin se raccroche aux chantiers sans fin qu'elle a générés et tente d'en organiser de nouveaux. Le packaging des déchets radioactifs, s'il n'est pas valorisant, a au moins l'intérêt d'offrir du job à l'élite polytechnique. Ainsi dans ses dégâts collatéraux et décharges nucléaires vendus à ses victimes civiles, elle rêve de chantier nouveau. Dans une France saturée de sites nucléaires en décrépitude et mise au ban des nations européennes, on baigne dans un modèle intégré de capitalisme du désastre pour assurer la survie de la *génération Plutonium de l'Homme*

Offrir un enfant à Polytechnique, *« le rêve de toutes les mères »* aux siècles de Flaubert, vire aujourd'hui au cauchemar environnemental national. Pour un nouveau membre de l'élite, les perspectives de carrière sont peu valorisantes : la friche industrielle, la poubelle nucléaire ou l'exil, l'aventurisme, la fuite en Angleterre l'offensive constructiviste…

Il est loin le temps où les mises en chantiers se faisaient aux quatre coins de l'Hexagone. Pour l'élite à haut niveau d'étude les corvées quotidiennes dans la friche nationale, même bien payées, manquent de panache. Dans l'embourbement nucléaire tricolore, la possibilité de lancer un chantier de construction de deux EPR en Angleterre, change de l'ordinaire. A défaut de modifier la donne de l'atome pour le futur il renoue avec un passé de grandes illusions où la génération Plutonium auréolée de son savoir absolu s'imaginait un avenir radieux.

Ces Néo-NégaWatts qui valent des Milliards…

Finalement, le passage de flambeau Fessenheim-Flamanville n'a pas pu se faire en temps et en heure. Prévu en 2018 par les nucléocrates, il a dû être ajourné une nouvelle fois par forfait de l'EPR.
Dans l'histoire du nucléaire européen, avant d'aborder les tractations financières de fermeture de centrales, il faut se remémorer ici des contorsions rhétoriques de l'ASN pour ne point gâcher ce moment solennel du passage de flambeau dans la renaissance de l'atome tricolore.
En 2017, après avoir orchestré le déballage de linge sale en public, ladite Autorité de sûreté nucléaire avait tout accepté à la stupeur générale, y compris l'inacceptable : les malfaçons de la cuve avec l'hétérogénéité carbone de l'acier affectant le couvercle et le fond. Sur son site, sans gêne *« L'ASN présente sa position sur l'anomalie de la cuve du réacteur EPR de Flamanville »* : *« Sur la base des analyses techniques réalisées, l'ASN considère que les caractéristiques mécaniques du fond et du couvercle de la cuve sont suffisantes (…), y compris en cas d'accident. « Pour autant, l'anomalie de la composition chimique de l'acier conduit à une diminution des marges vis-à-vis du risque de rupture brutale. L'ASN considère par conséquent nécessaire qu'EDF mette en œuvre des contrôles périodiques supplémentaires afin de s'assurer de l'absence d'apparition ultérieure de défauts. L'ASN constate que de tels contrôles sont réalisables sur le fond de la cuve et considère qu'ils doivent donc être mis en œuvre. » « En revanche, la faisabilité technique de contrôles similaires sur le couvercle de la cuve n'est pas acquise (1). »* En deux phrases successives on a une chose et son contraire, mystère, la subtilité scientifique doit se situer entre la « caractéristique mécanique » de la cuve et la « composition chimique » de son acier, dans un cas ça passe dans l'autre ça peut casser, EDF doit surveiller sans pour autant pouvoir réparer …
Malheureusement pour le prestige de l'atome tricolore, la remarquable prouesse rhétorique pour couvrir la compromission de sa mission n'a servi à rien. De leur côté, les deux réacteurs de Fessenheim attendaient patiemment la relève pour pouvoir prendre leur retraite. Ils durent attendre deux ans supplémentaires afin de donner une seconde chance à l'EPR de démarrer. Ce fut encore une fois peine perdue, pas avant 2023 aux dernières nouvelles… Après coup pour cette échéance lointaine et incertaine, l'ASN pourrait regretter de ne pas avoir exercé sa pleine autorité en demandant purement et simplement le changement de la cuve. Entre 2017 et après 2023, il y a au moins six ans ; et, en sachant qu'un EPR peut, sur le papier, être construit et livré en dix ans, on peut supposer qu'une cuve peut être usinée et installée en moins de temps…

Surprise financière de la fermeture de Fessenheim

En Alsace, avec la fronde qui gronde aux frontières, plus possible d'attendre pour la fermeture de Fessenheim. En 2020, au énième forfait de l'EPR, que l'on ne compte plus, il fallut lâcher la doyennes des centrales françaises. Pour les Alsaciens, les Allemands et l'Europe entière c'est un grand soulagement. Plus personne n'ignorait la dangerosité de cette vieille centrale, sauf bien sûr l'ASN, ladite autorité de sûreté nucléaire française.
Ainsi, la promesse tant attendue depuis une campagne présidentielle de 2012, s'est réalisée en 2020, les deux réacteurs de plus de quarante ans ont été mis à l'arrêt, mais, encore une fois, une surprise de taille pas très originale était réservée aux contribuables français : la note est salée. Un contrat léonin aliène désormais l'Etat à EDF pour 20 ans. Selon les éléments de langage officiel, il s'agit d'un *« protocole d'indemnisation pour fermeture anticipée de*

Fessenheim ». Rien de très innovant pour le nucléaire français, encore une fois il faut passer à la caisse. Mais, avec un bond dans le futur, le nouveau modèle économique se graisse d'emblée sur le dos des générations futures. Signé le 27 septembre 2019, ce dit « protocole » comporte deux versants financiers : d'abord un premier versement de 400 millions d'euros sur quatre ans ; avec cette enveloppe providentielle EDF doit couvrir des frais de démantèlement de Fessenheim et assurer la reconversion de ses salariés.
Ensuite on change de puissance de dix pour passer aux milliards : *« des versements ultérieurs correspondant à l'éventuel manque à gagner, c'est-à-dire les bénéfices qu'auraient apportés les volumes de production futurs, fixés en référence à la production passée de la centrale de Fessenheim, jusqu'en 2041, calculés ex post à partir des prix de vente de la production nucléaire, et notamment des prix de marché observés (2)»* L'Etat providence du Nucléaire de France a d'emblée fixé la durée de vie des réacteur à 60 ans et pour les vingt ans de non-production suite à la fermeture, un calcul de coin de table trouve qu'EDF touchera quelques 5 milliards d'euros de son Etat bienfaiteur.
On peut se consoler, ce n'est pas l'affaire Areva-UraMin, le gros de l'argent reste en France et n'ira pas se mettre à l'abri dans un paradis fiscal. Mais, par sa facilité financière ça y ressemble en pire si l'on considère que l'opération peut se reproduire pour tous les réacteurs. Selon ce *« protocole d'indemnisation de fermeture anticipée »* le trésor public se retrouverait ponctionné de quelques dizaines de milliards.
Ainsi le « Grand Carénage » qui était censé rendre les centrales plus sûres selon les leçons du « retour d'expérience » de Fukushima comportait une grande arnaque financière. En autorisant, avec l'aval de l'ASN, la prolongation de la durée de service des réacteurs en fin de potentiel, l'Etat-providence du nucléaire de France renflouait EDF.
Pour ces nouveaux Mégawatts virtuels, non produits et non consommés, mais facturés aux contribuables français, nous parlerons ici de Néo-NégaWatt. L'histoire de ce transfert financier commence plus tôt juste après Fukushima de l'autre côté de la frontière. Quand les autorités allemandes décidèrent de sortir du nucléaire, les opérateurs transnationaux du marché de l'énergie ruèrent dans les brancards pour qu'on ne touche pas à leur grisbi.

Financiarisation d'une friche

Bien évidemment c'est un secret de Polichinelle… En tant qu'entreprise vendant de l'électricité atomique, EDF, criblé de dettes, survit dans son parc délabré en limite de la faillite. Même si la présentation soignée de l'état de ses finances apparaît moins préoccupante que celle de feu Areva, après Fukushima, il n'y a plus d'illusion possible sur l'avenir du fleuron national. L'atome tricolore va de mal en pis, dans l'économie réelle l'électronucléaire ne paie plus…
Mais au tournant du siècle, insidieusement la donne économique s'est quelque peu modifiée pour devenir toxique avec la dérégulation du marché de l'énergie. Si, comme on nous l'a annoncé, le monde est passé de l'économie réelle à la dématérialisation de l'économie, la logique obsessionnelle du chiffre d'affaires est restée la même. Et, subtilité ultime du système, il apparaît, dans cette nouvelle ère économique numérique et néolibérale que le virtuel serait capable de faire des miracles. Si Superphénix n'a pas pu annihiler les déchets radioactifs, l'économie numérique dématérialisée a prouvé qu'elle pouvait transmuter le néant en or.
On pourrait parler de New Deal atomique. Alors changement de décor, en tant qu'entreprise possédant potentiellement des milliards de kilowatts-heure futurs, EDF dans sa friche industrielle et plus particulièrement ses actionnaires peuvent sereinement tabler sur un avenir radieux, assuré au moins jusqu'à la fin du siècle. En France, miracle du capitalisme d'Etat-providence du nucléaire, avec un Etat actionnaire majoritaire d'EDF, le *« protocole*

d'indemnisation » fut une affaire interne. Ailleurs en Europe, par le jeu de tribunaux arbitraux, se manifestèrent de nouveaux comportements prédateurs sur le trésor public… Mais en définitive dans tous les cas, les victimes c'est nous.
C'est ce que nous apprennent les tractations politico-financières avec les actionnaires pour rendre possible la fermeture de la centrale. Des *« manque-à-gagner »* se sont négociés au prix fort et la facture sera calculée au prorata du prix futur du Mégawatt-heure… Les estimations, même les plus raisonnables, se chiffrent en milliards.
Comment en est-on arrivé là ? Calculer des Négawatts virtuels et les valoriser.

Rappel liminaire sur la notion originelle de NégaWatt

A tout seigneur tout honneur, on doit au physicien américain, Amory B. Lovins, le concept de Négawatt. Ce vieil expert en énergie, fondateur du Rocky Mountain Institute en 1982 et anti-nucléaire convaincu, avait été frappé, comme beaucoup de ses contemporains, par l'invraisemblable gabegie d'énergie du système économique et technique étasunien.
Dès les années soixante, il pouvait chiffrer pour son pays le gisement potentiel de NégaWatts. Le calcul en révélait des milliers de milliards. De quoi s'agit-il ? Les NégaWatts (heure) sont les millions de kilowatts-heure qu'il serait tout simplement inutile de produire si existait une réelle volonté politique d'orienter l'économie vers la sobriété et l'efficience énergétique… Dans les années 1970, au temps où il écrivait pour les Amis de la Terre, Lovins avait présenté comme aberration monumentale le cas symbolique de la passoire énergétique du Word Trade Center où pour supporter la climatisation il fallait allumer le chauffage et la climatisation pour supporter le chauffage (3).
En France, il y a une association d'experts en énergie qui depuis le début les années 2000, propose un scénario NégaWatt associant sobriété, efficience énergétique et déploiement des énergies renouvelables. Dans cette perspective énergétique en rupture avec le modèle de gabegie actuelle, la seule sobriété permettrait de réduire de 60% la consommation d'énergie sans perte significative de confort. Précisons, 60 % de l'énergie importée ou produite sont inutilement consommée en France et c'est au moins deux fois plus que ce que produit le parc nucléaire national.
La dernière mouture du « Scénario NégaWatt 2017- 2050 » assurerait une sortie du nucléaire dans les années 2030 et annonce un quasi 100% d'énergie renouvelable à échéance 2050 (4).
Bien évidemment ces milliards de NégaWatts utilement retirés de l'économie réelle ne coûtent pas un kopeck.
Mais dans la fameuse économie dématérialisée ultralibérale des transnationales, de nouveaux Négawatts ont vu le jour et se négocient aujourd'hui à prix d'or.

Le Cas Allemand et les Néo-NégaWatts de Vattenfall

Décidément l'imposture internationale de l'énergie atomique s'est inscrite dans la durée. Elle sévit non seulement dans les domaines techniques, sanitaires et environnementaux bien connus, mais s'ajoutent aujourd'hui les procédures juridiques et financières.
En 2011, après la catastrophe de Fukushima, l'Etat Allemand sans attendre a pris la sage décision de sortir le pays de la menace nucléaire.
Mais ce fut sans compter sur la voracité économique des transnationales impliquées dans cette industrie. C'est là qu'apparaissent les nouveaux NégaWatts virtuels qui ne seront ni produits ni consommés mais que les acteurs du secteur souhaitent facturer à la collectivité.
Les Allemands découvrirent rapidement après Fukushima trois grands philanthropes de leur nucléaire national : deux allemands E.ON et RWE et le suédois Vattenfall. Ces géants de l'énergie, loin d'être soulagés par l'éloignement de la menace atomique, veulent se faire payer

au prix fort les mégawatts-heure qu'ils auraient pu produire mais que la perspective de fermeture des centrales à l'horizon 2022 empêchera de produire et de vendre.
D'entrée de jeu, alors que le monde était encore sous le choc de Fukushima, Vattenfall, en grand viking conquérant, lançait l'attaque en saisissant un tribunal d'arbitrage. Deux ans plus tard, en 2014, on apprenait ses prétentions de rançon. Le groupe public suédois réclamait 4,7 milliards d'euros aux contribuables allemands.
En 2016, Vatterfall était rejoint dans sa démarche belliqueuse par deux géants allemands de l'énergie. Tous trois déposaient une plainte auprès du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe. « Selon certaines sources, l'enjeu financier peut être majeur. Le dédommagement pourrait atteindre près de 20 milliards d'euros au total (5). » Ces calculs sordides de la nouvelle économie faisant fi de la santé et de la sûreté publique se font sur la base des mégawattheures que les fermetures empêcheront de produire et de vendre…
Dans cette affaire, il faut signaler un quatrième larron, l'opérateur EnBW. Ce dernier, propriété du Land du Bade-Wurtemberg dirigé aujourd'hui par les Verts, ne s'est pas associé à la plainte. Mais on le retrouvera dans ses basses œuvres avec ses Néo-NégaWatts à valoriser dans le montage politico-financier de la fermeture de Fessenheim.

Les NégaWatts de Fessenheim

Bien avant la fermeture arrêtée des deux réacteurs de Fessenheim avec désormais son *« protocole d'indemnisation »* officiel, il y avait eu, très discrètement en 2016-2017, l'élaboration d'une justification pour une compensation financière sous le quinquennat Hollande suite à ses promesses de campagne.
Bien que tout ce trafic ancien soit désormais caduc, il s'agit ici d'illustrer l'exemplaire philanthropie des opérateurs de l'énergie et, en retour, la générosité des Etats pour leurs investisseurs. A l'époque, côté tractation financière, rien n'avait fuité ou presque. Côté politique politicienne, l'affaire de la fermeture de Fessenheim refaisait surface avec la nouvelle échéance présidentielle. Les français connaissaient la vieille promesse verte de la campagne de 2012, ils la redécouvraient dans la presse à la veille de l'échéance présidentielle de 2017. Le candidat Hollande avait promis en 2011 de fermer Fessenheim durant son mandat… s'il était élu. En ces temps de campagne, il s'agissait pour lui de s'assurer le report large des suffrages des électeurs habituels d'Europe Ecologie les Verts. Il a été élu et, sans surprise, la fameuse règle *« les promesses qui n'engagent que ceux qui y croient »* a été respectée et son engagement n'a pas été tenu.
Arrivée en fin de mandature, et à quelques mois de la nouvelle échéance présidentielle, la fermeture de Fessenheim s'imposait à nouveau dans les agendas. Mais désormais la question se posait dans une ambiance d'urgence vitale pour le nouveau candidat du Parti Socialiste. La situation était en effet des plus préoccupantes, rien n'était gagné. Avec le candidat Macron en électron libre au centre de l'échiquier politique, ratissant large à gauche comme à droite le spectre Jospinien n'était pas à exclure. Dans ce contexte de grandes incertitudes, il fallait tout faire pour sauver le candidat Hamon. Traînant les casseroles de la casse sociale et environnementale de la « loi travail » et du « code minier », le parti devait donner à son candidat au moins l'ombre d'une chance d'être présent au second tour.
Après le quinquennat d'entourloupes et d'état d'urgence de Hollande, Les Verts échaudés avaient cette fois-ci mis la barre au plus haut pour accepter de mettre à la trappe leur propre candidat. Et le PS, au pied du mur, avait tout accepté pour éviter le pire.
Sur le volet nucléaire, l'accord d'appareil Rose-Vert, Jadot-Hamon, ne contenait pas moins qu'une sortie progressive et intégrale du nucléaire, avec l'objectif d'y parvenir en 25 ans, et, en toute logique, la fin du projet Cigéo d'enfouissement profond des déchets nucléaires à Bure (6). Les groupes anti-nucléaires pourraient évidement tiquer sur la très longue période de

« 25 ans », cinq mandatures qui permettent largement un revirement et qui est tout sauf une sortie volontaire du nucléaire. Mais c'était tout de même mieux que l'inconsistante promesse de réduire à 50% la part de l'atome dans le mix énergétique tricolore.
Premier tour des présidentielles, le candidat « rose » officiel investi par les primaires du parti socialiste fait un excellent score de candidat « vert » mais, malgré ça, n'arrive qu'en 5e position. Il ne peut donc pas accéder au second tour. Avec un 7% des suffrages exprimés on peut se permettre de dire que seuls les électeurs des Verts auraient voté Hamon, l'ensemble des voix PS se seraient portées sur Macron... Dans une analyse politicienne *a posteriori,* on peut se demander si le candidat Hamon n'était pas un piège à électeurs « verts » pour assurer au candidat Macron un duel à droite avec Le Pen plutôt qu'à gauche avec Mélenchon… Véritablement machiavélique ! Mais revenons à nos moutons…
Reste entier, et intéressant à regarder, le versant financier négocié en secret de la fermeture de Fessenheim pour la mise en bouche du pacte d'appareil Rose-Vert.
Côté mécano français, à la veille du scrutin, EDF avait encore une fois décroché le jackpot de son Etat actionnaire principal avec un décret en trompe l'œil de fermeture conditionnelle (6). En substance on a : Fessenheim fermera quand l'EPR de Flamanville divergera. Autant dire jamais… Le gouvernement PS anticipait la victoire électorale du candidat de la haute finance, Macron, et l'obsolescence de l'accord « rose-vert » Hamon… On retrouve notre hypothèse du candidat PS en piège à écologistes benêts.
Coté extra-hexagonal, on découvrait le pot aux roses, pour Fessenheim il y avait d'autres actionnaires à régaler. Ils sont certes minoritaires, mais l'Etat providence du nucléaire de France et de la finance transnationale se fit un devoir de les satisfaire aussi et d'éviter les jalousies. Le montage des tractations financières finales de fermeture de Fessenheim réserve en effet quelques surprises de taille, entre autre chose la durée de vie de la centrale sur laquelle se firent les calculs de dédommagement des actionnaires.
Pour le partage du gâteau, on retrouve attablé, en plus d'EDF, l'opérateur patriotique allemand EnBW du Land du Bade-Wurtemberg associé à un consortium helvétique CNP. Le premier est actionnaire à hauteur de 17,5%, le second de 15%.
Si sur le plan technique et médiatique, la prolongation de la durée de vie des réacteurs jusqu'à 60 ans n'est toujours pas acquise, selon les tartuferies de l'ASN, il apparaît qu'il en va différemment dans l'économie dématérialisée de l'énergie fictive des NéoNégaWatts. Entrée en fonction en 1978, la centrale de Fessenheim aurait dû fermer trente ans plus tard, en 2008 ou 2018 avec les anciennes indulgences de l'ASN. Mais c'était sans compter sur les généreuses bonifications générales du parc nucléaire tricolore dans l'économie virtuelle. Ainsi, la date de 2041 apparaît dans les calculs sur les Néo-Négawatts facturés aux contribuables français. Pour la centrale de Fessenheim cela fait une retraite virtuelle à 63 ans, 21 ans de plus que sa fermeture réelle en 2020. Surprise de taille, en effet, c'est sur cette base que s'établissent les négociations d'arrêt de Fessenheim. Pendant que le Tartufe du nucléaire répète à tout bout de champ que *« rien n'est acquis »* pour la prolongation à soixante ans des réacteurs, on découvre que déjà, dans le dos des contribuables, les négociations financières se font sur cette base. Deux décennies en plus d'activité possible c'est autant de Néo-Négawatts dans la corbeille des négociations. Selon les termes de l'accord, l'Allemand EnBW et le consortium Helvétique *« toucheront leur quote-part du manque à gagner dû à la non production constatée en 2041 »*. Si, sur cette période de production fictive le prix du mégawattheure s'envole, l'enveloppe à régler peut atteindre les 8 milliards d'euros (8)…
On a vu outre-Rhin que l'acteur EnBW s'était abstenu de porter plainte contre l'Etat Allemand. Dans l'Hexagone pour la centrale de Fessenheim, il n'a même pas eu besoin de se plaindre, c'est spontanément l'entité bicéphale Etat-EDF qui se charge de le régaler ainsi que l'autre actionnaire minoritaire helvétique…

La victimisation valorisée des actionnaires

Il ne faut pas se leurrer sur la perpétuation de l'imposture nucléaire en France. Elle ne relève ni d'une politique de l'autruche ni de la sidération intellectuelle des élites face à une faillite technico-économique prévisible ou du risque d'une catastrophe atomique sur le territoire... En plus de la volonté de superpuissance, elle comporte aussi une dimension crapuleuse avec une juteuse financiarisation de mégawattheures fictifs futurs, au profit des actionnaires.

Sous la rubrique *« préjudice » « manque à gagner » « dédommagement »* s'organise en coulisse une victimisation valorisée des actionnaires d'une friche industrielle en fin de potentiel. En comparaison, l'affaire UraMin fait figure de peccadille…

Comme l'exprime si naturellement l'Institut Montaigne dans son devis épouvantail surfacturé de sortie négociée du nucléaire : *« le Gouvernement et EDF sont convenus d'un protocole d'indemnisation correspondant au préjudice commercial de la fermeture anticipée de Fessenheim, protocole qui a été approuvé par le conseil d'administration d'EDF le 24 janvier 2017. »*

Cette arnaque de fin d'empire au profit des actionnaires que l'Institut Montaigne nomme pompeusement *« protocole »*, comprend d'entrée de jeu une part fixe estimée à la louche à un demi-milliard d'euros et une *« part additionnelle variable donnant lieu, le cas échéant, à des versements ultérieurs, reflétant le manque à gagner pour EDF jusqu'en 2041. Les partenaires d'EDF dans la centrale (EnBW et CNP) pourront, à certaines conditions, recevoir une quote-part de l'indemnisation du manque à gagner en fonction de leurs droits contractuels sur la capacité de production de la centrale (9). »*

Derrière le projet de prolongation itérative de la durée de vie des réacteurs jusqu'à 60 ans et plus s'organisait une nouvelle arnaque avec la complicité de l'ASN et ses tartuferies techniques et rhétoriques sur l'état des réacteurs.

A l'origine, ces maintiens en service semblaient pallier au retard au démarrage de l'EPR. Désormais, dans cette atmosphère sordide de bijoux de familles négociés en fin d'empire dans la financiarisation de l'économie pour renflouer EDF, ces décennies additionnelles de reports itératifs de retraite constituent, avec ces Néo-Négawatts, la base de calcul d'une astronomique arnaque atomique au trésor public.

Au cours de ces pseudo-transactions sommitales, l'Etat se révèle comme une entité malléable à l'usage des transnationales. Sans nul doute on découvre une grande innovation dans l'histoire du capitalisme, un vaste parc industriel arrivé en fin de potentiel peut se négocier facilement en dizaines de milliards de dollars.

Contrairement à l'Etat fédéral des Etats-Unis capable de mettre au pas et à l'amende des transnationales fautives en regard de ses lois, on a en France le cas original d'un Etat souverain qui organise délibérément à grande échelle la spoliation de sa population nationale au profit d'investisseurs transnationaux. Avec 58 réacteurs bonifiés de NéoNégawatts-heures fictifs valorisés au prix futur de l'énergie, les actionnaires d'EDF peuvent afficher une sérénité au beau fixe sur l'avenir.

Notons cependant pour nous consoler que, dans notre malheur de nation nucléaire, le molosse bicéphale, Etat-EDF, nous a épargné la facturation d'un *pretium doloris* au profit des nucléocrates, polytechniciens, chercheurs, ingénieurs et techniciens supérieurs qui ont tant œuvré pour le rayonnement atomique de la France… Mais fort probablement avec leur haut niveau d'études, ces travailleurs de l'ombre de l'atome doivent avoir eu la présence d'esprit d'investir dans EDF et sa friche industrielle valorisée par des NéoNégawatts-heure fictifs mis sur le dos des générations futures…

A l'ombre du Brexit, l'effondrement de l'atome

Business as usual…, derrière les convulsions du Brexit qui déchirent le Royaume-Uni, les affaires continuent d'aller de mal en pis pour l'industrie nucléaire du pays. Sous l'ombre portée de Fukushima, l'avenir de l'atome s'assombrit aussi de l'autre côté de la Manche. Pourtant, dans ce temple du néolibéralisme, les plus grands groupes du monde avaient pu bénéficier de toutes les facilités financières pour se porter au secours du parc atomique britannique en décrépitude. En plus d'EDF qui avait pris pied en 2002 dans le pays et mis la main sur British Energy, les Japonais Toshiba et Hitashi, en déshérence industrielle dans leur patrie depuis Fukushima, étaient aussi arrivés pour rebondir et donner un second souffle au savoir-faire nippon en œuvrant pour la grande cause commune de l'industrie nucléaire.
Mais fin 2019, il ne restait plus qu'EDF et son discret allié Chinois CGN pour maintenir le Royaume sous l'empire de l'Atome. Les deux Japonais avaient déclaré forfait (1).
Comme le temps passe vite… De part et d'autre de la Manche, le redémarrage du nucléaire se fait toujours attendre et semble de plus en plus compromis. Dix ans déjà après Fukushima… Retour sur ce qui dans l'ombre du Brexit s'annonce désormais comme la décennie de vérité, celle de la chute de l'Atome dans le Vieux Monde.

EDF en Angleterre

Exception notable dans le paysage de l'Europe occidentale, l'Angleterre avait décidé de se signaler en s'alignant sur le mauvais modèle français quant à l'avenir à donner au nucléaire après Fukushima. Comprenne qui pourra… L'exception culturelle française du nucléaire avait trouvé preneur dans la très néolibérale pétromonarchie britannique.
Pour tenter de maintenir à flot son *« indépendance énergétique »*, le Royaume-Uni a eu cependant la présence d'esprit de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Il a su s'entourer des meilleurs experts en la matière ; parmi eux le fleuron français numéro un mondial de l'Atome. Ainsi, au tournant du siècle, l'Etat Britannique confiait la gestion de la fin de vie de ses quinze réacteurs au groupe étatique français EDF. British Energy devenait dans les années 2000 EDF Energy. En contrepartie de cette charge ingrate en soins palliatifs le groupe français avait obtenu un pont d'or pour la construction de deux EPR à Hinkley Point C. A l'époque du contrat du siècle en Europe, les faveurs accordées pour la commercialisation de l'électricité produite avaient mis en rage les anti-nucléaires du côté français du Channel. Le groupe Sortir du nucléaire et les Verts avaient dénoncé le prix de vente exorbitant de l'électricité accepté par le gouvernement britannique. De son côté, l'Observatoire du nucléaire ne s'était pas formalisé puisqu'avec l'expérience acquise, l'EPR s'avérait toujours inconstructible. En 2016, en effet, au moment de l'aval définitif des britanniques, l'EPR de Flamanville affichait déjà quatre ans de retard sur sa livraison prévue en 2012 et révélait au grand jour toutes ses malfaçons qu'il faudrait tôt ou tard corriger. Aux dernières nouvelles officielles de l'EPR, le chantier ne sera pas fini pour 2023… Ainsi, c'était très mal parti mais rares était ceux qui comme Stéphane Lhomme pronostiquaient que par la suite ça irait de mal en pis. En octobre 2019, dans un *mea culpa* mis en scène au sommet de l'Etat, un rapport officiel actait le fiasco de l'EPR à Flamanville sans pour autant trancher dans le vif l'avenir de l'Atome tricolore (2). Pour l'Angleterre cependant, l'allié de poids Chinois, le Groupe CGN en renfort d'EDF dans la construction de l'EPR, était une sorte d'assurance pour crédibiliser EDF et éviter un nouveau fiasco qui pourrait s'avérer fatal au fleuron nucléaire français.

Les Rois Mages rayonnants d'Extrême-Orient

Pour parfaire son bouquet nucléaire l'Angleterre avait eu la chance de voir venir du Soleil Levant deux autres géants de la technologie atomique : Toshiba et Hitachi. Tous deux accouraient dans le temple du néolibéralisme pour tenter de ranimer la flamme atomique éteinte dans leur pays d'origine. Impossible, après Fukushima, de se reconstruire un avenir radieux dans le nucléaire en leur Patrie. Même les pantomimes féroces d'ultranationalisme militaro-industriel du Premier ministre japonais Shinzo Abe restèrent désespérément inefficaces.

Les deux Rois Mages japonais avaient aussi, comme EDF Energy, un projet de construction de deux réacteurs. Ce qui, en perspective d'avenir, positionnait l'Angleterre en numéro un de la renaissance de l'Atome pour l'ensemble de l'Occident. *« Incredible ! »* Puis surprise, rien ne va plus.

Coup sur coup en 2018 et 2019 les deux opérateurs japonais, Toshiba puis Hitachi, déclaraient forfait. Quatre (projets de) réacteurs en moins. Mais, avec les deux d'EDF, le Royaume restait toujours *« Number One »* de la renaissance de l'atome dans le Vieux Monde.

Ce bouquet désormais fané aurait assuré plus de 10 % de la production d'électricité du Royaume.

Calcul mental de coin de table

Sachant que, dans le bouquet électrique de l'Angleterre en cette fin de première décennie de l'après Fukushima, les « énergies (dites) renouvelables » représentent 30% ; sachant aussi que les quinze vieux réacteurs de feu-British Energy assurent, tant bien que mal, 20% de la fourniture électrique du pays et qu'ils devront cesser de fonctionner en 2030… Et en considérant aussi, pour simplifier, qu'un EPR puisse être construit en 10 ans, quelle sera la part du nucléaire dans le bouquet électrique de l'Angleterre de 2030 ? Cochez la réponse qui vous paraît la plus proche de la réalité : 10% ; 5% ; 2,5% ou 0%.

Bonne réponse, si votre choix a écarté la première proposition. L'atome s'effondre dans le bouquet électrique du Royaume. Comme partout en Europe continentale comprenant aussi la France, l'avenir du nucléaire s'annonce plutôt sombre outre-Manche. Ça sent la fin d'Empire ; mais avec EDF Energy, seul sur le champ de bataille technologique en friche, on peut envisager la Bérézina ou encore Waterloo…

Avec cette perspective soudain assombrie, une question politique émerge : quel est le jeu de l'establishment britannique ? Certainement pas parfaire son indépendance électrique ni perpétuer l'électronucléaire qui n'a désormais plus la cote dans les milieux d'affaires. Reste l'hypothèse militaire : couler EDF !

Dans ce monde de brutes et de crapules en col blanc animé par une férocité néolibérale sans cesse exacerbée à faire peur les experts financiers même liés au nucléaire, la question mérite d'être posée.

Mais laissons notre fier fleuron fané ferrailler sur son champ de bataille britannique et revenons au bouquet électrique britannique débarrassé de l'atome en 2030. Du coup et par contrecoup ledit « renouvelable » se retrouve faire en pourcentage un bond vertigineux. A l'échéance 2030, il pourrait percer le plafond de 50% et, de ce plancher, franchir les 75% en l'an 2050. EDF coulée outre-Manche, l'Angleterre se retrouverait à l'exact opposé du modèle français actuel avec ses 75% de nucléaire dans le bouquet électrique.

L'énigme du reniement des Rois Mages

Si l'on admet que dans les domaines de l'ingénierie nucléaire les deux Rois Mages du Soleil Levant disposent d'un savoir-faire parfaitement fiable, largement éprouvé et au moins égal à celui de la France, qu'est-ce qui a bien pu faire capoter leurs ambitions nucléaires en Angleterre ? Point de mystère : le nerf de la guerre. Si l'on écarte le doute, non recevable dans ce domaine militaro-industriel, reste l'argent, le montage financier, pour les deux réacteurs d'Hitachi avec un coût estimé de départ à 24 milliards d'euros. Dans la Patrie du néolibéralisme, le Pont d'Or de l'Etat ne pouvait pas raisonnablement afficher les 24 carats.
Mais ne nous laissons pas impressionner par ce chiffre exorbitant. Dans l'ordre de grandeur des investissements désormais pharaoniques qui caractérisent le capitalisme mondialisé des transnationales dans sa marche triomphale vers la démesure, cette somme n'a rien d'exceptionnel et les investisseurs peuvent être recrutés de toutes parts.
Pour comparaison, le Grand Projet Inutile imposé (GPII) du Grand Paris Express porté par la Société du Grand Paris avait un coût de départ estimé du même ordre de grandeur 22 milliards d'euros. Avant même le premier coup de pioche, le budget avait bondi d'un coup à presque le double, 38 milliards d'euros. Mais en dehors des ordres de grandeurs équivalents au départ, il s'agit ici d'un mauvais exemple. En France, on est dans une sorte de capitalisme d'Etat où justement l'Etat-providence du BTP planifie chaque année la spoliation maximale de la population pour régaler les géants du BTP : Vinci, Bouygues, Eiffage et tout leur aréopage de fournisseurs et sous-traitants. Dans la même veine de l'Etat-providence de l'industrie automobile, il y a la grande arnaque des infrastructures de recharge des voitures électriques. Dans un article du Monde du 24 octobre 2015, Stéphane Lhomme, révélait d'abord qu'en termes d'émission de CO2 et de particules fines la voiture électrique n'était pas plus vertueuse que la voiture thermique. Ensuite, il rappelait le budget monstrueux représenté par l'installation sur le territoire de sept millions de bornes de recharge électrique à dix mille euros pièce, soit 70 milliards (3). Là encore on a une mesure du pouvoir de nuisance sociale et environnementale d'un capitalisme d'Etat. Si, après l'abandon du GPII de Notre-Dame-des-Landes, l'aéroport international offert à Vinci, il manque perpétuellement de l'argent pour faire fonctionner les hôpitaux c'est parce que l'Etat-providence des transnationales a d'autres priorités urgentes.
Par contre, en dehors du capitalisme d'Etat, dans le beau monde de brutes et de crapules du néolibéralisme anglo-saxon on a aussi le bon exemple des transnationales du capitalisme fossile. Les budgets colossaux mobilisés révèlent en effet une exemplaire solidarité financière entre banques et compagnie pétrolières d'une rare efficacité pour extraire du pétrole et du gaz de l'extrême. *« Il en fut ainsi du gisement de Kashagan en mer Caspienne au Kazakhstan qui finit par cracher son pétrole en 2016, vingt ans après sa découverte. Malgré toutes les difficultés techniques, les risques environnementaux et sanitaires liés au sulfure d'hydrogène, le projet finit par se réaliser. […] Plusieurs dizaines de milliards de dollars furent injectés par huit compagnies pétrolières (4) »* dont Total toujours partout dans tous les mauvais coups. Avec d'autres géants du pétrole, on retrouve notre compagnie nationale dans le gigantesque complexe gazier Yamal en Sibérie… Avec ce projet gazier au-dessus de Cercle Polaire, il nous faut remarquer que de part et d'autre du vieux rideau de fer et de feu militaire de l'OTAN, les capitaux ont pu se mobiliser et s'allier pour venir faire ami-ami avec Gazprom, prospecter et mettre en exploitation un gisement longtemps regardé comme inaccessible. En plus de Total, Vinci était de la partie…
Ainsi la question reste posée : qu'est-ce qui a contraint Hitachi et Toshiba à plier bagage ?
Puisque nous ne sommes pas dans le secret des brutes et truands en col blanc, avançons modestement une réponse pour conclure sur l'effondrement prévisible de l'atome britannique : plus que les malheureux 24 milliards d'euros, il est possible que le capital-confiance du nucléaire dans les milieux d'affaires ait aussi atteint le niveau zéro ou peut-être

pire : le doute se serait infiltré au sein même de la filière. Pour des raisons historiques et géopolitiques évidentes avec des plaies passées toujours béantes et vives, les deux Rois Mages du Soleil levant ne pouvaient se permettre de faire ami-ami avec l'Empire du Milieu. Sans pont d'or britannique et fin filet 24 carats d'un géant chinois de l'atome, les deux japonais loin de leur Patrie se sentirent bien isolés dans le bourbier politique du Brexit ; ils prirent sagement conscience des risques et comprirent que le mieux serait de s'éclipser.

Rien de tout cela n'affecte l'Atome tricolore. En impasse évolutive, il reste vaillamment empêtré dans les déboires et surcoûts de son EPR. Après bientôt dix ans de vains ferraillages, il faut craindre ou même déjà constater que le directoire d'EDF pétrifié de ses certitudes technologiques se soit définitivement emmuré dans la cuve fissurée de son réacteur fétiche. « On ne peut pas résoudre un problème avec le mode de pensée qui l'a engendré » disait Albert Einstein. Encore faut-il bien définir le problème pour pouvoir lui apporter une solution définitive, mais parfois ce sont les cerveaux qu'il faut changer car ils font partie du problème. L'Etat français n'en est pas encore à ce stade-là de la réflexion et la mise en scène d'un *mea culpa* officiel sur l'EPR en octobre 2019 vient encore confirmer le haut niveau idéologique du blocus technologique. En attendant la levée du blocus atomique tricolore qui solutionnerait bien des problèmes, comment trouver une porte de sortie honorable pour extirper EDF de sa galère britannique sans lui faire comprendre qu'il faut aussi tourner la page de l'atome en France ?

Astrid c'est fini… mais le pire persiste !

Grande émotion au sein de l'extrême droite française… Est-ce à croire que les chercheurs scientifiques du CEA cotisent en masse auprès de cette officine politique ? Ou, à l'inverse, le populisme recruterait-il aussi facilement dans les rangs de l'élite savante de la nation ?
En septembre 2019, on apprenait par voie de presse que l'Etat français avait décidé d'abandonner *« en catimini »* le projet Astrid (Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration).
Piquée à vif à l'annonce de la nouvelle, la patronne du RN (Rassemblement national), Madame Le Pen, dénonçait rien de moins qu'un *« crime économique, technologique et écologique (1) »*, bref la totale. A tout casser, on pourrait lui concéder le « crime technologique », même s'il serait plus juste de parler d'euthanasie, de délivrance ou d'amputation de sauvetage pour l'atome en grande souffrance… Mais pour les deux autres aspects du crime, il ne faut quand même pas exagérer ; on sombre dans les lourdeurs démagogiques du populisme -comme le CEA qui a fleuri son sigle *« d'énergie alternative »*…
Suivant la même veine de la vive émotion, la Droite moins extrême déplorait aussi *« une faute, écologique, stratégique et politique »*. Misère de la politique politicienne, si le ton se veut plus posé, il ne nous rapproche pas mieux de la vérité. Décidément pour la droite (canal historique) en décrépitude comme pour l'extrême droite, Macron et sa clique En Marche ne font pas dans l'écologie… Personne n'en doutait…
Puisque les tenants de la droite extrême recentrés à droite crient, unanimes, au crime écologique, qu'il nous soit permis de faire quelques rappels et commentaires sur la vieille imposture technologique des *« neutrons rapides »* en la situant dans le contexte global de Bérézina de l'atome tricolore (2).

Un non-évènement, le pire persiste

Il faut raison garder… Si, pour l'extrême droite française il y a de quoi monter au créneau pour dénoncer un coup bas porté au fleuron historique de la recherche française en physique et ingénierie nucléaire, pour les milieux écologistes, il s'agit plutôt d'un non-évènement. Ou au mieux et plus exactement, on est devant une décision de longue date attendue. Mais, dans le bourbier nucléaire tricolore, le pire persiste… En regard de l'urgence de la sortie du nucléaire, avec l'arrêt d'Astrid on reste dans le registre du symbolique. Indépendamment des écologistes (anti-nucléaires) et de leur analyse sociétale, tous les gens honnêtes dans les hautes sphères scientifiques, y compris liées à l'atome, avaient cessé de croire à la viabilité de ces réacteurs pompeusement désignés en France au temps d'Areva de *« 4^{e} génération »*. Bref, plus personne ne se faisait d'illusion sur la réussite du projet Astrid.
Mais dans le contexte historique global de Bérézina de l'atome tricolore suite à Fukushima, le registre symptomatique est aussi à considérer. Après la catastrophe nucléaire japonaise de 2011, la santé de l'industrie nucléaire française allait de mal en pis. Depuis Tchernobyl, une sorte de réaction en chaîne signalait déjà le « Crépuscule des Atomes ».
Suite à la faillite d'Areva -démantelé et reconfiguré en société minière sous le nom Orano- et avec la situation d'extrême précarité financière d'EDF, l'Etat providence du nucléaire a dû se résoudre au tri des déchets dans la friche industrielle pour sauver les meubles encore capables de servir. Les « neutrons rapides » ne font plus partie de l'aventure… On comprend que dans la tourmente historique des choix stratégiques, il fallut réduire la voilure en sacrifiant Astrid qui de toute évidence n'était plus qu'un *Grand projet inutile imposé* (GPII) coûteux, une expérience sans réel avenir industriel.

Naviguant désormais à vue dans une conjoncture difficile, l'Etat resserre les rangs autour de son parc atomique ayant dépassé sa limite de péremption. Le « Grand Carénage » réclame des milliards comme le projet Cigéo de l'Andra à Bure. Mais si l'atelier protégé Astrid pour fondamentalistes en physique atomique passe à la trappe, la France reste une mini-superpuissance nucléaire avec son arsenal de destruction massive qu'elle ambitionne de perfectionner comme s'acharnent à le faire les Etats-Unis.
A la guerre comme à la guerre… En ces temps de retraite stratégique, sur les rives de la Bérézina, l'état-major nucléaire se trouve contraint d'abandonner une pièce maîtresse de manipulation hasardeuse pour sauver le noyau dur du nucléaire qui reste l'armement atomique ou la toute-puissance du meurtre de masse. L'euphémisme de la « dissuasion » ne doit pas faire diversion, car, en définitive, il s'agit bien de viser et de tuer des civils par millions.
Dans le domaine des armes de destruction massive, il faut constater que les compétences en physique nucléaire s'éclipsent derrière le rayonnement intense de la science informatique. Il est vrai, en effet, que pour augmenter le quotient intellectuel (QI) des têtes nucléaires avec de l'intelligence artificielle (IA), on a moins besoin de fondamentalistes en neutrons rapides que de chercheurs en algorithmes des systèmes communicants. Signalons en passant que, contrairement à son grand récit pseudo-pacifique servi depuis l'avènement d'Internet, la science informatique a toujours accompagné, servi et armé en priorité la volonté de puissance des complexes militaro-industriels. Et aujourd'hui, dans les perfectionnements du meurtre de masse, le potentiel de nuisance du numérique et de la robotique semble inépuisable, comme les drones et robots tueurs le démontrent.
Si, selon la doctrine officielle de la *« dissuasion nucléaire »* au temps de la Guerre froide, l'industrie du meurtre de masse pouvait se poser en gage de la liberté de « l'ex-Monde libre », la rationalité scientifique alliée au pragmatisme économique impose aussi de perfectionner les munitions pour les économiser, d'où l'urgence actuelle d'élever leur QI avec de l'IA.
Bref, dans un contexte international de menace réactivée du crime de masse poussée à la perfection par les savants, si la mise en sourdine des « neutrons rapides » peut être vue comme une bonne nouvelle, elle ne réduit pas le potentiel mortifère du nucléaire. La menace est toujours présente et croissante comme le rappelle Jean-Pierre Dupuy en février 2019 dans son livre : *« la guerre qui ne peut pas avoir lieu (3) »*. Dans la tête des stratèges militaires qui la préparent très activement, le feu nucléaire couve toujours, 25 ans après la fin de la Guerre froide. La victoire dudit « Monde libre » et le ralliement des élites russes au capitalisme fossile occidental n'ont pas changé la donne sur le front de la recherche scientifique au service du meurtre de masse. Paradoxalement, en effet, l'unification idéologique du monde autour de l'accumulation du capital a réactivé les vieilles velléités meurtrières des chercheurs scientifiques. Pauvre Robert Oppenheimer… le père de la bombe atomique doit se retourner dans sa tombe. Face à ce paradoxe une question se pose : quelle est la part de l'intelligence artificielle dans cette relance de la recherche sur les « têtes nucléaires » ?
Dans la même veine des *Grands projets inutiles imposés*, datant des folies scientifiques du siècle passé, ne faut-il pas aussi s'attendre à l'abandon du projet ITER ? Si Astrid engloutissait des euros par millions en pure perte, ITER, réacteur de fusion nucléaire surnommé « Le Soleil sur Terre », les dévore en pure perte par milliards, comme l'EPR de Flamanville. Mais là aussi, si certains pourront se réjouir d'une bouffée de pragmatisme économique, la lucidité imposera de constater que l'Etat ne fait que resserrer les cerveaux et les euros autour du noyau dur de la recherche sur le meurtre de masse : ladite « dissuasion ».

« 3G » « 4G » et la fin de la Panacée

Ainsi la technologie « Astrid » est mise en sourdine… Qu'adviendra-t-il de l'EPR après son nouveau raté de 2019 et son forfait pour démarrer en 2020 ? La question doit être posée car, il

faut le rappeler, dans la cosmogonie nucléaire français construite après l'enterrement de Superphénix et avec l'avènement d'Areva en 2001, l'EPR s'inscrivait en *« réacteur de 3e génération » « le plus sûr au monde »* pour assurer en toute sécurité l'arrivée de la Panacée atomique avec la « 4e génération de réacteurs » : du « tout en un ». Rêvé par les savants dès les sixties, ce réacteur providentiel fruit des subtilités physiques des particules atomiques était censé résoudre à la fois tous les problèmes énergétiques en recyclant ses propres déchets en combustible. Restait un bête problème d'ingénierie : assurer la sûreté du fluide caloporteur idéal : le sodium liquide. Aussi absurde que cela puisse paraître, aujourd'hui encore, le jeu dangereux avec les neutrons du plutonium a très vite buté sur un banal problème d'électrons, ceux du sodium. Ainsi la physique nucléaire reste encore empêtrée dans la réactivité du nuage d'électrons périphériques de ce métal alcalin. Bizarrerie de la chimie, il se trouve, en effet, que, contrairement au sodium du sel de cuisine qui fait bon ménage avec l'eau, le même sodium du fluide caloporteur a une affinité élective plutôt incendiaire et explosive avec l'eau et l'air. En clair, avec son nuage électronique au complet, le sodium liquide est capable de s'enflammer et d'exploser au contact de l'eau et de l'air.

Ainsi et en résumé de ces aspects élémentaires de physico-chimie, on découvre que, dans les plans savants d'Areva, l'EPR (3e génération) déclaré le *« plus sûr au monde »* devait préparer l'avènement du réacteur (4e génération) le plus dangereux de la technologie nucléaire.

Dans l'histoire expérimentale désespérée de ces réacteurs censés salvateurs du futur nucléaire, les contacts sodium-eau et sodium-air furent en effet responsables de deux accidents majeurs : en septembre 1973, dans le surgénérateur BN-350 de Chevtchenko (Kazakhstan, URSS) et en décembre 1995 à Monju (Japon) dans le réacteur surgénérateur de 280 MW électriques (équivalent de Phenix) (4). On peut rappeler ici le témoignage à charge d'Hubert Reeves, puisqu'il s'agissait déjà, en 1956, d'un surgénérateur qui lui aussi a mal tourné.

Ainsi, ce mythe techno-écologique et humaniste *ad hoc* des physiciens atomiques tricolores a fait long feu, sauf bien sûr dans les têtes pensantes de l'extrême droite française qui crient aujourd'hui au *« crime écologique »*.

Historiquement, le projet expérimental de semi-Superphénix Astrid, était un lot de consolation et de rattrapage accordé aux savants qui n'avaient pas pu faire leur deuil de la filière des *neutrons rapides*. Les savants stratèges avaient rectifié leur calcul sur la comète nucléaire et envisageaient un possible démarrage des réacteurs dits de *« 4e génération »* à l'horizon 2050 ; entretemps les EPR devaient assurer l'intérim en toute sécurité. Bref, quarante ans à tenir sans catastrophe majeure… Mais, en 2011, au plus mauvais moment survint l'évènement de Fukushima. Malgré la volonté farouche de l'élite atomique pour enterrer au plus vite la catastrophe japonaise, le compte à rebours de l'industrie nucléaire s'est mis en route.

L'impasse évolutive des surgénérateurs, largement connue depuis le début et démontée à Creys-Malville en 1990, a fait son chemin dans les esprits pour se révéler bien au-delà des milieux écologistes. En définitive avec l'arrêt d'Astrid, il ne s'agit que d'une sage décision sur le plan économique. Comme on dit : *il n'est jamais trop tard pour bien faire*. Mais les vingt ans de retard au remède de cheval nécessaire ont coûté cher aux français, près d'un milliard selon les chiffres officiels.

Bis repetita placent, encore une fois aux mêmes maux nucléaires les mêmes remèdes économiques. Après le fiasco de la *« manip »* scientifique de Superphénix à Creys-Malville dans les années 1990 imposant l'abandon et la mise en démantèlement du réacteur, le nucléaire n'a plus d'avenir radieux assuré dans le domaine énergétique. EPR inconstructible et Astrid au placard, c'est déjà la fin dernière de la Panacée. Et l'actualité internationale nous révèle que partout dans le monde l'atome retourne tout entier à son corps de métier originel qui est le perfectionnement des armes nucléaires.

Memento mori

Pour mémoire, rappelons la grande prophétie scientifique de deux enthousiastes nucléocrates lancée au début de l'aventure atomique française dans les années 1970 : *« Des réacteurs fournissant plus de combustible qu'ils n'en consomment, voilà de quoi exciter l'imagination des physiciens et des ingénieurs ! Du rêve à la réalité il n'y a souvent qu'un pas : ces réacteurs, dits à neutrons rapides, sont déjà dans leur phase de démonstration. Ainsi Phénix, premier réacteur de puissance de ce type doit diverger dans quelques mois [année 1973]. » « Il faudra certes attendre les première grandes centrales de plus de 1000 mégawatts pour prouver dans les faits les pronostics actuels, mais tout porte à croire que les réacteurs à neutrons rapides devraient, dès la fin du [20^{e}] siècle, prendre une place essentielle dans la production d'énergie électrique. N'est-ce pas d'ailleurs une nécessité pour sauvegarder les ressources naturelles en uranium (5) ? »*

Continuons la litanie prophétique des élites scientifiques ayant auréolé l'avènement conceptuel de la Panacée des *neutrons rapides : « C'est la seule technique actuellement possible pour prendre la relève des combustibles fossiles et économiser des ressources qui tôt ou tard s'épuiseront (6). »*

Et pour comprendre le cri de *« crime écologique »* lancé par l'extrême droite française à l'arrêt d'Astrid : *« A une époque où se développe la conscience de la qualité de la vie et où se manifeste avec acuité la nécessité de protéger la nature et l'environnement contre les dégradations dues aux techniques modernes, l'énergie nucléaire apparaît comme une solution aux problèmes de pollution atmosphérique (7)… »*

Précision scientifique oblige, la prophétie de la Panacée des *neutrons rapides* capables de purifier l'atmosphère se doit d'être chiffrée : *« Parmi les 140 000 mégawatts électriques d'origine nucléaire prévus pour l'An 2000, 40 000 environ pourraient être installés sous forme de centrales à neutrons rapides (8). »* Arrêtons là la citation !

Dans le meilleur des cas, les fondamentalistes de la physique atomique ne se seraient trompés que d'un siècle... Aux dernières nouvelles d'Astrid, le CEA, faute de sodium liquide fiable, s'est vu contraint à verser de l'eau dans son vin : pas avant 2050…

Mais entre-temps, du rêve à la réalité du cauchemar nucléaire, de l'aventure scientifique à l'imposture technologique, il n'y a eu qu'un pas et, pour notre malheur, il a effectivement été franchi.

Memento mori, les élites savantes qui, dans les années 1970, lançaient la prophétie scientifique pour l'An 2000 ont dû être enterrées durant la première décennie du nouveau siècle et leurs descendants spirituels, qui aujourd'hui la situent en l'an 2050, auront à cette date connu le même sort. Mais si les scientifiques du siècle passé ont pu paisiblement mourir d'une mort naturelle en s'épargnant les cancers radio-induits qui emportèrent Marie Curie et bien d'autres de sa génération, il n'est pas certain que les physiciens des années 2000 échappent au conflit nucléaire auquel ils collaborent d'une manière ou d'une autre. Car, en définitive et derrière le discours de couverture, toute l'industrie nucléaire, aujourd'hui comme hier, gravite autour de l'arme atomique. Si l'imposture scientifique d'Astrid est bien finie, le pire du nucléaire persiste avec l'arrivée dans l'arsenal des performances nouvelles de l'intelligence artificielle.

Limite de visibilité et seuil d'incertitude, pour ce nouvel horizon du mitan du siècle, le « capitalisme fossile (9) », qui avait fourni l'infrastructure industrielle mondialisée nécessaire à la grande imposture technologique de l'électronucléaire, entrera très probablement en stress énergétique avant 2050… Dans l'atmosphère suffocant et mortifère qu'il aura généré en moins d'un siècle, lui aussi connaîtra (enfin !) sa phase crépusculaire.

Digression désabusée sur la « dissuasion »

Le meurtre de masse en pyjama

S'il y eut dans l'Histoire un « art de la guerre », on peut dire qu'il dégénéra en meurtre de masse au 20e siècle avec les applications pratiques de la mécanique quantique. Plus généralement, le développement fulgurant des sciences et techniques durant les premières décennies du siècle passé a rendu caduques les méthodes ou tactiques de combats sur le champ de bataille. Désormais, comme dans les mythes antiques, mais réellement, la mort arrive du ciel et décime des villes entières en un éclair.

La doctrine de la dissuasion atomique ne relève pas de l'art de la guerre, elle n'est que pure rhétorique ou élucubration idéologique à l'usage d'un nouveau haut-clergé militaro-scientifique détenteur de la toute-puissance atomique d'annihilation du monde vivant. Mais, on le comprend aisément, face à l'évidence de cette sombre perspective, une liturgie pleine de lumineuses invocations s'impose pour inverser la perception populaire de la dissuasion. Ainsi, dans ses incantations rituelles routinières, il n'est jamais question de meurtre de masse mais seulement de cibles stratégiques. Une litanie de bonnes intentions constitue la doctrine de la dissuasion. Elle peuple le monde d'esprits maléfiques et de démons dont elle prétend nous protéger. On ne parle que de défense, de sécurité, d'intégrité territoriale ou d'intérêts stratégiques de la France. Pourtant, les projectiles sont des missiles capables de porter le meurtre de masse aux antipodes. Tout ce vocabulaire élaboré par de hauts stratèges a pris le nom de « dissuasion ».

Cependant, d'un point de vue anthropologique, la doctrine de la dissuasion, par son contenu simpliste et son type sectaire, fait office de sanctification religieuse pour couvrir des pratiques ésotériques dont les conséquences humaines sont inavouables et condamnables en regard de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme : des innocents vont être mis à mort, sacrifiés en masse sur l'autel des jeux d'influences entres puissances atomiques.

On sait que, durant deux millénaires, les religions justifièrent bien des crimes de guerre et assurèrent, si nécessaire, la bonne conscience des chefs militaires… Mais, à l'orée du 20e siècle, un philosophe fit une constatation inattendue : « Dieu est mort ». Malgré la soudaineté de cette disparition, il n'y eut pas d'enquête en encore moins d'autopsie. On ignore donc les circonstances et la cause du décès. Nul ne sait s'il y a eu meurtre prémédité et qui en furent les commanditaires. Mais force est de constater, que peu de temps après, en ce début de 20e siècle, la mécanique quantique se trouva trôner à la place du divin défunt et fut d'emblée vénérée en un dieu unique tout-puissant avec tous ses attributs. L'ancien dieu (religieux) décédé n'était plus en mesure de bénir la grande aventure humaine et encore moins les gigantesques entreprises militaro-industrielles du Monde Occidental. Dans le transfert des compétences célestes sur Terre, la nouvelle physique de la matière s'est surtout concentrée sur la toute-puissance d'anéantissement qu'elle présenta en dot de mariage à une oligarchie militaire. Si au sein de la communauté savante, rares sont ceux initiés au formalisme ésotérique de la nouvelle physique, plus personne ne l'ignore : $E = mc^2$.

Quelle autorité spirituelle pourrait chasser les mauvais esprits et soulager l'éventuelle mauvaise conscience de ceux qui, tous les jours au-dessus de nos têtes, préparent le meurtre de masse et souhaitent, malgré tout, sanctification morale et reconnaissance sociale ? Aucune, « Dieu est mort ! »

Bien que pourvue de la plupart des attributs de Dieu, la science ne peut pas le faire en direct. Toute entière absorbée par la totipotence de sa toute-puissance à la surface de la Terre et aveuglée par la brillance exceptionnelle de sa lumière nouvelle sur la matière, elle s'est rapidement privée de tout sens éthique. Ainsi, la nouvelle aristocratie militaire de l'ère

atomique en fut réduite à s'auto-sanctifier et dut élaborer une rhétorique spéciale à l'ère atomique : la dissuasion. L'essentiel est que les hauts dignitaires de la guerre atomique et les parlementaires qui, dans l'hémicycle, leur servent de caution démocratique y croient. Peu importe la crédibilité sociale de la doctrine, force est de constater que depuis plus d'un demi-siècle, ils n'ont de compte à rendre à personne. La contrainte démocratique, fut, en effet, réduite à une caste bavarde de parlementaires bien repus.
Le second volet de la rhétorique de la dissuasion est plus bassement matériel : le nerf de la guerre, l'élite polytechnique et militaire doit s'assurer une ligne de crédit illimité. En tant que classe parasite, elle prospère comme sous l'Ancien Régime sur le dos du Tiers-Etat et puise à grosses brassées dans le trésor public. Les bedonnants de l'hémicycle assurent sans moufter la bénédiction des ponctions financières…
A l'instar des « Guerres de Religion », bénies par un clergé, mais plus généralement dans toutes les grandes entreprises guerrières comme l'Histoire contemporaine nous l'a révélé pour la « Grande Guerre », la dissuasion atomique doit diaboliser l'ennemi, l'investir d'intentions criminelles surnaturelles immédiatement menaçantes. Ici il s'agit d'un impératif essentiel. Quelle force hostile sinon le Diable ou une puissance démoniaque pourrait justifier le meurtre de masse et, accessoirement, l'énormité des budgets de recherche consacrés à sa préparation ?
Durant la quarantaine d'années de la Guerre froide, de fuite frénétique dans la course aux armements nucléaires, la doctrine de la dissuasion s'est alimentée du conflit général antérieur des anciennes idéologies : *« les ennemis du libéralisme »* s'affrontaient aux *« ennemis du socialisme »*. Après la chute de l'Empire soviétique, la doctrine de la dissuasion occidentale se retrouva un bref instant orpheline d'un ennemi facile à diaboliser, mais continua à enflammer à froid les esprits scientifiques… Bref, tout ceci pue la vilenie foncière de l'aristocratie militaire afin de justifier un savoir-faire désormais d'excellence scientifique : le massacre des innocents.
S'il a existé un « art de la guerre », son premier degré fut probablement le combat singulier, le face à face farouche, le corps à corps féroce, arme au point. Celui qui tue sauve sa vie, voit sa victime, sa détresse et sa mort. Les deux combattants ont une conscience claire des souffrances et blessures possibles et potentiellement mortelles. Pour s'épargner ces atteintes corporelles, ils s'imposent des entraînements physiques et portent des tenues de combat.
Rien de tout cela n'est utile dans le meurtre de masse ou génocide technique à l'ère atomique sanctifié par la doctrine de la dissuasion. Celui qui tue ne voit pas ses innombrables victimes, il ne veut surtout pas connaître les détails de son exploit physique en mécanique newtonienne et quantique. Il ne souhaite pas qu'on lui expose le nombre d'enfants et de femmes réduits en cendres par son tir atomique.
Il ne risque aucune blessure, il n'a pas besoin d'un entraînement sportif ni de porter un casque ou une tenue de combat ni même d'apparat. Si tel est son bon plaisir, il peut se rendre à son poste de tir en pyjama.
Dans l'histoire de l'Humanité et même à l'échelle des temps géologiques, après un conflit atomique responsable d'un « Hiver nucléaire » sur la Terre entière, tel sera le seul résultat tangible de la physique des particules par rapport à l'âge de la bougie : le confort du meurtre de masse en pyjama de soie. Mais personne ne le saura…

La dissuasion dans la mondialisation

Après l'effondrement de l'Union soviétique que la doctrine de la dissuasion occidentale avait diabolisée en lui attribuant l'intention farouche de détruire « le Monde libre », la recherche scientifique et l'ingénierie atomique perdaient soudain leur raison d'être mais continuèrent leurs routinières activités mortifères comme si rien ne s'était passé. Au cours des années 2000 et 2010, la presse occidentale mit en scène à la hâte une nouvelle menace imminente : la

Corée du Nord. Ainsi la recherche et l'industrie nucléaire étaient sauvées et socialement sanctifiées. Le clan des Kim en Corée fut pour ainsi dire providentiel à tous les points de vue. Son authentique et anachronique décorum socialiste simplifia grandement la tâche des journalistes. Il suffisait en toute objectivité de diffuser des images du régime des Kim pour convaincre le téléspectateur lui aussi en pyjama sur son divan dans son séjour… En ces temps difficiles de pénurie de personnage grotesque à diaboliser, il fallut bien faire feu de tout bois pour attiser la flamme atomique.

La Chine, devenue un partenaire essentiel de la mondialisation du capitalisme, ne pouvait plus faire l'affaire après la défection de l'Union soviétique. Pour de basses raisons économiques et bien d'autres y compris militaires et nucléaires, elle fut donc épargnée. Il était, en effet, difficile de lui vendre des technologies électronucléaires, d'y construire des centrales atomiques et, en même temps, de la diaboliser comme une menace (communiste) imminente. Faute d'une vraie superpuissance ou d'un groupe terroriste à vrai dire peu crédible, les doctrinaires de la dissuasion, aidés des savoir-faire en écho de la presse à grand tirage, firent de l'austère dynastie des Kim en Corée du Nord la force démoniaque pour justifier et perpétuer la lourde machinerie du meurtre de masse.

Pour le reste du Club atomique les temps avaient aussi changé. Avec l'industrie nucléaire mondiale et occidentale en déclin, la Chine finit par s'imposer comme un partenaire presque incontournable pour atténuer la chute et limiter la casse. Près de la moitié des chantiers de réacteurs se trouve en Chine. Et, pour le rayonnement nucléaire de la France outre-Manche, on sait que la Chine s'impose comme le partenaire indispensable. Ainsi, dans le Club atomique, avec le ménage à trois en Angleterre, l'ambiance serait plutôt à se serrer les coudes pour prolonger la survie de l'atome en perte de panache en Occident.

En avril 2015, dans le marasme du grand déballage public des comptes catatoniques d'Aréva, un journaliste du Monde trouva une belle formule pour décrire de manière positive la situation financière du géant hexagonal exsangue à l'agonie : *« L'avenir du nucléaire français s'écrit en chinois » (1).*

Il y a bien sûr un double sens possible à cette jolie image prospective. Mais la réputation de sérieux du journal Le Monde nous permet d'emblée d'écarter l'option satirique liée au sens figuré du mot « chinois » en français, comme dans l'expression laconique *« c'est du chinois »*. Avant d'aller plus loin dans le sujet de la « dissuasion », d'évaluer son sens ou non-sens dans la mondialisation néolibérale de l'économie, qu'il nous soit permis de signaler en passant le sens de l'euphémisme sinon de l'angélisme du journaliste puisqu'il faisait l'impasse sur l'essence fondamentalement militaire du nucléaire…

Pour Areva, il est trop tard, son écriture en chinois n'est pas survenue à temps. Reste EDF, on a vu que son aventure nucléaire en Angleterre jugée à haut risque financier et technologique doit en partie s'écrire en mandarin. Trois membres du club atomique ont choisi d'unir leur puissance technologique et financière pour rallumer la flamme nucléaire vacillante de la vieille et première puissance industrielle : l'Angleterre. Pour la rhétorique de diabolisation de la dissuasion, cette collaboration en trio est plutôt mal venue. A part la Corée du Nord, pour justifier l'arsenal de la dissuasion, restent les deux vieilles superpuissances de la Guerre froide Etats-Unis et Russie qu'il faudrait peut-être étudier dans le détail. Mais pour ce qui concerne la France on sait qu'elle est membre de l'Otan tout en ayant divers partenariats pétroliers et nucléaires avec la Russie. Décidément, pour la dissuasion les velléités atomiques des Kim sont véritablement providentielles

Avenir asiatique de quelques fleurons fanés français

Depuis le début de ce siècle, qu'un écrivain français avait plutôt imaginé spirituel, le monde croupit dans le sordide cupide et féroce des transnationales. Beaucoup de fleurons industriels

tricolores, longtemps considérés comme identitaires en France et en Europe, ont semble-t-il choisi une langue asiatique pour assurer leur avenir.
Les chantiers navals de Saint Nazaire ont pas mal bourlingué dans le domaine linguistique. Le coréen fut un temps leur planche de salut avant de repartir à la dérive vers d'autres langues charitables. Aux dernières nouvelles, ils rentrent au bercail pour réapprendre le français avec une perspective de sauvetage par une nationalisation…
Les grands crus de Bordeaux se déclinent lentement mais sûrement en mandarin. Phénomène nouveau souvent très médiatisé… Combien de châteaux ont fait le saut pour franchir les barrières linguistiques du chinois et assurer leur avenir ? Certes, il n'y a pas que les chinois qui exercent leur pouvoir d'attraction, les Crésus européens restent majoritaires dans le partage du vignoble bordelais en mal de financement… Mais cet arrivage massif d'Extrême-Orient venant blanchir des fortunes colossales dans les rouges prestigieux des grands crus représente une tendance forte du melting-pot financier opaque typique de notre époque… « Avec le temps » « tout s'évanouit » dit la chanson, sauf la dissuasion et le nucléaire qui, tels des récifs séquellaires de la Guerre Froide, résistent contre vents et marchés…
L'aéroport Toulouse Blagnac choisit pour un temps un avenir écrit en chinois… On se souvient peut-être que cette plateforme prestigieuse dans l'histoire aéronautique française avait vu le premier envol du Concorde le 2 mars 1969. Cet avion de prestige, caprice d'un général partage avec le nucléaire quelques caractéristiques : sans nul doute prouesse technologique pour l'époque mais surtout fiasco économique et arnaque sociale. Les mauvais langues et esprits pragmatiques firent remarquer que la prouesse technologique revenait à faire voyager la Jet Set à vitesse supersonique aux frais du pauvre contribuable français cloué à terre par les débuts de la pesante dette souveraine…
Dans le domaine agroalimentaire il n'y a pas que le vin qui coule vers un avenir radieux en mandarin. D'autres breuvages ont trouvé le filon. La Bretagne bovine s'est ainsi mise en ligne de mire et désire assurer l'allaitement des bébés du géant chinois. Carhaix dans le Finistère a eu l'heureux privilège d'être choisie par la Chine travailleuse pour cette titanesque tâche. Une usine à la taille du géant chinois débite du bon lait maternisé français mélanine-free pour nourrissons aux yeux bridés. La machinerie industrielle doit transformer en poudre des centaines de millions de litres de lait tous les ans. Les vaches bretonnes ne seront plus à la fête. Mais, si elles doivent se soumettre aux cadences infernales à la chinoise elles peuvent relativiser leur malheur, car l'usine est implantée en périphérie de Carhaix ; elles ne risquent pas la déportation pour trimer dans l'atelier du monde… A l'ère de la mondialisation physiocratique asiatique, labourages et pâturages sont les deux mamelles françaises d'une croissance heureuse des masses laborieuses chinoises. Les mauvaises langues parlent de *« Razzia chinoise sur le lait (2) »*.
En matière de razzia chinoise sur les verts pâturages de la France rurale, il faut signaler aussi les terres agricoles et la forêt française ; le bois a trouvé sa voie sur la Route de la soie pour écrire son avenir en Chinois. Ainsi, en ce début de siècle, la liste est longue des fleurons industriels et du patrimoine national français misant sur un avenir meilleur par un changement d'écriture en privilégiant le chinois…
Dans ce remue-ménage transnational de redistribution des cartes et des rôles, l'industrie automobile française, est partie sur la Route de la soie vers son avenir en Extrême orient. Après Renault devenu Renault-Nissan, en 2013, c'était au tour de PSA de se chercher un avenir meilleur en Chine. En 2015 nous fûmes informés d'un mariage industriel, le sauveur : « Dongfeng, l'ami chinois de vingt ans de PSA » (3) (4).
Comme on l'a vu, le nucléaire anglais passé sous la bannière tricolore d'EDF Energy semble aussi dépendre d'industriels et investisseurs chinois pour parfaire ses montages financiers et

techniques et crédibiliser ainsi le lancement du chantier des deux EPR, manifestement impossibles à construire en langue française ou en franco-finlandaise…
Arrêtons là la liste ! Dans ces interpénétrations économiques, où caser la dissuasion ? En 2020 l'épidémie de Covid-19 révéla soudain le haut niveau de dépendance de l'économie française à la Chine. Dans ce monde aussi mondialisé par le capitalisme, comment construire ou perpétuer de manière crédible une logique nationale ou territoriale de dissuasion ? Comment comprendre qu'un chantier naval français renfloué par des investisseurs de tous horizons construise des navires de guerre porte-hélicoptères destinés à une puissance étrangère jugée ennemie et contre laquelle fut dirigée, durant un demi-siècle, toute la puissance dissuasive des missiles balistiques français ?

Question d'écriture pour l'atome tricolore

En matière d'écriture de l'histoire industrielle de l'atome tricolore, si l'on excepte les temps épiques des Piles Zoé, des Réacteurs G (Gaz Graphite), de Frédéric Joliot-Curie (viré du CEA pour causse de pacifisme) et la triste période des essais dans le Pacifique, la langue française n'a pas beaucoup servi en dehors de la désinformation. Très vite l'anglais s'est imposé avec Westinghouse, Framatome et les réacteurs à eau pressurisée venus d'Amérique pour constituer le parc électronucléaire national, aujourd'hui en décrépitude avancée. Par contre, pour les brèves parenthèses où une tentative d'écriture en bon français a pu se concrétiser, les choses ont plutôt mal tourné en véritable Tour de Babel avec trois crashs retentissants, Superphénix à Creys-Malville, la cuve mal fondue de l'EPR à Flamanville et finalement la faillite d'Areva… Quand les Français se mêlent de nucléaire, bonjour les dégâts ! Les chefs militaires, Pierre Messmer en tête, le comprirent dès les origines.
Revenons sur l'une des implications stratégiques des contraintes d'écriture de l'avenir du nucléaire français, la « dissuasion » dans la mondialisation… Pour les secteurs stratégiques de la sidérurgie et de la métallurgie lourde on sait qu'avec l'aval de l'Otan ils peuvent s'écrire sans trop de problème en hindi, en coréen ou en chinois. Le nucléaire d'essence militaire avec le trio technique, enrichissement, réacteurs, retraitement, nécessaires aux têtes nucléaires, manifeste deux tabous linguistiques, l'arabe et le persan. La mésaventure d'Osirak, le cadeau atomique de Chirac à Saddam, est connue... Pour l'arsenal de base de la bombe, la presse nous informe régulièrement que les Etats-Unis ne souhaitent pas que le persan s'invite au Club atomique. Ainsi, pour les besoins de la dissuasion, l'atome iranien est donc entièrement recyclé pour servir d'épouvantail comme l'atome nord-coréen
Pour le moment, le Club Atomique reste fermé et, par certains aspects, on peut constater des solidarités intercontinentales pour faire survivre cette industrie. Il en va ainsi de l'électronucléaire européen dans son résidu franco-anglais qui a besoin du mandarin pour son rayonnement. Par contre, la langue de Molière reste à la hauteur non seulement pour les mises en scène et tartuferies de l'ASN mais aussi pour sanctifier l'inutile arsenal de la dissuasion. On ignore si les cuves des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) sont aussi fêlées que celle de l'EPR mais le « Secret-défense » nous épargne au moins les tartuferies de l'ASN. Cependant, avec ses interrelations industrielles et linguistiques de plus en plus visibles et nécessaires dans les technologies nucléaires la question se pose de savoir si ladite « dissuasion » conserve une fonction de Défense nationale ! Ou encore, traduit en terme militaire, avec une interdépendance sans cesse grandissante des économies conventionnelles et nucléaires, quelle puissance peut bien menacer le territoire français avec l'arme atomique ?
Bien évidemment les menaces coréennes et iraniennes mise en scène par les médias de masse occidentaux ne sont pas crédibles pour justifier une dissuasion nucléaire.

« Inutile et coûteuse » dixit un général

Parmi les pays dudit « Club atomique », servis par d'éminents scientifiques des deux mécaniques -quantique et newtonienne- et donc détenteurs de « têtes nucléaires » en grand nombre, mais aussi capables de les livrer en rafale balistique à bon port, voire pour certains de déclencher, par leur seul arsenal, un « Hiver nucléaire », il faut faire le constat qu'aucun n'a potentiellement intérêt à attenter à l'intégrité de nos verts pâturages. Les investisseurs Russes, Chinois ou Indiens sont le plus souvent accueillis à bras ouverts ou savent, si nécessaire, user de diplomatie et d'arguments économiques recevables pour réaliser de juteuses affaires sur le territoire français. La plupart du temps, l'accueil officiel se fait avec un déroulé de tapis rouge et des facilités financières tant au niveau national que régional… On voit mal leur Etat respectif venir ternir leurs prospères affaires avec un tir atomique sur l'Ile de France.

Durant la décennie écoulée, la chronique des ventes de Rafales à l'Inde a été, un temps, défrayée en France par les faveurs fiscales scandaleuses accordées à un Crésus indien, ami du dictateur Narendra Modi. Une ardoise substantielle de dette fiscale de plus d'un million a été effacée par le fisc français. Pour le rayonnement militaire de la France, ce genre de différend se règle d'autant plus facilement à l'amiable qu'il se fait sur le dos des contribuables français. Pour refourguer son arsenal militaire, l'Etat français est prêt à toute la bassesse. Il serait dommage et surprenant que l'armée de l'air indienne décide d'une attaque atomique sur la France avec ses Rafales flambants neufs… On peut faire le même raisonnement pour la Chine et la Russie, anciens et loyaux partenaires de la France dans le nucléaire : soit pour la construction de réacteurs en Chine, soit pour l'entreposage des déchets radioactifs en Sibérie (5).

Aujourd'hui, il faut faire le triste constat que si une puissance nucléaire menace directement la viabilité des verts pâturages de nos campagnes, ça ne peut être que la France : elle le fait par son parc nucléaire délabré maintenu en fonction au-delà de 40 ou 50 ans et, encore plus sûrement, par son industrie agroalimentaire poly-chimique sans oublier ses marchés publics de Grand projet inutile imposé au profit du BTP…

C'est bien beau de dépenser des fortunes et de sacrifier des vies à l'entretien d'une dissuasion nucléaire encore faut-il savoir dans quelle direction pointer les missiles atomiques ?

En ces temps de crise économique chronique, de menace du dérèglement climatique, d'effondrement de la biodiversité et de résurgence du risque pandémique, la question est d'importance et même d'une grande urgence : peut-on continuer le maintien d'un dispositif militaro-industriel de la dissuasion boulimique en énergie, polluant, ruineux pour la France et qui sacrifie inutilement des enfants à la Patrie ? Cette réalité criante ne relève plus du « Secret-défense ». Pour comble de l'absurde, la dissuasion recrute ses premières victimes collatérales dans ses propres rangs, les irradiés des essais et des INBS (installations nucléaires de bases secrètes). Ceux du siècle passé ont réussi à sortir de l'ombre pour défrayer la chronique depuis l'an 2000. Pour leur cancer professionnel sous les drapeaux, ils demandent des comptes à l'armée (6).

Quelques 3 milliards d'euros étaient engloutis tous les ans en pure perte pour produire au final de nombreux cancéreux, honteux pour la Défense nationale : les irradiés malgré eux émergent des Installations Nucléaires des Bases Secrètes (INBS). Quelques 1000 dossiers sont en attente d'indemnisation… Ainsi, à l'insu de leur plein gré, ces enfants de la Patrie sous les drapeaux, victimes des rayonnements ionisants des INBS, sont traités en *« cinquième colonne »* honteuse, susceptible de nuire au rayonnement atomique de la France…

Avec cette sorte de bombe à retardement cancérigène émanant de la dissuasion, associée au marasme atomique post-Fukushima, il est clair qu'aujourd'hui la France, toujours empêtrée dans ses dénis de réalité et de démocratie, vit largement au-dessus de ses moyens…

En 2015, l'Etat doublait la mise à 6 milliards d'euros par an *« pour moderniser la dissuasion »* ou plus justement le meurtre de masse jugé peu persuasif.
En 2020, l'ubuesque du tableau nucléaire militaire s'aggravait avec la crise sanitaire du coronavirus qui révéla le déni d'humanité de l'Etat français. En contraste des fastes de la dissuasion nationale, on découvrit, dans l'urgence sanitaire d'un pays déclaré « en guerre » par l'Elysée, l'extrême précarité du système hospitalier français… La France, toujours en retard d'une guerre, avait fait l'impasse du minimum de santé publique indispensable en situation épidémique : des masques. Mais nul n'ignorait l'origine de cet état d'indigence, une politique de casse délibérée du service public de santé et réitérée au cours des quinquennats successifs depuis les années 1980.
Le comble de la déraison d'Etat arriva juste avant l'humiliation de l'épidémie de coronavirus. Complètement déconnecté des réalités et ignorant la peur qu'inspire le nucléaire tricolore chez les pays frontaliers, le Président de la République exprimait sans retenu ses folies des grandeurs nucléaires : *« Nos forces nucléaires renforcent la sécurité de l'Europe par leur existence même et à cet égard ont une dimension authentiquement européenne (7) ».* Dans l'histoire contemporaine de l'Europe, un autre chef d'Etat illustre, sorti des urnes comme lui, exprima avec la même conviction l'envergure paneuropéenne de la puissance militaire de son pays…
Avant ce paroxysme présidentiel de 2020, il faut signaler que, même dans les rangs de l'état-major militaire on s'interroge sur l'énormité encombrante de la dissuasion. La question de l'arrêt du dispositif de dissuasion n'est plus taboue… *« Inutile et coûteuse »* déclarait Bernard Norlain, général de l'armée de l'air, dans une tribune du journal Le Monde en octobre 2011… Contrairement à la vieille doctrine officielle, réaffirmée à chaque mandat présidentiel, l'homme de l'air poussait plus loin sa critique et faisait de l'arme nucléaire une *« source d'instabilité destructrice pour la planète. ».*
A titre indicatif, la Force océanique stratégique française faite de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) avec seize missiles porteurs de six têtes nucléaires chacun représente une puissance destructrice de 2560 fois Hiroshima. En nombre de victimes potentielles l'arsenal nucléaire « océanique » dépasse le quart de milliard de morts (8). Est-ce suffisant pour dissuader une puissance démoniaque de s'en prendre à la France ? On se pose sérieusement la question dans les hautes sphères militaires…
« Inutile et coûteuse » donc et même désastreuse pour la paix, l'humanité et la planète, on n'en demandait pas tant d'un général de l'armée de l'air.
Ainsi, pour les partisans de la *« transition énergétique »* vers le « 100% renouvelable », il y a dans l'arrêt de la dissuasion un gisement gigantesque de « Négawatt » et un budget tout aussi substantiel pour sortir du nucléaire et accroître immédiatement une vraie « indépendance énergétique de la France »…

Têtes brûlées, têtes froides et têtes nucléaires

Cependant il faut signaler que si la dissuasion pèse très lourd sur le trésor public et gonfle une dette souveraine odieuse pour l'Etat français, elle est, dans ce bas monde, un juteux business pour les investisseurs.
Deux ONG -Pax et Ican- dans un rapport de 2014 *« Don't Bank on the Bomb »* ont évalué à 411 le nombre de groupes financiers, banques, compagnies d'assurance ou fonds de pension misant dans l'industrie et l'environnement logistique de la « dissuasion », le tout pour un montant de plus de 400 milliards de dollars à l'échelle mondiale.
Parmi ces généreux donateurs, on retrouve quelques fleurons bien connus des français : BNP Paribas, le Crédit Agricole, le groupe Banque populaire-Caisse d'épargne et le Crédit mutuel, Axa (9)…

Ainsi, par ces aspects plus terre à terre, on peut mieux comprendre les velléités guerrières du premier de cordée de « La France en marche ». M. Macron, réputé Président des ultra-riches, est dans son rôle de Père Noël perpétuel des grandes fortunes et des groupes financiers. Avec son discours martial sur la dissuasion de février 2020, il rassura tout le monde (qui compte) : les militaires et les milieux d'affaires. Non seulement le gouvernement n'a pas l'intention de toucher au grisbi français de la finance transnationale mais en plus, il se démène pour y injecter encore plus de pognon.
Dans la marmaille financière attablée au banquet de la dissuasion, il y a des groupes d'assurance. On sait que, dès les origines, ils n'ont jamais montré d'empressement pour assurer le risque d'accident nucléaire, on découvre qu'ils se sont vite trouvé des atomes crochus avec les têtes nucléaires de la dissuasion. Les bombes, c'est du pain bénit pour les assurances.
Au final on peut se poser la question : mais qui au juste fait appel aux pantomimes jupitériennes du pensionnaire de l'Elysée pour huiler et graisser l'industrie de la dissuasion ? Les têtes brûlées de l'armée française ou les têtes froides de la finance transnationale ? Probablement les deux, mon général. On sait, en effet qu'en France, depuis Le Grand Siècle et le fameux trio Louvois, Colbert et Louis XIV, finance et armée font bon ménage sur le dos du tiers-état. L'Etat incarné par le Roi n'avait qu'une mission essentielle pour les affaires : « aimer la guerre ».

« Techno-génocidaire »

Bien vu le général ! Cependant la dissuasion n'est pas seulement *« inutile et coûteuse »* et *« source d'instabilité destructrice pour la planète. »* D'emblée par son essence, dans sa quotidienneté, elle est immédiatement techno-totalitaire ou plus justement *« techno-génocidaire »* comme l'éclaire le philosophe Jean-Jacques Delfour pour l'ensemble de l'industrie nucléaire (10).
Un autre philosophe, Jean Pierre Dupuy, rapporte dans son livre *« Petite métaphysique des tsunamis (11) »* les propos très éclairants d'un stratège français sur ce qu'est techniquement cette industrie. Délaissant quelque peu les éléments de langage qui s'imposent à son rang, il nous apprend que : *« Nos sous-marins sont capables de tuer cinquante millions de personnes en une demi-heure. Nous pensons que cela suffit à dissuader quelque adversaire que ce soit. »*
On est bien dans le *« techno-génocidaire »*. Cinquante millions, c'est l'estimation basse du nombre de morts générés en 5 ans durant la Seconde Guerre mondiale. En contraste, les affreux stratèges costumés et maniérés du 3^{e} Reich avec leur Blitzkrieg se retrouvent ravalés au rang de personnages grotesques d'opérette comme « Le Dictateur » de Charlie Chaplin. Au rythme de 100 millions à l'heure, l'humanité peut être éradiquée en moins d'une semaine. Selon la Genèse, Dieu créa le monde en six jours et se reposa le septième. Pour les stratèges de la dissuasion du Club nucléaire, on découvre qu'ils pourront partir en weekend prolongé dès le vendredi matin, puisqu'en définitive il s'agit de fonctionnaires…
Les aspects techniques, militaires et économiques *« inutiles et coûteux »* ainsi que le potentiel destructeur sur la planète sont connus depuis le début de cette entreprise criminelle avec Hiroshima et Nagasaki. Ils ne doivent pas censurer les aspects anthropologiques et eschatologiques de l'industrie de la dissuasion : *« la banalité du mal »* à l'âge de la technique triomphante prépare paisiblement, à froid, « l'Hiver nucléaire », le changement d'ère géologique avec l'effondrement d'une grande partie du vivant qu'engendrerait un conflit atomique. Ces deux aspects sont essentiels et, plus effrayant encore, liés entre eux puisque l'Apocalypse par l'excellence de la science relève désormais de gagne-pains quotidiens. Des hommes et des femmes, des chercheurs et des ingénieurs ont désormais pour activité professionnelle le perfectionnement du meurtre de masse sans mauvaise conscience,

simplement parce leur travail est jugé intéressant, rationnel, valorisant et même passionnant. Ils ne peuvent pas en douter puisque leur compétence relève de haut niveau d'étude et de savoir-faire de haute technicité. Contrairement à l'archaïsme laborieux et miteux des chambres à gaz qui pouvaient se satisfaire d'employés subalternes, l'industrie atomique relève à la fois de l'excellence technologique et de son perfectionnement permanent par la science. Cependant pour plus de sûreté éthique, les idéologues de la dissuasion s'échinent à la rhétorique. Parfois, ils sont aidés des pantomimes du personnage présidentiel pour revigorer le moral des troupes. Ils éclairent les travailleurs de menaces infernales en provenance d'autres puissances qui procèdent de la même façon. Ainsi les milieux d'affaires peuvent être rassurés pour leur grisbi et les travailleurs de dissuasion pour leur *« outil de travail »*…

Une filiation Blitzkrieg bombe atomique

Quelque temps avant que la physique des particules ne vienne se mêler de technologie militaire de destruction massive, les stratèges du 3e Reich avaient compris que les sciences et techniques étaient essentielles dans la conception organisationnelle de la guerre moderne. L'idéal militaire nazi d'Union européenne fut formulé peu de temps après la prise du pouvoir et reçu le nom de « Blitzkrieg » : la « Guerre éclair » d'Hitler. Concentrer tous les moyens techniques motorisés sur terre et dans les airs pour générer une puissance militaire de frappe capable d'annihiler en un temps record les possibilités de résistance de l'adversaire et le plonger dans un état de sidération, bref frapper comme un éclair les forces adverses. Au final, rien de très original dans l'art de la guerre, les forces restaient sur le champ de bataille. Mais à l'ère de la seconde révolution industrielle, l'idéal militaire archaïque devient réalité. Dans l'ordre historique des choses, le Blitzkrieg est un produit des sciences et techniques appliquées à une conception traditionnelle de la guerre, l'attaque brutale, l'offensive à outrance. Un mélange de tradition militaire de la cavalerie avec la modernité des engins puissamment motorisés…

Cependant, au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'idéal nazi du Blitzkrieg fut rapidement surpassé par les bombardements incendiaires massifs sur les villes puis, à la fin du conflit, le bombardement atomique surpassa à son tour les longs et laborieux déversements des bombes incendiaires. Ainsi, la physique des particules par l'arme atomique surpassa le « Blitzkrieg » du 3e Reich et réduisit la guerre à sa plus simple expression : le meurtre de masse en un éclair.

Dans l'ordre chronologique des choses, c'est exactement ce que recherchait l'éminent physicien Leó Szilárd en incitant les Etats-Unis à développer la bombe atomique : prendre de vitesse l'Allemagne nazie. Cependant, dans sa démarche pleine de bonnes intentions, le savant opérait comme l'état-major du 3e Reich, il puisait à la même source sa conception militaire : les sciences et techniques de la Seconde Révolution industrielle. Et surtout, sans le savoir, il initia le principe de la course aux armements. Finalement avec l'éclair d'Hiroshima, tout le monde et donc le Monde fut pris de vitesse et précipité dans une course criminelle perpétuelle.

Au-delà de l'excellence de la performance technique, la particularité de ce nouveau mode opératoire de la guerre se situe dans son transfert total très en amont dans les activités de routine de la recherche scientifique et de la grande industrie… Ainsi, le meurtre de masse ciblant des civils sans défense est désormais une affaire économique pacifique d'investisseurs de chercheurs et d' (honnêtes) travailleurs salariés à plein temps. Il y a là manifestement un idéal luciférien réalisé par une sorte de quintessence de la science : des civils préparent consciencieusement la mise à mort massive d'autres civils sans mauvaise conscience.

Lors des frappes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, les victimes n'eurent pas le temps d'être plongées dans un état de sidération, elles furent foudroyées et anéanties en masse. Un éclair aveuglant précéda le tonnerre puis arrivèrent les ténèbres de cendres et de poussières

qui s'abattirent sur la ville en ruine. Toutes les victimes furent aveuglées par l'éclair, seuls les rares survivants et agonisants connurent les ténèbres.

Une guerre dans la guerre

La Seconde Guerre mondiale se terminait par deux meurtres de masse perpétrés froidement, sans menace vitale, par les Etats-Unis d'Amérique. L'Etat considéré dans le monde occidental, et donc *« aux yeux du monde »*, comme l'incarnation de la Liberté et de la Démocratie avait utilisé contre des innocents sans défense l'arme conçue par la science censée protéger le monde des crimes du régime nazi. Saisis au petit matin sur leur lieu de vie, des femmes et enfants périrent en masse en deux brefs éclairs par la décision d'un état-major militaire avec l'aval du Président des Etats-Unis. Les deux bombardements atomiques reçurent une explication et une justification officielle en termes militaires traditionnels de la part des autorités politiques américaines. Probablement que les milliers de travailleurs et de travailleuses qui avaient participé à la mise au point de la bombe atomique réussirent à se satisfaire de la version officielle de ces deux bombardements, désormais inscrits dans l'histoire des Etats-Unis comme mettant fin à la Guerre du Pacifique. On ne leur demanda pas leur opinion, on sait seulement que des scientifiques de premier plan purent faire entendre leurs scrupules… Mais au niveau de l'Histoire mondiale, l'élimination quasi-totale en deux éclairs de la population de deux villes signalait bien l'avènement d'une ère nouvelle dont l'interprétation ne pouvait se satisfaire de la version officielle de l'armée américaine. Comment expliciter ou, du moins, signaler le basculement dans ce qui sera nommé l'ère atomique ? Question d'historiographie… Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il y eut bien deux guerres, une guerre dans la guerre. Une guerre scientifique militaire secrète et essentielle hors des champs de batailles doit être individualisée. Durant la Deuxième Guerre mondiale ou second acte de la Première Guerre impérialiste pour un repartage du monde, il faut bien signaler une pré-course aux armements atomiques. Initiée par les craintes infondées d'un éminent physicien -Leó Szilárd-, la guerre scientifique pour la bombe, latente durant le vieux conflit des puissances impérialistes, surgit de manière quasiment autonome après la fin de la guerre en Europe. La Seconde Guerre mondiale ne s'achevait pas seulement par la défaite de deux complexes militaro-scientifiques : l'Allemagne nazie et le Japon impérial ; mais aussi par l'avènement d'une ère nouvelle lourde de menace pour l'avenir de l'Humanité et l'Histoire naturelle de la Terre.

De la guerre à la situation atomique

Avant de continuer l'analyse, il faut insister sur la crainte infondée du savant. Elle fut à l'origine du Projet Manhattan. Et, par la suite, avec l'avènement de l'ère atomique, la doctrine de la dissuasion se construisit ou, plus exactement, construisit des craintes en inventant des puissances démoniaques au moins équivalentes au régime nazi…

La Seconde Guerre mondiale a été la rampe de lancement de l'industrie nucléaire du meurtre de masse puis de l'avènement de l'ère atomique. Dans cette perspective, les deux bombardements réussis d'Hiroshima et de Nagasaki en furent les deux spots promotionnels.

Pour le reste, rien de changé. Dans son résultat politico-économique, le second conflit mondial ne fut que le second acte de la Grande Guerre (impérialiste) de « 14-18 ». Elle confirma deux résultats déjà acquis lors du premier conflit mondial. L'ordre économique mondial restait pour l'essentiel inchangé, le capitalisme de la seconde révolution industrielle qui avait servi de terreau au régime nazi trouvait un second souffle technologique expansionniste. La suprématie des Etats-Unis en tant que première puissance mondiale supplantant l'Angleterre, déjà acquise lors du premier conflit fut renforcée. Le pétrole, énergie essentielle de l'économie de guerre, révélée lors du premier conflit mondial, supplanta le

charbon et s'imposa immédiatement comme l'énergie première d'une guerre économique perpétuelle à l'échelle planétaire. Ainsi, avec la puissance de feu exceptionnelle de l'arme du pétrole, l'économie se maintint sur un rythme frénétique de situation conflictuelle et la célèbre formule de Clausewitz sur la guerre et la politique se retrouve inversée dans l'économie pour devenir de manière évidente : *l'économie c'est la continuation de la guerre par d'autres moyens*. Emportée et libérée dans sa logique par l'arme du pétrole, le monde découvrit avec effroi, dans les années 1960, la nouvelle guerre à mort et sans limite que livre l'économie à la Nature…

Pour l'essentiel, l'ordre ancien du capitalisme industriel était maintenu dans tous ses aspects violents et criminels comme le nota Howard Zinn dans son *« Histoire populaire des Etats-Unis »*: *« Ce fut une guerre contre un ennemi incroyablement cruel. L'Allemagne de Hitler portait le totalitarisme, le racisme, le militarisme et l'agressivité à un niveau qu'un monde pourtant ultra-cynique avait ignoré jusque-là. Mais les gouvernements alliés -Angleterre, Etats-Unis ou Russie- étaient-ils si radicalement différents que leur victoire pût suffire à balayer l'impérialisme, le racisme, le totalitarisme ou le militarisme de la surface du Globe (12) ? »* La démonstration que fait Howard Zinn est suffisamment étayée sur les faits historiques pour que la réponse « non » suggérée s'impose au lecteur. Le gouvernement des Etats-Unis n'avait aucune leçon à recevoir du régime nazi en matière d'impérialisme, de militarisme, de ségrégation raciale violente et meurtrière, de crimes de guerre, de systèmes concentrationnaires et de génocide…

La Seconde Guerre mondiale n'opposa pas le Bien contre le Mal, la Démocratie au nazisme et militarisme japonais mais était comme la Grande Guerre un conflit entre puissances militaro-industrielles pour le partage, le pillage et la domination du monde comme on peut le constater aisément aujourd'hui.

Dans la liste des faits historiques pour étayer son analyse politique de la Seconde Guerre mondiale et de sa suite sous la domination militaro-industrielle des Etats-Unis, Howard Zinn signale, bien sûr, les deux bombardements atomiques en récusant leur justification officielle, mais aussi la relation d'allégeance entre la future mini-superpuissance française inquiète de son rayonnement impérial et la première puissance mondiale. L'historien nous apprend ainsi que, très tôt dans la guerre : *« fin 1942, le représentant personnel de Roosevelt avait assuré au général Henri Giraud [1879-1949, aîné et rival du général de Gaule dans la lutte nationale contre l'Allemagne] « il est bien entendu dans nos intentions de voir la souveraineté de la France rétablie aussi vite que possible sur l'ensemble des territoires métropolitains et coloniaux sur lesquels son drapeau flottait en 1939. » Ces documents (…) extraits des « Pentagon Papers » sont signés « TOP SECRET document sensible »*.

La suite de l'Histoire on la connaît, les Etats-Unis et la France ne cessèrent plus d'être en guerre ou d'être impliqués de diverses manières dans des crimes de guerre : par le soutien politique et la vente massive d'armes à des juntes militaires particulièrement sanguinaires. Le régime de l'apartheid put grandement bénéficier des savoir-faire français dans tous les domaines et, dans la décennie 2010, les pétromonarchies de la péninsule arabique purent exposer au monde leur cruauté foncière au Yémen sur le modèle d'un Blitzkrieg high-tech « Made in France ».

Ainsi, en suivant les analyses historiques d'Howard Zinn sur les trajectoires politiques et militaires des protagonistes victorieux de la Seconde Guerre mondiale on peut dire que les craintes infondées du physicien Leó Szilárd se réalisèrent au final avec des régimes politiques pas si *« radicalement différents »* que le 3^{e} Reich.

La situation atomique

Pour signaler la monstrueuse démesure des deux premiers bombardements atomiques qu'un « *monde pourtant ultra-cynique avait ignoré jusque-là* », le philosophe Günther Anders parla *« d'événement luciférien »* et décida de concentrer ses recherches philosophiques sur les conséquences humaines de l'Age atomique : « Hiroshima est partout (13) ».

Avec l'irruption de la science dans l'histoire mondiale, les nazis costumés et maniérés bras levé au pas de l'oie se retrouvaient grotesques et archaïques. Dans le domaine militaire, leur redoutable Blitzkrieg, éclipsé par l'aura d'Hiroshima, se retrouvait ringardisé en rebus militaire, mais aujourd'hui recyclé auprès des émirs sanguinaires de la péninsule arabique pour les besoins des industries de l'armement du « Monde libre »…

Les deux bombardements atomiques avait rendu le triomphe de la science spectaculaire et incontestable. Une telle réussite historique *« aux yeux du monde »* n'incita pas ses protagonistes à déposer les armes. A la surface de la Terre, le nucléaire s'imposa d'emblée en complexe militaro-industriel expansionniste. Selon le mot de Jacques Ellul *« la Technique est puissance, faite d'instruments de puissance et produit par conséquent des phénomènes et des structures de puissance, ce qui veut dire de domination (14) »* ; bref le rêve du 3e Reich avec son Blitzkrieg… Le gigantesque complexe nucléaire issu de la science n'est-il pas la quintessence de la puissance absolue ?

La victoire de la guerre scientifique se prolongea immédiatement, on le sait, par la Guerre froide ; mais aussi, il ne faut l'ignorer, par la nucléarisation à marche forcée du Japon imposée par les autorités militaires américaines avec la collaboration active des élites politiques et industrielles de l'Empire du Soleil Levant.

Après les villes d'Hiroshima et de Nagasaki foudroyées en un éclair, l'Histoire du monde changeait de trajectoire. La mesure anthropologique était surpassée. Le nec plus ultra de la puissance l'inscrivait à l'échelle des temps géologiques ou de l'Histoire naturelle de la Terre. Ainsi considéré dans sa globalité terrestre, Cénozoïque, le seul résultat tangible recevable de la physique des particules est l'annihilation possible de la vie sur Terre offerte à une oligarchie de criminels professionnels appelés « militaires ».

Avec Hiroshima et Nagasaki, certains scientifiques de premier plan eurent, on le sait, des scrupules mais ils n'étaient plus en mesure d'arrêter la dynamique infernale de l'ère Atomique. Les conséquences anthropologiques et géophysiques de leur recherche savante n'étaient plus de leur ressort. Ce fut le philosophe Günther Anders qui entreprit d'éclairer les implications eschatologiques de la situation atomique ; mais pour sa recherche il dut aussi faire l'effort de récuser les discours lénifiants sur le sujet. La première tâche qu'il se fixa fut de briser la loi du silence qui chercha très vite à banaliser la situation atomique : *« Il faut présenter de façon outrancière les objets dont l'importance est minimisée »*. La distanciation du style universitaire n'est pas recevable pour parler de l'Apocalypse.

Dans *« l'obsolescence de l'Homme », écrit en 1956,* il s'efforça de comprendre la fatalité de la situation et tenta d'expliciter *« les causes de notre aveuglement face à l'apocalypse »*. Il notait le paradoxe de la connaissance pure : contrairement aux données positives attendues de la science et de la production des connaissances, le danger commence avec l'omnipotence… *« Premiers constats d'effroi » « Aujourd'hui c'est nous qui sommes l'Infini. Faust est mort » « Si quelque chose dans la conscience des hommes d'aujourd'hui a valeur d'Absolu ou d'Infini, ce n'est plus la puissance de Dieu ou celle de la Nature, (…) : c'est* notre *propre puissance. A la* création ex nihilo *qui était une manifestation d'omnipotence s'est substituée la puissance opposée : la puissance d'anéantir, de réduire à néant. (…) Puisque nous possédons la puissance de nous entre-détruire, nous sommes* les seigneurs de l'apocalypse, *nous somme l'Infini. Faust est mort. (…) » « Aussi insolite que cela puisse paraître, c'est*

seulement depuis qu'elle nous est échue en partage que l'omnipotence est devenue un danger réel (15)».
Ainsi lorsqu'il s'agit d'Apocalypse, l'industrie atomique ne peut plus être réduite à une question de Défense nationale. Avant même que le discours de la dissuasion organise sa rhétorique lénifiante de bonnes intentions à l'échelle d'une nation, Günther Anders récusa le rangement de la Bombe atomique dans l'arsenal de la Défense nationale : *« La Bombe n'est pas un moyen, l'absolu est atteint il est inutile d'aller plus loin »*.
« La formule : « Tous les hommes sont mortels » a été aujourd'hui remplacée par celle-ci « l'humanité peut être tuée dans sa totalité » […] « En exergue de chaque époque, on pourrait mettre l'une des formules suivantes 1) Tous les hommes sont mortels, 2) Tous les hommes peuvent être tués et 3) L'humanité dans sa totalité peut être tuée. » La première formule correspond, pour ainsi dire, au « bon vieux temps » avant la seconde révolution industrielle et scientifique signalée par « la mort de Dieu ». La seconde, durant la première moitié du 20e siècle, se signale par l'avènement de la grande industrie du meurtre de masse avec la Boucherie de 14-18, les camps d'extermination et les bombardements incendiaires de la Seconde Guerre mondiale. Dans « Dead city », Mike Davis nous rappelait que la chimie des bombes incendiaires fut l'objet de recherches scientifiques aux Etats-Unis pour optimiser le rendement mortifère de chaque bombe. La troisième est l'œuvre exclusive de la nouvelle science de la matière avec le développement fulgurant de la physique et l'ingénierie atomique.
Bien évidemment, la conscience lucide du philosophe sur l'Apocalypse créée par la situation atomique et la dénonciation des discours lénifiants sur l'arme atomique, ne firent pas déposer les armes aux chercheurs, ingénieurs et travailleurs désormais parfaitement intégrés dans la routine paisible de leur complexe militaro-industriel national. Cependant, si *« l'absolu est atteint »* sur le plan anthropologique, comme le dit Günther Anders, aux niveaux scientifiques et techniques, on le sait « tout est relatif » et en conséquence il est toujours possible de perfectionner et d'optimiser les paramètres du meurtre de masse… Comme dans les Paradoxes de Zénon d'Elée, il est toujours possible d'ajouter un epsilon pour s'approcher de la perfection sans jamais l'atteindre. Les vertus vivifiantes tant vantées de l'Intelligence artificielle peuvent accroître en permanence le QI des têtes nucléaires…
Dans ce domaine d'excellence, pour éclairer la banalité et la fatalité du mal transféré dans des activités de *gagne-pain quotidien* distribué à d'innombrables travailleurs-travailleuses on peut suivre aussi les analyses critiques sur l'autonomisation de la Technique développées par Jacques Ellul dans « Le système technicien (16) ». En condensant ses résultats moins philosophiques, plus techniques et terre à terre, on a aussi un éclairage sur l'origine de *« l'aveuglement face à l'Apocalypse »* : « La Technique ne supporte aucun jugement éthique. Elle ne tolère pas d'être arrêtée pour raison morale. » (…) « La Technique, en se jugeant elle-même, est donc libérée de ce qui [avant] faisait entrave à l'action de l'homme : les croyances (sacrées, spirituelles, religieuses) et la morale. » (…) « La Technique devient même puissance de légitimation. » (…) « La Technique devient force créatrice de nouvelles valeurs, et d'une nouvelle éthique. » Bref, comme le suggère Jacques Ellul, pour la Technique le mot d'ordre essentiel est très précisément : « il est interdit d'interdire » y compris la recherche pour le meurtre de masse, puisque de toute évidence il s'agit ici d'un domaine d'excellence des sciences et techniques. L'éthique suivra ! Dans la même ligne d'analyse, la doctrine de la dissuasion, légitimation du pire crime, est elle aussi de la Technique dans le domaine du marketing de la « relation publique « : faire gober au gogo à grand renfort de moyens que les milliards d'euros engloutis dans cette industrie ne visent que son bien. Bien évidemment, le « il est interdit d'interdire » de la Technique n'est pas limité au nucléaire, on le retrouve dans

d'autres domaines jugés d'excellence : les biotechnologies, les nanotechnologies, les neurosciences et l'intelligence artificielle...
Durant les années 1980, certains scientifiques reprirent du service au sujet de la menace atomique avec le concept « Hiver nucléaire ». A la même époque que la théorie météoritique pour expliquer la disparition des dinosaures, des géophysiciens et les météorologistes évaluèrent les conséquences atmosphériques des poussières et suies d'incendies provoqués par un conflit atomique majeur. La réduction du flux solaire arrivant à la surface de la Terre et sa durée prolongée pouvaient aboutir à une situation de fin du monde analogue à celle responsable de la disparition des dinosaures. Mais, encore une fois, l'hypothèse Apocalyptique de l'Hiver nucléaire avancée par les chercheurs scientifiques ne fit pas plus déposer les armes atomiques que la lucidité philosophique de Günther Anders. Jamais à cours d'idée et le cœur endurci comme celui de Pharaon par leur toute-puissance, les scientifiques de la physique atomique comprirent qu'il fallait réorienter les recherches vers les petites unités de puissance, abandonner le mégatonne de TNT des heures de gloire de la Guerre froide pour retourner vers le kilotonne de la bombe d'Hiroshima et ainsi offrir aux stratèges militaires en kimono ou chemisette hawaïenne, hors champs de bataille, une industrie durable du meurtre de masse sans le risque de l'Hiver nucléaire.
En 1986, une catastrophe nucléaire survint à Tchernobyl, puis, très vite, l'Union soviétique s'effondra, le néolibéralisme s'imposa à Moscou et planta son drapeau sur le Kremlin puis étendit son empire au-delà des monts de l'Oural sur toute la Sibérie. Ce tsunami économique sur le modèle américain mit fin à la Guerre froide. Mais, encore une fois, ces évènements historiques ne firent pas déposer les armes atomiques. Les savants n'avaient pas épuisé leur potentiel d'innovation dans tout type de bombes atomiques de poche tactiques et la rhétorique de la dissuasion, un temps désorienté, finit par s'improviser d'innombrables ennemis diaboliques ad hoc…

Ainsi, après le long Mésozoïque de 160 millions d'années, le Cénozoïque débuta soudain il y a 65 millions d'années avec l'arrivée d'un projectile météoritique massif venu de l'espace et rendu responsable de la disparition des dinosaures. A son tour la nouvelle ère prendrait fin tout aussi violemment avec le triomphe absolu de la physique des particules et ses applications pratiques au service du meurtre de masse. L'évènement catastrophique originel du Cénozoïque relevait de la vieille *mécanique newtonienne,* celui de la disparition de la vie sur Terre par « l'Hiver nucléaire » de la nouvelle *mécanique quantique*. Mais à cette échelle absolue des temps géologiques dans l'Histoire naturelle et dénaturée de la Terre, l'excellence de la nouvelle science physique des particules subatomiques, le décorum militaire et la rhétorique démagogique de la dissuasion n'ont plus aucune importance.

Epilogue, aujourd'hui ou jamais

La sortie du nucléaire est désormais à l'ordre du jour en Europe occidentale. Dix ans après Fukushima, tous les pays de l'ancien espace du pacte Euratom renoncent à l'électronucléaire. Les peuples ont tranché et les gouvernements ont suivi, partout en Europe, sauf en France. Les décisions ont été rapides, immédiatement après Fukushima, il y a maintenant dix ans et, désormais, elles sont irrévocables, aucun gouvernement et probablement aucun coup d'Etat militaire ou prise du pouvoir par l'extrême droite ne pourra renverser ce processus historique. La flamme nucléaire s'est éteinte sans jamais satisfaire ses promesses d'origine. Durant le demi-siècle qui suivit le bombardement d'Hiroshima, l'aventure universelle en physique atomique et la promesse humanitaire d'énergie abondante par l'électronucléaire se sont très vite transmutées en imposture brutale et régulièrement catastrophique ; mais, dès le début, personne n'a été dupe.

La prolongation du nucléaire après Tchernobyl releva de l'arbitraire militaro-industriel. La catastrophe en Ukraine avait révélé à nouveau ce qui était su dès le début du lancement des programmes électronucléaires et que la production culturelle de l'ignorance (1) par l'industrie du mensonge (2) tentait toujours de dissimuler. Les nucléocrates, chercheurs, ingénieurs et militaires de l'atome n'avaient résolu aucun des impératifs de sûreté nucléaire parfaitement identifiés dès les origines.

Hors Euratom en Europe, il y eut le cas singulier et hautement significatif de la Suède puisqu'il fut dans ledit « modèle scandinave » particulièrement symptomatique du caractère anti-démocratique et militaire du nucléaire. Dans ce pays, comme en France, aux Etats-Unis et partout ailleurs, la ferveur nucléaire n'a jamais brûlé dans le cœur des Suédois et des Suédoises. Juste après Three Miles Island et peu de temps avant le traumatisme européen de Tchernobyl, un référendum avait conquis une sortie du nucléaire et l'élite politique du pays l'avait prévue très loin, en 2010. Mais, perfidie de la classe dirigeante, l'abandon de l'atome fut ajourné dans l'intervalle. La décision traîtresse des parlementaires imposant la prolongation de l'électronucléaire fut prise la veille de Fukushima. Comment comprendre cette perfidie ? Point de mystère, les séquelles de la guerre, la logique militaro-industrielle ! A l'instar de la France, l'exemplaire « pays neutre » qu'était la Suède a largement collaboré avec le régime nazi par le commerce de ses richesses minières en fer et de ses savoir-faire durant la Seconde Guerre mondiale. Au cours de ce conflit, une secrète alchimie blanchissait l'Or nazi en Argent suisse immaculé qui, à son tour, se transmutait en Fer suédois (3). Dans l'après-guerre, avec la même célérité militaire que la France, ce pays développa très tôt dès les années 1940 une industrie nucléaire (militaire). Ce lourd passif du capitalisme militaro-industriel peut expliquer la perfidie itérative des élites durant les années 2000 puis dans la décennie qui suivit Fukushima. Car, après la catastrophe nucléaire au Japon, les fourberies parlementaires continuèrent. Le même pouvoir oligarchique réussit, encore une fois, à ajourner la sortie du nucléaire avec une nouvelle échéance très lointaine en 2040. A cette date, la classe politique promet un *« 100% renouvelable »*... Ces promesses non tenues, ces trahisons itératives révèlent le divorce entre l'élite dirigeante et le peuple et bien sûr le caractère foncièrement anti-démocratique à la fois du nucléaire et des institutions parlementaires… On comprend dès lors que le peuple, qui n'est pas dupe, refuse le nucléaire mais que l'oligarchie industrielle dispose à son service exclusif de la machinerie parlementaire pour imposer ses volontés dans son décorum démocratique irréprochable depuis sa rapide montée en puissance initiée par ses fructueuses affaires durant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, derrière le *« modèle exemplaire de démocratie scandinave »*, tant vanté durant des décennies par la presse française, on retrouve comme en France la même férocité

d'un complexe militaro-industriel prêt à toutes les vilenies pour perpétuer son industrie fétiche.
Mais il y a pire. En contraste radical avec les pays qui sortent ou qui, pour ne pas sortir, promettent de sortir, en France, dans les hautes sphères, l'aveuglement est total. Il n'est toujours pas question de sortie du nucléaire et encore moins de référendum sur l'avenir à donner à l'électronucléaire. L'avenir est radieux… jusqu'en 2100, même si le réacteur de 4e génération tant vanté a déclaré forfait en 2019. Comme le signalent de nombreux observateurs depuis le lancement du programme électronucléaire, et comme on l'a vu au cours de ce texte, la principale puissance nucléaire qui menace la France, son territoire et sa population n'est autre que l'Etat français. Et comme le perçoivent désormais clairement les pays frontaliers depuis Fukushima, la menace s'étale à l'ensemble de l'Europe.
Nul ne l'ignore depuis Tchernobyl, à l'instar de l'URSS, les dénis de démocratie et de réalité ne sont pas sans conséquences, ils deviennent dangereux et autodestructeurs. Car ils imposent une seule porte de sortie, la pire : l'événement nucléaire catastrophique. A ce moment de vérité, l'état-major militaire français ne pourra pas faire mieux que l'élite industrielle japonaise : entre-ouvrir les yeux, constater la réalité de la catastrophe et, s'il ne sombre pas dans le fanatisme, accepter la défaite comme au Japon et arrêter le nucléaire en France. Mais il sera trop tard, comme au Japon, la catastrophe maintiendra *à jamais* la France, mais aussi l'Europe, dans l'ère nucléaire.
La décennie 2010 a été riche en évènements inquiétants et révélateurs : violences policières à Bure, révélations de malfaçons, perfidie de l'élite politique, scandale financier d'UraMin, fiasco technologique de l'EPR, tartuferie en tous genres des agences de sûreté nucléaire et de radioprotection… Bref, un tableau de république bananière où dominent le mensonge, la corruption, l'arbitraire et l'irresponsabilité des élites. Tout ce remue-ménage à tous les étages de l'appareil d'Etat et du pouvoir politique et scientifique vient, encore une fois, inutilement démontrer l'imposture énergétique de l'électronucléaire et confirmer à nouveau le caractère foncièrement militaire et criminel du nucléaire.
Au Japon on retrouve, décrite dans « Les Sanctuaires de l'Abîme (4) », « la chronique du désastre de Fukushima » où se révèle au jour le jour le même tableau de corruption criminelle du pouvoir nucléaire. Mais avec l'antécédent d'Hiroshima et Nagasaki, le drame Japonais en devient profondément affligeant pour ceux qui se souviennent de l'histoire du pays. Fukushima révéla à nouveau la vilenie et la perfidie foncière de l'élite dirigeante japonaise, inchangées depuis l'ère Meiji et le développement du capitalisme militaro-industriel du pays. Avec la fin brutale de la guerre au service de l'industrie et de l'expansionnisme militaire pour le développement du capitalisme, le nucléaire fut une sorte de planche de salut pour les milieux d'affaires nippons. Au Japon, l'électronucléaire trouva son origine aux Etats-Unis. La puissance militaire qui décida des bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki, imposa aussi, dès les années 1950, le lancement du programme électronucléaire et les américains trouvèrent sans difficulté au sein de l'aristocratie militaire et de l'élite dirigeante japonaises des collaborateurs particulièrement zélés. Comme aux Etats-Unis et sans originalité, l'industrie des biens culturels, proposa ses bandes dessinées et ses dessins animés (mangas) pour rendre sympathique l'atome… Un petit robot infantile du nom de « Tetsuwan Atomu » (Atome puissant) pourvu d'un cœur atomique fut inventé pour l'occasion par Tezuka Osamu, le Walt Disney japonais (5). Bien sûr, le Big Brother transnational du dessin animé, Walt Disney Co., est allé au Japon prêter main-forte à son disciple nippon… et surtout à la CIA, maître d'œuvre spirituel, pour donner du cœur à l'ouvrage dans cette radieuse entreprise de la nouvelle ère atomique.
En France aussi, sans originalité culturelle et avec le même arbitraire, l'électronucléaire a été imposé directement par l'état-major militaire. Derrière son costume civil costard-cravate, M.

le Premier Ministre Pierre Messmer fut bien un chef militaire de sinistre mémoire pour ceux qui connaissent l'Histoire de la reconquête de l'Empire colonial. Comme au Japon, le matériel Westinghouse arriva tout prêt des Etats-Unis…
Au cours de la décennie qui suivit Fukushima, ce furent bien les méthodes militaires, la brutalité armée et l'irresponsabilité morale envers les populations qui resurgirent au premier plan. Rien n'aura été épargné aux Français et, toujours sans souci de crédibilité, ils eurent droit à la même désinformation : le nucléaire verdi « carbone free », les tartuferies rhétoriques de l'ASN pour perpétuer le parc atomique délabré et celles sur la cuve de l'EPR de Flamanville, sans oublier l'imposture géologique du projet Cigéo à Bure.
Malgré ce tableau pitoyable et honteux arrivé sous les feux de la rampe, en fin de décennie post-Fukushima et désormais à contre-courant de l'Histoire, l'Etat-providence du nucléaire de France affirmait à nouveau sa volonté de relancer l'électronucléaire sur le territoire et à l'échelle internationale. Toujours en retard d'une guerre et plus que jamais guidée par son aveuglement atomique, la France, en la personne de son Président, s'imaginait en véritable superpuissance nucléaire militaire pour l'Europe entière. La veille de l'humiliation sanitaire de l'épidémie de coronavirus, le pensionnaire de l'Elysée, comme un « Trump tricolore », se posait en chef suprême de l'Union européenne pour monter en puissance les provocations atomiques et accroître ainsi le risque « d'Hiver nucléaire ».
Face à autant d'aveuglement et d'irresponsabilité morale au niveau de l'appareil d'Etat, il peut paraître dérisoire voire puéril de réaffirmer encore une fois l'urgence de la sortie du nucléaire en France. Il faut pourtant continuer à le faire, même si le système paraît verrouillé à tous les niveaux des pouvoirs politiques et militaro-scientifiques… Même si durant toute la décennie écoulée depuis Fukushima, les élus dans l'hémicycle n'ont pas cessé d'accorder leur caution à l'entreprise nucléaire.
Les menaces s'accumulent et, désormais, on en sait suffisamment sur les risques de catastrophes, largement aggravés avec le vieillissement du parc atomique. Refoulé depuis quatre décennies, on a découvert le potentiel mortifère de l'amoncellement des déchets radioactifs dans les zones de stockage en surface ; l'étude de l'enfouissement en couche géologique à Bure a lui aussi révélé de nouvelles menaces de perte de confinement et de contamination radioactive de l'environnement. On a illustré l'irresponsabilité foncière des nucléocrates et rappelé avec les violences policières permanentes l'origine militaire de l'entreprise électronucléaire. Qui peut croire encore à la « souveraineté énergétique de la France » par le nucléaire ? On a vu le déni de réalité et le déni de démocratie avec les passages en force et la désinformation permanente.
Au Japon comme en France, la décennie de Fukushima n'a pas été avare en révélations sur l'irresponsabilité et la brutalité du pouvoir nucléaire. La Fronde aux frontières est cependant venue rappeler que la menace nucléaire française concerne l'ensemble de l'Europe. Elle ne s'arrête pas aux frontières de l'Hexagone
En mars 2020, l'épidémie de Covid 19 révélait soudain la *« Fragilité de la Puissance (6) »* mais aussi l'irresponsabilité de certains choix technologiques déconnectés des besoins réels qui, forcément, en sacrifient d'autres. Avec son arsenal nucléaire, la France était prête à anéantir toute vie sur Terre mais se trouva fort dépourvue quand le coronavirus fut venu. Quelques 30 000 personnes périrent en 3 mois. L'impréparation sanitaire de la France n'échappa à personne. Il n'y eut pas de Pr Pierre Pellerin pour fermer les frontières avec l'anticyclone des Açores. Comble de l'aveuglement atomique, le pensionnaire de l'Elysée avait proposé la veille de l'épidémie de mettre ses missiles nucléaires en batterie pour assurer la protection de l'Europe. Pour ne rien arranger au tableau d'une République compradore, dans le flux des découvertes peu flatteuses de ces temps difficiles il y eut la mise en évidence de l'extrême dépendance de l'économie française à la Chine… Et, à titre pas tout à fait

anecdotique, la merveille aéronautique européenne avec toutes ses performances économiques et écologiques annoncées, le géant des airs l'A 380, n'a pas mieux résisté à l'épidémie de Covid-19.
Fukushima avait déjà révélé la menace de la puissance sûre d'elle-même sur elle-même. En un seul événement, le Japon fut frappé et fracturé par sa propre puissance nucléaire et prenait conscience de son extrême fragilité. Dans les « Sanctuaires de l'abîme, Chronique du désastre de Fukushima » on a pu découvrir le nombre invraisemblable d'équivalents Pr Pierre Pellerin au Japon pour nier la réalité sanitaire de la catastrophe nucléaire. Mais au final, il y a bien eu un *avant* et un *après* Fukushima. Désormais, la fracture sociale est irréparable, l'élite dirigeante, démasquée, perdait *à jamais* sa crédibilité politique. De ce point de vue politique, l'Etat allemand, qui a fait le bon choix d'une sortie rapide du nucléaire, évite à la fois le discrédit social, la brutale chute de puissance économique et, il ne faut pas l'oublier, la perte catastrophique de territoire… Face à la nécessité de relocaliser l'économie comme l'a révélé l'épidémie en 2020, chaque kilomètre carré de territoire viable compte, même si c'est pour faire brouter des vaches et produire du lait pour les bébés chinois…
A l'échelle planétaire, la dépendance des systèmes complexes à des réseaux éclatés et dispersés génère de nouvelles insécurités parfois rapidement mortifères à la mesure des performances atteintes et vantées par les experts économistes. Mais, encore une fois, il s'agit de choix politiques et économiques arbitraires du capitalisme mondialisé.
Avec l'accumulation des déchets radioactifs, les Etats qui s'affirmaient en superpuissances technologiques se révèlent à la fois fragiles et menaçants pour leur propre territoire et population… Dans ce domaine, le nucléaire accumule tous les risques et, partout dans le monde, le minimum de doute, de débat et de démocratie qui pourrait servir de garde-fou fut sabré par l'arbitraire d'un pouvoir foncièrement militaire. Ce statu quo techno-totalitaire, hérité de la fascination d'Hiroshima, s'il est remis en cause dans la plupart des pays d'Europe, reste total en France. De ce point de vue, dans le temps historique des catastrophes technologiques, le second quinquennat présidentiel dans l'Hexagone de l'après Fukushima, réalise au-delà de l'imaginable l'enlisement narcissique dans la logique de superpuissance militaro-industrielle et, de ce fait, totalise tous les risques.
Même si la situation nucléaire nationale est verrouillée à tous les niveaux par l'aristocratie militaire avec un soutien ou un suivisme parlementaire servile ou désinformé, au 10^{e} anniversaire de Fukushima il faut à nouveau rappeler l'urgence de la sortie du nucléaire.
Il faut bien se rendre à l'évidence des dix années de réalités nucléaires à nouveau révélées par Fukushima et en tirer les conséquences. La persistance en France, d'une industrie qui n'a plu les moyens de se perpétuer que par l'intensification du mensonge, de la spoliation des populations et les violences policières est une menace inacceptable pour l'ensemble de l'Europe.

Pour exprimer la nécessité historique de sortir du nucléaire face aux menaces désormais bien identifiées sur tous les fronts, évidentes depuis l'expérience de Fukushima et l'émergence explosive du danger des déchets radioactifs, on pourrait dire : *la sortie du nucléaire, c'est aujourd'hui ou jamais*. On sait que c'est possible, les scénarios ne manquent pas pour le faire au plus vite (7). Au Japon c'est fini, le *jamais* est déjà arrivé, comme à Tchernobyl, on ne sortira plus *jamais* du nucléaire, même si tous les réacteurs nucléaires ont été arrêtés. La contamination radioactive sur de vastes secteurs du territoire c'est *à jamais*. En plus des quantités immenses de déchets radioactifs accumulés en cinquante ans d'électronucléaire et du chantier interminable sur la centrale de Fukushima, de nombreuses surfaces de terre anciennement habitables et cultivables sont *à jamais* contaminées par la catastrophe du 11 mars 2011. Dix ans déjà !

Notes

Introduction

(1) Revue Silence, n° 410, mars 2013, « L'agonie du nucléaire »
(2) Pasquinet et Pierre Lucot : *« Nucléaire arrêt immédiat - Pourquoi, comment ? Le scénario qui refuse la catastrophe »*, Ed. Golias 2012
(3) Ivan Illich : « Energie et Equité » Ed. Seuil 1973
(4) Nicholas Georgescu-Roegen, « *The Entropy Law and the Economic Process* », publié en 1971. Traduction française : *« La décroissance : Entropie, Écologie,Économie »* Présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens Paris 2e édition, Sang de la Terre 1995
http://classiques.uqac.ca/contemporains/georgescu_roegen_nicolas/decroissance/la_decroissance.pdf
(5) Louis Puiseux La Babel nucléaire Ed. Galilée 1977
(6) Louis Puiseux Crépuscule des atomes Ed. Hachette 1986

1. L'instant d'avant

(1) Marc Dugain, Christophe Labbé, « L'Homme nu, la dictature invisible du numérique » Ed. Plon, R. Laffont 2016
(2) Vincent Crouzet **:** « Une affaire atomique UraMin-Areva, l'hallucinante saga d'un scandale d'Etat », Éd. R. Laffont 2017
(3) François-Xavier Verschave : « De la Françafrique à la Mafiafrique » Ed. Tribord 2005
(4) Apoli Bertrand Kameni « Minéraux Stratégiques, Enjeux africains » Ed. PUF 2013
(5) Ivan du Roy, Basta ! 2013 *« Hommage à Mandela : quand la France et ses grandes entreprises investissaient dans l'Apartheid* ».
https://www.bastamag.net/Hommage-a-Mandela-quand-la-France
(6) Jean-Marc Sérékian Radieuse Bérézina Ed. Golias 2015

2. Les faits sont têtus, mais l'avenir est radieux

(1) Hugues Demeude, Thierry Gadault Nucléaire : danger immédiat Et ça se passera près de chez vous ! Ed. Flamarion 2018
(2) La Parisienne libérée : *« Le nucléaire, c'est fini »*. Ed. La Fabrique 2019
(3) Bertrand Goldschmidt: « L'aventure atomique » Ed. Fayard 1966
(4) Rainer Karlsch « La bombe de Hitler » Ed. Calmann-Lévy 2005
(5) Pour la science n°471, janvier 2017, Manfred Popp : « Pourquoi les nazis n'ont pas eu la bombe »
(6) Louis Puiseux La Babel nucléaire Ed. Galilée 1977
(7) Louis Puiseux Crépuscule des atomes Ed. Hachette 1986

3. De l'aventure à l'imposture, rhétorique atomique

(1) Mike Davis: « Dead City » 2002 Ed. Les Prairies ordinaires 2009
(2) Bertrand Goldschmidt: « L'aventure atomique » Ed. Fayard 1966
(3) Fabrice Nicolino, Le crime était presque parfait Ed. Les Liens qui Libèrent 2019
(4) Collectif BureStop 55 « Notre colère n'est pas réversible, enfouir les déchets atomique : le refus »
https://cloud.indie.host/s/VTpXLEarw3iPx6O#pdfviewer
(5) Jean-Marc Sérékian Capitalisme fossile Ed. Utopia 2019
(6) Rapport Greenpeace France : « La crise mondiale des déchets nucléaires » 2019
(7) Bertrand Goldschmidt: « L'aventure atomique » Ed. Fayard 1966
(8) La Recherche n°301, septembre 1997, « Déchet nucléaires, peut-on s'en débarrasser ? »
(9) La Recherche n°301, septembre 1997, Paul Schapira : *« Le cœur du problème : les déchets à vie longue »*
(10) Georges Charpak *« Mémoires d'un déraciné, physicien et citoyen du monde »* Ed. Odile Jacob 2008
(11) Claude Allègre « La science *est* le défi du 21e siècle » Fayard 2009
(12) GSIEN la Gazette nucléaire sur le Net 2013
http://gazettenucleaire.org/GSIEN.html

4. Bure atomique contre nature

(1) *Camile* « Le petit livre noir des grands projets inutiles » Ed. Le passager clandestin 2015
(2) Jean-Marc Sérékian « Capitalisme fossile » Ed. Utopia 2019
(3) Clive Hamilton « Les Apprentis sorciers du climat » Ed. Seuil 2013
(4) Rapport Greenpeace France : « La crise mondiale des déchets nucléaires » 2019

(5) Thuillier Berttrand Les risques d'exploitation du centre industriel de stockage géologique (cigeo) 2016 https://www.encyclopedie-energie.org/les-risques-dexploitation-du-centre-industriel-de-stockage-geologique-cigeo/
(5) voir note (4)
(6) voir note (5)
(7) La Recherche n°301, septembre 1997, « Déchet nucléaires, peut-on s'en débarrasser ? »
Ghislain de Marsily « Le stockage profond exige encore des études complexes. Faut-il raisonner sur 1000, 10 000, 100 000 ans ou davantage ? »

5. Les ficelles statistiques de la sureté nucléaire

(1) Sheldon Rampton, John Stauber, « *L'Industrie du mensonge. Relations publiques, lobbying & démocratie* » Ed. Agone, 2012.
(2) Robert N. Proctor « Golden Holocaust, La conspiration des industriels du tabac », Ed. des Equateurs, 2014
(3) Le Monde, le 19 mars 2020, Éric Albert : « Coronavirus : la Banque centrale européenne lance un plan d'urgence historique pour calmer les marchés »
https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/03/19/coronavirus-la-banque-centrale-europeenne-lance-un-plan-d-urgence-historique-pour-calmer-les-marches_6033613_3234.html
(4) Jean-Jacques Delfour « La Condition nucléaire, réflexion sur la situation atomique de l'humanité » Ed. L'Echappée 2014
(5) Amory B. Lovins, Stratégie énergétiques planétaire, Ed. Christian Bourgeois 1975
(6) GSIEN La Gazette Nucléaire n° 28 Fiche technique n°30 « La sûreté des réacteurs nucléaires de type américain (Rasmussen) »
http://gazettenucleaire.org/?url=/1979/28.html
(7) Lewis Mumford, La Cité à travers l'Histoire 1961, Ed. Seuil 1964
(8) Offensive, « Divertir pour dominer, la culture de masse contre les peuples », Ed. L'Echappée 2010
(9) Hubert Reeves avec Frédéric Lenoir : « Mal de Terre » Ed. Seuil 2003

6. L'Atome tricolore terrorise l'Europe

(1) Hugues Demeude, Thierry Gadault Nucléaire : danger immédiat Et ça se passera près de chez vous ! Ed. Flamarion 2018

(2) LE MONDE | 05.03.2016 | Par Pierre Le Hir L'Allemagne demande l'arrêt de Fessenheim
http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/03/05/l-allemagne-demande-l-arret-de-fessenheim_4877081_3244.html
(3) Le Monde.fr | 03.03.2016 | Par Pierre Le Hir « Les centrales nucléaires françaises inquiètent les pays frontaliers »
http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/03/03/les-centrales-nucleaires-francaises-inquietent-les-pays-frontaliers_4876180_3244.html
(4) Louis Puiseux Crépuscule des atomes Ed. Hachette 1986
(5) France Bleue Lorraine, le 21 novembre 2019, Antoine Barège « Le Luxembourg a un plan pour fermer la centrale nucléaire de Cattenom »
https://www.francebleu.fr/infos/environnement/le-luxembourg-a-un-plan-pour-fermer-la-centrale-nucleaire-de-cattenom-1574362970
(6) Jean-Marc Sérékian « Radieuse Bérézina, Lumière crépusculaire sur l'industrie nucléaire » Editions Golias 2015
(7) Le Monde.fr avec AFP | 06.03.2016 | Emmanuelle Cosse : « Fessenheim fermera d'ici la fin 2016 »
http://www.lemonde.fr/energies/article/2016/03/06/emmanuelle-cosse-fessenheim-fermera-d-ici-la-fin-2016_4877475_1653054.html
(8) voir note 5
(9) Le Monde, le 27 avril 2011, Tribune : « Attention, un deuxième Fukushima n'est pas exclu » Miho Matsunuma, historienne de la France contemporaine, maître de conférences à l'université de Gunma, à Maebashi (Japon)
https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/27/attention-un-deuxieme-fukushima-n-est-pas-exclu_1513460_3232.html
(10) La Recherche n° 203 octobre 1988, « Surgénérateur à la dérive » Martine Barrère.
(11) La Recherche n° 252 mars 1993 « Que faire de Superphénix ? » Entretien avec Dominique Finon.

7. Lente sénescence d'une mini-superpuissance

(1) Jean-Marc Sérékian « Radieuse Bérézina » « lumière crépusculaire sur l'industrie nucléaire » Ed. Golias 2015
(2) Jacques Ellul « Le système technicien » Ed. Calmann-Lévy 1977
(3) Peter Dale Scott « *La Machine de guerre américaine : La politique profonde, la CIA, la drogue, l'Afghanistan.. ».* [« American War Machine: Deep Politics, the CIA Global Drug Connection, and the Road to Afghanistan »] Éd. Demi-Lune 2012. *« L'État profond américain : La finance, le pétrole, et la guerre perpétuelle »* [« The American Deep State: Wall Street, Big Oil, and the Attack on U.S. Democracy »], Éd. Demi-Lune, 2015
(4) Le Monde le 7 février 2020, Nathalie Guibert, « Armement nucléaire : Emmanuel Macron appelle l'Union européenne à « un sursaut »
https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/07/la-dissuasion-europeanisee-de-macron_6028760_3210.html
(5) Jean-Jacques Delfour « La Condition nucléaire, réflexion sur la situation atomique de l'humanité » Ed. L'Echappée 2014
(6) Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa « Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948 - 1971) Ed. La Découverte 2011
Nouvelle édition 2016 « La guerre du Cameroun, l'invention de la Françafrique »
de Thomas DELTOMBE (Auteur), Manuel DOMERGUE (Auteur), Jacob TATSITSA (Auteur), Achille MBEMBE (Préface)
(7) Fabrice Nicolino « L'escroquerie nucléaire, 70 ans de rayonnement atomique de la France » Charlie-Hebdo hors-série, septembre octobre 2012.
(8) François Xavier Verschave, « La Frrançafrique, le plus long scandale de la République » Ed. Stock 1998
(9) Survie 4 avril 2016 « Dossier d'analyse "Élections en Françafrique" » Idriss Déby, Denis Sassou Nguesso, Ismaël Omar Guelleh, Ali Bongo, Élections Dictateurs (Amis de la France) Coopération militaire.
https://survie.org/IMG/pdf/dossier_cooperation_militaire_maj_11-2016.pdf
(10) Jacques Ambroise, Jean Marc Sérékian « Gaz de schiste le choix du pire » « La Grande Guerre à l'ère du déclin pétrolier » Ed. Sang de la Terre 2015.
(11) Élisabeth Studer, 9 novembre 2015, « Madagascar : différend territorial avec la France sur forte odeur de pétrole et de gaz »
http://www.leblogfinance.com/2015/11/madagascar-differend-territorial-avec-la-france-sur-forte-odeur-de-petrole-et-de-gaz.html
(12) Le Monde 10 janvier 2020, Tribune Clive Hamilton : « En Australie, nous devrons faire le deuil de l'avenir »
Clive Hamilton professeur d'éthique publique à l'université Charles-Sturt à Canberra (Australie)
https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/10/clive-hamilton-en-australie-nous-devrons-faire-le-deuil-de-l-avenir_6025370_3232.html
(13) Jean-Marc Sérékian Capitalisme fossile, de la face des COP à l'ingénierie du climat, Ed. Utopia 2019
(14) « Pétrole ou biodiversité ? Géostratégie de la France dans le Canal du Mozambique » le 3 août 2012 par Agnès Joignerez
http://transnationale.eelv.fr/2012/08/03/petrole-ou-biodiversite-geostrategie-de-la-france-dans-le-canal-du-mozambique/

8. Du Blocus continental à Hinkley Point

(1) Observatoire du Nucléaire communiqué de presse du 28 juillet 2016 : « Malgré le vote absurde du Conseil d'administration d'EDF, Les réacteurs EPR annoncés en Grande-Bretagne ne seront pas construits »
http://www.observatoire-du-nucleaire.org/spip.php?article317
(2) Réseau Sortir du Nucléaire Communiqué du 15 septembre 2016 « Hinkley Point : une fuite en avant absurde et suicidaire pour EDF et la Grande-Bretagne »
http://www.sortirdunucleaire.org/Hinkley-Point-une-fuite-en-avant-absurde-et
(3) LE MONDE ECONOMIE | 05.05.2016 | Par Denis Cosnard « EDF : le « désespoir » de l'ex-directeur financier »
http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/05/05/edf-le-desespoir-de-l-ex-directeur-financier_4914142_3234.html
(4) Le Canard 28 septembre 2016.
(5) LE MONDE ECONOMIE | 21.09.2015 | Par Philippe Escande « L'étrange ménage à trois du nucléaire mondial »
http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/09/21/l-etrange-menage-a-trois-du-nucleaire-mondial_4765396_3234.html

(6) Jean-Marc Sérékian « Pourquoi Fukushima après Hiroshima » Ed. Sang de la Terre 2012
(7) Naomi Klein « La stratégie du choc vers la montée d'un capitalisme du désastre » Ed. Actes Sud 2008
(8) Jean-Marc Sérékian Radieuse Bérézina Ed. Golias 2015

9. Ces Néo-NégaWatt qui valent des Milliards

(1) L'ASN présente sa position sur l'anomalie de la cuve du réacteur EPR de Flamanville
Communiqué de presse le 28/06/2017
https://www.asn.fr/Informer/Actualites/L-ASN-presente-sa-position-sur-l-anomalie-de-la-cuve-du-reacteur-EPR-de-Flamanville
(2) EDF Communiqué de presse du 30 septembre 2019, fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim
https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/espaces-dedies/espace-medias/cp/2019/cp_edf_20190930_fessenheim_vf.pdf
(3) Amory B. Lovins « Stratégies énergétiques planétaires » Ed. Christian Bourgeois 1976.
(4) Sénario NégaWatt 2017-2050 https://negawatt.org/Scenario-negaWatt-2017
(5) LE MONDE | 17.03.2016 | Frédéric Lemaître « La sortie du nucléaire allemand devant les juges »
http://www.lemonde.fr/energies/article/2016/03/17/la-sortie-du-nucleaire-allemand-devant-les-juges_4884480_1653054.html
(6) Reporterre, 24 février 2017 Hervé Kempf « Voici le texte de l'accord entre Hamon et Jadot »
https://reporterre.net/Voici-le-texte-de-l-accord-entre-Hamon-et-Jadot
(7) Le Monde.fr avec AFP | 09.04.2017 | « Le décret sur la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim est signé »
http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/04/09/le-decret-pour-la-fermeture-de-fessenheim-est-signe_5108402_3244.html
(8) Le Canard Enchainé, mercredi 12 avril 2017 : Odile Benyahia-Kouider « Fessenheim : les atomes et l'argent des atomes »
(9) Institut Montaigne, « Sortir progressivement du nucléaire » Présidentielle 2017
http://www.decrypterlenergie.org/telechargement/20170313_institutmontaigne_coutsortienucleaire.pdf

10. A l'ombre du Brexit, l'effondrement de l'atome

(1) Le Monde, 18 janvier 2019 : « Au Royaume-Uni, l'avenir du nucléaire s'assombrit »
Eric Albert et Nabil Wakim
https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/01/18/au-royaume-uni-l-avenir-du-nucleaire-s-assombrit_5410960_3234.html
(2) Reporterre, 29 octobre 2019. Émilie Massemin Un rapport blâme EDF sur l'EPR… et préconise de construire d'autres réacteurs
https://reporterre.net/Un-rapport-blame-EDF-sur-l-EPR-et-preconise-de-construire-d-autres-reacteurs
Rapport au Président Directeur Général d'EDF : La construction de l'EPR de Flamanville Jean-Martin FOLZ Octobre 2019
https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=104AF2DA-FA4D-4BED-B666-4D582E2C7A8A&filename=1505%20-Rapport%20Flamanville%20pdf.pdf
(3) Le Monde 24 octobre 2015, Stéphane Lhomme : Emission de CO2 : l'impasse e la voiture électrique
(4) Jean-Marc Sérékian : Capitalisme fossile, Editions Utopia 2019

11. Astrid c'est fini…mais le pire persiste !

(1) Le Monde, 30/08/2019, Nabil Wakim : « La droite et l'extrême droite dénoncent le coup d'arrêt porté à la recherche nucléaire »
https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/08/30/la-droite-et-l-extreme-droite-denoncent-le-coup-d-arret-porte-a-la-recherche-nucleaire_5504753_3234.html
(2) Jean-Marc Sérékian, « Radieuse Bérézina, Lumière crépusculaire sur l'industrie nucléaire » Ed Golias 2015
(3) Jean-Pierre Dupuy *« la guerre qui ne peut pas avoir lieu »* Ed. Desclée de Brouwer, 2019
(4) Bernard Laponche ASTRID : Une filière nucléaire à haut risque et coût exorbitant
http://www.global-chance.org/IMG/pdf/gc37p80-92.pdf
(5), (6), (7), (8) La Recherche n°31 février 1973, Guy Denielou et Louis Vautrey : « Les réacteurs à neutrons rapides »
(9) Jean-Marc Sérékian : « Capitalisme fossile, de la farce des COP à l'ingénierie du climat », Ed. Utopia 2019

12. Digression désabusée sur la « dissuasion »

(1) LE MONDE ÉCONOMIE | 03.04.2015 | Jean-Michel Bezat « L'avenir du nucléaire français s'écrit en chinois »
http://www.lemonde.fr/economie-francaise/article/2015/04/03/l-avenir-du-nucleaire-francais-s-ecrit-en-chinois_4608955_1656968.html
(2) Le Monde Diplomatique, septembre 2015, Jordan Pouille « Razzia chinoise sur le lait »
(3) LE MONDE | 23.10.2013 | Harold Thibault « Dongfeng, l'ami chinois de vingt ans de PSA » (Shanghaï, correspondance)
http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/23/dongfeng-l-ami-chinois-de-vingt-ans-de-psa_3501376_3234.html#ElLQIAcWI2MYmKj2.99
(4) LE MONDE | 23.10.2013 | Philippe Jacqué « PSA se cherche désespérément un avenir »
http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/10/23/psa-se-cherche-desesperement-un-avenir_3501375_3234.html
(5) Libération 12 oct. 2009 Laure Noualhat Nos déchet nucléaire sont cachés en Sibérie
http://www.liberation.fr/terre/2009/10/12/nos-dechets-nucleaires-sont-caches-en-siberie_587213
(6) Jean-Philippe Desbordes « Atomic Park, à la recherche des victimes du nucléaire », Ed. Acte Sud 2006
(7) Le Monde 07 février 2020 Armement nucléaire : Emmanuel Macron appelle l'Union européenne à « un sursaut » Par Nathalie Guibert
https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/07/la-dissuasion-europeanisee-de-macron_6028760_3210.html
(8) Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) Luc Mampaey, « démantèlement des armes et bâtiments nucléaires » « Terrifiant héritage pour les générations futures »
https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-06-20_FR_L-MAMPAEY.pdf
(9) Pax, Ican, octobre 2014 « Don't Bank on the Bomb October 2014, A Global Report on Financing of Nuclear Weapons Producers »
http://www.dontbankonthebomb.com/wp-content/uploads/2014/11/2014_DBOTB_full-web.pdf
(10) Jean-Jacques Delfour « La Condition nucléaire, réflexion sur la situation atomique de l'humanité » Ed. L'Echappée 2014
(11) Jean-Pierre Dupuy « Petite métaphysique des tsunamis » Ed. Seuil 2005
(12) Howard Zinn « Une Histoire populaire des Etats-Unis, de 1492 à nos jours » 1980, Ed. Agone 2003
(13) Günther Anders « Hiroshima est partout » Ed. Seuil 2008
(14) Jacques Ellul « Le système technicien » Ed. Calmann-Lévy 1977
(15) Günther Anders « L'Obsolescence de l'homme, sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle » 1956, Ed. de l'Encyclopédie des nuisances, Ed. Ivrea 2002
(16) voir (13)

Epilogue : Aujourd'hui ou Jamais

(1) Robert N. Proctor « Golden Holocaust, La conspiration des industriels du tabac », Ed. des Equateurs, 2014
(2) Sheldon Rampton, John Stauber, « *L'Industrie du mensonge. Relations publiques, lobbying & démocratie* » Ed. Agone 2012.
(3) Jacques R. Pauwels « Big business avec Hitler » Ed. Aden 2013
(4) Nadine et Thierry Ribault « Les Sanctuaires de l'Abîme, chronique du désastre de Fukushima » Ed. de l'Encyclopédie des nuisances 2012
(5) Philippe Pelletier « la guerre de Fukushima » Hérodote n° 146-147 Ed. La Découverte 2012
(6) Alain Gras « La Fragilité de la Puissance Ed. Fayard 2003
(7) Pierre Lucot, Jean-Luc Pasquinet « Nucléaire arrêt immédiat - Pourquoi, comment ? » Le scénario qui refuse la catastrophe Ed. Golias 2009

Bibliographie

Claude Allègre « La science *est* le défi du 21e siècle » Fayard 2009
Günther Anders « Hiroshima est partout » Ed. Seuil 2008
Günther Anders « L'Obsolescence de l'homme, sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle » 1956, Ed. de l'Encyclopédie des nuisances, Ed. Ivrea 2002
Georges Charpak « Mémoires d'un déraciné, physicien et citoyen du monde » Ed. Odile Jacob 2008
Collectif BureStop 55 « Notre colère n'est pas réversible, enfouir les déchets atomique : le refus »
https://cloud.indie.host/s/VTpXLEarw3iPx6O#pdfviewer
Vincent Crouzet **:** « Une affaire atomique UraMin-Areva, l'hallucinante saga d'un scandale d'Etat », Éd. R. Laffont 2017
Mike Davis: « Dead City » 2002 Ed. Les Prairies ordinaires 2009
Jean-Jacques Delfour « La Condition nucléaire, réflexion sur la situation atomique de l'humanité » Ed. L'Echappée 2014
Hugues Demeude, Thierry Gadault Nucléaire : danger immédiat Et ça se passera près de chez vous ! Ed. Flamarion 2018
Jean-Philippe Desbordes « Atomic Park, à la recherche des victimes du nucléaire », Ed. Acte Sud 2006
Marc Dugain, Christophe Labbé, « L'Homme nu, la dictature invisible du numérique » Ed. Plon, R. Laffont 2016
Jean-Pierre Dupuy *« la guerre qui ne peut pas avoir lieu »* Ed. Desclée de Brouwer, 2019
Jacques Ellul « Le système technicien » Ed. Calmann-Lévy 1977
Bertrand Goldschmidt: « L'aventure atomique » Ed. Fayard 1966
Rapport Greenpeace France : « La crise mondiale des déchets nucléaires » 2019
GSIEN la Gazette nucléaire sur le Net 2013
http://gazettenucleaire.org/GSIEN.html
GSIEN La Gazette Nucléaire n° 28 Fiche technique n°30 « La sûreté des réacteurs nucléaires de type américain (Rasmussen) »
http://gazettenucleaire.org/?url=/1979/28.html
Alain Gras « La Fragilité de la Puissance Ed. Fayard 2003
Ivan Illich : « Energie et Equité » Ed. Seuil 1973
Apoli Bertrand Kameni « Minéraux Stratégiques, Enjeux africains » Ed. PUF 2013
Naomi Klein « La stratégie du choc vers la montée d'un capitalisme du désastre » Ed. Actes Sud 2008
Bernard Laponche ASTRID : Une filière nucléaire à haut risque et coût exorbitant
http://www.global-chance.org/IMG/pdf/gc37p80-92.pdf
Amory B. Lovins, Stratégie énergétiques planétaire, Ed. Christian Bourgeois 1975
Offensive, « Divertir pour dominer, la culture de masse contre les peuples », Ed. L'Echappée 2010
La Parisienne libérée : *« Le nucléaire, c'est fini »*. Ed. La Fabrique 2019
Jean-Luc Pasquinet et Pierre Lucot : « Nucléaire arrêt immédiat - Pourquoi, comment ? Le scénario qui refuse la catastrophe », Ed. Golias 2012
Jacques R. Pauwels « Big business avec Hitler » Ed. Aden 2013
Philippe Pelletier « la guerre de Fukushima » Hérodote n° 146-147 Ed. La Découverte 2012
Louis Puiseux Crépuscule des atomes Ed. Hachette 1986
Robert N. Proctor « Golden Holocaust, La conspiration des industriels du tabac », Ed. des Equateurs, 2014
Sheldon Rampton, John Stauber, « *L'Industrie du mensonge. Relations publiques, lobbying & démocratie* » Ed. Agone 2012.
La Recherche n°301, septembre 1997, Dossier « Déchet nucléaires, peut-on s'en débarrasser ? »
La Recherche n°31 février 1973, Guy Denielou et Louis Vautrey : « Les réacteurs à neutrons rapides »
Hubert Reeves avec Frédéric Lenoir : « Mal de Terre » Ed. Seuil 2003
Nadine et Thierry Ribault « Les Sanctuaires de l'Abîme, chronique du désastre de Fukushima » Ed. de l'Encyclopédie des nuisances 2012
Ivan du Roy, Basta ! 2013 *« Hommage à Mandela : quand la France et ses grandes entreprises investissaient dans l'Apartheid »*
https://www.bastamag.net/Hommage-a-Mandela-quand-la-France
Peter Dale Scott « *La Machine de guerre américaine : La politique profonde, la CIA, la drogue, l'Afghanistan.. ».* [« American War Machine: Deep Politics, the CIA Global Drug Connection, and the Road to Afghanistan »] Éd. Demi-Lune 2012.
Peter Dale Scott *« L'État profond américain : La finance, le pétrole, et la guerre perpétuelle »* [« The American Deep State: Wall Street, Big Oil, and the Attack on U.S. Democracy »], Éd. Demi-Lune, 2015
Jean-Marc Sérékian Radieuse Bérézina Ed. Golias 2015

Jean-Marc Sérékian Capitalisme fossile Ed. Utopia 2019
François-Xavier Verschave : « De la Françafrique à la Mafiafrique » Ed. Tribord 2005
Howard Zinn « Une Histoire populaire des Etats-Unis, de 1492 à nos jours » 1980, Ed. Agone 2003